

# Radio-Télévision / Heures locales

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14880

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Deuxième alerte au Venezuela

ES militaires putachiates qui, pour la deuxième fois en moins de dix mois, ont tanté de prendre le pouvoir au Vene-zuela n'ont pas réussi à entraîner la population dens leur aventure. On ne peut que se féliciter de cet échec et du maintien de l'ordre démocrati-que légal à Caracas. Les massages de soliderité ont d'ailleurs commencé à affluer au palais de Miraflores, touché par les bombes des aviateurs rabelles, et sont venus conforter le prési-dent social-démocrate Carlos Andres Perez, qui montre, à soixante-dix ans, une remarqua-ble pugnacité face à l'adversité.

M. Bush l'a assuré de son soutien. L'Organisation des États américains et la Communauté européenne ant fait de même. Il est logique et normal qu'il en soit ainsi. Démocratiquement réélu en décembre 1988, après avoir déjà exercé le pouvoir de 1973 à 1978, M. Carlos Andres Barres, . Carlos Andres Perez est dans son droit lorsqu'il affirme vouloir aller jusqu'à l'expiration normale de son mandat, en février 1994.

Il n'appertient pas à des militaires, si bien intention-nés soient-lis, de bouleverser le calendrier de la démocratie vénézuélienne, souvent présen-tée comme une des plus stables de l'Amérique latine, puisqu'elle à fourtienné seus interrunties a fonctionné sans interruption depuis 1958. La fin de la dicta-ture militaire de Perez Jimenez, cette année là, n'avait-alle pas marqué une ère nouvelle pour le pays ? L'alternance entre les chrétiens-démocrates du COPEI et les sociaux-démocrates de l'Action démocratique, le parti du président Perez, pouveit même être présentée comme un modèle pour le reste d'un souscoups d'Etat militaires à répéti-

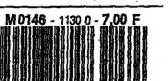
On aurait tort cependant de s'an tenir, à propos des mili-taires putschistes qui viennent de récidiver, à une analyse manichéenne. Certes, ils s'efforcent de renverser un pouvoir légal. Mais ils ne sont nullement des matamores paséistes, défenseurs d'un ordre social encien, pertant à l'assaut d'un président sociel-démocrate aimă de son peuple. C'est même à peu près exactement le

A chute de M. Carlos Andres Perez était jugée imminente par environ 80 % de ses concitoyens au lendemain du putsch manqué du 4 février dernier. Des concerts de casseroles venaient régulièrement rappeler à l'hôte du palais de Miraflores son impopularité, essentiellement due aux mesures d'austérité, dictées par le Fonds monétaire internationale. nal, qu'il a prises en 1989. Les ment contre lui. Et des officiers, parmi lasquels le jeune colonel Hugo Chavez, estimalent que la situation ne pouvait plus durer.

Culde

Le chaf de l'Etat a également prêté le flanc aux accusations de corruption. Pots-de-vin touchés par de hautes personnali-tés, civiles et militaires, com-promission de certains chommes du président » dans des affaires louches : M. Carlos Andres Perez est largement responsable du malaise actuel. Le colonel Chavez, auteur du putsch manqué de février, emprisonné depuis, et dent se réclamaient les militeires insur-gés vendredi à l'aube, est pro-bablement plus populaire que la président. Tel est le plus grand risque que court la démocratie au Venezuela après cette

Lire nos informations page 3



### Le Conseil de sécurité et la protection de l'aide humanitaire

# Grandes manœuvres à l'ONU pour secourir la Somalie

Le secrétaire général des Nations vail » qui devait se réunir à nouveau unies, M. Boutros Boutros-Ghall, samedi, avant la consultation du s'apprête à recommander l'envoi en Somalie d'une force multinationale, mandatée par l'ONU, pour «assurer» enfin la distribution de l'aide humanitaire. Plusieurs coptions a ont com-27 novembre, par un «groupe de tra-

samedi, avant la consultation du Conseil de sécurité, au début de la semaine prochaine. Dans l'hypothèse de l'intervention d'une coalition internationale, le commandement du corps expéditionnaire serait confié aux mencé d'être examinées, vendredi Etats-Unis, qui fourniraient l'essentiel

### Plusieurs scénarios

NEW-YORK of WASHINGTON de nos correspondants

Les premières grandes manœuvres diplomatico-militaires pour sauver la Somalie d'un désastre déjà largement consommé

Les membres du Coaseil de sécurité de l'ONU se verront présenter, au début de la semaine prochaine, plusieurs «scénarios» d'action en Somalie : l'intervention d'une coalition internationale, celle d'un contin-gent essentiellement américain ou encore l'envoi d'un « ultimatum » aux chefs de bande qui pillent l'aide alimentaire. Telles sont les propositions arrêtées par le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et qu'il entend soumettre dans les prochains jours aux membres du Conseil

Il y a bien une « option d'échec » qui sera aussi adressée au Conseil, même si personne n'entend vraiment la prendre en considération : l'abandon pur et simple des opérations humanitaires dans ce pays ravagé par la famine et la guerre civile et le retrait de l'ONUSOM, la petite force des Nations unies déjà arrivée à Moga-

> AFSANÉ BASSIR-POUR et ALAIN FRACHON

### Sans se prononcer sur le régime de Vichy

# La Cour de cassation renvoie Paul Touvier devant la justice

La Cour de cassation a partiellel'arrêt de non-lieu rendu en faveur de Paul Touvier en avril demier, en cendésignés par l'ancien chef milicien, de Versailles.

Sans se prononcer sur la nature du ment cassé, vendredi 27 novembre, régime de Vichy, la Cour de cassation a conclu que Paul Touvier s'est rendu complice de la Gestapo, organisation surant la chambre d'accusation de criminelle de l'Allemagne nazie, La Paris sur le dossier du massacre de qualification de crime contre l'huma-Rillieux-la-Pape, où sept juifs furent nité peut ainsi être retenue. Le dossier fusillés le 29 juin 1944 après avoir été a été confié à la chambre d'accusation

### Le droit sans l'Histoire

Auschwitz.

par Laurent Greilsamer

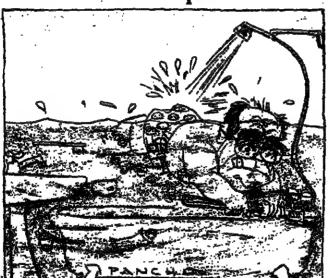
D'un trait de plume, la chambre crimi-nelle de la Cour de cassation vient de biffer la surprenante leçon d'histoire assenée le 13 avril par la chambre d'accusation de Paris. En quelques mots, la Cour suprême a répondu en droit à une décision de justice contestée avec une rare intensité par une grande partie de l'opinion et jusque parmi les plus hautes autorités de l'Etat.

Les trois juges de la chambre d'accusation avaient à leur manière réhabilité le régime de Vichy en l'exonérant de ses principaux vices. Il leur avait suffi pour cela d'un ou Live le suite pege 5 deux sophismes et de deux ou trois for-

mules sidérantes. Ainsi la chambre d'accusa tion affirmait-elle que l'idéologie vichyssoise s'apparentait a plutôt à une constellation de abons sentiments » et d'animosités politiques», ignorant résolument la traque des militants communistes et des francs-maçons lancée dès les mois de juillet et d'août 1940. Ainsi assurait-elle péremptoirement que jamais les juifs ne furent proclamés « ennemis d'Etat », oubliant le statut du 3 octobre 1940, signé par Philippe Pétain, et aux termes duquel ils n'étaient plus que des ombres bientôt promises aux convois vers

> Lire la sulte et nos informations pages 10 et 11

# 31 000 chômeurs de plus en octobre



Lire page 15 l'article d'ALAIN LEBAUBE

# L'affaire Trager prend une nouvelle dimension

L'inculpation, vendredi 27 novembre, par le juge Renaud Van Ruymbeke, de M. Michel Gagneux, ancien chef du cabinet de Ma Georgina Dufoix, donne une nouvelle dimension à l'affaire déclenchée par les accusations de René Trager concernant son rôle et celui de l'entourage de l'ancien ministre dans une affaire de commission sur l'importation d'un appareil de radio-

Pour élucider certains points essentiels qui prêtent déjà à controverse - qui a apposé la signatura de M- Dufoix sur certains documents? Où est allé l'argent? -, le juge, qui a effectué récemment des perquisitions en Suisse, devrait entendre sans tarder les différents protagonistes de cette affaire. A l'exception de M- Dufoix, que sa qualité de ministre, à l'époque des faits, met à l'abri de la justice ordinaire.

Lire page 9 l'article da ROLAND-PIERRE PARINGAUX

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises at or ■ Marché monétaire ■ Matières premières Marché international des capitaux page 17

M. Alain Madelin

au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, vice-président de l'UDF et du Parti républicain, invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» dimanche à 18 h 30.

Le général Talic affirme que ses troupes se préparent à une guerre longue pour préserver leurs conquêtes en Bosnie

**BANJA-LUKA** (Bosnie-Herzégovine)

de notre envoyé spécial

« I.'armée serbe se prépare pour une guerre de dix aus»: le géné-ral Momir Talic, commandant le 1<sup>st</sup> corps serbe de Bosnie, affiche en toutes circonstances une allure débonnaire. Le visage rond sous des cheveux blanes comme neige, des yeux très clairs, un regard ironique, il est sûr de lui et de son armée, L'hiver? Il gène peutêtre toutes les armées du monde, mais, a pour les Serbes, il n'existe pas». De toute façon, « la situation est très bonne pour nous, et les opérations militaires se dérou-

lent selon le rythme planisië». Jusqu'où ces opérations irontelles? « Cela dépendra des forces musulmanes et croates, de leurs provocations. » Par exemple, après la prise de Jajee, cette ville du nord-ouest de Sarajevo où les Serbes représentent moins de 20 % de la population mais que l'armée du général Talic a conquise l'in octobre, cette armée a poussé jusqu'aux portes de Travnik, ancienne capitale ottomane de Bosnie, et l'officier serbe «espère» que ses hommes n'auront pas à aller plus loin. « Nous verrons », répond-il seulement quand on lui demande ce que deviendra Travník.

Quant au front nord, il est particulièrement animé depuis quelques semaines : le corridor que les forces serbes se sont aménagé le long de la frontière croate pour relier les régions nord et ouest contrôlées par les Serbes à la Serbie mère - fait l'objet d'attaques constantes des troupes croato-musulmanes et ne dépasse pas deux kilomètres de largeur en certains endroits. Les Serbes accusent la Croatie d'avoir dépêché pas moins de six brigades jusqu'en Bosnie pour tenter de couper ce corridor.

> YVES HELLER Lire in suite page 4

# DOSSIERS

En décembre 1992, deux dossiers :

### SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est parvenue malgré tour à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans mais il semble pourtant que l'heure des décisions de fond

### LA CRISE DES PRISONS -

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de sièvre. La grave crise de cet été a démontré que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports complexer et ambigus entre surveillants et détenus sont au cœur de toute nouvelle réforme.

Ces deux dossiers sont complétés par des cartes et des

Au sommaire des « clés de l'info » : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtres en Grande-Bretagne. l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché du son.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F

### HEURES LOCALES

### Disney fait peur

Les élus des communes proches du parc EuroDisney, s'inquiètent des économies décidées par la société emé-

### La voiture électrique se glisse en ville

Des sites-pilotes ont été retenus, mais rien ne sera opérationnel avant 1995.

### Mâcon : paisibles bords de Saône

Un chef-lieu de département excentré, malade de ses limites administratives.

Avec les pages « Régions » et « lle-de-France », les informations pratiques, les livres, le

Lire pages 19 à 26 Le sommaire complet se trouve page 18

# Le début du «processus d'Helsinki»

par Thomas Schreiber

22 novembre 1972. A quelques kilomètres de la capitale finlandaise, sous la neige, l'université de technologie d'Helsinki accueille les représentants de la quasi-totalité des pays d'Europe, auxquels se sont joints œux des Etats-Unis d'Amérique et du Canada. Dans la grande salle de Canada. Dans la grande salle de bal ultramoderne en forme de presqu'île, les ambassadeurs ont pris place autour des tables à tapis vert disposées en hexagone. Avant l'ouverture de la première séance, présidée par le ministre finlandais des affaires étrangères, Ahti Karjalainen, on est passé diplomatiquement de l'anglais au français pour régler un différend. Il portait sur la désignation des deux délégations allemandes sur les plaquettes placées devant elles. La délégation de Bonn s'élevait contre le fait que celle de Berlin-Est aurait eu le privilège d'avoir le nom du pays en premier, si la désignation avait été faite en anglais : « German Democratic Republic», tandis qu'elle aurait dû se contenter du nom de « Federal German Republic». Le problème (très sérieus blic». Le problème (très sérieux à l'époque) a été résolu en ayant recours au français, la « République fédérale d'Allemagne » sié-geant des lors aux côtés de la « République démocratique alle-

Encore plus significative était l'attitude de la délégation roumaine, décidée dès le début de la réunion à jouer le rôle de trouble-fête pour manifester son indépendance à l'égard des autres pays du pacte de Varsovie. Selon Bucarest, l'ouverture des entre-tiens multilatéraux se présente comme une occasion privilégiée de prendre ses distances à l'égard de Moscou. lon Lipatti, le direc-teur des affaires politiques au ministère roumain des affaires étrangères, un diplomate franco-phone rusé, demande tout d'abord une rotation pour la pré-sidence ; à savoir que la direction des séances soit confiée à tour de rôle aux représentants de chacun des pays. Et, surtout, que dans le passage du règlement proclamant la participation des trente-quatre États « sur une base d'égalité et d'indépendance» soit ajoutée la mention « indépendam-ment des alliances militaires ». Une précision aussitôt qualifiée d'« inutile » par les Soviétiques et leurs alliés qui ont immédiatement compris le but de la manœuvre du « mauvais cama-rade». La «rébellion roumaine» bénéficie de la sympathie de nombreux pays. Parmi eux la France, qui est d'avis que tous les Etats représentés à Helsinki doivent faire entendre « leur voix propre et dans des conditions de complète égalité ».

Deux conceptions des rapports internationaux

Dès le début des pourparlers d'Helsinki en vue de la prépara-tion de la Conférence sur la sécu-rité et la coopération en Europe (CSCE), deux conceptions des rapports internationaux s'affron-tent. Une conception devenue traditionnelle depuis Yalta, et selon laquelle les Etats-Unis et l'Union soviétique s'efforcent de consolider ou de rompre à leur avantage l'équilibre des forces, en se servant de pays moyens et petits comme de pions dans leur jeu bipolaire. Comme le disaient aiors les Chinois, « les Américains et les Soviétiques étaient à la fois rivaux et complices. » La signature par Richard Nixon et Leonid Brejnev du premier accord SALT sur la limitation des armements stratégiques, en mai 1972, n'a-t-elle pas « coincidé » avec l'intensification des bombardements de l'aviation des Etats-Unis sur le Vietnam du Nord?

L'autre conception est défendue avec de plus en plus de vigueur par les autres pays, qu'ils appartiennent ou non à des alliances militaires ou politiques différentes. Nous avons déjà mentionné la France et la Roumanie, membres «contesta-taires» de l'OTAN pour la pre-mière et du pacte de Varsovie pour la seconde. Mais on constate aussi le véritable réveil des non-alignés et neutres, entraînés par la Yougoslavie de Tito, à l'apogée de son influence, et pas seulement au sein du tiers-monde. Aujourd'hui on a pariois tendance à oublier qu'au début des années soixante-dix le régime yougoslave n'a plus rien à voir



cette époque l'Union soviétique et les pays de l'Est. Quant à l'in-dépendance à l'égard de Moscou, celle de Bucarest est beaucoup grade. Sans perdre de vue (comme le faisaient certains milieux occidentaux, y compris français) que la Roumanie « nor conformiste » de Nicolae Ceau-sescu était aussi une dictature. Bref, les représentants roumains et yougoslaves sont parmi les diplomates les plus actifs de la rencontre. C'est aussi en novem bre 1972 que les neutres, dont la Suisse et le Saint-Siège, partici-pent pour la première fois à une importante conférence essentiellement politique.

Même si l'unanimité ne s'est pas faite au niveau des membres de la Communauté européenne (composée à cette date de neuf pays) autour de problèmes débattus à Helsinki, on retiendra qu'à la demande du représentant de la République fédérale les partenaires de Bonn soutiennent la candidature de l'autre Etat alle-mand à l'UNESCO. Nous sommes au lendemain de l'approbation massive par les électeurs allemands de l'Ostpolitik du chancelier Brandt et de la signa-ture, quelques semaines plus tard, le 21 décembre 1972, du traité fondamental entre les deux Allemagnes, pas décisif en direction de la normalisation des rap-ports bilatéraux dans l'attente une réunification qui était à l'époque impensable.

Consensus et « absence d'opposition »

En novembre 1972, il a fallu quatre jours de palabres aux délégués pour se mettre d'accord sur une dizaine de points de procédure. Ensuite commencent les véritables travaux, dirigés - conformément aux propositions roumaines - sur une stricte base de rotation par les représentants des pays participants.

Le principe de l'égalité et de l'indépendance des États acquis, il entraîne celui de l'adoption des décisions par consensus. Ce consensus, qui devrait par la suite régler les modalités d'adoption des recommandations de la conférence d'Helsinki, est offi-ciellement défini comme l'« absence d'opposition».

Plus de six mois seront nécessaires pour que les trente-quatre délégations concluent leurs travaux. Le 8 juin 1973, les princi-paux thèmes de la future conférence sur la sécurité et la coopération sont répartis en trois « corbeilles » : 1. - questions politiques; 2. - questions économiques; 3, - problèmes humani-

avec le socialisme fortement cen-tralisé et figé que pratiquent à de ses alliés auraient souhaité la L'Union soviétique et plusieurs

création d'une quatrième « cor-beille (le mot fait son entrée dans le jargon diplomatique) sous forme de la mise en place d'une rité. Mais l'examen de cette question est renvoyé à une date ulté-

Le « processus d'Helsinki » a prévu plusieurs phases. A l'issue de la première, qui s'achève en juillet 1973 après cinq jours d'assises, les ministres des affaires étrangères ratifient les recommandations émises lors des négociations préliminaires. Dès le début de la seconde phase, réunie à Genève le 18 septembre de la même année, c'est la paralysie de la CSCE : les trois « corbeilles » (officiellement des « commis-sions ») ne peuvent trouver une méthode de travail. Selon les Soviétiques, les Occidentaux veulent ralentir les négociations paneuropéennes. En fait, les Occidentaux tenaient à enregistrer à l'issue de la conférence des progrès dans le domaine d'une plus grande liberté de circulation

des personnes, des idées et des informations entre l'Est et

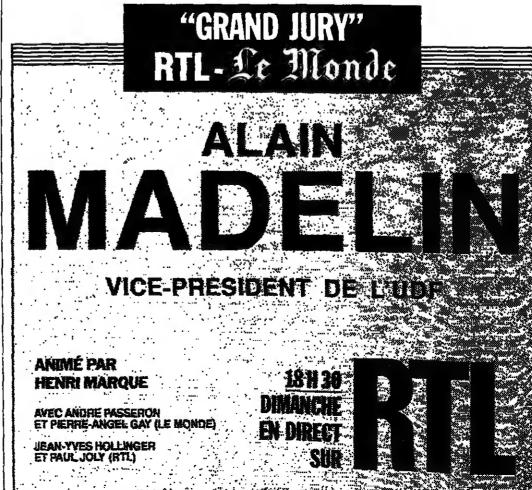
Mais, du côté communiste - et pas seulement soviétique. - on craint que la multiplication des contacts avec le monde occidental ne comporte de graves risques de contamination pour les de contamination pour les régimes socialistes. Par conséquent, il fallait les contrôler par des « moyens politiques appropriés ». D'où les mises en garde fréquentes contre les dangers de la « pénétration de l'idéologie bourgeoise » à l'Est, et les limites fixées à la « libéralisation » dans les pare même les plus éloigés. les pays même les plus éloignés du stalinisme, comme la Hongrie de Janos Kadar.

domaines « utilitaires », comme l'économie. Dans l'esprit des dirigeants du Kremlin, la consécration solennelle de la «coexistence pacifique entre pays appartenant à des systèmes socio-politiques différents » (encore un bel exemple de la langue de bois marxiste-léniniste à la mode) n'est pas une concilia-tion d'idées différentes. Bien au contraire, Leonid Brejnev comp-tait faire de la CSCE et de ses suites le couronnement de sa carrière en faisant reconnaître par les Occidentaux les conquêtes soviétiques en Europe centrale et orientale après 1945. Or il se trouvers confronté, avec les dirigeants staliniens (ou poststali-niens) des pays de l'Est, et précisément à travers le « processus d'Helsinki», à des mouvements de contestation à l'intérieur des pays socialistes, bien involontai-rement encouragés. Car ces contestataires - essentiellement hongrois, tchécoslovaques et polonais - ne réclament désormais pas autre chose que le res-pect des textes adoptés par consensus... Il était donc fatal que, dans l'application des recommandations de la «troisième corbeille», relative à l'exercice concret des droits et libertés des individus, surgisse entre l'Est et l'Ouest un « maien-

### Le fin de la compure de l'Europe

tendu » de nature idéologique.

-Pendant longtemps, la sécurité européenne, les modalités pratiques de la coopération entre les deux parties du Vieux Continent encore séparées par le rideau de fer resteront l'enjeu d'approches contradictoires. Cependant, le aprocessus d'Helsinki » engagé le 22 novembre 1972 s'est finalement retourné – malgré les maladresses et la naiveté de certains Occidentaux - contre les régimes totalitaires : les recommandations du sommet de l'été 1975, réuni naturellement dans la capi tale finlandaise et concernant les droits de l'homme, sont prises au mot en Europe centrale et orientale. Et. à la fin de l'année 1990. quinze aus après la signature, à Helsinki, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération, les chefs d'Etat et de gouvernement alors en exercice, qui se retrouvent cette fois à Paris, célèbrent la fin de la coupure de l'Europe... Nous vivons enfin sur un continent qui partage les mêmes valeurs. Cependant, la disparition de l'Union soviétique, l'éclatement de la Yougoslavie, la recrudescence des nationalismes créent une situation nouvelle et dangereuse. Mais cela est une autre



Le II 

ADMINIST "\TTON : 1, PLACE HIBEFT-BE!IVE-MÊT ! 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopleur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F Principsux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur géneral :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Gulu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaïdi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télén : 46-62-8-73. - Societé filiale

Téléfux : 46-62-98-73, - Societé filiale le la SARL le Monde et de Médias et Régies Estrope Si

du « Monue -12. r. M. Gunsbourg 94852 IVRY Cedex Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE Rensuignements sur les microfilms et index du Monde eu (1) 40-86-29-33

Reproduction interdite de tout article. soul accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE posez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie conside
3 mais	536 F	572 F	798 F
6 mais	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 40	L 890 F	2 086 F	2 960 F

**ÉTRANGER:** par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à l'ormuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

### BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE** 3 mois 6 mois 1 an

Nom: Prénom: Adresse : \_

Code postal: \_\_ Localité : \_\_\_ Pays: \_\_\_

euillez avoir l'obligeance d'ethre tous le soms propres en capitales d'imprimerie PP Part RP

> Le Monde Edité par la SARL Le Monde

Edité par le SARI. Le Monde Comité de directori : Jacques Lissourne : gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédiction Jacques Guiti directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef

Yves Agnès coues Amairic

Daniel Vernet

Hubert Bouve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontains (1985-1991)

Les recommandations de la « troisième corbeille »

Pour les Soviétiques - et ce sera leur attitude pendant toute la durée du « processus d'Helsinki ». - le développement des relations avec l'Occident devrait se limiter en quelque sorte aux

Walter Control

A Contraction

See in the

g grandania.

 $(j_0,\omega,\mu,\beta,\gamma)$ 

12. A. .

Millerrand

- The Contract of the Contract

THE PARTY OF THE P 2000年 解析

-1-4-50 া থকাৰ ক কি বছৰ ক TO TOTAL THE PARTY.

- A HAVE THE TO FORE. THE SECTION OF SECTION

Sand bei in grang

The hos is the Laufeiten in 🖷 The state of the same of 1 10 m

272

Lett les to 1 billion les

### En visite en Jordanie

# M. Mitterrand affirme que la levée des sanctions contre l'Irak implique le respect des communautés kurde et chiite

MAIS LA CUISINE, C'EST VOUS TROIS

QUI LA FEREZ! )

M. François Mitterrand devait regagner Paris, le samedi 28 novembre, dans l'après-midi, au terme d'un voyage au Proche-Orient qui l'aura successivement conduit en Israël et en Jordanie. Au cours de son séjour à Amman, où il s'est jonquement entretenu avec le roi Hussein, le président français a évoqué le processus de paix israélo-arabe, mais aussi les conséquences de la guerre du Golfe, et pressé i irak - encombrant voisin de la Jordanie - de respecter ses minorités kurde et

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand s'applique depuis des années, à tenir le même langage à toutes les parties que déchire le conflit israelo-arabe. Il en a fait une impeccable démonstration, vendredi 27 novembre, au soir de son arrivée en Jordanie, où il entamait une visite d'Etat. Avant le diner offert en son honneur par le roi Hussein, le président a reitéré, presque mot pour mot

4 7242

S In

grands principes qu'il vérait d'expo-ser pendant deux jours en Israël.

« Que de fois ai-je répété ces mêmes affirmations sur toutes les tri
d'autre, on parle avec les représen-tants des peuples intéressés. Ces prin-cipes s'appliquent également au cipes s'appliquent également au liban.» bunes internationales, a-t-il déclaré. En ignorant notamment la question

nées, ce qui implique que, de part et

### Pas de partition

palestinienne, on ne pourrait aboutir

– si on y aboutit – a-t-il ajouté, qu'à Autre «formule lapidaire» de une paix précaire. Un dialogue doit M. Mîtterrand : «Mieux naut une

réunion (multilatérale) de Paris (à la fin du mois d'octobre) a montré que la volonté de dialoguer sur des sujets d'intérêt commun peut parvenir à

dans le Golfe, sujet peu évoqué par M. Mitterrand en Israël, mais qui concerne au premier chef la Jordanie, un pays «dont les épreuves, remarpaix à petit pas que pas de paix du Le président a souligné la « place tout. » « Des signaux, a-t-il noté, sora centrale » qu'occupe, dans le procesquo t-il, ne se sont pas terminées avec la fin des combats » et qu'accable, à cause de la guerre, « un lourd fardeau économique et financier». « Il ne peut y avoir, a noté le président, de stabi-lité dans le Golfe s'il n'y a pas recon-JE VEUX BIGN PRENDRE LES COMMANDES,

naissance du droit des uns et des autres d'exister et de coexister dans ces fameuses frontières sûres, recon-nues et respectées. Parlons clair : on s'inquiète de ce que fera l'Irak. Ou bien il s'inclinera devant les décisions des Nations unies, ou bien il respectera les habitants qui relèvent de son autorité, qui sont des concitoyens de l'Irak; et la paix reviendra plus vite qu'on ne le croit, et les populations de

notamment en adéfinissant avec

Israël les termes d'un ordre du jour». Ces principes doivent aussi prévaloir

« La France souhaite que le martyre de ces populations cesse ou soit abrègé par la levée du blocus. Mais cela dépend d'abord du gouvernement de l'Irak. J'exclus toute partition de l'Irak, hypothèse d'ailleurs qui n'a été paya qui ont pris part à la guerre du afghans. - (AFP.)

ce grand pays cesseront de soussir des

sus de paix, la Jordanie, qui a «réaf-firmé clairement sa volonté de paix», cste donc dans le camp de Bagdad. résolutions de l'ONU, notamment celles relatives au respect des minorites kurde et chiite, que la communauté internationale pourra légitimement ne plus traiter l'Irak comme un Etat paria. Autant d'observations que le roi Hussein ne peut pas faire, sous peine d'offenser son puissant voisin irakien, mais qu'il n'est peut-être pas fâché de voir prononcées chez lui dans l'espoir qu'elles seront enten

JEAN-PIERRE LANGELLIER

 IRAN : signature d'un mémoran dum d'accord avec le Haut Commissa rist pour les réfuglés. - Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'iran ont signé. vendredi 27 novembre, à Genève, un mémorandum d'accord qui prévoit protection, assistance et recherche de solutions durables pour près de trois millions de réfugiés stationnés sur le sol iranien. La signature de ce document a eu lieu trois jours avant la mise en route d'un programme de évoquée devant moi par aucun des rapatriement volontaire des réfugiés

# **AMÉRIQUES**

VENEZUELA: au moins neuf morts lors du coup d'Etat manqué

# Les militaires putschistes n'ont pas réussi à mobiliser la population contre le président Perez

militaire, déclenchée vendredi 27 novembre à l'aube au Venezuela, semble avoir totalement échoué. Le président social-déau pouvoir depuis décembre 1988, maîtrise apparemment la situation. Une centaine de militaires putschistes, parmi les-quels plusieurs officiers supérieurs, sont arrivés dans la nuit de vendradi à samedi à lquitos, au Pérou, dans un appareil Hercules des forces aériennes vénézuéliennes. Ils ont demandé l'asile politique aux autorités péruviennes. Le coup d'Etat manqué a fait au moins neuf morts et des dizaines de blessés. Le gouvernement avance de son côté le chiffre de cinquante victimes, qu'il était impossible, samedi matin, de confirmer. Le gouvernement du président Perez a suspendu vendredi les principales garanties constitutionnelles et instauré un couvrefeu de six heures du soir à six heures du matin pour une durée indéterminée.

Il semble que la population n'ait pas suivi les chefs, militaires et civils, du Mouvement révolutionnaire bolivarien, auteurs de cette

La tentative de coup d'Etat

nilitaire, déclenchée vendredi

17 novembre à l'aube au Vene
uela, semble avoir totalement
ichoué. La président social-dé
choué. La président social-dé
printit de gauche et fondée sur le

putitit de gauche et fondée sur le

racio et à la télévision la suspen
racio de l'Eglise. Au moins qua
tre journalistes ont été blessés au

cours de la matinée, selon des

témoins.

Le gouvernement a annoncé à la

racio et à la télévision la suspen
racio de la comprise printier de l'Eglise. Au moins qua
tre journalistes ont été blessés au

cours de la matinée, selon des

témoins.

Le gouvernement a annoncé à la

racio et à la télévision la suspen
racio de mission le suspenrejet de la corruption ambiante. Le a soulèvement populaire général », suquel appelait le message enregis-tré sur une cassette vidéo et retransmis pendant plus de cinq heures sur la chaîne publique Canal 8 par un commando rebelle, ne s'est en tout cas pas produit,

Les autres chaînes de télévision ont abondamment diffusé la décla-ration du président Perez affirmant à 2'il contrôlait la situation et qu'il ne s'agissait que d'un «coletazo» (un soubresaut final) de la tentative infructueuse de coup d'Etat du

#### Convre-feu et suspension des libertés

Un photographe de l'AFP a constaté que deux militaires avaient été tués à proximité du palais présidentiel de Miraflores, dans une zone où des combets ont dans une zone où des combats ont opposé des civils aux forces loyales au président Carlos Andres Perez. D'autres témoins avaient par ailleurs rapporté que les affrontements autour de la télévision d'Etat, qui était aux mains des rebelles vendredi dans la matinée, avaient fait au moins deux morts. Les rebelles, qui avaient pris le contrôle de la télévision, ont à la mi-journée offert leur reddition et demandé la médiation de la justice

# La tentative du 4 février

La tentative de putsch de vendredi 27 novembre au Venezuela avalt été précédée, en février demier, d'une action du même type qui aveit fait dixhult morts et failli mettre un terme à trente-quatre années de régime démocratique. Une dizaine de bataillons des armées de terre et de l'air menés par le colonel Hugo Chavez avaient tenté, dans la nuit du 3 au 4 février, de ranverser le président Carlos Andres Pérez, voire de l'assessiner.

lls s'átaient rendus douze heures après après avoir tiré les premières rafales de mitrallieuse lourde contre le palais présiden-tiel de Miraflores, et le Casona, résidence du chef de l'Etat. Les garanties constitutionnelles

diatement après cette tentative de coup d'Etat. Elles ont été rétablles en avril, Les forces loyales au gouvernament et aux Institutions démocratiques avaient alors reagi rapidement, empêchant le coup de force, annoncé par des rumeurs persistantes les mois précédents dans les milieux politiques, de se propager comme l'aureient souhaité les militaires insurgés.

Détenu depuis l'échec du Chavez, âgé de trente-sept ans, se réclame d'un mouvement « gauchiste », le Mouvement révolutionnaire bolivarien. Un message du colonel Chavez a été lu yendredi à la télévision par les putschistes. - (AFP.)

sion des principales garanties constitutionnelles. Toute personne peut être arrêtée sans mandat d'arrêt et les maisons particulières peuvent être perquisitionnées selon le bon vouloir des autorités. La iberté de la presse, le droit à la libre circulation et celui de mani-fester sont également suspendus. Le ministre de l'intérieur, M. Luis Pinerus, a déclaré que ces mesures, similaires à celles décrétées après le outsch manqué de février, avaient été prises pour « venir à bout » des derniers foyers de rébellion.

derniers foyers de rébellion.

Dans le centre de Caracas, près du palais présidentiel de Miraflores, de petits groupes de jeunes gens out érigé des barricades vendredi et affronté la police à coups de bouteilles et de pierres, en criant des slogans hostiles au gouvernement. Certains autres étaient armés de fusils, selon des ténoins. La police a riposté par des tirs et des iets de gaz lacrymogènes. Des des jets de gaz lacrymogènes. Des tirs ont été par ailleurs entendus vendredi dans d'autres quartiers de la capitale. Dans deux faubourgs de Caracas, des affrontements vio-lents se sont produits entre la police et des civils qui s'en étaient pris à des bâtiments de la police et

pars a des patiments de la pouce et à des magasins. Les seules précisions concernant l'ampleur de la rébellion sont venues du leader démocrate-chré-tien Eduardo Fernandez, selon lequel une unité de l'armée de terre, à La Victoria (50 km au sud-ouest de Caracas) et deux beses de terre, à La Victoria (50 km au sud-ouest de Caracas) et deux bases de l'armée de l'air, à Maracay et Bar-quisimeto (70 km à l'ouest et 250 km au sud-ouest de la capitale), ont participé à la tentative de coup d'Etat. Le président Carlos Andres Perze a affirmé de son côté que les cinq chefs de la rébellion manquée du 4 février, dont le colonel Hugo Chavez, au nom duquel des mes-

COLOMBIE: la police a abatin un lieutement de Publo Escobur. - La police colombienne a obtenu, vendredi 27 novembre, un nouveau succès en éliminant l'un des deux derniers lieutenants du chef du scartel de la drogue de Medellin», Pablo Escobar. John Edison Rivera Acosta, dit « El Palomo», a été tué, avec deux autres hommes du cartel, à l'a-gui (banlieue de Medellin) par un commando de quelque 200 policiers d'élite qui, scion la police, unt agi sur dénonciation. Sa tête avait été mise à prix 100 millions de pesos (environ 140 000 dollars). - (AFP.)

sages ont été diffusés à la télévision des le début du soulèvement, sont toujours emprisonnés. Vendredi à 17 heures 15 (heure locale), au moment même où le président Carlos Andres Perez intervenait à la télévision le relais profesionnés. la télévision, le palais présidentiel de Miraflores a été pris pour cible pour la deuxième fois de la journée par quatre chasseurs-bombardiers d'appui tactique Bronco, dont l'un au moins a touché le bâtiment.

Ces appareils out en outre bornbardé le ministère de l'intérieur, l'aérodrome de La Carlota, situé en pleine ville, ainsi que la principale caserne de la capitale, Fort Tiuna, d'où trois chars et cinq cents hommes venaient de partir pour renforcer les troupes de La Carlota. Les partis d'opposition, et avant

tout le principal d'entre eux, le COPEI (chrétien-démocrate), ont apporté leur soutien au président Perez en condamnant cette tentative de putsch qui a lieu deux semaines avant les élections muni-cipales. Le mandat du président Perez, démocratiquement élu en décembre 1988, expire en février 1994. Mais le président fait face à une impopularité croissante en raison des accusations de coren raison des accusations de cor-ruption qui l'atteignent, ainsi que son entourage, et de la baisse géné-rale du niveau de vie général de la population due aux mesures d'aus-térité qu'il a prises peu après son retour au pouvoir en 1988. M. Carlos Andres Perez a déjà été président du Venezuela de 1973 à 1978. Son parti, l'Action démocra-tique, est membre de l'Internatio-nale socialiste.

Le président Bush s'est entretenu vendredi par téléphone avec M. Carlos Andres Perez et jui a apporté le soutien des Etats-Unis. Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a également assuré M. Perez de sa solidarité. L'Organisation des Etats améri-cains, réunie vendredi à titre exceptionnel, ainsi que la Communauté européenne, ont fait de même. - (AFP, Reuter, AP.)

a HATIL: assessingt d'un militant politique. - Le cadavre d'un militant du parti du Congrès des mouvements démocratiques (KONA-KOM, social démocrate), enlevé, vendredi 27 novembre, par des civils armés à Port-au-Prince, a été retrouvé au nord-est de la capitale. M. Wesner Luc, vingt ans, avait été enlevé par des hommes armés circulant en jeep, en même temps au'un autre militant du KONA-KOM, M. Justin Brezil, vingt-neuf ans. Ce dernier est toujours porté dispanu. (AFP.)

### Une brochure du « Monde »

### « Clinton président »

A quoi ressemblera l'Amérique de M. Bill Clinton, premier présiboom de l'après-guerra?. Répondre à cette question est une gageure, au premier chef en ce qui concerne la politique étrangère qui sera celle du quarantexième président des Etats-Unis à partir du moment où il prendra ses fonctions le 20 janvier. Au moins avons-nous quelques indices sur la personnalité voyante de cet homme du Sud, sur le sens qu'il a voulu donner à sa campagne électorale, et sur le recentrage (on dirait, en Europe, le virage à droite) qu'il a imposé à son parti.

Il est possible, en tout cas, de s'appuyer sur l'analyse du scrutin du 3 novembre, relativement atypique dans l'histoire américaine parce que le milliardaire Ross Perot, candidat indépendent, a recueilli 19 % des voix, un record. Et nous savons quel héritage, sur le pian économique surtout, les présidents républicains Ronald Reagan et George Bush ont légué à leur successeur

La brochure Clinton président, réalisée par les journalistes du Monde avec l'aide de collaboreteurs extérieurs, et principalement d'un enseignant, Hugues Tertrais, rassemble les principaux articles parus sur le sujet dans « bilan républicain » des années

des caricatures, souvent plus expressives que de longs exposés, ainsi que des photographies, des graphiques, et des tableaux faisant appal à la couleur.

Inandé d'informations d'origine surtout audiovisuelles, l'honnête homme, animé de la meilleure discerner le fondemental de l'accessoire et perd quelques repères essentiels. Qui se souvient, par exemple, de la doctrine de Princeton de l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker en décembre 1991? C'est pourtant l'énoncé des grands principes guidant la politique des Etats-Unis face à l'ex-URSS que M. Clinton n'a pas, jusqu'à présent, remis en question. Combien y a-t-il d'Américains, Etat par Etat, et quelles sont les villes où la croissance démographique est la plus forte? Des cartes et des graphiques donnent les réponses à ces questions.

L'évolution de la société américaine, dans l'art et la culture, l'émergence d'une revendication athnocentrique dans une fraction de la communauté noire et les conséquences de l'épidémie du sida, tiennent également une large place dans cette brochure. > Clinton président, numéro spécial du Monde dossiers et documents, Novembre 1992. 144 pages. 48 F.

### M. Clinton a rencontré M. Reagan

Le président élu, M. Bill Clinion, a rencontré, à Los Angeles, l'ancien président, M. Ronald Reagan, durant plus d'une heure, vendredi 27 novembre.

La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère « chaleu-

B PÉROU : demande d'extradition de l'ex-président Alan Gareia. - Le magistrat de la Cour suprême du Pérou, M. Carlos Hermosa, chargé de l'instruction de « l'affaire Alan Garcia », l'ancien président réfugié en Colombie depuis le mois d'avril dernier, a indiqué, vendredi 27 novembre, que le Pérou demanderait l'extradition de M. Garcia à la Colombie.

M. Garcia est poursuivi pour

enrichissement illicite au détri-

ment de l'Etat. - (Reuter.)

reuse es amicale», a indiqué le porte-parole de l'ancien président, M= Cathy Goldberg. Les deux hommes ont parlé de politique intérieure et internationale ainsi que du processus de transition. M. Reagan a connu, avant

M. Clinton, la délicate transition présidentielle avec changement de parti à la Maison Blanche : il avait, en effet, succédé au président démocrate Jimmy Carter. Au début de la rencontre, l'ancien président a offert à M. Clinton une boîte de bonbons avant de poser devant les photographes. Le nouveau président a également visité, dans l'aprèsmidi, un centre commercial de Glendale pour rencontrer des commerçants et le public. -



sinki,







# Le gouvernement interdit un groupe d'extrême droite

Face à l'aggravation des violences racistes, le gouvernement allemand a annoncé, vendredi 27 novembre, l'interdiction d'un groupe d'extrême droite, le Front nationaliste. A Hambourg, les obsèques des trois Turques victimes de ces violences à Mölln ont réuni des milliers de personnes.

BERLIN

de natre correspondant

Plus de dix mille personnes ont assisté, vendredi 27 novembre à Hambourg, aux obséques officielles des trois victimes (deux femmes et une fillettes turques) de l'incendie criminel de Mölln. Les drapeaux de la cité hanséatique, qui abrite une importante communauté turque. étaient en berne. Dans la foule, au clocher des églises, des banderoles

Les Serbes

Suite de la première page

Le général Talic entend bien

repousser chacun chez soi : les Musulmans vers le sud et les Croates

au nord, au-delà de la rivière Sava,

qui forme la frontière entre la Cron-

tie et la Bosnie. L'ancien officier de

chars de l'ex-armée yougoslave assure

qu'il ne compte pas dépasser la

Sava: mais, prévient-il, «st les Croutes se livrent à de nouvelles pro-

vocations, nous irons jusqu'en Croa-tie». Le maintien d'un tel corridor

est, en tout état de cause, essentiel

pour les Serbes de Bosnie, car, s'il est

coupé, «la vie ne sera plus possible à

Banja-Luka », souligne, pour sa part, le major Milovan Milutinovic, porte-parle du 1º corps serbe, C'est ale corrador de la vie», insiste-t-il, car le sort de la «République serbe de Bos-

visionnements acheminės depuis la

Serbie (du mazout aux médica-

Le géneral Talie veut « épargner les *errik*a», ce qui explique la lenteur

avec laquelle certaines localités sont

réduites, comme Gradacac, ville situee en bordure du corridor serbe

et formant la pointe septentrionale des régions tenues par les forces crea-

to-musulmanes. « Nous ne voulous

pas tuer de civils, et cela pose un problème», affirme-t-il, II a'en a, visi-

blement, pas moins l'intention de prendre Gradacae, d'une façon ou

d'une autre, car cette localité de près

de 60 000 habitants menace directe-

ment le corridor; en outre, dit-il, le

chemin de Tuzla (ville de plus de 130 000 habitants, au nord de Sara-

jevo, réguliérement bombardée par

Banja-Luka consisterait à prendre Gradação par la force, après quoi

Un scenario sérieusement étudié à

les Serbes) « passe par Graducae ».

prêts à se battre dix ans...

dénoncaient la montée du racisme et appelaient à la mobilisation.

Un peu partout, les manifesta-tions contre la violence prennent de l'ampleur. Selon le syndicat de la métallurgie, plus de 200 000 métal-los ont observé, vendredi, dans leurs établissements des arrêts de travail symboliques. A Hambourg, de nont-breux Allemands étaient venus se mêler aux membres de la commu-nauté turque. Le bourgmestre, M. Henning Voscherau, obtoyait les deux représentants du gouverne-ment, le ministre des affaires étran-gères, M. Klaus Kinkel, et le minis-tre du travail, M. Norbert Blum, La promesse faite par ce dernier devant la mosquée, que tout serait fait pour que «l'amitié» prévale sur « la haine » fut accompagnée de quelques huées.

L'inquiétude et la frustration grandissent au sein de la commu-nauté turque. Venu avec une délégation de parlementaires tures repré-

Tuzla rejoindrait volontairement la

partie serbe. Selon plusieurs sources

serbes et étrangères, - des négocia-

tions sont d'ores et déjà engagées

entre les Serbes et des personnalités

de Tuzla, en vue, selon un officier du

général Talic, du rattachement de la

(formée de la Serbie et du Monténé-

gro). Cependant, ce scénario ne

paraît pas faire l'unanimité à Bonja-

Luka, principale ville et siège du

« Parlement » de la «République

serbe de Bosnie». L'avis du général

Talic, quand on évoque devant lui

ces négociations sur Tuzia, est que

les Musulmans cherchent, en fait, à

« embernir » l'armée serbe. « Tout est

L'importance de Tuzla tient, entre

autres, à la grande centrale électrique

qui s'y trouve et dont la région de

Banja-Luka - qui n'est alimentée en électricité qu'à 15 %, selon le major

Banja-Luka

Jajce •

possible », dit-il.

SLOVÉNIE

ACRIATIQUE.

ville à la « nouvelle Yougoslavie »

senter son pays, l'ambassadeur d'Ankara à Bonn, M. Omur Oymen, a rappele la contribution apportée par cette communauté au développement économique de l'Allemagne.

« Nous n'avons pas mérité un tel trai-tement », a-t-il dit. La colère monte contre les autorités, accusées d'avoir laisser la situation se détériorer. De nombreux responsables de la com-munauté, comme le directeur du centre d'études turques d'Essen, le professeur Faruk Sen, expliquent que si le gouvernement ne prend pas de mesures, il sera difficile d'empêcher les particuliers de s'ar-

> Des avertissements pris au sérieux

mer pour répliquer à la violence.

Le représentant à Berlin de l'office de télévision turque, M. Zafer Ilgar, souligne que la jeune généra-tion de Turcs nés en Allemagne n'est pas décidée à se laisser faire et

Milutinovic - a un besoin urgent:

d'autant que les centrales de Jajce ont été sabotées par les Musulmans

a les moyens, y compris sur le plan économique, de se faire entendre. Ces avertissements semblent être pris au sérieux à Bonn et dans les partis politiques. Le chancelier Kohl lui-même avait souligné, mercredi, devant le Bundestag, que la défense de l'ordre était la tâche de l'Etat. Pour la première fois, le ministère de l'intérieur a annoncé, le 27 novembre, l'interdiction d'une organisation d'extrême droite, le Front nationaliste. Fondé en 1985 en Allemagne de l'Ouest, fort officiellement de cent trente membres, ce monvement était surtout actif en Rhénanie du Nord-Westphalie, à Berlin, Brême ainsi qu'en Bavière. Après l'unification, il a coopere avec Fun des groupes aujourd'hui les plus connus de l'est de l'Allemagne, Deutsche Alternative, qui se réclame du national-socialisme et dont l'in-terdiction est réclamée par le Brandebourg.

HENRI DE BRESSON

vivre dans une République démocratique serbe», souhaite-t-il. Tous les Serbes réunis dans une telle République? « Chaque chose en son temps.»

Un Européen a, aux yeux du général Talic, accompli un geste représentant aun très grand espoir pour la paix dans la région » : le président Mitterrand, lorsqu'il s'est rendu à Sarajevo, le 28 juin dernier. Cette visite, estime-t-il (à l'unisson, d'ailleurs, des Musulmans, qui, eux. le déplorent), a empêché une intervention militaire internationale contre les forces serbes. Il le pensait à l'époque et persiste à le croire. «Le monde et l'Europe n'auraient rien à gagner à une telle intervention», juge encore le général Talic, qui assure « croire à l'amitié franco-serbe », après avoir rappelé les paroles du président Mitterrand estimant que les limites de l'amitié étaient celles des intérêts

 Accord de cessez-le-feg entre la Croatie et la « République serbe » de Bosnie. - Un accord sur « l'arrêt « République serbe » (autoproclamée sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine), a été signé à Sarajevo, a annoncé, vendredi 27 novembre, l'agence Tanjug, La partie serbe à donné son aval au cours d'une réunion avec le commandant de la FORPRONU pour la Bosnie-Herzégovine, le général français Philipe Morillon, à laquelle ont participé le leader des Serbes de Bosnie Radovan Karadzie et le commandant des forces serbes, le général Ratko Miadic. ainsi que le chef d'état-major de l'armée croate, le général Janko Bobetko. Le cessez-le-feu doit entrer en vigueur le 29 novembre à minuit. - (AFP.)

### er les Croates avant que la ville ne tombe aux mains des forces serbes. et qu' a il faudrait de trois à quatre mois pour les remettre en états, à en croire le major. Selon lui, cette pénu-rie d'électricité est notamment cause de ce que l'industrie ne tourne qu'à dix pour cent en «République serbe de Bosnie».

Hommage

a M. Mitterrand

Quant à décrire les frontières

«définitives» de cette «République», le général Talie préfère ne pas le faire

et renvoyer la question aux " politi-ques ». Reste sa réflexion sur la res-

ponsabilité de l'Europe dans le règle-

ment de la crise yougoslave : «L'Europe, estime-t-il, ne doit pas

permettre qu'existe un pays islamique en son cœur»; à quoi il ajoute que cette même Europe « doit dire que

Musulmans qu'il n'y a pas de place

pour une paix islamique». En ce ou

concerne les Serbes, ils - ne tolèreront

jamais d'être transformés en citoyens de deuxième ordre», « Nous espérons

réciproques,

YVES HELLER

# **ASIE**

HONGRIE

Gradaca

Tuzia e

■ Travnik

Sarajevo

CROATIE

BOSNIE -

HERZÉGOVINE O

CHINE: la vente à Taïwan de F-16 et de Mirage

# Pékin ménage plus les Etats-Unis que la France

Après la vente par la France de soixante Mirage à Taiwan, les relations entre Pékin et Paris se dégradent. Venue en force à la rencontra du marché chinois dans la partie de Chine qui connaît la plus spectaculaire croissance économique du pays. une délégation du patronat français, composée d'une centaine d'hommes d'affaires, et conduite par M. Thierry Courtaigne, directeur du CNPF international, est repartie jeudi 26 novembre sans avoir été recue par les responsables politiques de Canton.

CANTON

de notre envoyé spécial

Le refus de recevoir les industriels français dérive du contentieux opposant Pékin à Paris à propos de la récente vente de soisante Mirage 2000-5 à Taiwan. Si les autorités provinciales ont boudé l'arrivée des industriels, qui faisaient depuis Hongkong une tournée de trois jours dans le delta de la rivière des Perles, les chefs des municipalités traversées auparavant avaient, eux. feint d'ignorer le différend. Un responsable éco-

nomique leur a même exprimé, indi-rectement, le regret éprouvé ici entre Paris et Pékin : « Nous avons entendu dire que certains problèmes politiques s'élevaient entre nos deux pays. Cela refere de la congération plomatique. Mais la région de Guangdong, quant à elle, souhaite toujours une coopération populaire avec la France - (par « coopération populaire », il faut, bien sur, comprendre: relations d'affaires).

Par ees vexations, et surtout par la récente convocation de l'ambassadeur de France, M. Claude Martin, au ministère des affaires étrangères, la Chine est done passée à l'offensive. La déclaration de Pékin confirme que le contrat Dassault a bien été signé le 18 novembre, précision que Paris n'a pas fournie. La Chine la signature du contrat. Elle tient Paris pour « entierement responsable de ses consequences éventuelles. Elle juge qu'il s'agit là d'une « gressiere ingérence dans les affaires intérienres», et d'une grave « atteinte à la souveraineté nationale... Lue au journal télévisé du 26 novembre, la déclaration était reproduite vendredi 27 à la une du Quotidien du Peuple.

La fermeté de cette déclaration contraste avec le ton apaisant des Chinois envers les Etats-Unis, et ce malgré la décision américaine de fournir à Taïwan 150 chasseurs F-16.

Interrogé, le porte-parole des affaires étrangères a simplement rappelé que Pékin avait dûment protesté après l'amence faite par M. Bush, le 2 sep-

SERBIE

Mesures de rétorsion

Cependant, depuis l'élection de M. Bill Clinton, la Chine s'efforce visiblement d'arrondir les angles avec la future administration démocrate. Pékin s'est ainsi abstenu de con ter à l'avance la visite que Mª Clara Hills, secrétaire au commerce, entamera à Taïwan le 3 décembre. C'est pourtant la première fois qu'un Américain du rang de ministre se rend dans l'île nationaliste depuis la normalisation entre Washington et Pékin en 1979.

D'autre part, en dépit du contenticux avec Washington. la Chine vient d'acheter deux millions de tonnes de ble américain - un geste jugé conciliant envers M. Clinton. En outre. Pékin vient d'annoncer la mise en liberte de M. Bao Zunxin, l'un des dissidents condamnés lors des procés de 1991 pour leur participation à la révolte prodémocratique de 1989 (le Monde du 27 novembre). M. Bao s'était vu infliger cinq ans de détention, une peine qui expirait en juin 1994. Sa liberation est expliquée por les «regrets» dont il aurait fait

à des différends simultanés avec trois de ses partenaires au Conseil de sécurité de l'ONU - Paris et Washington, pour les ventes d'armes à Taïwan, et Londres à propos de Hongkong -Pèkin pourrait jouer un jeu différen-cié: très dur envers la France, mais plus conciliant envers les Etats-Unis, de manière à préserver des intérêts

Parmi les hypothèses de rétorsion envers Paris pourrait figurer, outre le rappel de l'ambassadeur, l'annulation de contrats en négociation avec l'industrie française. L'un des plus importants serait ici, à Canton, le projet de métro pour la métropole

Ou bien trouvera-t-on une formule équivalente à celle qui avait été mise au point voici deux ans pour faire accepter à Pékin la vente des frégates de classe La Fayette à Taiwan Pékin avait alors consenti à fermer les yeux en échange d'un effort substantiel d'aide économique de la part de Paris. Le contrat naval, il est vrai, portait officiellement sur des « coaues vides et non armées», et il était d'un montant nettement inférieur aux quelque 4 milliards de dollars que représenterait pour les exportations françaises la vente à Taïpeh des Mirage équipés de missiles.

FRANCIS DERON

# A TRAVERS LE MONDE

### IRLANDE

Confirmation de la percée du Labour aux législatives

Les résultats, toujours partiels, des élections irlandaises confirment l'échec cuisant enregistré par le Fianna Fail (droite nationaliste), le parti du premier ministre, M. Albert Reynolds, et la percée du Labour (le Monde du 28 novembre) qui ferait plus que doubler son nombre d'élus. Si le Fianna Fail reste le premier parti irlandais, il n'est plus en mesure, avec son ancien allié, le Parti démocrate-progressiste, d'obtenir la majorité absolue au Parlement. A l'inverse, le Labour, les démocrates-progressistes et le Fine Gael (droite modérée) peuvent, à eux trois, disposer de la majorité absolue, s'ils décident de former une coalition. ~ (AFP.)

### LAOS

M. Khamtai Sipandone nouveau chef du parti unique

M. Khamtai Sipandone a été nommé chef du PPR (Parti populaire révolutionnaire, communiste) après la mort, la 21 novembre, de l'homme qui avait dirigé catte formation depuis sa fondation en 1955 : l'ex-président Kaysone Phomvihane. Selon les observeteurs à Vientiane, le général (à la retraite) Khamtai Sipandone – qui a été ministre de la défense et com-mandant en chef de 1975 à 1991 - devrait s'imposer, à terme, comme la nouvel homme fort, face

à M. Nouhak Phoumasavanh, qui vient d'être porté à la tête de l'État . « Pour l'instant, il y a un pertage équilibré de la succession. Mais, à terme, le général Khamtain devrait prendre le pas», estime une source proche des dirigeants laotiens. Le leader historique Kaysone Phomvihane cumulait les deux

Selon la source lactionne, M. Khamtai, soixante-neuf ans, cardera ses actuelles fonctions de premier ministre tant que M. Nouhak occupera la magistrature suprême. Par la suite, il pourrait reprendre l'autre fonction attribuée à M. Kaysone : celle de chef de l'Etat. Mi. Nouhak, en revenche, devrait quitter la présidence de l'Assemblée nationale après les élections législatives, qui auront lieu en décembre. Quoi qu'il en soit, il « sera en fait obligé de composer avec le général Khamtain, a assuré cette même source.

PAYS-BAS

L'ancien nazi Jacob Luitiens. extradé du Canada, a été incarcéré

Arrivé à Amsterdam, vendredi

27 novembre, en provenance de

Vancouver, le criminel de guerre néerlandais Jacob Luitjens a été transféré à la maison d'arrêt de Groningue, où il a commencé de purger, à soixante-treize ans, la peine de prison à vie prononcée contre lui en 1948, par contumace. Membre de la milice néerlandaise (la Landwacht, qui était le bras armé du Mouvement national socialiste, NSB) pendant la guerre, sumommé « la rerreur de Roden » en raison de son zèle à dénoncer et à livrer à l'occupant les juifs et les résistants, Jacob Luitjens s'était engagé volontairement dans la police à la Libération avant de prendre la fuite au moment de l'épuration, grâce à des amitiés au sein de la communauté mennonite dont sa famille était membre d'abord en Allemagne, puis au Paraguay at enfin, en 1961, au Canada où il devait être naturalisé dix ans plus tard, en qualité de professeur de botanique à Vancouver. C'est là que des Néerlandais le démasquèrent en 1981, l'identifiant à sa main gauche déformée. Jacob Luitjens a finalement perdu sa nationalité canadienne et a été extradé, en début de semaine lle

Monde du 25 novembre). A san arrivée aux Pays-Bas, il a déposé un recours en grace. - (Corresp.)

a Le président autrichien exprime ses regrets pour les crimes de guerre commis aux Pays-Bas. - Le président de la République autrichienne, M. Thomas Klestil, a exprime, vendredi 27 novembre. ses profonds regrets pour les crimes commis par des Autrichiens nazis aux Pays-Bas pendant la deuxième guerre mondiale. « Bien que des centaines de milliers d'Autrichiens aient péri sous ce régime de terreur. nous ne devons pas oublier que les officiers et agents de sécurité nazis les plus cruels qui ont infligé des souffrances sans fin aux citoyens de ce pays étaient autri-chiens», a-t-il déclaré dans un discours prononcé devant la reine Beatrix lors d'un déjeuner à La Haye. - (AFP.)

### RUSSIE

Le Parlement demande de nouvelles concessions aux réformateurs

Le Parlement conservateur russe a demandé, vendredi 27 novem-bre, de nouvelles concessions sur le programme de réformes du gouvernement, au lendemain de la présentation d'un plan « anti-crise » par le premier ministre, M. Egor

Dans une résolution adoptée à une majorité écrasante, les députés ont demandé au gouvernemen d'inclure dans ce programme des masuras concrètes garantissant un soutien à l'industrie durant la transition vers [l'économis de] marché». Ils ont également réclamé des egaranties que le niveau de vie de la nation ne se dégradera pas davantage».

Le Parlement n'a toutefois pas rejeté le nouveau programme du premier ministre. La résolution, demandant que les nouvelles mesures etiennent compte des inquiétudes des députés » et de la commission économique parlementaire, a été adoptée après plusieurs heures de vifs débets sur le programme présenté par M. Gaïdai avant le 7° congrès des députés qui doit a'ouvrir le 1× décembre.

\$500 A 18 A

De son côté, M. Arkadi Volsky, le chef de l'Union civique, mouvement centriste d'opposition, a que le départ d'au moins cinq ministres était nécessaire, de même qu'un changement de pre-mier ministre. ~ (AFP.)

La grève générale paralyse une grande partie du pays

Trois personnes ont été tudes et trois autres blessées, le 25 novembre, à Lomé, au cours d'une fusillade entre des policiers et des jeunes gens, a-t-on appris vendredi 27 novembre. Il s'agit du premier acte de violence signalé depuis le déclenchement de la grève générale lancée, il y a treize jours, par les syndicats et l'opposition togolais. Le mouvement demeurait largement suivi, samedi, à Lomé et dans le sud, où la paralysie quasi totale de l'administration et de l'économie n'a entraîné, jusqu'à présent, que des répercussions limitées pour les habitants.

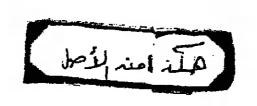
Les organisateurs du mouvement réclament la proclamation de la neutralité de l'armée, la création d'une force spéciale de maintien de la paix, la formation d'un nouveau gouvernement et le départ du cher de l'Etat, le général Eyadéma. Les partisens de ce dernier ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de bloquer la grève, avec l'appui du Nord (la région d'origine du président) où le mouvement n'est pas suivi. A Lomé, de nouvelles associations et syndicats se créent chaque jour sous l'impulsion du Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) et multiplient les appels à la reprise du travail. Pour l'instant, cette stratégie n'est pas parvenue à briser un mouvement qui continue de paralyser l'appareil d'Etat et des pans entiers de l'économie. -

Avec Le Monde sur Minitel

**ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12** ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

**36.15 LE MONDE** 

Tapez IMP





# **AFRIQUE**

# Afrique du Sud : convergences entre le pouvoir et l'ANC | Somalie : plusieurs scénarios

Après des mois de vive tension, le parti de M. Nelson Mandela a fait d'importantes concessions au président De Klerk pour permettre une relance des négociations

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

ll y a bien longtemos que le gou-vernement de M. Frederik De Klerk et le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela n'avaient été aussi proches l'un de l'autre. Six mois de tensions, de ruptures, d'ultimatuns et de mises en garde, auront finalement abouti à d'amples conver-gences. Le gouvernement et l'ANC vont reprendre officiellement leurs pourparlers interrompus au mois de juin, après un sérieux blocage et le ssacre de Boipatong (le Monde du

3 ussig

1030

260

11 1 13 No. 1

ر وا د دد

5.1

Les deux principaux acteurs de la scène politique sud-africaine se retrouverom du 2 au 4 décembre, dans un lieu tenu secret, avant de se réunir de nouveau au début du mois de janvier. Les propositions formu-lées par le président De Klerk, jeudi 26 novembre, et l'échéancier qui les accompagne (le Monde du 28 novembre), ne vont pas à controcourant du texte adopté la veille, à Durban, par le Conseil national exécutif (NEC) de l'ANC. Ce dernier met désormais en avant le « partage du pouvoir » et parle de « gouverne-ment d'unité nationale ». Certes, l'ANC reproche au gouvernement d'inclure dans le partage du pouvoir le souci de préserver un droit de veto pour la minorité blanche. L'organisa-tion de M. Mandela n'admet pas non plus que le président De Klerk omette subitement le mot «intérimaire» quand il paric de «gourerne-ment d'unité nationale». Enfin,

l'ANC rejette les dates proposées par M. De Klerk, jugeant que les élec-tions générales devraient se tenirtians le courant de l'année prochaine, et non pas au cours du premier semestre 1994. L'ANC insiste aussi sur la notion «temporaire» du sou-vernement d'unité nationale qui, en aucun cas, ne saurait être pérennisé par la future Constitution, et devrait être composé proportionnellement aux courants politiques issus des fixtures élections.

Destins liés

Mais, nour être fondamentales ces divergences ne paraissent pas de nature à bloquer à nouveau les négo-ciations. Depuis la rencontre du 26 septembre entre le président De Klerk et M. Mandela, les deux parties ont en effet maintenu une étroite concertation. Privé d'initiative politique depuis le mois de mai, le gouverment tentait désespérement de refaire surface en prenant soin de ne pas donner l'impression de céder aux exigences de l'ANC. Miné par de sordides affaires de corruption et la révélation des activités des services secrets engagés dans des campagnes de déstablisation de l'ANC, le gou-vernement vient d'opèrer un specta-culaire rétablissement, avec le bienveillant concours de l'organisation de M. Mandela qui n'a pas voulu trop exploiter le scandale.

Depuis deux ans et demi, les des-tins politiques de M. Mandela et de

M. De Klerk paraissent ainsi inextricablement liés. Les deux hommes ont déployé des trésors d'ingéniosité pour maintenir le dialogue, même au paroxysme de la crise. La publicaparoxysme de la crise. La publication, à vingt-quatre heures d'intervalle, du texte de la direction de
l'ANC et des propositions du président De Klerk n'est pas le fruit du
hasard, mais relève plutôt d'une stratégie politique lancée il y a plusieurs
semaines. Paradoxalement, c'est l'exennemi numéro un du pouvoir,
M. Joe Slovo, président – blanc – du
Parti communiste (SACP), qui est à
l'origine du ton conciliant adopté par
l'ANC et de ce qui peut apparaître à
certains comme d'inimaginables

Dans le nouveau discours de l'ANC, le partage du pouvoir a désormais remplacé le « transfert du pouvoir». La nuance est de taille et fait grincer bien des dents. Les «durs» de l'ANC ont du mal à se faire à l'idée de gouverner bientôt en double commande avec l'oppresseur d'hier. D'autant que l'organisation de M. Mandela, au plus haut niveau, a fini par entérier une série de com-promis proposés par M. Slovo et des-tinés à accompagner la transition politique en préservant, pour une période déterminée, certains privi-lèges de la minorité blanche.

certains comme d'inimaginables

Les fonctionnaires blancs, les militaires et les policiers ont ainsi reçu l'assurance que leur emploi ne serait pas remis en cause par l'accession au pouvoir de la majorité noire. Ces diverses mesures, conjuguées à la perspective du partage du pouvoir, ont permis aux négociations de trou-ver leur second souffle, en même temps qu'elles garantissaient une relative continuité de l'Etat une fois parvenue au pouvoir l'ANC, qui ne doute pas de remporter les futures

Le premier gouvernement d'une « nouvelle Afrique du Sud démocra-tique et non raciale » ne peut, selon M. Slovo, risquer de s'alièner les instruments du pouvoir que sont les fonctionnaires blancs. Ses propositions, adoptées après de longs et vifs débats, par la plus haute instance exécutive de l'ANC, ont le triple avantage d'apaiser certaines inquié-tudes de la minorité blanche, d'estomper les divergences entre l'ANC et le Parti national de M. De Klerk, et de créer les moins mauvaises conditions possibles pour la formation d'un gouvernement d'unité

Les concessions de l'ANC seront, à terme, payantes et, de toute façon, infinitésimales en comparaison de celles que le régime en place sera bientôt contraint de faire. Pour le gouvernement de Frederik De Klerk, il ne s'agit rien de moins que d'accepter l'instauration du suffrage universel : un homme, une voix, selon la formule chère à M. Mandela. Un principe qui signera de manière défi-nitive la fin de la domination de la majorité noire par la minorité

FRÉDÉRIC FRITSCHER

### LOIN DES CAPITALES

# Dans les ruines du palais impérial de Bokassa Ier

de notre envoyée apéciale

NE rangée de cocotiers borde l'altée centrale, sentinelles nonchalantes de ce qui fut, su milieu des années 70, le « paleis impérial » de Bérengo, situé à quelque 80 kilomètres de Bangui. L'herbe a tout envehi, prenant joyeusement d'assaut les cours, les jardins, et jusqu'eu mirador dont la silhouette rouillée se drasse dans le ciel comme un sceptre mutile. Quinze ennées ont passé depuis la grotesque cérémonie du sacre, qui vit Jean-Bedel Bokasse, sous les vivats de ses « pairs » africains et occidenraux, se faire couronner empereur, en décem-bre 1977 (1).

Aujourd'hui, parmi ce fouillis de brous-ailles, il faudrait un bon guide, ou des talents d'archéologue, pour surprendre les traces du passé, retrouver l'écho des fastes d'autrefois et la plainte étouffée qui montait des cachots. Un panneau aux couleurs effacées indique l'emplacement d'une ancienne « usine à disques», tandis qu'un autre, placardé à l'entrée d'un mome terrain vague, en interdit l'eccès « à toute personne étrangère au parc-euto

Les bâtiments épars, vagues cubes de béton aux façades moisles, ne paient pas de mine. Celui-ci, nous dit-on, avec sa terrasse déserre et sa pauvre tonnelle, était «la maison de Giscard». Quelques vestigas de lampadaires plus loin, surplombant l'ancienne piscine, se dressent les ruines de la résidence impériale : une grosse villa cossue, dont des hordes de vandales n'ont épargné que les sols de marbre. Au premier étage, des lam-beaux de tapisserie de velours écarlate s'ac-crochent encore au plâtre. Tout a été pillé, jusqu'aux chambranies des portes. Tout sauf ce restant de sommier : un grand cercle en métal - «l'empereur Bokassa adorait les lits

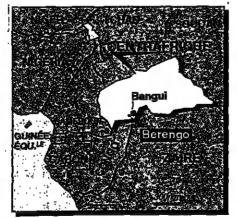
C'est presque per hasard, en longeant les anciennes cuisines, que l'on découvre deux hautes statues de bronze, plantées là, côte-à-côte, bien droites sous le soleil. Qui las a relevées? Mystère. Des nuées de pepiilons

virevoltent à leurs pieds. Jean-Bedel Bokassa, tient la pose, sourire martial et coudes au corps, le buste sanglé dans l'uniforme. Certains de ses fidèles — on en croise à Bangui — rèvent, désermais à haute voix, d'un improbable retour sur le trône du tyran d'autrefois.

> «Soixante-treizième apôtre de Jésus-Christ»

« Quand il s'habille en militaire, c'est mauvais signe, c'est toujours quand il est fâché. En général, il préfère le boubou», assure, placide, une des parentes du souverain déchu. Chassé du pouvoir en septembre 1979, l'aricien dictateur, dont la condamnation à mort en juin 1987 avait été commuée, neuf mois plus tard, en e travaux forcés à perpétuités, purge discrètement sa poine dans une cellule du camp Deroux, sur une hauteur de la capitale.

En fait de travaux forcés, le prisonnier a surrout découvert la Bible. «Il est capable d'en réciter des pessages entiers. Et même, je dois vous dire, il me barbe un peu avec ça l Mais quand il est lance, on ne peut plus: l'arrêter. Depuis qu'il s'est plongé là-dedans, apôtre de Jésus-Christ ». Il signe son courrier



comme ça. » La nouveau mystique de Bangui va même, parfois, jusqu'à « regretter le mal qu'il a fait à certaines de ses épouses ». Et celui infligé à ses compatriotes? «Non, jamais. Il a son orgueil», expliquent simplement ses proches.

Malgré l'exiguîté de sa cellule ~ «un cagibi de 2 mètres de long et encore l'a - l'ancien empereur, âgé de soixante-dix ans, est bien traité. Les médecins le visitent rune ou deux fois par jours pour soigner sa goutte et ses promenade quotidienne - « il a droit à une heure, dans la cour ». Quant aux repas, ils sont rituellement préparés et apportés de l'extérieur par des proches. « Depuis environ deux ans, il a droit aux plats africains. Pour ça, il n'est pas compliqué i il aime bien le fou-fou (farine de manioc) et garde un appétit d'ogre. » Le beaujolais-village reste son vin

Outre sa passion pour la Bible et son goût confirmé pour la lecture des « revues militeires», le pensionnaire du camp Deroux, qui suit l'actualité sur son poste de radio et dans les magazines, cultive un amour dévorant pour le courrier. Les lettres qu'il envoie font rarement moins de sept à huit pages. Des lettres ou, plutôt, de longs « billets d'humeur » où l'ancien empereur peut déverser sa bile et rendre ses avis sur la marche du monde.

« Beaucoup de gens continuent à lui écrire pour l'encourager. Cartains envoient même de l'argent», assurent ses proches. Personne, toutefois, n'a jamais osé lui montrer de photos de son palais en ruines. Ultima préve-nance? « Bokassa, c'est un papa qui a du style l.a. résume, admiratif, un chauffeur de taxi. Du style, peut-être, et sans nul doute une bonne mémoire : l'ex-protégé de la France, brutalement renversé, n'a jamais été

**CATHERINE SIMON** 

(1) Les images d'archives de ce sacre sont notam-ment utilisées par le cinéaste allemand Werner Herzog dans son film Echos d'un sombre empire (1990).

□ ANGOLA: nouvezu premier ministre. - Le secrétaire général du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). M. Marcolino Moco, a été nommé, vendredi 27 novembre, premier ministre, par le président Eduardo Dos Santos. M. Moco prévoirait d'offrir quatre postes ministériels à l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA) dirigée par M. Jonas Savimbi, mais cette proposition aurait peu de chance d'être acceptée. Aux dernières élections législatives. l'UNITA a obtenu 34 % des voix ct 70 sièges sur 220 contre 53 % pour le MPLA et 129 sièges. M. Moco appartient, comme M. Savimbi, à l'ethnic majoritaire du pays, les Ovimbundus. - (AFP.)

D CAMEROUN: aouveau gouvernement. - Un nouveau gouver-

nement a été formé au Cameroun, vendredi 27 novembre, par M. Simon Achidi Achu, reconduit dans ses fonctions de premier ministre. Huit membres de l'opposition parlementaire figurent dans la nouvelle équipe qui compte trente ministres. Cependant, le principal opposant came-rounais, M. John Fru Ndi, avait été interpellé, là veille, à Bamenda (Nord-Ouest) et interrogé pendant plusieurs heures avant d'être relâché. M. Fru Ndi conteste, depuis le mois de septembre, le résultat de l'élection présidentielle remportée par M. Paul Biya. - (AFP.)

D LIBYE; nouvelle mise en garde occidentale. – Pour la pre-mière fois depuis l'annonce par l'ONU de sanctions contre la Libye, au mois d'avril dernier,

Tripoli a été mis en demeure, vendredi 27 novembre, par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, de clarifier son rôle dans les attentats commis contre un Boeing 747 de la PanAm, en 1988, en Ecosse, et contre un DC 10 d'UTA, en 1989, au Niger. Dans une déclaration conjointe sur « le terrorisme libyen », ces trois pays se sont dit résolus « à intensifier leurs efforts (...) en vue de rendre encore plus effectives les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité ».

m MADAGASCAR: yers un second tour de l'élection présiden-tielle. – Bien que les résultats définitifs de l'élection présiden-tielle du 25 novembre ne soient pas encore connus, le premier ministre, M. Willy Razanamasy, a

d'ores et déja annoncé, vendredi 27 novembre, qu'un second tour serait nécessaire en janvier prochain pour départager les deux principaux candidats, M. Didier Ratsiraka, président sortant, et M. Albert Zafy. Selon les derniers chiffres du ministère de l'intérieur, après dépouillement de près de la moitié des bureaux de vote, M. Zafy, crédité de 46,02 % des suffrages, devance largement M. Ratsiraka, qui n'obtient que 28,67 % des voix. - (Reuter.)

 TUNISIE : le quotidien français
Libération interdit. – Le quotidien français Libération est désormais interdit de distribution en Tunisic, en raison d'une « campagne hargneuse » contre le pays, a-t-on appris, vendredi 27 novembre, de source proche des milieux gouver-nementaux. - (AFP.)

La première formule pose d'emblée un problème politique. S'ils souhaitent un cadre international. une coalition opérant sous les aus-pices de l'ONU, un peu comme lors de la guerre du Golfe, les Etats-Unis entendent que les forces américaines y participant, sans doute les plus nombreuses, restent sous comman-dement américain, « Assurément, cela va être un problème, mais personne ne s'y oppowra, explique un diplomate occidental, cur les Eluts-Unis sont les seuls à pouvoir monter une telle opération.»

La deuxième formule, celle de l'envoi d'un contingent uniquement américain, lève la difficulté; on serait dans un eas de figure rappe-fant la guerre de Corée, celui de troupes et d'un commandement américains agissant, au moins formellement, sous le drapeau de

La troisième « option », peut-être la plus probable, serait une formule d'attente : un projet de résolution, dans le cadre du chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire autorisant le recours à la force et comprenant un ultimatum adressé aux chefs des bandes qui terrorisent la population. En d'autres termes, ce serait une manière de différer quelque peu l'intervention armée, à moins que les « seigneurs de la guerre » locaux ne se laissent impressionner et ne se décident à coopérer enfin avec l'ONUSOM.

Le secrétaire général pourrait aussi proposer un simple renforce-ment de l'ONUSOM : faire passer cette force de 3500 hommes à 8000. C'est une solution improbable. la plupart des pays qui oat pro-mis de participer à l'ONUSOM n'ayant toujours pas envoyé leur contingent (des 3 500 hommes qui devraient se trouver déjà sur place, seuls 650 sont présents).

La portée d'une opération militaire

Le plus vraisemblable serait un mélange des premières «options»: un ultimatum et la constitution d'une force majoritairement ou essentiellement américaine qui, sauf changement d'attitude des chefs de bande locaux, interviendrait avant Noël. Le président George Bush a adressé des messages aux dirigeants des quatre autres membres perma-nents du Conseil de sécurité (Chine, France, Grande-Bretagne, Russic) pour solliciter leur contribution. La réaction des Européens est un accord de principe à l'utilisation du chapitre VII; leur participation dépendra de leurs disponibilités, un pays comme la France ayant déjà plusieurs milliers d'hommes engagés dans des opérations internationales (dans l'ex-Yougoslavie, par exem-

Les représentants des ciac membres permanents se sont entretenus vendredi. Selon l'un d'eux, le représentant américain « u fourni quelques indications mais guére de détails -sur les intentions des Etats-Unis. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, n'a pas été plus bayard : \* Une certaine forme d'intervention militaire est nécessaire en Somalie v. a-t-il dit. avant d'ajouter que les Etats-Unis étaient « en ltation avec leurs alliés v.

Déjà, cependant, quelques questions de tond sont posées à Washington comme à l'ONU, La première tourne aucoa; de la portés d'une opération militaire en Somalie destinée à assurer que l'assistance internationale parvienne bien à ses destinataires. Combien de temps la force d'intervention devra-t-elle rester sur place? Les Etats-Unis parlent d'une démonstration de force de deux à quatre mois, le temps de mettre au pas les « seigneurs de la guerre», avant que les troupes américaines déployées en Samalie ne soient remplacées par des contingents d'autres pays.

Mais après? Dans un pays ravagé par la guerre civile depuis deux ans, dont l'économie est ruinée, qui n'a plus de gouvernement. l'intervention de l'ONU ne se transforme a-t-elle pas en une manière de mise sous tutelle de la Somalie, avec obligation pour les Nations unies de désarmer les différentes factions et d'organiser des élections? S'ils ne s'opposent pes à une intervention humanitaire, nombre de pays du tiers-monde, notamment en Afrique, varraient d'un très mauvais œit cette ingérence de la communauté internationale dans les affaires de l'un d'entre

La deuxième question est tout aussi politique : la situation dans l'ex-Yougoslavie, et notamment en Bosnie-Herzégovine, où des dizaines de milliers de Musulmans sont menacés de mourir de froid, de famine ou sous les bombardements des milices serbes, ne requiert-elle pas la même mobilisation de la communauté internationale? Les militaires américains auraient fait valoir que les deux situations n'étaient aucunement comparables : en Somalie, il ne s'agirait pas de faire la guerre mais de tenir en respect quelques groupes d'adolescents armés, des voyous dont on n'attend à peu près aucune résistance. Les pays musulmans, dont les représen-tants doivent se réunir le 1ª décembre à Djeddah, en Arabie saoudite, nu sein de l'Organisation de la conférence islamique, n'en ont pas moins annoncé qu'ils avaient l'intention, eux, d'établir «lu comparai-

> AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

# DROITS DE L'HOMME

Dans son premier rapport annuel

### Médecins sans frontières recense dix pays ou régions où les populations sont « en danger de mort »

Dans son premier rapport gement européen a serti d'alibi à des annuel (1), présenté le 23 novembre à l'ONU, Médecins sans frontières puralysies, accuse encore MSF. recense les dix pays ou régions du globe où, à son sens, les populations sont réellement « en danger de mort », soit en raison de conflits ethniques ou religieux, soit pour cause d'épidémies ou de famines.

M. Rony Brauman, le président du conseil international de MSF, estime que c'est au Soudan que revient « la palme de l'horreur ». Face au conflit racial et au « curnage idéologique » qui ont déjà fait des centaines de milliers de victimes dans ce pays, « l'ordre mondial » reste celui de l'indifférence et de la non-assistance à population en voie d'extermination, constate l'organisa-

En Somalie, autre théâtre d'horreurs quotidiennes où la tragédie s'est longtemps déroulée «dans la plus totale indifférence de la communauté internationale», une action humanitaire est possible. Mais il faudrait distribuer au moins 10.000 contratte de moins 70 000 tonnes de nourriture par mois pour espérer enrayer la famine, le manque de nourriture étant un des moteurs du cycle de la violence.

A propos de l'ex-Yougoslavie, Médecins sans frontières déplore que la Communauté européenne ait a laissé le conflit se développer et prendre une proportion inimagina-ble ». Pour « justifier su passivité et son refus d'interventr». la CEE s'est en permanence « défaussée sur l'hu-manitaire et cette illusion d'un enga-

Au Mozambique, scuntis à quinze ans de terreur qui ont fait un million de morts et entraîné deux raillions de rélugiés dans les pays voi-sins, l'organisation considére que les pays et organismes donateurs doi-vent garantir la liberté d'évacuation des populations menacées et le contrôle de l'acheminement des secours, qui constituent a les baves intangibles de ce nouveau droit de l'assistance humanitaire actuellement

En Birmanie, de nombreuses firmes américaines et européennes a continuent à entretenir Je fruetueuses relations commerciales avec Rangoon (la capitale), permettant à l'un des règimes les plus corrampus et les plus repressifs de la pianète de se maintentr un pouvoire, relève l'organisation. Elle condamne par ailleurs « l'énorme tribue à la guerre» payé par les populations civiles de Sri-Lanka, ou les populations indiennes du Pérou.

MSF évoque également les Tour-regs, les violences entre Arméniens et Azéris à propos du Haut-Kara-bakh, et l'Irak, où 3,5 millions de Kurdes ont acquis « une autonomie précuire en principe protégée par un parapluie aérien occidental».

SERGE MARTI

(1) Populations en danger. Médecins sans frontières. Editions Hachette. Collection «Plurici». 210 pages.

# **POLITIQUE**

## La préparation des élections législatives

# Bouches-du-Rhône: M. Tapie cherche une voie à gauche

Les socialistes des Bouchesdu-Rhône, l'ancien ministre de la ville, M. Bernard Tapie, et la maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, sénateur apparenté socialiste, peuvent-ils trouver un terrain d'entente aux élections législatives? Cette inconnue domine, à gauche, la préparation du scrutin dens le département, tandis que M. Tapie attend les décisions du juge d'instruction après l'accord amiable auquel il est parvenu avec M. Georges Tranchant, député APR des Hauts-de-Seine.

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

A l'exemple du ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, qui, sur l'antenne de RMC, mardi 24 novembre, a assuré qu'il se représentera « avec le moral », les socialistes des Bouches-du-Rhône ont la foi du charbonnier. Selon le même scénario qu'aux cantonales de mars dernier, qui leur avaient permis de renforcer leurs positions, ils espèrent non seulement conserver leurs six sièges sur seize, mais encore faire progresser la majorité présidentielle dans le département.

M. Tapie est le premier à le proclanter, pour peu, cependant, que ses partenaires veuillent bien épou-ser sa démarche. L'ancien ministre

Le premier numéro de Vendredi-

Idèes, nouvelle publication du Parti

socialiste, a été présenté à la presse, le 25 novembre, par

M. Laurent Fabius et par le direc-

teur de la rédaction de la revue.

M. Henri Weber. « On ne gagne

pas des batailles exclusivement avec des appareils, mais avec des idées »,

a déclaré le premier secrétaire

du PS, pour qui les socialistes a doivent être à l'origine d'un grand

début d'idées » afin de « retrouver

une energie qui leur fait parfois

Cette énergie, Vendredi-Idées la

cherche, pour sa première livrai-

son, dans un examen approfondi

de la droite, sujet d'un «dossier»

d'une cinquantaine de pages. Selon

M. Fabius, dans un article qui

figure en tête des ces pages. « la

droite présente au moins trois

points faibles : sa cacophonie pro-

grammatique (...), l'absence d'un

business ». a repris pied, en effet, dans la politique et rève, comme avant les régionales, a de faire gugner la gauche». Le patron de l'OM ne cache pas, au demeurant, que ses choix dépendront aussi d'événements extrapolitiques. « // est évident, observe-t-il, que mon attitude ne sera pas la même selon que j'aurai, ou non, règlé mes affaires. Idem pour mes ennuis judiciuires (la procédure ouverte par une plainte de M. Tranchant. en raison de laquelle M. Tapie reste inculpé malgré un accord à l'amiable passé avec son adversaire). Je ne suis pas comine Saltes. Je ne suio pui.
M. Léotard, qui elame partout,
depuis trois mois, qu'il bénéficiera
d'un non-lieu. Moi, je l'espère, mais je n'ose pas le dire. Le juge d'ins-traction [M≈ Edith Boizette] attend un rapport des experts qui doit dire si des délits ont été, ou non, commis. Je suis confiant, car les experts ne peuvent pas inventer des trucs qui n'ont pas existé. »

Si les décisions du juge lui don-nent raison, quelle sera la stratégie de M. Tapie? Passer d'abord, au plan national, un accord lui garantissant de prendre place dans un groupe politique « qui pèse à l'Asumblée » – le groupe socialiste ou un groupe ad hoc. – car il a mesuré, affirme-t-il, l'inanité de son statut de non-inscrit au cours de la dernière législature. Il attend, auparavant, qu'on lui disc « ce qu'est la ganche et ce qu'elle reut ».

Nouvelle revue du Parti socialiste

« Vendredi-Idées » radiographie la droite

système de régulation face au choe

des ambitions personnelles (...);

ensin, la droite s'est durcie ». Les

auteurs mis à contribution pour

cette radiographie de la droite sont

des universitaires, comme

MM. René Rémond, Jean-François

Sirinelli ou Pascal Perrincau, des

membres du gouvernement (M= Martine Aubry, Elisabeth Guigou, MM, Paul Quiles, Domi-

nique Strauss-Kahn, Bernard Kou-

chner), des responsables socialistes

(MM. Lionel Jospin, Michel Char-

zat, M= Sylvie François), des publicistes comme MM. Jacques

Julliard et Jean-François Kahn.

Vendredi-Idées donne aussi la

parole, sur le même sujet, aux deux

dirigeants écologistes. MM. Antoine Waechter et Brice

Lalonde, et à un communiste,

Très complet et stimulant, cet

ensemble renouvelle le genre des 35 F.

M. Anicet Le Pors.

« A partir de là, dit-il, tout le reste sera facile.» Il utilisera, alors, «la formule la plus efficace», consistant à présenter, en fonction des indications données par les sondages d'opinion, des candidats portant la casaque Energie Sud - la sienne · ou toute autre étiquette de la majorité présidentielle. Le cas échéant, il pourrait même patronner des candidatures « atypiques », suscepti-bles de fixer des voix baladeuses afin d'aider certains candidats socialistes en difficulté.

### M. Vigouroux prend son temps

La stratégie de M. Tapic vaut, en priorité, pour son département d'élection et pour la région Pro-vence-Alpes-Côte d'Azur, mais il n'exclut pas de l'appliquer « partout où elle serait opportune», ses candidats usant, alors, de l'éti-quette Energie France. Quel scrait son propre sort? « J'irai, dit-il, où j'aurai le sentiment d'être le plus utile. . Il devrait probablement solliciter de nouveau les suffrages des électeurs de la sixième circonscrip-tion des Bouches-du-Rhône, dans laquelle il avait été élu en janvier 1989 et où, en cas de triangulaire avec le candidat UDF, M. Guy Teissier, ancien député, et la candidate du Front national M≈ Michèle Carayon, il aurait des chances de retrouver son siège. Il pourrait, aussi, faire acte de candi-dature dans une autre circonscrip-

revues politiques, en donnant

moins de place aux exposés dog-

matiques et davantage à l'analyse

et à la diversité des points de vue. La polémique a aussi droit de cité

dans Vendredi-Idées, qui lui réserve

quelques pages en sin de numéro.

M. Alain Mine invitant les socia-

listes, sans ménagement, à quitter

la scène, sous le titre : « Messieurs

partez!» Un entretien sur les

médias, auquel participent M. Michel Rocard, le sociologue

Georges Balandier et un journa-

liste, Albert Du Roy, ouvre ce pre-

mier numéro, tiré à cent quatre-

vingt-dix mille exemplaires, d'une

publication dont le rythme de

► Vendredi-Idées, nº 1. 72 p.,

parution doit être bimestriel.

où le député socialiste sortant, M. Philippe Sanmarco, ne se représente pas, soit la quatrième, où il affronterait sa ebête noire », M. Guy Hermier, député commu-

Il n'est pas sir que les socialistes soient décidés à faciliter la tâche de M. Tapie. Il lui faut compter, en outre, avec M. Vigouroux. Le maire de Marseille, qui nourrit visiblement le désir de se représenter aux élections municipales de 1995, n'entend pas abandonnes le terrain à M. Tapie, qu'il considère comme un adversaire et auquel il voue une inimitié non dissimulée. Fidèle à ses principes, il n'abattra ses cartes qu'au dernier moment, mais il a déjà averti qu'il sera » présent ». Il pourrait bien accorder le label de son mouvement, la Convention Avenir-Démocratie, à plusieurs de ses fidèles, notamment parmi les maires de

Le premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, M. François Bernardini veul « avoir, partout, un candidat de la majorité présidentielle, qui recueillerait le soutien de tous ». Les candidats d'Energie Sud soutenus par le PS se compteraient, à première vue, sur les doigts d'une seule main : trois à Marseille et un dans le reste du département « Tout va se décider dans les quinze jours v. estime M. Tapie, qui n'a. nrécise-t-il. « ni l'envie ni la pré tention de créer un nouveau pôle de

**GUY PORTE** 

□ M. Pierre Médecin renouce à se présenter à Nice. - Après avoir annoncé sa candidature aux élections législatives de mars prochain dans la deuxième circonscription des Alpes Maritimes (Nice IV. V. VI et VII), dont M. Jacques Mèdecin fut le député de 1967 à 1988 (le Monde du 30 octobre), M. Pierre Médecin, frère de l'ann maire de Nice, a décidé, dredi 27 novembre, de se retirer. Directeur artistique de l'Opéra de Nice et membre du RPR. M. Pierre Médecin « approuve » la commission des investitures de son mouvement qui a désigné M. Christian Estrosi, député RPR de la cinquième circonscription, comme candidat dans la deuxième, qui est détenue par Me Martine Daugreilh, exclue du mouvement chiraquien. Lors de sa candidature, M. Médecin avait estimé que « les valeurs fondamentales du médecinisme ne pouvaient en aucun cas

être récupérées par les politiques

situées aux extrêmes ».

# Le projet d'accord avec le PS ne fait pas l'unanimité au MRG

Le comité directeur du MRG devrait se prononcer le 5 décembre sur l'accord électoral avec le PS qui lui sera soumis par le bureau national. L'accord prevoit que dans trente-huit circonscriptions (dont les dix où un radical de gauche l'avait emporté en 1988) le candidat commun sera MRG, que dans vingt autres la place de suppléant reviendra à ce parti et qu'une demi-douzaine de primaires seront organisées.

La reconduction de l'alliance électorale traditionnelle entre les deux formations montre que le MRG a pris acte des difficultés d'adopter une autre stratégie. Diffi-cultés accrues par l'accord inter-venu entre les Verts et Génération Ecologie. Ainsi le projet de «Nou-velle Alliance» des réformistes (le Monde daté 11-12 octobre et du 31 octobre), proposé par M. Jean-François Hory, président du MRG, à une vingtaine de personnalités du centre gauche, de la majorité et de l'écologie est-il remis à l'après-

Dans une déclaration commune, le PS et le MRG indiquent qu'ils orientations tracées par le président de la République » et « soutiennent sans réserves l'action du premier

ministre et du gouvernement auque ministre et au gouvernement auquet ils participent ensemble v. Ils préci-sent que els campagne des candi-dats communs MRG-PS sera d'abord centrée sur la présentation, l'illustration et la défense du bilan (...) de la gauche depuis 1981 ». 1981 ».

### Un volet de propositions

La déclaration commune com-La déclaration commune com-porte également un volct de propo-sitions (réforme institutionnelle, protection sociale, lutte contre les inégalités, environnement, construction européenne) et affirme que « la murale publique et l'éthique de l'action politique sont au caur de leur engagement commun s.

L'accord actuel ne fait pas l'unanimité au MRG: d'une part, le nombre de circonscriptions laissées par le PS aux radicaux de gauche est tenu par certains d'entre eux pour nettement insuffisant; d'autre part, la déclaration politique commune leur apparaît contradictoire avec les objectifs du MRG de se différencier du PS, en faisant entendre une autre voix au sein de la majorité présidentielle.

A. Ch.

### Selon un sondage

## Près des deux tiers des Français jugent négatif le bilan social de la majorité présidentielle

presse, mardi 24 novembre, le numéro 5 de sa revue Vu de gauche, consacré, sous le titre « Vive la sociale!», à la « nouvelle révolution [qui] se prépare sur la planète : celle des exclus, des déshéritès et des sans-travail ». Ouvert voy, qui désigne les « deux nouvelles fontières sociales » que sont, à ses yeux, l'objectif de «changer l'emploi » et celui de « changer la ville», ce numéro comporte les résultats d'un sondage de la SOFRES (mille personnes de dixhuit ans et plus, interrogées du 4 au 7 septembre dernier), d'où il ressort que 60 % des Français jugent « négatif'» le bilan de la gauche en matière sociale, 31 % le ugcant \* positif v.

Le social « va être au cœur de l'actualité » durant la campagne des

M. Jean Poperen a présenté à la élections législatives, estime M. Poperen, qui conseille aux socialistes de ne pas se borner à défendre leur bilan, mais de « mon-

# principaux »

trer qu'il y a quelque chose après

[mars 1993], une perspective ».

« Au-delà de beaucoup de réformes réalisées, nous n'avons pas tout à fait atteint notre cible » dans le domaine social, a déclaré l'ancien ministre des relations avec le Parlement, en évoquant « les deux enjeux principaux : le creusement des inégalités et l'emploi », « Les solutions ne sont pas de l'autre côté », a-t-il affirmé, en expliquant que « laixser fuire » la droite aurait pour conséquence de « condamner des couches entières de la société ».

### L'« exil » de l'ancien maire d'Angoulême

# La « nouvelle raison de vivre » de M. Boucheron

**BUENOS-AIRES** 

de notre correspondante

S'il aime parler cuisine, il sa poursuites judiciaires dont il fait l'objet ou sur ses anciens amis exclu en 1989. « Je n'ai pas fui la iustice. Je ne me cache pas. Je n'ai pas non plus d'esprit revanchard. Le couperet est tombé. l'essaie maintenant de recommencer ma vie de zéro. »

En polo blanc dans la chaleur de l'été austral, c'est en s'excusant de n'avoir pas eu le temps de se raser que M. Jean-Michel Boucheron accepte d'ouvrir la porte du patit hôtel particulier qu'il loue à Belgrano, dans un des quartiers résidentiels de Buenos-Aires. C'est là que le député de la Charente et ancien maire d'Angoulême accusé de corruption a inauguré, le 6 octobre, un restaurant baptisé « Agnès » en l'honneur de sa femme, qui l'accompagne dans son exil argentin. Le nom de la rue Ciudad de la Paz (« Ville de la paix »), semble résumer les nouvelles aspirations du politicien, qui, à quarante-six ans, s'est reconverti en chef cuisinier. a J'ai fait un choix. J'ai quitté la France pour pouvoir vivre en paix tout en assumant mes erreurs. J'ai toujours adoré faire la cuisine et il faut bien que je fasse quelque chose pour gagner ma vie. Je n'ai pas de fortune personnelle ni de trésor caché», dit-il, en précisant Il refuse toutefois qu'on le compare à M. Jacques Médecin, l'an-cien maire de Nice poursuivi, lui aussi, par la justice française et qui s'est réfugié, lui aussi, en Amérique du Sud à Punta-del-Este, an Uruguay. « Cela n'a rien voir. Je suis l'opposé de M. Médecin. Je ne fais aucun show. Je ne menace aucun homme politique. J'ai choisi la

> « Je me suis laissé aller »

Avec des murs peints en rose saumon, une dizaine de tables dont les nappes sont assorties aux assiettes blanc et bleu, M. Boucheron a voulu donner un charme français à son restaurant et « une touche de douceur et de calme», précise-t-il en allumant cigarette sur cigarette. Au menu : le coq au vin, les tripes à la mode de Caen, le pot-au-feu, qu'il mijote lui-même derrière ses fourneaux, sont délà des succès, comme sa casserole de pommes de terre à la crème. Depuis son arrivée en Argentine, en janvier 1992, il affirme avoir fait quatre ou cing voyages en France pour répondre aux convocations judiciaires. « Je me suis toujours présenté devant la justice. J'ai reconnu certains faits. Quand on fait des erreurs, on les assume. » Mais il préfère garder le silence quand on lui demande des précisions sur «ses erreurs», qu'il se qu'avec sa femme ils uni investi contente d'attribuer au fait

dans l'affaire 150 000 F chacun. d'avoir commencé très jeune dans le monde politique. « Je me suis laissé aller. Je croyais que je gagnerais toujours. » Il n'est pas plus bayard quand on évoque d'autres affaires de corruption. «Le pouvoir est vertigineusement dangereux. » Mais il ajoute, laconique : A la veille des élections législatives, la société politique a sans doute besoin de victimes

> Menacé d'une levée d'immunité parlementaire, M. Boucheron s'apprête « dans quelques jours » à abandonner son siège de député. « J'ai tiré un trait sur mon passé, une carrière politique foutue. Même si l'exil, ce n'est pas la prison, c'est dur. J'ai laissé ma fille et mon fils en France, mes racines, tout en sachant que je n'ai pas beaucoup de chance de

> L'ancien maire d'Angoulême n'a pas peur. Même si un mandat d'arrêt international était lancé contre lui, il n'existe pas de convention d'extradition entre la France et l'Argentine. A Buenos-Aires, il a obtenu sans difficultés ses papiers de résident étranger. « C'est une ville dont je suis tombé amoureux car elle est en pleine modernisation, en pleine métamorphose. » Pour sa part, M. Boucheron affirme que « la politique n'est plus qu'un hobby » et la cuisine sa « nouvelle raison

> > CHRISTINE LEGRAND

Un colloque Sciences Po-le Monde

# L'autorité contestée

Le seul fait de poser une question est souvent une façon d'y répondre. Le cinquième séminaire organisé à Paris, le 25 novembre, par Sciences Paris, le 25 novembre, par Sciences Po et le Monde, en a fait la démons-tration (1). Dernière la question affichée - «Faut-il enterrer l'autorité?» et son parfum d'utopie presque désuète, s'est dessinée, en réalité, une interrogation, presque une obsession, de la plupart des acteurs sociaux, hommes ou femmes politiques, chefs d'entreprise, préfets ou proviseurs, fonctionnaires d'autorité ou témoins faisant autorité : comment restaurer

Chacun, en effet, le constate : les modèles anciens qui assuraient les fondements de l'autorité se sont peu à peu délités depuis deux ou trois décennies. C'est le cas à l'école, où la massification, le consumérisme des parents, la compétition entre établissements ou encore le pouvoir grandissant des collectivités locales ont destabilisé les mécanismes anciens de légitimité, fondés sur des textes, des tutelles et des statuts protecteurs. M≈ Marguerite Gentzbiltel, provi-scur du lycée Fénelon, à Paris, ou le sociologue François Dubet en ont fait l'analyse, avec humour et rigueur. Et Bruno Fraprat, directeur de la rédac-tion du Monde, a élargi le constat à la famille, où, là aussi, l'autorité parentale est à réinventer. Entre l'effritement des schémas anciens et l'incertitude de nouveaux modes de pilotage, « on patouille », devait noter M. Gérard Demuth, président de la Cofremca.

Ce qui est vrai de la sphère privée ou scolaire ne l'est pas moins de la vie publique. Tandis que le préfet de la région Rhône-Alpes, M. Paul Bernard, souligne ce passage nécessaire

de la contrainte à la médiation, de l'execution à la pédagogie, les respon-sables politiques pronent, avec un bel ensemble, la «démocrație participaensemble, la «démocratie participa-tive, la transparence et l'évaluation» (M= Marie-Christine Blandin, prési-dente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais), le «projet par-tagé» (M. Gilles de Robien, député de la Somme et maire d'Amiens), ou encore le nécessaire équilibre entre débat et arbitrage (M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR).

Nouvelles légitimités

Quant aux chefs d'entreprise, la forte logique économique à laquelle ils sont soumis paraît dans un pre-mier temps les préserver d'une comestation radicale de leur autorité. Mais tout démontre, depuis le rôle « pédagogique » du patron, souligné par M= Rose-Marie Van Lerberghe, directeur général de L'Alsacienne jusqu'au management « participatif » cher à M. Jean-Louis Beffa, president de Saint-Gobain, qu'ils ont été contraints, eux aussi, de repenser de fond en comble les fondements et l'exercice de leur autorité à cause notamment - Jacques Lesourne, directeur du Monde, devait le souligner en conclusion - de cette « menace de mort » qui pèse constamment sur l'entreprise.

Bref, de la famille aux partis politiques en passant par l'entreprise et l'administration, «le temps eu révolu de la contestation radicale de toute autorité», comme l'a noté M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques. Mais ce besoin et cette demande nonvelle d'autorité supposent la

construction de nouvelles régitimités. plus négociées qu'imposées. A défaut de quoi, comme l'a noté M. Yves Mény, chercheur en sciences politi-ques, on risque de tomber dans un consensus aléatoire, fondé sur des clientélismes étriqués, ou dans la ten-tation de l'autoritarisme.

La restauration de l'autorité serait, dès lors, un enjeu vital pour la démo-cratie. Tel était bien le message, un peu à rebours des discours consen-suels, de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale. A ses yeux, le doute et le scepticisme qui minent la société française résultent de l'absence de règles du jeu claires entre pouvoir et contre-pou-voirs (justice, médias, etc.), et il craint que cette constestation n'affai-blisse plus qu'elle ne vivifie le pou-voir démocratique.

Faut-il autour de l'idée de République rétablir un grand projet de cohérence nationale au risque d'être accusé de tomber dans l'abstraction et l'autoritarisme? Doit-on se contenter d'associer des autorités partielle autour d'un projet respectueux de toutes les différences en n'évitant pas le risque d'une sorte de «libanisa-tion»? Entre ces deux modèles, M. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, tenta en conclusion de cette journée de débats d'esquisser une formule acceptable qui en appellerait à la araison citoyenne pour arbitrer entre les aspirations éclatées des consommateurs et des producteurs.

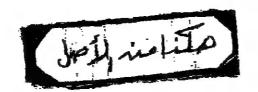
GÉRARD COURTOIS

(1) Le Monde des débats de décembr donnera un large compte rendu de ce

1. 元高 1944

1 144 675

PUR LA TRAN





Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les Parlementaires

# 15 300 TITRES DE PRESSE, 300 000 ÉCRANS PUBLICITAIRES TV ET RADIO... ÊTES-VOUS SÛRS QUE LES ANNONCEURS N'AIENT PAS BESOIN D'UN BON CONSEIL?

nationale et régionale, dans tous ses domaines et au jour le jour, pour en faire la promotion auprès des annonceurs et garantir ainsi une expertise de qualité. Cela requient des études régulières, un lourd équipement informatique, des services de média-planning, un personnel qualifié et motivé et une gestion rigoureuse.

Les 17 000 annonceurs savent-ils qu'ils vont bientôt devoir étudier 15 300 titres de presse, ou comparer l'audience de plus de 300 000 écrans publicitaires TV

Notre rôle consiste en effet à connaître et radio par an, contrôler le nombre sur le bout des doigts l'offre média, d'entrées dans 3 050 salles de cinéma Conseils et Acheteurs Média de facturer ou choisir parmi 300 000 panneaux d'affichage?

> Mais il est un autre aspect que la loi Sapin ignore totalement, c'est le service rendu aux médias. En effet, les Conseils et Acheteurs assurent aux médias une aide à la commercialisation, un gain de temps (donc d'argent), une garantie de régularité des volumes de commandes, une facilité de gestion et de facturation. une garantie de paiement et la promotion des nouveaux médias.

> Or la loi Sapin, si elle est adoptée dans

aux supports les services qu'ils leur

Privés d'une contribution financière qui n'est que la juste contrepartie d'une valeur ajoutée, nous serons dans l'impossibilité de remplir notre rôle, nuisant ainsi à l'équilibre du secteur publicitaire.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, amender la loi Sapin, qui restreint la liberté de commercer et interdit la juste rémunération des Centrales par les supports, est une nécessité vitale.

L'APCAM (Association des Professionnels en Conseil et Achat Média) regroupe 22 sociétés indépendantes représentant un volume d'espace publicitaire de 17 milliards de francs par an.

POUR LA TRANSPARENCE ET LA JUSTE RÉMUNÉRATION DES SERVICES RENDUS

### La session parlementaire

# Les députés ont adopté le projet de loi réformant l'organisation de la transfusion sanguine

Les députés ont adopté en première lecture, vendredi 27 novembre, le projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, présenté par le ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Sculs les socialistes ont voté. vendredi soir, au Palais-Bourbon. nard Kouchner qui avait souhaité. la veille, que l'Etat soit désormais en «état d'alerte permanente» sur tout ce qui touche à la translusion sanguine. Les groupes UDF et l'UDC se sont abstenus au motif que le nouveau système transfusionnel ne fonctionnera pas, selon eux, dans des « conditions de transpurence - satisfaisantes. Le groupe communiste, qui juge que ce projet est « trop centralisateur » et ne met pas le sang humain à l'abri de « la marchandisation ». a voté contre. Aucun député RPR n'était présent

Lors de la discussion des articles, les députés ont adopté un amendement proscrivant toute possibilité de prélèvement sur une personne

majeure faisant l'objet d'une mesure de protection légale, alors que le texte initial prévoyait un tel prélèvement « à titre exceptionnel pour des « motifs tirés de l'urgence thérapeutique et de la compatibilité

L'Assemblée a précisé, en outre, que le sang pourrait être utilisé non seulement à des fins thérapeutiques ou diagnostiques mais aussi à des l'ins de recherche selon des règles éthiques identiques (consen-tement, bénévolat, anonymat).

### Bilan dans cinq aus

En matière d'échanges avec l'étranger, les députés ont tenu à micux encadrer la réglementation. Toute importation de sang et de produit dérivé labile « par quelque organisme que ce soit » - précision qui ne figurait pas dans la version initiale - serait ainsi subordonnée à l'autorisation du ministre de la santé. A la demande du gouverne ment, l'Assemblée a précisé que les exportations de sang et de produits exportations de sang et de produits dérivés labiles « ne peuvent être effectuées que par des établisse-ments de transfusion sanguine », sous réserve de l'autorisation donnée par l'Agence française du sang.

de loi, les députés ont souhaité que ne subsiste aucune ambiguité.

Aussi ont-ils tenu à préciser que le comité de sécurité transfusionnelle serait institué « auprès du ministre chargé de la santé» et que l'Agence française du sang est un établissement public de l'Etat à caractère administratif » placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé ». A la demande de Kouchner, ils ont également précisé qu'une dotation globale de fonctionnement « versée dans les conditions prévues par le code de la sécurité soriale » s'ajoutera à des subventions d'Etat pour assurer le financement de l'Agence française

Parce qu'ils savent que cette nouvelle organisation de transfusion sanguine en France est perfectible, les députés se sont donné rendez-vous pour en tirer un bilan. Un amendement adopté prévoit que la loi fera l'objet d'un nouvel examen par le Parlement dans un délai de cinq ans après son entrée en vigueur et « au plus lard le 31 décembre 1997 ».

FRÉDÉRIC BOBIN

### Après son adoption par le Sénat

# La polémique se poursuit autour de l'« amendement Charasse ».

Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) visant à créer un « service douanier central de police judi-ciaire», qui a été adopté dans la nuit du 18 au 19 novembre par le Sénat, a continué de susciter des réactions tranchées. Après celles, défavorables, émanant de syndicats de policiers et de magistrats (le Monde du 21 novembre), des organisations de douaniers et d'avocats ont à feur tour réagi.

Le Syndicat national des cadres de douanes (majoritaire) s'est « félicité » du texte adopté. « Comme les agents de la police et de la gendar-merie, les douaniers officiers de police judiciaire seraient soumis à une double tutelle, celle de leur ministère [de l'économie et des finances] et celle des magistrats », nous a déclaré M. Guy Rouyère. secrétaire général. Selon lui, « l'amendement Charasse prévoit une claire et définitive séparation des pouvoirs qui resteront dévolus aux agents des douanes, de ceux qui seroni attribués aux douaniers que déclarant « se satisfaire » du texte adopté, la CFDT-Douane a insisté, elle, a pour que la sépara-tion des procédures inquisitoires et requisitoires [qui s'imposeraient aux douaniers] soit confirmée au pian organique afin de préserver les libertés publiques ».

Le conseil de l'ordre des avocats à la Cour de Paris a protesté, de le Sénat. Le code des douanes

☐ La commission des lois de l'Assemblée nationale refuse de confler aux douanes un rôle judiciaire. - La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 26 novembre, le projet de réforme de la procédure pénale, qui viendra en discussion en deuxième lecture au Palais-Bourbon le lundi 30 novembre, en rétablissant pour l'essentiel les dispositions supprimées par le Sénat (le Monde des 19, 20 et 21 novembre), en particulier la collé-

pouvoirs exorbitants dont certains « sont incompatibles avec la Convention européenne des droits de l'Homme», a déclare le conseil de l'ordre. Le barreau de Paris craint que ce texte, s'il devait être adopté par l'Assemblée nationale, qui l'examinera la semaine prochaine, n'attente « gravement au respect des libertés individuelles

détention provisoire, ainsi que la procédure en deux temps (mise en examen, ordonnance de notification de charges) appelée à remplacer l'actuelle procédure d'inculpation. La commission des lois a également supprime la disposition visant à accorder à certains douaniers la qualité d'officiers de police judiciaire qui, sur proposition de M. Michel Charasse, sénateur socialiste du Puyde-Dôme, avait été votée à l'unanimité au malais du Luxembourg.

# Dénonçant le « laxisme » du gouvernement dans la lutte contre l'antisémitisme

# Un conseiller de M. Pasqua porte plainte contre deux publications d'extrême droite

Y a-t-il ou non une augmentation du « nombre de publications auverte-ment antisémiles et négationnistes » en France? En fait-on \* ouvertement commerce» alors que la législation réprime ce geare d'activité? M. Patrick Gaubert, ancien conscilter de M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur pendant la cohabitation, répond positivement à ces deux questions. Désormais chargé de mission auprès du président du groupe RPR du Sénat, il dénonce, avec constance, depuis plusieurs mois, «l'apologie du racisme et la nègation des crimes contre l'humanité ». Cette attention soutenue fui a attiré les foudres répétées de la

Dans une note envoyée aux séna-teurs en juin au nom de M. Pasqua, M. Gaubert affirmait que la loi réprimant le racisme et le révison-nisme, celle du 13 juillet 1990, dite «loi Gayssot», qui n'avait pas été votée par l'opposition de droite, res-tait «lettre morte» et il dénonçait le

### Inventaire

Afin de prouver ce qu'il avanca sur la prolifération de la propagande national-socialiste et des documents imprimés ou audiovisuals exaltant le racisme, l'antisémitisme et le révision-nisme, M. Patrick Gaubert a fait constater, par huissier, le 20 octobre, que l'ensemble de ce matériel est en vente libre à Paris.

Après avoir passé quarante-cinq minutes dans une librairie du deuxième arrondissement, un témoin est ressorti, acquéreur notamment d'une cassette musicale à la gloire des Waffen SS, d'une figurine en plomb repré-sentant Adolf Hitler, de trois cassettes audio d'une figure de proue des négationnistes fran-çais, d'une cassette vidéo, d'une affiche du Parti nationaliste français et européen (PNFE), organi-sation rangée dans la catégorie intitulé l'Ordre SS et préfecé par Léon Degrelle, fondateur de la division SS Wallonie, et d'une brochure portant le titre Ce qui s'est vraiment passé à Oradoursur-Glane.

Ces piècas et quelques autres ont coltré la somme de 1 602 F. Elles ont été placées, avac la facture, sous scellés chez l'huissier qui a procédé au constat. Le 2 octobre précédent, suivant le même procédé, un témoin avait acquis, dans une autre librairie, la publication antisémite, l'Empire invisible, qui est en vente fore.

### ANDRÉ LAURENS

Milosévic. La continuité historique de la démagogie n'est pas à démontrer : il y aura toujours des démagogues.

L'expérience révèle qu'ils prospèrent dès lors qu'ils peuvent exploiter le misère, l'insatisfaction, la peur, quand ils restent les seuls, faute d'espérances plus crédibles, à promettre, fût-ce abusivement, un avenir meilleur. Dans la mesure où elle privilégie la force et la portée du discours, très au-delà de la valeur réelle de son contenu, la démagagie s'accommode de la puissance médiatique moderne. C'est dira qu'elle est, jusque dans les sociétés développées, aussi bien, sinon mieux, armée qu'a-

D'autant mieux, ajoutera-t-on, qu'en bonne démocratie, c'est-àdire sous le règne de la liberté d'expression et d'information, elle ne saurait être arbitrairement bâillonnée. Que faire contre ce poison insidieux 7 Le contenir per des moyens légitimes : les uns relèvent de l'action politique et de la crédibilité que les adversaires de la démagogie doivent mériter, les autres d'une certaine exigence de la communication, si l'on veut bian admettre que celle-ci se fonde au moins autant sur la quelité du message que sur son caractère spectaculaire ou son audience. On peut en avoir une autre conception, mais elle rejoint la démagogie.

 Le Secret des oreteurs, de Stéphane André. E.S.F. 207 pages, 135 F. Le Faux Parier, de Jean-Luc Porquet. Balland, 268 pages,

«laxisme coupable du gouverne-ment ». Transmise au ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, celle note avait a particulièrement surpris . M. Paul Quilès, qui, dans une lettre du 10 juillet, avait dressé un bilan de l'action de son administration au terme duquel il concluait : «Je ne peux laisser dire que le ministère de l'intérieur fait montre de laxisme à l'égard des menées racistes et antisémites, alors que j'en-tends continuer à défendre les valeurs républicaines auxquelles nous

Scion le ministère, dix-huit demandes de poursuites de publica-tions ont été adressées par ses services au garde des secaux entre juin 1990 et juin 1992. Sur les onze d'entre elles qui relevaient de la «loi Gayssot», quatre informations sont en cours, précise le ministère. Elles concernent un ouvrage sur les cham-bres à gaz, un « Manifeste antifuif » et deux publications périodiques.

M. Gaubert ayant cité dans su note de juin quelques publications de la sphère lepéniste, la presse d'extrême droite s'en était fait largement écho, accompagnant ses arti-cles de références insistantes sur les origines juives de l'intéressé. Au bout du compte, ce dernier a porté plainte contre deux organes de cette mouvance. La première, pour provo-cation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale, vise l'Em-pire invisible, une publication dont le responsable légal a déjà été condamné pour ce motif et dont un des rédacteurs, présenté comme a prisonnier de guerre français a, purge une peine de réclusion crimi-nelle à perpétuité pour trois atten-tats racistes ayant fait un mort et durieurs blessée. La canada pour plusieurs blessés. La seconde, pour injures et diffamation, est dirigé contre le mensuel le Choc du mois qui a consacré à M. Gaubert un article intitulé «Un juif qui fait son

् अध्यक्ष

4 - 51-6

LINES

· 英.不明句

THE LINE

· Strait a A

**全域是 墨森州**族

Court of the Court

ALL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDR

AND APPEAL OF THE PARTY OF THE

-

C SCHOOLS

15 2 1 VET

· t 45

6 6. 7

275,407

A ATTENDED

TO A CO. MANUAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PA

SECOND SECOND

. . . . . .

The sale

10 mg

70 / W 100 5 TO

· 网络多种性

### M. Mégret estime que les magistrats de Chambéry sont des «militants politiques»

M. Bruno Mégret, délégué géné-ral du Front national, a dénoncé, jeudi 26 novembre, «l'utilisation fallacieuse faite de l'arrêt de la cour d'appel de Chambèry, laissant entendre que Jean-Marie Le Pen aurait été condamné pour antisémi-tisme et racisme». Soulignant que les « détracteurs » de M. Le Pen « ont été condamnés pour injures », il s'est indigné de « la teneur des attendus rédigés de façon à permettre la manipulation et la désinformation de l'opinion ». Scion lui « les juges sont sortis de leur rôle

« brûlot disjamatoire » et « ce détournement porte un grave préjudice à la justice française d'autant plus que le texte de la cour, rédigé dans un français approximatif et haineux, révèle l'analphabétisme et le sectarisme de ses auteurs ». [La coar d'appel de Chambéry a condamné M. Gérard Funnez, directeur du Journal, à payer 1 F de dominages-intérêts pour injures, et elle a débouté les plaignants de leur plainte pour diffarma-tion, estimant que M. Le Pea et le Front antional nout « antisémistes » et a racistes » (le Monde du 27 novembre).]

tiques », leur arrêt constitue un

a GARD: le secrétaire départemental du FN se démet de ses fonctions. - Dans une lettre adressée, jeudi

Gard. w l.'avenir te permettra, j'en suis certain, de l'assurer de ma fidélité et de mon amitié », écrit M. de Sgint-Affrique à M. Le Pen, qui national. M. Lorrain de Saint-Affri- devait ouvrir à Nîmes, dans quelque a annoncé à M. Jean-Marie Le ques jours, la campagne régionale de Pen, dont il est l'un des conseillers, son mouvement pour les léaislatives. sa décision de se démettre, pour « de l'invoquant les mêmes raisons pergraves mutifs personnels», de ses sonnelles, il s'est également démis de fonctions de secrétaire départemen- son mandat de conseiller régional du tal du parti d'extrême droite dans le Languedoc-Roussillon.

La situation en Nouvelle-Calédonie

## Le FLNKS dénonce un « putsch coutumier » sur l'île de Lifou

Le FLNKS a dénoncé, mercredi 25 novembre, le « putsch réalisé au nom de la coutume » contre la mairie de Lifou, occupée par des autorités coutumières qui réclament la destitution du maire indépendantiste, M. Cono Hamu.

Lifou connaît actuellement un affrontement d'une gravité sans précédent entre autorités politiques oppose M. Cono Hamu, maire affi-lié à l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS), et M. Henri Boula, grand chef du district de Lössi, couve, en fait, depuis février 1991, lorsque des incidents avaient éclaté entre deux clans à l'occasion de l'aménagement de la zone portuaire de 'île, la plus importante des trois iles Loyauté. M. Cono avait alors essuyé des coups de feu qui avaient failli lui coûter la vie puis avait été déclaré persona non grata sur le territoire de sa chefferie. Des cases de son clan avaient également été

Alors que le contentieux s'enlisait depuis lors, le ton est monté d'un cran, la semaine dernière, avec l'occupation des locaux de la mairie de Lifou par les autorités coutumières de deux districts -Lõssi et Gaïca - sur les trois que compte l'île. Rassemblées au sein d'un «comité de coordination coutumière», ces autorités demandent la révocation de M. Hamu et affirment, en attendant, qu'elles assureront «le service minimum de l'eau et de l'état civil ».

Ce dureissement du conflit a

coalition indépendantiste a également rappelé que la destitution d'un maire ne peut intervenir que selon e des procédures démocratiques et institutionnelles ». La tonslité est identique à l'Association des maines de Nouvelle-Calédonie, qui regroupe les maires de sensibi-lité indépendantiste, où l'on rappelle que « les communes sont normalement gérées et dirigées par des instances démocratiquement élues ».

### Un malaise latent

Cette affaire de Lifou met en lumière le nouveau dilemme auquel est confronté le FLNKS. S'étant historiquement réclamée de la coutume - à l'exception toutefois du Palika, composante fondée dans les années 70 par des étudiants marxisants, - la coalition indépendantiste se heurte aujourd'hui à la fronde de certaines chefferies qui récusent toute légitimité aux élus canaques issus du suffrage universel. Latente depuis des années, la contradiction éclate au grand jour à l'heure où les accords de Matignon font émerger une nouvelle génération de dirigeants canaques dotés de pouvoirs politiques et économiques que les autorités coutumières perçoivent comme une menace. Le dynamisme municipal de M. Hamu, qui envisageait d'installer des structures hôtelières et portuaires sur son île, a joué le rôle de catalyseur de ce malaise. Il convient toutefois de distinguer la situation des iles Loyauté de celle de la Grande Terre, qui ne connaît pas de conflits de cette acuité. Il est vrai que les chefferies de la Grande Terre, profondément déstabilisées par la colonisation, ont déjà abandonné sans réagir beaucoup de leurs anciennes prérogatives.

LIVRES POLITIQUES

A vogue de la communication a multiplié à l'extrême le nombre des bateleurs, débatteurs, orateurs et autres causeurs, à la recherche d'un impact médiatique, suivant le vocabulaire du genre. Une autre vogue, celle du comique d'imitation et de dérision, nous a appris à prendre quelque distance avec les divers discours qui nous sont servis. Cependant la critique sous-jacente qui s'exprime ainsi, outre qu'elle est désamorcée par le rire, premier objectif visé, participe, elle aussi du cercle médiatique : elle est un discours sur le discours et, même si elle souligne des tics, des travers, le ridicule de cartaines prestations, alle est encore un faire-valoir.

Il est possible d'aborder d'une façon plus neutre et plus technique les diverses formes d'éloquence. Dans un ouvrage paru il y a peu et qui va retrouver à la faveur des prochaines campagnes électorales une nouvelle actualité. un spécialiste donnait cette curiouse description de Jacques Chirac en action : « Son visage articule les consonnes avec une amplitude at una précision qui frisent la grimace. Au contraire, ses voyelles disparaissent, aplaties, écrasées, broyées dans le larynx... » L'auteur, Stéphane André, est professeur d'art oratoire : s'il se réfère à Jacques Chirac, mais aussi à Laurent Fabius, Michel Rocard, Alain Madelin, comme à bien d'autres, c'est pour déplorer la décadence de l'art qu'il professe. Il se propose donc de révéler les Secrets des orateurs, ne serait-ce que pour tordre le cou | travailler sa voix comme on le fait | caine, le dirigeant serbe, Slobodan | 105 F.

# Façon de parler

l'occasion pour lui d'apprécier non seulement les prestations des vedettes de la politique, mais aussi celles des champions de la classe médiatique. Il y a. estimet-il, les hypo et les hypertendus, les « dupés mollassons » (Yves Mourousi) et les « dupés énergiques > (Alain Duhamel). Ceux qui se distinguent par leur aisance dans l'expression orale pêchent souvent à ses yeux par leur présentation physique: c'est, paraît-il, une question de colonne

L'une des causes de cette décadence réside, selon l'auteur, dans l'éducation à la française, qui censure la parole et ne libère pas cet instrument d'expression qu'est le corps humain. D'où la peur du ridicule at le trac paralysant qui, trop souvent, aggravent un autre travers national liá à la surestimation intellectuelle du discours, laquelle nuit à l'improvisation et induit le phénomène de « la pansée décalées: l'orateur s'embrouille dans une double attitude d'auteur et d'acteur « parce qu'il pense au futur tout en continuant d'agir

dans le présent ». Pour surmonter ces obstacles, il faut, selon notre professeur, s'astreindre à la verticalité, attitude à la fois physique et intellectuelle, porter son regard en avant en embrassant tout l'auditoire, de telle sorte qu'il apparaisse global. I de l'élection présidentielle améri-

à la médiocre éloquence. C'est | de la musculature. Le vrai secret, confie-t-il, se situe à l'intérieur du corps. Stéphane André appuie sa démonstration sur de nombreux exemples de débats et de débatteurs que l'on a la surprise de découvrir sous un angle entièrement nouveau, puisque ce qui est pris en compte est moins ce qui fut dit que la manière dont ce fut dit. L'un ne va pas sans l'autre, certes, mais, surtout, l'un ne vaut pas sans l'autre. Aussi bien, la connaissance des secrets des orateurs n'est-elle pas inutile à ceux qui las écoutent.

Un autre auteur s'intéresse au

« faux parler », c'est-à-dire à la démagogie qui se détecte tant dans le fond que dans la forme du discours. Jean-Luc Porquet a dégagé, après avoir étudié l'ensemble de l'œuvre parlée de Jean-Marie Le Pen, «quinze grandes constantes de la démagogie » parmi lesquelles figurent l'art de piéger les mots, celui de se référer aux classiques, la propension a annoncer l'apocalypse et à voir partout le scandale et la traîtrise, la flatterie des bas instincts ou l'abus des promesses. Jean-Luc Porquet examine chacuns d'entre elles et l'illustre par l'évocation d'un démagogue célèbre : Hitler, Savonarole, le général Boulanger, Mussolini, Evita Peron et, plus près de nous, Pierre Poujade, Ross Perot, le troisième homme

soulevé une vive émotion au sein du milieu indépendantiste. Exprimant son soutien à M. Hamu, le FLNKS a dénoncé, mercredi, le « putsch » des chefferies de Lifou ainsi que «l'utilisation de la cou-tume à des fins politiciennes». La

O SELLIN MILITARY N

The second of the second of the

7 500

Seed of No. 1984 474 L - - 12 1 # (# ) • # (# )

# SOCIÉTÉ

Après l'inculpation pour corruption du directeur du cabinet de l'ancien ministre

# L'énigmatique signature de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix

M. Michel Gagneux a été inculpé, vendredi 27 novembre. par M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, de corruption et de recel d'abus de biens sociaux. et laissé en liberté. Ancien directeur du cabinet de M~ Georgina Dufoix au mintstère des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1984 à 1986, M. Gagneux est le premier înculpé dans le dossier ouvert par les accusations de l'industriel nantais René Trager selon lesquelles des commissions occultes auraient été reversées à l'entourage de M- Dufoix, à l'occasion de mises sur le marché d'appareils de radiologia lourde. Cas accusations avaient conduit le magistrat rennais à se rendre la semaine demière en Suisse pour une série de perquisitions dans des établissements financiers (le Monde du 21 novembre). Des documents découverts à cette occasion semblent avoir confirmé les accusations de

L'affaire Trager va-t-elle devenir l'affaire Dufoix? La question est posée, dès lors que M. Van Ruym-beke a montré sa détermination en procédant à sa première inculpation dans ce dossier, une semaine à peine après ses perquisitions opérées en Suisse. Car c'est bien une nouvelle «affaire» qu'il vient de lancer en inculpant celui qui fut le principal collaborateur de M= Dufoix de juillet 1984 à mars 1986. Une «affaire» dont les ingrédients de départ sont explosifs : commissions occultes sur des marchés concernant la santé publique, valises contenant de l'argent en liquide...

M:: Van:Ruymboke:a décidé d'aller vite. Selon des sources judicinices, it envisages at do # bou-cler we volet des instructions dont il est chargé « en quelques semaines ». Il dispose d'abord des déclarations persistantes de René Trager, l'industriel nantais déjà inculpé dans plusieurs dossiers de financement du PS. Sur procès-verbal, dans un livre récent et lors de rencontres avec des journalistes, ce dernier n'a cessé d'affirmer qu'en 1985, il était allé récupérer en Suisse « pour le compte de Michel Gagneux » une commission prélevée sur l'achat d'un appareil de radiologie lourde de fabrication américaine – un IRMN (Imagerie à résonance magnétique nucléaire) – par l'hôpital de Nîmes, ville où M= Dufoix défendait alors les couleurs socialistes. René Trager ajoute qu'après avoir prélevé sa propre commission, il était chargé « de porter les vulises et de les remettre à M. Gagneux après avoir

Depuis son passage à Lausanne, du 17 au 19 novembre, le magis-trat dispose de pièces qui semblent corroborer les affirmations de l'homme d'alfaires nantais. Il s'agit de lettres portant la signature de Me Dufoix, de têlex entre les Etats-Unis et la France, et de reçus provenant, comme l'indique l'Exprers du 26 novembre, de la Ban-que vaudoise de crédit. Enfin, le nombre des protagonistes que pent entendre M. Van Ruymbeke est limité, d'autant plus que Ma Dufoix, ministre au moment des faits, resterait, și l'enquête la mettait en cause, hors de portée du juge, en l'état actuel de la Constitu-tion.

### L'importation d'un deaxième IRMN

il semble établi que les docu-ments saisis avec l'aide de la jus-tice helvétique font apparaître le lien entre la commission de 2,1 millions de francs touchée par René Trager et les autorisations ministérielles dont il était porteur iors de ses quatre voyages en Suisse, fin 1985 et début 1986. Ces documents officiels, exigés par la partie suisse pour sa comptabilité et par mesure de précaution, conféraient au porteur, en l'occurrence René Trager, une position de cour-tier. Elles l'habilitaient à percevoir au nom du ministère des affaires sociales, et par extension au nom de l'Etat français, des commissions ayant fait l'objet d'une négociation préalable et secrète avec des repré-sentants du fabricant américain, la société FONAR, et de l'importateur suisse, la société SAFIGEX de

L'existence de cette commission L'existence de cette commission s'explique par le fait que l'importation et l'installation des IRMN et des scanners était soumise à une autorisation ministérielle de « mise sur le marché». De plus, les investigations suisses de M. Van Ruymbecke ont permis d'établir que l'importation d'un deuxième IRMN, prosupant de la même aociété améprovinant de la même acciété amé-ricaine et destiné à l'hôpital Foch de Suresnes (Hauts de Seine), avait été autorisée par le ministère vers la même époque, dans des conditions apparemment similaires. A cette différence près que René Tra-ger affirme qu'il n'a « pas été impliqué » dans ce second marché.

Il reste à éclaireir deux points, qui sont au œur de l'enquête : qui a signé les documents habilitant l'industrici mantais et qui a touché l'argent de la commission? Autrement dit, M= Dufoix a-t-elle signé elle-même, en connaissance de cause, les lettres découvertes en Suisse? Sinon, qui l'a fait à sa place? De quel droit et à quelles-fins? Par ailleurs, où sont allés les quelque 2 millions livrés par René Trager, une fois prélevée sa d'ime (entre 400 000 et 500 000 francs)? Qu'en est-il enfin du second marché? M= Dufoix a dit et répété, depuis une semaine, qu'il lui fal-lait, avant toute chose, « rassembler des lettres et des documents datant

de six ans », qu'il lui faudrait « vérifier si Trager a finance une partie de [sa] campagne et sur quels fonds » et qu'elle n'excluait cependant pas « que Trager ait parti-cipé» à sa campagne électoraic de 1986 qui fut « assez coûteuse » (le Mande daté 22-23 novembre et du 25 novembre).

Cependant, son avocat, Ms Bernard Cahen, interrogé par Libéra-tion du 21 novembre, mettait en garde contre les conclusions hâtives : « Il y a une différence matives: why a une appearance
entre sa signature [celle de
M= Dafoix, ministre] et le cachet
portant sa signature, qui a pu être
utilisé à son insu.»

Or, sur ce point capital, René Trager a en queique sorte témoigné en faveur de M= Dufoix. Dans son procès-verbal d'interrogatoire du 27 août, l'industriel nantais affirmait que les lettres destinées à la SAFIGEX avaient été « signées par M. Gagneux avec le tampon de délégation du ministre ». L'ancien directeur du cabinet de M= Dufoix ayant formellement démenti cette version des faits (le Monde du 21 novembre), René Trager nous a affirmé : « Ces documents étaient signés avec le tampon en caout-chouc reproduisant la signature de M= Dufoix, pas avec un stylo. La différence apparaît clairement quand on examine les contours de quand on examine is souver qui la signature. Reste à trouver qui avait l'usage de ce tampon au

### Un paraphem électronique

Interrogé sur ce point, mercredi 25 novembre, deux jours avant son inculpation, M. Gagneux nous avait déclaré que la reproduction de la signature du ministre « n'était en aucun cas faite avec un tampon» mais avec un parapheur électronique commandé par un logiciel. Cet appareil – familièrement surnommé « Georginette » par les collaborateurs de M » Dufoix... –

se trouvait, toujours selon M. Gagneux, dans le bureau du chef de cabinet, M. Jacques Pinsom En cased'absence du ministre, ce qui semble avoir été assez fré-queet « Met Dufoix cumulait ses de porte-parole du gouvernement de M. Laurent Fabius -, le para-pheur servait à expédier les affaires courantes sous le contrôle de M. Gagneux qui, selon plusieurs témoins, était le seul à détenir les deux clés nécessaires pour faire fonctionner l'appareil. M. Gagneux disposait per aigueux d'un tempon en caoutchouc reproduisant cette formule consacrée : « Le directeur du cabinet, par délégation », suivi de sa propre signature et non pas de celle de Me Dufoix. Cela pré-cisé, M. Michel Gagneux nous a, une nouvelle foix, affirmé qu'il n'a pas signé les lettres découvertes en Suisse.

M. Van Ruymbeke, en commen-cant par inculper M. Gagneux, veut d'abord éclaireir la contradiction entre les déclarations de René Trager et celles de l'ancien directeur du cabinet. C'est à partir de

pourra envisager les rôles des uns et des autres : René Trager se trompe-t-il sciemment pour protéger quelqu'un d'autre? Michel Gagneux refuse-t-il de « porter le chapeau» d'une décision prise audessus de lui? Restera ensuite à tenter de connaître la destination des fonds, dont l'industriel nantais a toujours laissé entendre qu'ils alimentèrent les campagnes électo-rales de M= Dufoix. C'est ce qu'il fait dans son fivre, l'Affaire Trage (Editions du Rocher), contre lequel l'ancien ministre a récemment demandé au parquet d'engager des poursuites qui n'ont pas encore été notifiées à l'intéressé.

#### La chancellerie et le «principe de réalité»

Dans ses diverses déclarations publiques, M= Dufoix a concédé. sans plus de précisions, qu' « il fau bien payer les affiches et les empla-cements publicitaires et n'a pas exclu que René Trager y ait contribué. Ce dernier, pour qui la fausse facturation électorale ne semble pas avoir de secrets, écrit dans son livre : « J'ai été amené à payer les factures de cette campagne électorale [de 1986]. Une campagne conçue, pensée et réalisée par Jac-ques Séguéla. (...) Je recevais donc des factures de Séguéla, au nom de la société ATAO, répertoriées sous le charmant vocable d'« études pour le lancement du mobilier urbain. »

C'est ainsi que l'Atclier de transformation de l'aluminium de l'Ouest (ATAO), une société de René Trager qui fabriquait en Loire-Atlantique des profilés industriels d'aluminium, s'offrait, sur (fausses) factures, une promotion publicitaire qui, en réalité, ne s'est amais concrétisée auprès du grand public. En dépit de plusieurs tentatives nous ne sommes pas parvenus à obtenir le point de vue de M. Séguéla sur ces affirmations.

Le magistrat s'efforcera naturellement, dans les semaines à venir, de faire la part du vrai et du faux dans ce dossier à la fois simple et encombré de zones d'ombre. Sa tactique, estime-t-on à la chancelle rie, où ses méthodes sont devenues familières, devrait consister · à faire ressortir l'environnement » de M= Dufoix quand elle était ministre des affaires sociales. Il faut donc s'attendre, dans les prochains jours, à plusieurs convocations de mentionnés dans cette affaire, qu'il s'agisse de membres du cabinet de l'époque, de fonctionnaires ou de proches de M= Dufoix.

Dans l'entourage du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, on assure que la chancellerie s'en tiendra, dans cette affaire, au « principe de réalité». En d'autres termes qu'elle agira « en fonction des éléments proposés par le juge » et qu'elle « laissera, comme il se doit, la justice suivre son cours ».

**ROLAND-PIERRE PARINGAUX** 

Roger Maillard condamné à treize ans de prison par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis

### La défaite de l'ancien d'Indochine

Roger Maillard, le meutrier du jeune Khémissi Karar, le 4 octobre 1990, dans une cité de Neuilly-sur-Marne (le Monde du 28 novembre), a été condamné à une peine de treize ans d'emprisonnement, vendredi 27 novembre, par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis. L'avocat général avait requis une paine de douze à quinze ens de réclusion. Les jurés ont reconnu les circonstances atténuantes à cet homme de soixantedeux ans, alcoolique et parfois violent.

Ils étaient là une centaine, à attendre le verdict, alignés sur les bancs de la cour d'assises comme sur les travées d'un stade de football. Des amis de la victime, Khémissi Karar, das garçons et des filles, des ceums, et des emeufs: comme ils disent en « verian » ( emecs » et « femmes »), le dialecte des cités. Quand le président Yves Corneloup est entré dans la salle d'audience, au terme de la délibération, ils se sont tus, respectueux des bonnes manières en ce lieu de sagesse. Puis le magistrat a indiqué que Roger Maillard, soixante-deux ans, passerait les treize prochaînes années de sa vie en prison. Alors, les jeunes de Neuilly-sur-Marne ont esquissé quelques applaudisse-ments. Une fois dehors, dans le halt d'un palais de justice placé sous haute surveillance policière, ces applaudissements devinrent des cris de loie et de victoire, des « on-a-gagné » d'après-match.

Ils sa sont réjouis, sans retenue aucune, « pour tous les beurs que l'on flingue comme des lapins». Ils ont rappelé que la chaine» n'avait cessé de monter en aux à pertir du 4 octobre 1990, cette soirée où Roger Maillard; retraité alcoolique, avait tué Khémissi Karar. ieune homme sans histoire, d'une balle en plein cœur eà cause du bruit ». Cette a haine », ils l'avaient dějá exprimée – violemment pour certains - lorsque le meurtier a été remis en liberté, la 24 octobre 1991, à la suite d'une erreur de procédure. Mais vendredi, à Bobigny, elle a teintée d'indécence.

De ce procès, certains avaient prédit qu'il serait celui du racisme. Il ne l'a pas été. Maillard n'est qu'un «lamentable snipper de banlieue» pour reprendre l'image du réquisitoire de l'avocat général Dominique Borron - allusion aux franc-tireurs invisibles, cachés dans les ruines de Sarajevo - au cours duquel l'hypothèse de la haine raciale n'a jamais été avançée. Dans la matinée, l'avocate de la

mère de Khémissi. Mª Fawzis Bouaita, avait bien tenté de plaider, fort maladroitement, le ecrime racistes. Mais à l'entendre multiplier les tirades préfa-briquées ( « En France, pour un abbé Pierre, il y a mille Maillard ») ou les racourcis déroutants ( r Meillard n'est même pas chrétien, il est socialiste »), la salle en était venue à s'interroger sur le bien-fondé de la

L'autre avocat de la famille, Mª Dominique Tricaud, l'avait bien compris. Intervenant avant sa consœur, il avait brillamment rappelé l'essentiel : les faits. surtout les faits, et toutes les contradictions, les « mensonges a selon lui, de l'accusé. Il avait aussi, mais sans en abuser, parlé des e jeunes issus de l'immigration » qui ont parfois la sentiment d'être confrontés è une «justice à deux vitesses» Mais s'il a employé le mot de « racisme ». c'est uniquement pour évoquer un « racisme antijeune», le seul qui ait tué ce gamin dont la mère est venue dire, entre deux sangiots, qu'il avait « des amis de tous les harizans ».

### Le parcours anodin d'un gamin de banlieue

Ses amis, justement, étaient là, attentifs au parcours anodin qui était retracé d'un gamin de banlieue comme eux : la famille nombreuse, les difficultés scolaires, un travail de balayeur à la mairie puis un apprentissage qui lui tenait à cœur, chez un styliste, à Paris. Les soirées avec les copains, enfin, ces heures passées à discuter, à chahuter, à rigoler, sans trop se soucier des habitants du quartier. Rien que de très banal, chez ce garcon einconnu des services de police »

Après un tel portrait, après un réquisitoire implacable de l'avocat général ( « Je rejette la thèse de l'accident tragique : si Khémissi a été atteint en pleine poltrine, c'est qu'il a été visé en pleine poitrine »), l'avocat de Meillard, Mr François Sarda, dut tout à la fois prévenir les jurés contre l'influence d'une « affaire récente » (l'acquittement contesté de la « boulangère de Reims ») et pleider l'homicide involontaire. Dans l'après-midi, Roger Maillard avait dit : « Excusez-moi» à la mère de la victime. A l'annonce du verdict, cet ancien d'indochine s'est tassé sur lui-même, le regard embué derrière ses lunettes d'écaille. Dans la salle, les « ceums » et les « meufs » n'avaient plus la « haine ». Ils fétalent sa défaite.

PHILIPPE BROUSSARD

Un rapport de la Cour des comptes suivi d'une démission

# Michel Gagneux et la gestion de la Sonacotra

Diplômé de l'Ecole nationale comptes, rendu public per l'Evéne-d'administration en 1980, ment du jeudí, jugesit sévèrement port préliminaire. Ces jours-ci, il se M. Michel Gegneux, après un pas-se gestion. sage per l'inspection générale des affaires sociales, a été successive-ment conseiller technique, direc-teur adjoint puis directeur du cabiteur adjoint puis directeur du cabinet su ministère des affaires sociales et de la solidanté nationale, de 1982 à 1986, sous les ministères de M. Pierre Bérégovoy, puis de M. Georgina Dufoix. Aujourd'hui âgé de quarante ans, M. Gagneux se souvient de la période passée, de 1984 à 1986, au cabinet de M. Dufoix comme de « la plus lourde et la plus difficile » de sa carrière. Il était, di-1, l'homme à tout faire d'un ministère accablé par les dossiers de la accablé par les dossiers de la réforme hospitalière et du déficit de la Sécurité sociale, face à un ministre souvent absent avec auquel à lui arrivait de s'opposer

Les enquêteurs de la Cour reprochaient particulièrement à M. Gagneux d'avoir engagé à grands trais la Sonacotra dans une diversification na respectant pas son objet social. La Cour épringait notamment le PDG pour les aug-mentations de salaires, les primes et les bonus qu'il s'était octroyés; elle critiquait sea choix «incohérents » et «dispendieux» en matièra de communication; elle stigmatisait la pratique généralisée d'attribution des marchés «sans appei à la concurrence».

#### Modernisation et moralisation

ministre souvent absent avec auquel il lui arrivait de s'opposer fréquemment, notamment sur le thème, cher à Me Dufoix, des médecines alternatives.

Ces rapports difficiles n'empêcheront pas le ministre de nommer M. Gagneux, en février 1986, à quelques semaines des elections législatives, au poste de président-directeur général de la Société nationale de construction de logaments pour les travailleurs (Sonacotra), une entreprise placée sous la tutelle du ministère des affaires sociales. Près de six ans plus tard, en décembre 1981, un rapport préfirminaire de la Cour des

finale du rapport, datée du 1- juillet, estimant qu'elle le «blanchit». Le texte définitif est, certes,

moins accablant que ne l'était la

première version. Cependant ses rédacteurs, dans un langage prudent, persistent dens leur contes-tation de la stratégie de M. Gegneux, qui éloigneit la Sons-cotra de sa finalité originelle qui est de fournir des logements à prix modiques à des travailleurs isolés, notamment immigrés. Tout en affirmant que « les comptes des exercices 1982 à 1990 sont réguliers et sincères», la Cour critique les moyens financiers consacrés à la communication, qui, depuis 1986, ont sextuplé pour atteindre 23 millions de francs en 1991, «soit l'équivalent de 2,5 % du montant des redevances encais-sées sur les résidents.». Elle estime encore que les procédures de passation des marchés «ne paraissent pas satisfaisantes». Elle souligne enfin des «anomalies» et «imégularités» à propos de la rémunération de M. Gagneux, notarit que les normes d'augmentation fixées pour les dirigeents d'entreprises publiques ont été dépassées en 1989, 1990 et 1991.

Introduite par les avocats de l'homme d'affaires lyonnais

## La demande de mise en liberté de Pierre Botton est mise en délibéré au 4 décembre

de notre bureau régional

cours d'appel de Lyon a examiné, vendredi 27 novembre, la demande de mise en liberté introduite par les avocats de l'homme d'affaires lyonnais Pierre Botton, place sous man-

dat de dépôt depuis le 14 novembre.

L'audience à huis clos qui s'est d'une caution de 2 millions de tenue deux heures durant sans la La chambre d'accusation de la présence de l'inculpé - préférant finalement rester dans sa cellule - a permis à Me Jean-Marie Chanon, bâtonnier du barreau de Lyon, Véronique Lartigue et François Gibault, de proposer un placement de leur

Au cours de son interrogatoire à la PJ de Lyon

### M. Alain Mérieux aurait fourni des explications sur l'exportation, en 1985, de produits non chauffés

A la suite de son audition, jeudi 26 novembre, en qualité de témoin, par le SRPI dans le cadre de l'enquête préliminaire ordonnée par le procureur de la République de Lyon (le Monde du 28 novembre). Lyon (le Monte du 28 novembre, M. Méricux a apporté, vendredi 27 novembre, quelques précisions sur la nature de cette procédure. Selon le président de l'Institut, l'enquête a été déclenchée par l'enregistrement, au parquet du tribunal de Paris, d'une lettre anonyme demandant des expli-cations sur les exportations, en 1985, de produits sanguins non chauffés à la suite des informations publiées par

le Monde. Le parquet général a

ensuite transmis cette demande à Lyon où le procureur de la Républi-

Toujours selon des informations roujours seton des informations en provenance de l'entreprise, «la chancellerie a alors souhaité que M. Méricux soit entendu afin qu'il explique, sur le plan scientifique et mutériel, l'activité de l'Institut dans le domaine de l'exploitation du facteur VIII de les con exportation Annuine de l'exploitation du jacieur VIII et de son exportation. M. Mérieux a donné toutes les précisions à cet égard en soulignant qu'aucun élément ne permet d'affirmer que la contamination provient d'éléments de facteur VIII antihémophilique mercialisés par l'Institut Mérieux.

Estimant au contraire que la détention était nécessaire au bon déroulement de l'enquête judiciaire et aux garanties de représentativité, l'avocat général a requis le maintien de cette mesure coercitive. L'arrêt a été mis en délibéré au vendredi 4 décembre. D'ici là, M. Botton, inculpé d'a abus de biens sociaux», de a banqueroute» et de «faux en banque, et usage», aura été entendu par M. Philippe Courroye, juge d'instruction chargé du dossier.

Du côté des parties civiles, Me Yves Reinhard, qui s'était consti-tué au nom de M. Daniel Boisson (le Monde du 27 novembre) et avait déjà pris connaissance du dossier, a déclaré dans un communique : Associeux que cette constitution de le partie civile n'offre prisc à aucune équivoque, (...) mon associé. Me André Soudier, m'a demandé, en raison de ses fonctions électives apparente les constitues de la constitue de la c rationi de ses jonctions electives actuelles, de me décharger de la défense des intérêts de M. Boisson, s M. Soulier, conseiller municipal de Lyon, et président du Parti républicain du Rhône, est un adversaire politique déclaré de M. Michel Noir, ben de de l'inem Polichel.

# La cour d'appel de Versailles est saisie de l'affaire Touvier

Au terme d'une journée de délibéré, la chambre criminelle de la Cour de cassation a finalement décidé de suivre les réquisitions de l'avocat général : seule la partie de l'arrêt de non-lieu de la chambre d'accusation qui concernait le massacre de Rillieux-la-Pape a été cassée. Les pourvois concernant l'assassinat des époux Basch, la déportation de Jean de Filippis, l'attentat contre la synagogue de Lyon, l'assassinat de Lucien Meyer, la déportation de sa fille et de son petit-fils ont. eux, été rejetés.

La décision sur le massacre de Rillieux-la-Pape était la plus attendue car Paul Touvier a toujours reconnu sa responsabilité dans le choix des sept otages juifs fusillés après l'exécution du secrétaire d'Etat à l'information de Vichy, Philippe Henriot. La culpabilité de Touvier ne faisant aucun doute, la chambre d'accusation avait été obligée d'examiner longuement la notion même de crimes contre l'humanité. Estimant que le régime de Vichy

n'avait jamais eu «la vocation ni l'occasion d'asseoir une domination quelconque et d'imposer une idéologie conquérante », la chambre d'accusation avait livré dans son arrêt une analyse particulière des quatre années de pouvoir du maréchal Pétain : selon elle, le régime de Vichy ne pouvait, « sauf à faisifier les données les moins contestées de l'Histoire, être qualifié d'Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique ».

La chambre criminelle de la Cour de cassation a suivi un tout autre chemin. Plutôt que d'analyser la nature du régime de Vichy afin de savoir s'il pratiquait une e politique d'hégémonie idéologique», la Cour s'est référée dans son arrêt au statut du tribunal militaire international de Nuremberg de 1945. Ce texte précise que le tribunal était compétent pour juger et punir a toutes personnes agissant pour le compte des pays européens de l'Axe » avant commis

 « individuellement ou à titre d'organisations » des crimes contre l'humanité. Or Paul Touvier a toulours reconnu avoir désigné les sept juifs après une entrevue de son chef direct avec le chef de la Gestapo locale, le Kommandeur Knab, La Cour de cassation conclut donc : « La chambre d'accusation ne pouvait, sans se contredire, déclarer que les assassinats poursuivis ne constituaient pas des crimes contre l'humanité tout en relevant qu'ils avaient été perpétrés à l'instigation d'un responsable de la Gestapo, organisation déclarée criminelle comme appartenant à un pays ayant pratiqué une politique d'hégémonie idéologique.» En conséquence, la partie de l'arrêt de non-lieu qui concernait le massacre de Rillieux-la-Pape a été

Le dossier de Rillieux-la-Pape sera donc confié à de nouveaux magistrats. L'avocat général avait suggéré que la chambre criminelle désigne la chambre d'accusation de Lyon, mais la Cour de

cassation a finalement préféré la cour d'appel de Versailles. Une décision lyonnaise avait été cassée par la chambre criminelle au tout début de l'affaire, en 1975, et l'usage veut que l'on na renvoie pas un dossier vers une juridiction dont une décision a été cassée.

En revanche, les pourvois qui concernaient les aix autres dossiers (lire l'encadré) ont été rejetés par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Dans son arrêt, la cour suprême, qui n'est pas chargée de rajuger le fond du dossier mais de veiller au respect des règles de droit, se contente de rappeler qu'il appartenait à la chambre d'accusation « d'apprécier la valeur des éléments recueillis par l'information et de se prononcer sur l'existence des charges ». Du coup, le non-lieu prononcé le 13 avril par la chambre d'accusation de Paris au sujet de ces six affaires est définitif.

ANNE CHEMIN

# Les attendus de la décision

« Attendu qu'il appert de l'arrêté attaqué que, le 28 juin 1944, après l'annonce de la mort de Philippe Henriot, scorétaire d'Etat à l'information et à la propagande, mem-bre de la Milice, Paul Touvier aurait, en sa qualité de chef du deuxième service régional de la Milice à Lyon, donné des instruc-tions et fourni des moyens pour que sept otages appartenant à la communanté juive soient exécutés par des membres de la Milice; que les sept cadavres ont été décou-verts le 29 juin 1944 à Rillieux, munis d'étiquettes qui ont permis l'identification de six d'entre eux, septième étant demeuré

» Que les juges, après avoir retenu l'existence de charges suffi-santes contre Touvier de s'être ont recherché si celui-ci constituait un crime contre l'humanité au regard de l'article 6 c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg, et s'il était imprescrip-tible selon la loi du 26 décembre

» Qu'ils observent qu'outre l'in-tention criminelle qui doit exister en matière de crime de droit commun, les crimes contre l'humanité doivent entrer dans l'exécution d'un plan concerté, accompli au nom d'un Etat pratiquant de façon systématique une politique d'hégé-monie idéologique et être commis contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse ou contre les adversaires de cette politique d'hé-gémonie idéologique;

» Attendu que, pour rechercher si les agissements imputés à Touvier entraient dans un tel plan concerté, les juges se livrent, par concerte, les juges se hyrent, par les motifs rapportés aux moyens, à l'analyse de l'idéologie tant du gouvernement de fait de l'Etat français que de la Milice, organisation créée par l'acte dit loi du 30 janvier 1943; que, se fondant particulièrement sur « une considérable bibliographie », ils parviennent à le graphie », ils parviennent à la conclusion que l'« Etat vichyssois »

ne pratiquait pas une politique d'hégémonie idéologique, considérant que sa politique de collabora-tion avec l'Etat national socialiste allemand était essentiellement pragmatique; que, malgré les mesures antisémites adoptées, a jamais n'avait été proclamé, comme en Allemagne, que le juif était l'ennemi de l'Etat»; qu'enfin la Milice, l'une des « composantes » de l'« Etat français», qui avait des visées hégémoniques et avait parmi ses objectifs la lutte « contre la lèpre juive pour la pureté francaise», n'était pas parvenue à transformer l'Etat autoritaire en Etat totalitaire:

» Que, par ailleurs, l'arrêt rapporte les déclarations de Touvier qui, sans contester sa participation à la décision d'exécution des otages, a toujours déclaré que celle-ci avait été prise de concert avec de Bourmont, alors chef

Nous publions le texte de l'article 6 du statud du tribunal militaire inter-national de Nuremberg sur lequel l'arrêt de la Cour de cassation est essentiellement fondé.

«Le tribunal établi par l'accord

«Le tribunal établi par l'accord mentionné à l'article premier ci-des-sus pour le jugement et le châtiment des grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe sera compé-tent pour juger et punir toutes per-sonnes qui, agissant pour le compte des pays européens de l'Axe, auront commis, individuellement ou à titre de membres d'organisations, l'un quelconoue des crimes suivants:

quelconque des crimes suivants :

Les actes suivants, ou l'un quel-

conque d'entre eux, sont des crimes soumis à la juridiction du tribunal et entraînant une responsabilité indivi-

a) les crimes contre la paix : c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursaite d'une

après une entrevue avec le Kommandeur Knab, chef de la Gestapo locale, qui entendait, à la suite de l'assassinat de Philippe Henriot, exercer des représailles massives sur la population juive; que de Bourmont et Touvier seraient parvenus à faire réduire le nombre des victimes dont l'inculpé aurait eu la mission de faire assurer l'exécu-

\* Que les juges considèrent cependant que cette exécution est ment improvisée » ayant pour cause la mort de Philippe Henriot, écar-tant l'idée que Touvier se soit fait l'exécuteur d'une décision des Allemands, « même și les intentions qu'il prête aux Allemands ont joué un rôle dans son comportement et dans la décision qu'il reconnaît

» Que de l'ensemble de ces tion est dès lors encourue.»

éponciations la chambre d'accusation déduit que l'assassinat en cause ne saurait être qualifié crime contre l'humanité et se trouve dès lors prescrit;

» Mais attendu qu'en se déterminant de la sorte, et alors qu'aux termes de l'article 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg, les auteurs ou complices de crimes contre l'humanité ne sont punis que s'ils ont agi pour le compte d'un pays européen de l'Axe, la chambre d'accusation ne pouvait, sans se contredire, déclarer que les assassinats poursuivis ne constituaient pas des crimes contre l'humanité tout en relevant qu'ils avaient été perpétrés à l'instigation d'un responsable de la Gestapo, organisation déclarée criminelle comme appartenant à un sys ayant pratique une politique d'hégémonie idéologique, la cassa-

# L'article 6 du statut du tribunal de Nuremberg

c'est-à-dire l'assassinat, l'extermina-

guerre d'agression ou d'une guerre de violation des traités, assurances ou tion, la réduction en esclavage, la accords internationaux, ou la particidéportation, et tout autre acte inhupation à un plan concerté, ou à un complot pour l'accomplissement de main commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la l'un quelconque des actes qui précèguerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, reciaux ou relib) les crimes de guerre : c'est-à-dire les violations des lois et cougieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non tumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime renou la déportation pour des travaux forces, ou pour tout autre but, des trant dans la compétence du tribunal, populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais ou en liaison avec ce crime. traitements des prisonniers de guerre

d'instruction de Paris.

questions precises ».

nier accorde notamment de longs

entretiens au Quotidien de Paris

qui remarque qu'il « devient vague

ou muet quand on lui pose des

- 1981 ; un mandat d'amener

- 1983 : la famille de Victor

est délivré par le juge d'instruction

Basch dépose plainte. Victor Basch, ancien président de la Ligue

Martine Anzani contre Touvier.

Les dirigeants, organisateurs, provocateurs ou complices qui ont pris part à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan concerté ou d'un complot pour commettre l'un quelconque des crimes ci-dessus définis sont responsables de xigences militaires; tous les actes accomplis par toutes c) les crimes contre l'humanité : personnes, en exécution de ce plan.»

## Le droit sans l'histoire

Déguisés en historiens, les juges pouvaient alors conclure que l'Etat français, de 1940 à 1944, n'avait en rien pratique une « politique d'hégémonie idéologique » seule susceptible d'offrir un cadre aux crimes, imprescriptibles, contre l'humanité.

La chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. Chris-tian Le Gunehec s'est bien gardée tian Le Gunehec s'est bien gardée d'opposer à cette leçon la stenne. Comme si l'exposé incongru de la chambre d'accusation de Paris ne méritait pas réponse. Comme si la mémoire d'un jugement du 8 juillet 1981 rédigé par M. Pierre Drai, aujourd'hui premier président de la Cour de cassation, précisant qu'il ne revient pas aux juges d'a imposer une thèse historique qui aurait valeur d'histoire officielle a, suffisait.

Juges du droit, «soldats de la loi », les conseillers de la chambre criminelle ont de même évité de rendre un arrêt à la seule lumière de leurs réflexions de 1985. Cette année-là, la chambre criminelle avait précisé que les crimes contre l'hu-manité doivent entrer dans l'exécution d'un plan concerté accompli au nom d'un Etat pratiquan. ne politi-que d'hégémonie idéologique.

> Sur ordre de la Gestavo

Loin de s'arc-bouter exclusivement sur sa formule, abondamment citée par toutes les parties, la cham-bre criminelle sa réfère tont autant aux termes de l'article 6c du statut Nuremberg pour finalement casser partiellement le non-lieu accordé à Paul Touvier. Ce retour aux origines de la législation du crime contre l'humanité autorise un raisonnement simple et imparable,

L'analyse porte sur le dossier du massacre de Rillieux-la-Pape où sept juifs furent assassinés le 29 juin 1944 en représailles de l'exécution du secrétaire d'Etat à l'information Philippe Henriot. La veille, Paul

Touvier, obéissant aux ordres du chef régional de la Milice et à ceux du Kommandeur Knab, chef de la Gestapo, avait désigné les future

La chambre criminelle observe à cette occasion que Paul Touvier, selon ses propres déclarations maintes fois rétièrées, a agi sur l'ordre de la Gestapo. Constatant que cette dernière est une « organisation déclarée criminelle comme appartenant à un pays ayant pratique une politique d'hégémonie idéologique », la chambre criminelle conclut à la cassation en relevant la contradiction de la chambre d'accusation qui refusait de voir en Touvier un « agent de l'Etat allemand », filt-ce ce jour-là. La chambre criminelle observe à

An-delà de la rigueur logique de son argumentation, on relevera tout de même que la chambre criminelle s'abstient de se prononcer sur la nature du régime de Vichy. De même parvient-elle à ne pas quali-fier la Milice dans la mesure où son rôle ne l'intéresse que par son lien de subordination et de complicité, le 29 juin 1944, avec la Gestape.

A l'évidence, le propos des juges de la Cour suprême n'a pas été, vendredi 27 novembre, d'énoncer une nouvelle définition des crimes contre l'humanité pouvant s'appliquer plus précisément aux ressortis-sants français. Leur arrêt a néan-moins le mérite de renvoyer une partie de l'énorme dossier Touvier devant une nouvelle chambre d'ac-cusation. Ainsi l'ancien chef milicien comparaîtra-t-il peut-être, un jour, devant une cour d'assises.

er green was green

Adding the street

nin terre arak

Committee and the

500 to 15 484

men esteral

-7 : 158 en

2 102 m

T-1-0 17 12 164

They are a grant

The make the staff

1000年 1000年

filter ter er fem

100 The star delicates The states

3 mg 4 1 1 4 4

Il reviendraft alors à un jury de Il reviendrait alors à un jury de juger le collaborateur en étudiant son «milieu» : ce régime de Vichy drapé dans le slogan faussement candide de «Travail, Famille, Patrie» alors même qu'il bradait le pays et son honneur aux nazis; cette Milice prétendument occupée à défendre les valeurs chrétiennes et en réalité obsédée par le lutre groupe le la lurre obsédée par la lutte « contre la lèpre THE N.

LAURENT GREILSAMER

## Les réactions

D. M. Michel Noir : l'arrêt de la Cour de cassation permet une « vraie justice ». - « Cet arrêt permet qu'une vraie justice soit enfin rendue, a déclaré le maire de Lyon. Il est réconfortant que l'institution judiciaire suprême de notre République vienne effacer ce qui aurait constitué une trahison de la mémoire de la France et des valeurs qui sont celles de la patrie des droits de l'homme».

u M' Serge Klarsfeld : nn soula gement mitigé. - Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et des filles de déportés juis de France, s'est déclaré « soulage » par la décision de la Cour suprême. Mais il déplore le « tour de nassepassen de la Cour de cassation qui 4 choisi, dit-il, une « solution de facilité ».

□ Les Fils et Filles des déportés juits de France (FFDJF) : soulagement. - La FFDJF se déclare « soulagée » que « l'arrêt Touvier [soit]

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde L'ÉCONOMIE

cassé ». Elle déclare : « L'essentiel maintenant est que très prochainement la chambre d'accusation de Paris examinera le réquisitoire du parquet à l'encontre de Bousquet, ancien chef de la police de Vichy. Les magistrats auront alors à déterminer à nouveau si l'Etat français de Vichy a mené une politique d'hègémonie idéologique à l'encontre des juifs et s'il s'est rendu coupable de crime contre l'humanité.

a Mr Choucroy et Lyon-Caen: l'arrêt de se prononce pas sur Vichy. - « L'arrêt ne se prononce pas sur la politique d'hégémonie idéologique conduite par le gouvernement de Vichy», observe Mr Charles Choucroy, partie civile. « Il restreint la notion de crime contre l'Humanité aux puissances de l'Axe et pendant la deuxième guerre mondiale», note aussi Me Arnaud Lyon-Caen, autre conseil de parties civiles.

n Me Jacques Trémolet de Villers: « convenable », - « Une cassation dans ces conditions et un renvoi à Versailles, c'est plus que convenable», a déclaré le défenseur de Paul Touvier, Me Trémolet de Villers.

- 1947 : l'ancien milicien est à nouveau condamné à mort par contumace à Chambéry pour intelligence avec une puissance étran-gère ou avec ses agents. Durant vingt ans, il vivra dans la clandes-tinité en France.

ou des personnes en mer, l'exécution des orages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages, ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires;

- 1967 : vingt ans après sa seconde condamnation à mort, l'ancien milicien bénéficie de la prescription de ses condamnations criminelles.

- 1971 : le président Georges Pompidou signe un décret de grace qui annule l'interdiction de séjour confiscation de ses biens qui frap-

- 1972: l'hebdomadaire l'Express révèle l'existence de cette mesure de grâce et il s'ensuit une grande émotion dans le pays. Tou-vier disparaît à nouveau avec sa famille sous des identités d'emprunt.

- 1973 : un juge d'instruction de Lyon reçoit les premières plaintes de parties civiles pour

# Un combat judiciaire d'un demi-siècle

- 1946 : Paul Touvier est crimes contre l'humanité contre des droits de l'homme, a été assas-condamné à mort par contumace à Touvier. des droits de l'homme, a été assas-siné le 10 janvier 1944, ainsi que

- 1959-1963: d'innombrables démarches sont entreprises par Touvier et ses proches, notamment Mgr Charles Duquaire, pour bénéficier d'une amnistie ou d'une grâce.

dans plusieurs départements et la paient encore Touvier.

- 1974-1979 : le dossier Touvier - 1974-1979; le dossier l'ouvier est l'objet de blocages de la part du juge d'instruction et des chambres d'accusation de Lyon et de Chambéry jusqu'au 6 février 1975, lorsque la Cour de cassation assimile leurs décisions à un arejus d'informer ». Finalement, la chambre d'accusation de Paris demandre le - 1984 : le quotidien le Dauphine Libere publie le 19 septem-bre l'avis de décès d'un certain Paul Touvier. - 1988 : le juge d'instruction Claude Grellier retire l'enquête à la police pour la confier à la gendar-

d'accusation de Paris demande le 17 décembre 1976 au Quai d'Orsay - 1989 : Touvier est arrêté le son interprétation de plusieurs 24 mai dans l'enceinte du prieuré Saint-François, à Nice. Il est inculpé de crimes contre l'humaconventions internationales évoquant la notion de crime contre nité et écroué par le juge d'instruc-tion Jean-Pierre Getti. Le ministère des affaires étran-

gères conclut, le 15 juin 1979, à - 1990-1991 : la chambre d'acl'imprescriptibilité du crime contre cusation de Paris confirme à plul'humanité. La chambre d'accusasieurs reprises le maintien en détention de Touvier. Les juges considèrent que l'ancien milicien est « implique dans quatre affaires très graves, voire d'y avoir person-nellement participés. tion de Paris en prend acte et renvoie le dossier Touvier à un juge - 1980 : l'enquête de la brigade criminelle pour retrouver l'ancien chef milicien échoue. Mais ce der-

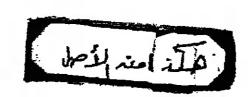
- 1991 : l'ancien milicien est libéré par la chambre d'accusation, le 11 juillet, au motif principal que sa détention n'est « plus nécessaire à la manifestation de la vérité».

Le juge Getti clôt son instruction au début de l'automne et demande le renvoi de Touvier devant les assises. Du 2 au 13 décembre, la chambre d'accusation entend les avocats des parties civiles et la défense de Touvier.

1992 : la commission présidée par l'historien René Rémond remet le 6 janvier son rapport sur «Tou-vier et l'Eglise» au cardinal Albert Decourtray, à l'origine de cette enquête. Le rapport met l'accent sur les nombreux réseaux ecclésias-tiques qui ont protégé Touvier depuis la Libération.

Le 13 avril, la chambre d'accusa-tion de Paris, présidée par M. Jean-Pierre Henne, rend un arrêt de non-lieu général en faveur de Paul Touvier. Le procureur général de Paris, M. Pierre Truche, forme aussitôt un pourvoi devant la Cour de cassation contre cet arrêt

Une réprobation générale s'ex-prime en France, largement reflétée par les médias. Le président Francois Mitterrand, en visite en Turquie, déclare : « Je suis moi aussi surpris. Le mol est modeste. » Le 16 avril, un sondage indique que 73 % des personnes interrogées sont choquées par le non-lien. Le premier président de la Cour de cassation, M. Pierre Drai, sait savoir qu'il comprend l'émotion soulevée par l'arrêt de la chambre d'acccusation mais lance un appel au calme. Le premier président indique que le pourvoi sera exa-miné dans un délai de huit à neuf mois « alors que les passions et les émotions seront apaisées ».



Messes anniversaires

Raymond BOURGINE,

journaliste, sénateur 🌆 Paris.

nous quittait | novembre Une messe de requiem célébrée, mardi la 1992, à 10 heures,

co l'église 🔳 🗷 Modeleine, Paris-8.

Tous ceux qui l'ont connu, aimé madmiré, rendront hommage mi leur présence ou leur pensée ma mémoire

- 1ª décembre 1992, Journée

Faire mémoire, espèrer, prier ensem

A Saint-Eastache

1992, **3** 21 minuit.

– Il y a cinq um disparaissait 🖩

Paul ARMA

" Garde dans : caur le souvenir

- Il y a cinq ans déjà, le 🔳 novem-bre 1987.

ROBBE,

quittait, à trente-six ans,

Mais it toujours vivant, dans le

- M= Tele Snowska IIII

Chaim-Itzhak SZAFT,

lianna SMAFT

dispurus en septembre 1942, ......

Contacter Z. Snowska, (1) 43-67-

- In pouvoir at I had vus par I had

Entrée libre. Mardi 1º décembre, à

Conférences

né en 1936. Brajna SZAFT, nee on 1934,

Avis de recherche

Mª Roger Male

MIII Salins-les-Bains.

**Anniversaires** 

Soint-Eustache,

Jour,

# SOCIÉTÉ

## par la chambre criminelle de la Cour suprême

## Les crimes oubliés

Au terme de man instruction, l'automne 1991, 🖿 juge Jean-Getti avait imputés direc-Touvier. Sept qui firent l'objet de la part la chambre de d'un arrêt de non-lieu général la bénéfice ancien and milicien

in <sub>Kla</sub>

Excepté la manue de sept juifs à Rillieux-la-Pape la 29 juin 1944, la manura criminelle de la Cour de la la a entériné la la chambre d'accusation au motif nière **souveraine** dans l'appréciation des la saut contradiction ou least least its moyens. Nous présentons ciqui l'objet d'un oubli judiciaire définitif.

L'assassinat de époux Victor Basch, Marin président de la Ligue des dinte de l'homme, et um épouse Hélène um du assassinés le III janvier 1844 3 Lane par 🚐 Henri Gonnet III Joseph Lécussan. tapo . la Milice, milia « opération » 📥 🖛 l'objet d'une réunion préparatoire à laquelle Touvier aurait maked the constitution in the Macé, directeur Marie du Dan vice de sociétés de l'Occupation. Ca dernier, toujours vivant, maintenu témoignage le 21 novembre 1947 devant li juge d'immunion Auric, a finalement dices a juge Getti, para ana après :
« A defendant, je
déclarations, même M elles m'ont M miz-

balayé in témoignage in que celui in l'ancienne secrétaire in du Touvier, most and par les enquêteurs, at a conclu que les avocats des par-civiles « procèdent davan-affirmation qui par

e La déportation de Jean 👪 Filippis: résistant, in le 16 janvier 1944 par la Milice, Interrogé et torturé cartain Paul », Jean Filippis un déporté la 4 avril au en IIII 1945 en France.

La manten d'accusation, bien que déclarant le récit de la de Filippis « plausible », estime son dépôt plainte en « extrêmement rejette 🚃 didamisa au mai qu'il em laisse aller à des affirmilion péremptoires qui ne peuvent occulter se erreurs, confusions, II I I I III témoignage s.

L'attentat parpe la synagogue de Lyon : le 10 dis-bre 1943, and hommes pénàtrant dans l'enceinte 🕍 is synagogue i quai Tilait i gra-le temple gra-qu'un complice i le qu'un complice i le qu'un la loge diena, i époux Vogel. La fille Ross, alon byte in times were reconneît 🖦 dernier 📖 19/3 ters its publication d'une photographie in Touvier in la

Termina des contradictions men témoignage et celui du grand rabbin Jacob Kaplan, et e en fonction à Lyon, les jugas eretenir comme une charge sull'encontre de Touvier un témoignage unique prod'une personne qui n'avait quatorze I l'époque

• Lucien Meyer III la déportation de III fille 41 is son petit-fils : il s'agit II des tivit durilles il. que le la d'instruction milicien. Ils memin d'une min famille. La Milice arrête, m effet, 🖟 🔄 iuln 1944 Lucien Meyer, Euris Meyer at man in Case Block. Allers light the status was, et les conduit dans les beaut de le Gestapo. Selon 🖿 témoignage 📖 Claude Bloch, l'un milciens to ayant building to the

premier interrogatoire, Lucien Meyer la legion. Déportés deux mois plus IIII & Auschwitz, Eliette Meyer the men without my camp tracks son me sélectionné pour

La chimum d'accusation maketra le que la reconnaissance m Touvier par Claude un album photographique présenté par le juge d'ins-En outre, la d'accusation estima que 🖬 rôle de 🖫 Milice dans 📼 que mai d'est prouvé alors que mai d'es collaborateur francais 🖮 la Gestapo, Francis André, III a Gueule tordue », a pourrait correspondre à l'allem

### **ACTION SOCIALE**

Selon le rapport d'un groupe interministériel

# Les dispositifs départementaux d'aide aux enfants maltraités se mettent en place difficilement

A la vistir de la illumin eur l'enfance malatrai-- organisée le 1º décembre l'UNESCO, - le secrétariat d'Etat à la famille a rendu public ieudi 26 le rapport du groupe permanent interministériel chargé 🖮 sulvre la mise en place de 🖿 joi 💵 10 juillet sur cette question. Audelà 🖆 🖿 dynamique engagée dans les différents manufacture concernés par l'enfance maltraltée, ce document relève l'auri entre les services, les disparités entre départements in le dispositif de prise un charge un le détournement progressif 🚻 l'objet du numéro mational d'accel téléphonique.

La mise en murm de la loi 🖦 10 juillet 1 est suivie par un groupe permanent interministériel sur l'enfance maltraitée qui a rendu ment, qui a rendu public jeudi Il novembre par le secrétariat tions positives : l'élargissement des des la de risque maltraitance, modification de l'opinion publique duisant par une plus grande sensibilité problème, il une prise de conscience de part in professionnels m des institutions de a nécessité de concerter et de

En revanche le groupe intermi-nistériel me plus réservé sur trois

points:

1) Le d'accueil téléphonique. ~ Le Service d'accueil téléphonique pour l'enfance maitraitée (SNATEM) qui fonctionne 24 heures sur 24 a reçu 114 538 appels 1990 210 604 en 1991: sont des appels ludiparfois injurieux. des appels Les demandes renseignements représentent 3,6 % et les d'aide immédiate 5 %. Le plus 5 %. Le plus de l'entourage de le voisinage proches de l'enfant qui signalent le prublème. Le SNATEM doit normalement aux départements appels importants. En HIL, cas (0,8 appels reçus)

All ainsi été transmis : 53 % ainsi été transmis: 53 % concernaient i filles, 1 % des garçons; 24 des enfants avaient moins il 6 ar. Il % il six douze ans, 31 douze i dixhuit ans. Selon le rapport, ce service d'écoute met e évidence des a problèmes de société qui débordent largement in notion de maltraitance : fivries, rackets, menditraitance : fugues, rackets, mendi-clté, pornographie même prostitution. Les appeis filled réfé-tion souffrances lièes as solftude, was ruptures familiales, we exceptionnels

de la loi de partementa.

Le groupe interministériel s'appuie sur une étude de l'Observapuie sur me étude de l'Observatoire l'action sociale
décentralisée (ODAS) pour lequel
trois départementaux
quatre déclarent avoir place
un dispositif recueit des signalements (66 me l'alle en
l'eonstitution). Certains
également numéro de
phone spécifique, indépendant du phone spécifique, indépendant du numéro vert national. Mais, si la 14 départements numéro verts, la 31 il payant. Il même, la départements il est possible téléphoner heures 24, la d'autres la permanence assurée multiples facons (directement, par basples façons (directement, par bas-culement um le numéro national, par astreinte à domicile, etc.). Une la désignation du personnel charge in gérer in in le dispo-

La décentralisation ce effets pervers : chacun adopte système qui lui plus adapté « mais qui ne permet loujours appréhension phénomène de maltraltance l'échelon national».

3) La administrations. – La concertation qui devait être l'installation dispositifs départetoujours pectée. Selon l'ODAS, un tiers départements précisent qu'ils des régulavec l'auto-judiciaire (en moyenne deux fait and partiers en la moyenne deux con l'autofois an), un tiers ne précisent pas le rythme des réunions ou signalent de réunions exception-nelles. M dernier tiers déclarant n'avoir cu aucune réunion avec l'autorité judiciaire. Les les représentants de l'éducation nationale de moins (AFP.)

nombreuses : un département sur cinq resident a des réunions régulières, le plus souvent annuclies. Avec les services politi a de gendamerie, ce prodépartement six, une la la fois l'an. Le groupe interministériel précise toutefois qu'il faut distinréunions départementales concertations la les pluri-institutionnelles orofessionnelles organisées autour la situation Confant | | |

perspectives de travail qu'il recence. Le groupe permanent interministériel sur l'enfance maltraitée propose, autres, la mise a point de instrument de luation nationale et limévaluations plus précises pilotes afin le pouvoir travaux de recherche il le pouvoir i travaux de recherche il le pouvoir i l'évolution manuals traitements; intensification formation initiale continue professionnels, et, une sensibilisation du grand public. Certaines de ces grand public. Certaines de ces gestions déjà prises compte. Outre le travail de grouinterministériel éé avec pour améliorer l'observation de la maltraitance, l'Institut l'enfance de la famille entrepris définition de la mal-

CHRISTIANE CHOMBEAU

### **SCIENCES**

a kandidin i frisan din sutre aux chercheurs de l'ex-URSS. - La communauté européenne, 🔤 Etats-Unis et le Japon in signé, mal'installation de la capitale de la Russie d'un Centre international pour ■ science ■ № technologie. Les trois bailleurs ■ ette opération qui ront 25,4 millions de dollars pour la CEE, 25 millions de dollars pour les Etats-Unis et 17 millions de dollars pour le Japon espèrent im pouvoir «fixer» sur place im nombreux cherde la la impliqués and le développement nucleaires. De comme la Canada, la Suède et la Sième pour-raient participer prochainement au création a 🛤 décidée en février. -

Le conseil d'administration Et le personnel in la mand Salvepar, ent la tristesse de faire part du décès de

M. WWW BOURLAND,

de cérémonie religieuse sera en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6.

Anne et Romain

Et tous ses amis. ont la tristesse de faire part 👪 décès de

### Dominique BOUSSEAU,

de cérémonie man lieu le lundi M novembre, à 15 h 30, ■ l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie,

🗺 avis tient lieu 🦓 faire-part.

survenu le 27 marie 1971

- Marie du Monde

docteur Dominique BOUSSEAU,

survenu le 27 Une cérémonie religieuss tera : 14 h 30, 11 le lundi 30 novembre, à 15 h 30, 11 l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris II.

Ni Imm ni couronnes,

- M. et M= Jean Golgevit, ses culants, Hélène, Michel, Yann, ses petits-enfants, Parents et alliée.

M. LOW GARCIA. survenu le M. Immedia 1992, à Marie

L'inhumation aura lieu le lundi

34000 Montpellier.

M= La Cumot, ses enfants = petits-enfants
M. = M= Jacques et polits-enfants,

et leurs
prètres
Et la de Sa fimilie
Et a mis,

décès 🖷

Charles PALIARD.

La célébration aura 💴 🐽 la cathédrale Saint-Jean, 🖫 🖼 🚵 novembre 1992, II 10 h 30.

Le mar l'équipe de prêtres de l'autel sera rée par l'équipe de prêtres de l'autel la l'autel sera l'aquelle il travalifait.

= III nous a donné um mission, non pas à cause de nos propres quali-tés, mais à cause de son projet à 1.ui

D'après Tamono L D'après Tamono L MOTS CROISES

### Décès | - On nous prie d'annoncer la delle

M. René BUVET, professeur d'université. dans Mérite,

CARNET DU Monde

survenu 🕍 🚻 novembre 🔝

le mardi 1" décembre, a la h 45, a la Maurois, à Créteil (Val-de-Marne).

Isabel-Pia, at Meximi

lian Kunigk,

lian Kunigk,
Barbara Kunigk,
née Mollier,
Aimée Charles Kettaneh,
Les Ismilles Kunigk, Kettaneh,
Oldenburg, Anti Mollier,
Mid douleur Maire part du décès
tragique de

KUNICK,

leur époux, père, fils, frère, gendre, beau-frère ■ cousia,

Munich, le novembre 1992.

Priez pour lui.

17, W. Munich W. Fax: 29-57-92

<u>Erratum</u>

- Dans l'avis de décès du

Mohamed Time BENIIIMA

il fallait L. un première ....:

Mohamed Benhima.

(Le Mande du M novembre.)

Remerciements

M. And Avio.

enfants,
petits-enfants, très : marques : marques sympathie témoignées : familie.

M≈ Amira AVIO,
in Louise Dufour,

remercient sincèrement les personnes et et qui, empèchées, exprimé leurs sen-timents

87, rue de Saint-Quentin, 59548 Caudry.

- La personnel des Halles-All A vio SA.

touché des marques de sympathie l'alle lors in decès de

M= AVIO,

remercie sincèrement les immercie ayant aux aprimé aux qui, empêchées, exprimé a sen-

71, rue 🕮 🖹 Paix.

h 30, église réformée de l'Étolle, 54, mande de la Grande-Armée,

**CARNET DU MONDE** Renseignements: 40-65-29-94 Tarif: H.T.

Abonnés et actionnaires . 85 F Communicat, diverses 55 F

### PROBLÈME III 5921 HORIZONTALEMENT

nom wadjectif. In

> sans procès y sont dues. Conjonction. Autorisation régulière ou liberté excessive.

VERTICALEMENT

1. Drawwest dodawness had qu'elles bien. Symbole. Evo-Transport Figure femmes. Accès 🛍 mauvalse

humeur. - 7. Omement in the limit nappes ». I honorable. --Ton ne peut i tirer propriété. D'un auxiliaire. I l'étranger. Agent double plus voyant. - 10. Pour pour de la affection qui peut cceur. Participe. - 11. Vis. Aspire Tyme doute I jouer me femmes ment. - 12. Tuel poison I Sont extraits du flageolet. Touchée par de saintes frictions. - 13. Indentation. Pronom. Blues. - 14. Sur la Durance. Pour parvenir à la voir, li du temps. Un outrage que la mort ne saurait effacer. Barda pour Bar-

### Solution du problème m 5920 Horizontalement

I. Préfacier. - II. Œnologue. -III. Reçu. Unes. - IV. Ale. -V. Epier. Fil. - VI. O.S. Soufi. - VII. Gus. - VIII. Alep. Peur. -IX. Meulière. - X. Riss. Lô. -AL Avec.

1. Porte. Gamme. - 2. Rée. Poule. – 3. Encaisseurs. – 4. Foule. Plie. – 5. Al. Erse. – 6. — 6. Pm. – 7. Ignifuger. – Eue. If. Uélé. – Résilier. Oc.

**GUY BROUTY** 



nom adjectif.

Idigère bien un mortel. Traverse in mortel. Travers 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 - VIII. Fromage que l'on paut parfois obtenir en échange de qualques para de 11 m gagné la sortie en priorité. - LX. Poète per-

conception virginia i l'amprairie -XII. personne paraissant égarée. portatif. XIII. plus brillant comment la centième. A moitié ruinée. ~ avec Wall - XV. Des

Vivent bêtes. Quartier d'Etampes. - X. En

chômage. Le qui tempête. évoquer une -XI. Fond perdu. Forme

SIL

1900 2000

70 2 2 2 2

# THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'Après-midi d'un prince : 📓 h. L'amor aveugle: 22 h
ANTOINE SIMONE-BERRIAU
(42-08-77-71), L'Amour foot : 17 h et
20 h 45, dim. 15 h ARCANE (43-38-19-70). . 20 h 30, ARTISTIC-ATHEVAINS (48-08-36-02). Surprises | l'amour : 15 | et 20 h 30, ATELIER (46-06-48-24). La Jugament demier: 15 h 30 et m h 30. A T H É N É E - L O U I S - J O U V & T A ( H E NE 2 - L OUIS-Jouvet. L'Inquetude 20 h 30, dim. II h.

[43-42-67-27]. III. Louis-Jouvet. L'Inquetude 20 h 30, dim. III h.

[43-57-42-14]. III. et III. gracié : 21 h, dm. 17 h 30.

BATEAU-THÉATRE III. AU III. BLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Gauche : III. h 30. Veillée III. : 21 h, dim. 17 h 30.

BATEAU-THÉATRE OURAGAN gnat : 20 h E BERRY-ZEBRE (43-57-51-55).Dim. Les Champetres in pia : PARISIENS (42-96-60-24). La Jalousia: 18 h et 21 h, dam. 15 h 30. BOUFFONS-THEATRE DU III (42-38-35-53), brune : 19 h. La sepagnole : 21 h. CAFÉ DE (1 141-14) (42-78-52-51). Le

Graphique III Boscop : 20 h. Qui IIIIII : 22 h. CARTOUCHERIE-ATELIER EU CHAU-DRON (43-28-97-04). Vous Line 1 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE-EPÉE DE 148-08-39-74), Dim La Time es Sueno (en espagnoi): 16 h. CARTOUCHERIE-THÉATRE DE

L'AQUARIUM (43-74-89-61). La Nuit, la et la guerre du Golfe : III h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE-THEATRE IN SOLEIL CARTOUCHERIE-THEATRE III SOLEIL (43-74-24-08), iphigéme III s: 15 h 30. Agamemnon I 19 h 30. Dim. Les Choéphores : 13h. Les Euménides : 13h. CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). III Grandpeur et misère du III Reich I 20 h 30. dim. 16 h.

CATELLE DE LE RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Land Et 18 21 h, dlm. Li h 30. GEORGES-POMPIDOU

(42-74-42-19). Les Aiguilles II l'opium : 16 h II 20 h 30. CENTRE II II II II (46-89-01-60). Le Chemin du 1 : 20 h 30. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Je CITÉ MILITARIA (45-88-81-54).

COMEDIE ME CHAMPS-ELYSEES

(47-20-08-24), L'Alde-mémoire : III h ■ 21 h, dim. III h 30. COMEDIE ITTEMMINI (43-21-22-22).

L'Epouse prudente : 21 h, 15 h 16 COMEDIE DE 14 (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 19 h m 21 h 30, 15 h 15 h. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Antigone : 14 h. Caligula : 20 h 111 dim.

14 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Canerd le l'orange : 21 h, dim. 15 h 30.

Direction Critonum : 19 h 15, dim. 17 h 30. Qui est le véntable inspecteur Hound? . 20 h 45, dm. 15 h 30. ma tricha : 21 h, dim. 15 h 30, DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). 20 h 30, dim. 16 h. ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédée : 18 h et 21 h. ESPACE | 42-62-35-00|. Au | ■ Boulingna : ■1 ■ 30, dim. 16 h. ■ ■ ■ HÉRAULT (43-29-86-51). Sonate pour les fammes et et en et le 20 h la JEMMAPPES (48-34-01-58). Arteque servicer | maîtres: 21 h. ESPACE | (48-04-91-55). | Marage | 1 h. L'ille | sectaves: 1 h. dim. 15 h. Feu la de : 20 h. dim. 18 h. Le : 23 h. | fous: 1 h. dim. 1 h. Dim. Le Marago | Fluaro: 16h. Manage Figaro : 16h. abore-1-I7: 20 h 30. ESSAION DE 42-78-48-42). Sale

I. Quand fera-t-l jour? : 1 30, drm. 16 h. FONTAINE (48-74-74-40). La Clan 

nous: 22 h.
GUICHET MONTPARNASSE
(43-27-88-61).
19 h. Le Pointeur: 20 h 30. Le Rire amer du befouga : 22 h 15. MARIE-BELL (42-46-79-79). : 17 h = 1 h 30

HEBERTOT (43-87-23-23). L'Ecole 📥 : 21 h, dm. 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice
chaive: 1 h 30. La Leçon: 20 h 30. Lausur la Butte: 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Brûlez touti : 21 h, dam. 15 h. LA CIGALE (42-33-43-00). Pierre

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Carmen . 21 h. LE FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83). Quatuor 1 20 h LE TRIANON (42-09-93-44). Auguste et

Chambre-à-air au pays des piranhas : LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâire noir. Le 🛌 Prince : 🖫 🗈 45.

reatre noir. Le Prince : 45.
L'École : h. :
21 h Théâtre rouge. Voici le temps
assassins : 18 h 30. Tout MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). L'Enchanteur pourrissant : MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole 🔤

MARIE #TWAT (45-08-17-80). Huis 

21 h, dim. 15 h.
MATHURINS (42-65-90-00).

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). MATHORNUS (PETTIS) (A2-85-30-00).

A Nohant : 18 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70), III.

chand de :: 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-85-35-02).

21 h. dm. 15 h.
MICHODIERE (47-42-95-22). L.
17 h et 20 h 30. dm. 16 h.
MOGADOR (48-78-04-04). : 15 h et 20 h 30. 

speciacie : 20 h 30 MUSEE (40-27-07-21). 

de M. Riley : 20 h 45, dlm. 15 h. (47-42-25-49), Guy
: In 30.

(GRANDE
SALLE) (42-02-27-17). C'est qui
voyezi : In 30.

(PETITE SALLE)
(48-03-11-36). Little Tu t'es quand

t'as ni : 21 h. PALAIS-ROYAL (42-97-58-81). PARC MI LI, VILLETTE (SOUS LIVUT TEAU) (42-45-03-61).
Night's II. (en angleis): 20 h III. dim. 17 h.

MANAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). La 1 : 20 h. PÉNICHE-OPÉRA (42-48-18-20). Bernerd eat mort : 21 h, dirt. 17 h. (46-48-92-97). Seta II. 👪 Pesu trop 📖 : 21 h, dm. 15 h.
PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32).
Knack: 17 h et 20 h 45, dm. 15 h.
POTINIÈRE (42-81-44-16).

(42-08-21-93). blen : : 20 h 30, Ets et Oleudonné : 22 h. DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Une et l'Element : h 30.

THEATRE 13 (45-88-62-22). Vu du pont : 18 h 30 et 20 h 30, 15 h. THEATRE - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-48-77). Mansleur Klebs = Razalie : III h 30, dlm. 17 h.
THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55).

Le verts IIII le spectacle de fin d'anIIII : 20 h 30, dlm. 15 h.
THÉATRE DE DIX-HEURES
(46-06-10-17). Lille : 20 IIII Patrick
Bosso : 22 h.
THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02).

D'Alba est store... have lis heureux: 20 h 15. Brighte Lahale: 22 h.
THEATRE DE L'EST PARISIEN
(43-64-80-80). Les Poupées: III h 30, dim. 15 h. THEATRE MAN (42-48-84-47). Chan-

THEATRE (42-48-84-47), Chantel : h

THEATRE LA MAIN-D'OR BELLEDE-MAI (48-05-67-89), Arène, Les
Caprices de Mananne : 21 h. Belle de Mai,
Félicité ou le Théâtre d'art de Groningue :
20 h I dan, 17 h.
THEATRE DE LA (42-08-83-33), Les Zappeurs : 22 h,
20 h 30.
THÉATRE MAUREI-MICHEL THEATRE MAUBEL-MICHEL COLUMN

(42.23-15-85). Le Vagabond & White pel : 20 h 30, 15 h.
THEATRE NATIONAL CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier, Mystification ou les Catins M. M. Diderot : 20 h 30, dim. 15 h. Mary Jean Vilar, Markes : DO N HOL Clem 16 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande 15 h 30 m 20 h M. THEATRE NATIONAL DE L'ODEON

(43-25-70-32) Lin Chevalier d'Olmedo 15 h el 20 h THEATRE NATIONAL DE L'ODEON PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'Enfant THEATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Tour du jour et de la nuit : 19 h. Le h. M. Roro er Saoz : 22 h. THEATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-55-74-40). Operdura: h = 21 h, THEATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). de = : 20 h

fim. 18 h. dim. 18 h.
THÉATRE DU ROND-POINT RENAUDBARRAULT (42-56-60-70). salle.
Le Polygraphe: 20 h dim. 17 h.
THÉATRE SILVIA MONFORT
(45-31-10-96). dimanche dimanche 20 h 30, dim. 17 h. THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). In glace passé: In h 45, dim, 15 h.
THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88). Oiseaux · 20 h THEATRE VALHUBERT (45-84-30-60).

Le 🚃 🕋 l'amour et du hasard : 15 h 📰 TOURTOUR (48-87-92-48). Le Voyage de . : III h. Voyage au centre III la Terre: 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

: 19 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es : 17 h 30 et 20 h 45, dm. 15 h.

RÉGION PARISIENNE ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉMIER) (46-66-02-74). Comp folies an cirque mineur : 21 h.

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-87-67). L'Ecole

SAMEDI

CHÈRE EMMA (hongrois, v.o.) : Epés

danger :

(1978)

CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) :

TAME : les Acteurs de Lange foi : 20 h M dm. 18 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (44-59-79-39). Opéra éques-: 20 h 30, dm. 17 h 30. BAGNOLET (THÉATRE DES SIS) (43-63-51-71), 500 despression fibre : 21 h, dim. 16 h. BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE)

BOULOGNE-BILLANCOURT (THEATRE)
(46-03-60-44). La Famille

1 h dm. 15 i 30.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE (ESPACE
JULES-VERNE) (60-84-40-72). L'Errance

20 h 30, dm. 17 h.

(THEATRE

ARTS) (30-30-33-33). En prison : CHATILLON (THEATRE) (46-57-22-11). Foi, l'armour, l'espérance : 20 h 45. (THÉATRE PAUL-ÉLUARD) (48-90-89-78).

CLAMART (THÉATRE TO ROCHERS) (Libr-Milet) Les Dix Petits Nagres : 21 h. dim. 15 h. CLICHY (PETIT THÉATRE) dm. 15 h.
CLICHY (PETIT THÉATRE)
(40-87-12-72). : 20 h
[THÉATRE III PEUPLIER
NOR] (47-75-94-90). : III

Gm. 115. CRÉTEIL (MAISON ARTS) (49-80-18-88). Latie. Latie. Latie. 120 h. 15 h 30. ITHÉATRE L'USINE) 

REL) (69-21-60-34). See atyle : 21 h, dm. 16 h. COURNEUVE (CENTRE JEAN-HOU-15h.

(60-60-02-63), Après 12-22 : 20 h MONTREUIL (7JS) (48-59-93-93). Le Ménuphar d'Amezonie : III h 30,

Nanuphar d'Amazone : Ill n 30, 17 h.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (48-14-70-00). Salle polyvalente.

Molly Bloom : 20 h 30, III 16 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(48-24-03-83). La Double III 16 h.

20 h 30.

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET)
(48-92-39-29). L'Eveil du printemps : 21 h.

POISSY (THEATRE MUNICIPAL) (39-66-56-40), Les Vamps : II) h (0. 

20 h 45, dm. 17 h. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07).

SCEAUX {LES GÉMEAUX} (46-61-36-67). Im partie : III h 30, dm. 17 h 30. VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SO-(43-74-73-74).Olm. Un misan-throps : 18h.

### CINÈMA

### LA CINÉMATHÈQUE

(47-04-24-24)

SAMEDI Rétrospective Marguerita Duras : Enfants (1984), ris Marguerite Duras, 11 1 1 1 (1980), in Peter Brook, 21 h.

DIMANCHE Rétrospective Marguerite : mon amour (1958), d'Alain Resnais, 18 h 30 ; Une la langue (1960), Colpi, 21 h.

FAMALE DE TEXTO (47-04-24-24)

SAMEDI Rétrospective Raymond 1. 16 h 30 : (1949), 16 h 30 : (Cavalcade d'amour (1939), 18 Raymond Bernard, 18 h 30 : les Otages 18 Raymond Bernard, 21 h.

DIMANCHE 

#### (1987), 🔤 Jean-Louis 🔤 21 h. CENTRE GEORGES-POMPIDOU GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI La Company of the Com

(1951, v.o. s.t.f.), Lus Bunuel, 14 h 30 : (1947, v.o. s.t.f.), d'Ismael Rodriguez, 17 h 30 : Una (1948, v.o. s.t.f.), d'Ale-jandro 20 30. DIMANCHE mexican : Tayucan (1961, v.o.

### cho, 17 h 30 ; E Red (1953, v.o. s.t.f.). d'Emiso Fernandez, 20 h

s.t.f.), de Luis Alcoriza, 14 h 🛅 ; Distinto

1943, v.o. s.t.f.), - Julio

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2. Grande-Galerie, porte Saint-Eustache. Forum des Halles (40-26-34-30)

DIMANCHE Five: Rue : Spot Dim (1987), 14 h 30; Rue das bons enfants : Catherine et Roy, Zezie dans le métro (1960) de Louis in 30; Rue du combet : le Défié (1935) la Massaillaise. 14 juillet 1935), la Marseillaise (1938) de Jean Renoir, 1 30 ; Passage des soupirs : Bande annonce : Monsieur nuit (1978) de Jacques Bral, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS L'ACCOMPAGNATRICE (fr.):

Line 1" (40-26-12-12);
Opéra, 2: (47-42-60-33); UGC Damton, 6: (42-25-10-30), ...; In Pagode, 7: (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); Esperit, 8: (43-87-35-43); 36-65-71-88); Imperit, 148-62-20-40, 38-65-70-81); Max Linder Panorama, In (48-24-88-88); Les Nation, 12: (43-43-04-87, 38-65-71-33); Lucyon Bastille, 12: (43-43-01-59, Les Nation, 13: (47-07-55-88); Imperit, 13: (47-07-55-88); Imperit, 14: (43-36-30-40); Imperit, 14: (43-26-75-78-79); Convention, 15: (48-28-42-27); Imperit, 17: (40-68-00-18, 36-65-70-61); Imperit, 18: (45-22-47-94); I L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Line

Epée Bois, F (43-37-57-47); Lucer naire, F (45-44-57-34). naire, (45-44-67-34).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :

Beeubourg, 3: (42-71-52-36); Defent, 14: (43-21-41-01).
LES DE MA FEMME (Fr.) : UGC

ANTIGONE (Fr.-All., v.o.) : Epée 📰 Bois ANTIGONE (\*\*\*).
5 (43-37-57-47).
L'ARME FATALE 3 (A., v.o.): UGC
Triomphs, #\*\* (45-74-93-50,

1 (Eep., v.o.) : Studio 5 (43-54-72-71) : 14-(43-21-41-01). 5° (45-8' L'Entrepot, 111 (45-43-41-83). (45-87-18-09)

BASIC INSTINCT : (A., v.e.) : UGC Triomphe: 8 (46-74-93-50 36-85-70-78) ; v.f. : UGC (48-74-95-40, 36-65-70-44). BEAU FIXE (Fr.): Germont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Germont Les Halles, 1-(40-28-12-12); Opera, 2\* (47-42-80-33); (48-33-79-38); (43-59-19-08, 36-65-75-08); Sastille, 11\* (43-57-90-81); Gobelins (ax Fauvette), 13\* (47-07-55-88); Gaumont 14\* (43-35-30-40); 14\* (36-65-75-14); 48-28-42-27); Wepler II, (48-28-42-27);

(45-22-47-94). 

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A. 

Cichy, I (45-22-47-94); Li Gan betta, (46-36-10-96, 36-65-71-44). betta, (45-36-10-96, 36-65-71-44).

TER (A., v.o.): Halles, 1-(40-26-12-12): Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); v.f.: Français, (47-70-33-88): Montpar-14-(43-20-12-06): Wepler I, 18-(45-22-47-94).

BOB (A., v.o.) : (45-44-57-34). C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.): Seaubourg, 3-(42-71-52-36); (43-26-19-68); Rotonde, 6-(45-74-94-94, 36-65-70-73); Hotonde, & (45-74-94-94, 30-05-70-73); UGC Champs-Elysées, 8: (45-62-20-40) 36-65-70-88); Opéra, 9: (45-74-95-40, 11-43-07-48-60); UT Lyon Bastille, 12-(43-43-07-48-60); UT Lyon Bastille, 12-(43-43-07-59, 36-65-70-84); UT Gobe-fins, 13: (45-61-94-95, 36-65-70-45); 14 (36-65-70-41); Convention, 15- (46-74-93-40, 36-65-70-47); Cichy, 145-22-47-84).

CERRO TORRE (Fr.-All-Can., v.o.) : Images d'adleurs, 5 (45-87-18-09) : naire, 6 (45-44-57-34). Sent-Germain-des-Prés, Safle G. regard, 6- (42-22-87-23) ; La Pagode, 7-(47-05-12-15) ; Les Trois

LE CHÉNE (Rou., v.o.) : 14 Juillet Par-nasse, № (43-26-58-00).

George-V, 8: [45-62-41-46, 36-85-70-74]; Sept Parmassiens, 14: [43-20-32-20]; v.f.: Paramount Opéra, 9: [47-42-56-31, 36-65-70-18]; Les Ipamos, 14: [70-42].

OF HOPE [A., v.o.]: Elysées Lincoh, 8: [43-59-36-1]; Les Ipamos, 14: [43-20-32-20]; CCEUR OE TONNERRE [A., v.o.]: Forum Horizon, 1: [45-08-57-57, 36-85-70-83]; III. Odéon, [42-25-10-30, 36-65-70-72]; III. Normandie, [48-63-16-16, [1]: Parmasse, [49-26-83-93, 36-65-70-23]; UGC [42-36-83-93, 36-65-70-18]; UGC Gobern 13: [45-61-94-95, 36-65-70-45]; Convention, 15: [45-74-93-40, 36-65-70-47]; Gambetta, [48-36-10-96, 36-85-71-44].

[48-36-10-96, 36-88-71-44].

[48-36-10-96, 36-88-71-44].

(43-54-72-71); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68). (45-32-91-68). LE DERNIER DES MOHICANS (A., v.o.): George V, 8- (45-52-41-48, SOURIS ET LI HOMES (A.,

SOURIS ET HOMMES (A., v.o.): Forum Express, 1° (42-33-42-28, 36-85-70-67); LLI Triomphe, 8° (45-74-93-50, 36-65-70-76); v.f.: LLC Optim, (45-74-96-40, 36-85-70-44). OJEMBEFOLA (Fr.-quinden): Les Time Luxembourg, 8° (46-33-97-77, 36-65-70-43); Trianon, 18°

LES LAUL DORMANTES (Fr.) :

ET LA VIE CONTINUE (Iranien, v.o.):

(topia, H.

HOOK (A., v.f.): L.

(46-33-10-82); Irani Pavola, 15
(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15
(45-32-91-68).

(A., v.o.): L.

(Publicis Matignon), 8- (42-56-52-78);

(Parid Pavole, 15- (45-54-46-85).

IN THE SOUP (A., v.o.): Les Trois Luxern
6- (48-33-97-77-38-65-70-43);

L'Emtepôt, 14- (45-43-41-63).

INCIDENT A OGLALA (A., v.o.): Ciné

3- (42-71-52-35); Les Trois

Balzac, H (45-61-10-60).

L'INCONNU DANS LI MAISON (Fr.):

Geumont (43-59-19-08,

Caumont (43-59-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06, 13-19-06 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15: 5-32-81-68). J.F. PARTAGERAIT APPARTEMENT (\*)

(36-85-70-39).

36-85-70-39).

JEUX DE GUERRE (A., v.o.):

Express, 1º (42-33-42-26, 38-85-70-87); ULL Odéon, (42-25-10-30, 38-85-70-72); Gaumoni Marignan-Coricorde, 8· (43-59-92-82); U.S. Normandle, (45-63-16-16, 15-70-82); 1/// Julier Basugrandle, 16· (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2· (42-38-93-93, U.S. Rex, 2· (42-38-93-93, U.S. Rex, 2· (43-36-37-41); Montpers, 8· (47-42-56-31-38-65-70-18); 14· (38-65-70-41); Montpers, 14· (43-20-12-06).

KAFKA (A., v.o.): Lucernaire, IIII KAFKA (A., v.o.) : Lucernaire, (45-44-57-34).

(45-44-57-34), L III (Fr.): Forum I Express, 1-(42-33-42-26, 36-65-70-67); George V, L (45-62-41-46, 36-65-70-74); L C Opére, L (45-74-95-40, 36-65-70-44); Montparnos, 14- (36-65-70-42). Montpamos, 14 (35-55-70-42).

LABYRINTHE DES (Esp., v.o.): [Fig. 42-71-52-36];

E- (43-26-19-09).

LÉOLO (Can.): Utopia, 5 (43-26-84-65).

LOIN BRÉSIL (Fr.): Utopia, 6 (43-26-84-65);

L'Entrepôt, 14-44-43-43.

LUNA (MFF) (russe, v.o.) : Firm Express, 1• (42-33-42-26, 36-65-70-67); (48-33-10-82). LUNIES DE FIEL Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 36-85-70-67) ; UGC Odéon, (42-25-10-30, 38-65-70-72) ; UGC Normandia, [45-63-18-16, 38-65-70-82].

[45-45-16-16, 38-65-76-82].
MAC (A., v.o.): Beaubourg, 3[42-71-52-36]; 14 Juillet Odéon, 8[43-25-69-83]; MarignanConcorde, 8[43-59-92-82]; 14 Juillet 11- (43-57-90-81): 13- (47-07-28-04); Sept Pernassiens, 14- (43-20-32-20).

LA MAIN SUR LE BERCEAU (\*) (A. v.o.) : George V. 8 (45-62-41-46, 36-65-70-74) ; Pavois, 15 (45-54-46-85). LES MAMIES (Fr.) : Impérial, Impérial, I

LES MEIL FURES (NTENTIONS (denois, v.a.) : Gaumont Les Halles, v.a.) : Gaumont Les Halles, v.a.) : (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Europa (ex-Reflet Panthéon), 5- (43-54-15-04) ; Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) ; Parmasse, 14- (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont (45-80-77-00).

1492. CHRISTOPHE (A., v.f.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57, 36-65-70-83); Gaumont Opéra, 2\* (47-42-80-33); Breragne, (36-65-70-37); Ambassade, (43-59-19-08, 36-65-75-08); Gaumont Grand in Italie, 13\* (45-80-77-00); Gaumont Alésia, 14\* (36-65-75-14); Gaumont I. 15\* (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18\* (45-22-47-94).

LE MIRAGE (Fr.): Logos

salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). MORTELLE JEUNESSE (Fr.) : L'Entrepôt,

MORTELLE JEUNESSE (Fr.): L'Entrepot,
14: [45-43-41-63].
MY OWN PRIVATE IDAHO (A. v.o.):
Ciné Beaubourg. (42-71-52-36); Studio
(43-26-19-09).
LES NUITS FALVES (Fr.): Gaumont
1- (40-26-12-12); Gaumont
2- (47-42-1-33); 14 Juillet Odéon, 6(43-25-59-13); Gaumont Marignan,
Concorde, (43-59-92-32); 14 Juillet
11- (43-57-90-81); Les
12- (43-43-04-67, 36-65-71-33);
12- (43-43-04-67, 36-65-71-33); 12• (43-43-14-5/, 36-65-71-33); mont (ex Fauvette), 13• (47-07-55-88); Pamasse, 14• (43-35-30-40); I 43-85-75-14); 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79); Wepler I 445-22-47-94.

(45-22-47-94).

OMBRILLET BROUHLARD (A., v.o.):

Ciné Beaubourg. (42-71-52-36):

Logos Louis-Jouvet,

(43-54-42-34).

LA PETITE AMIE D'ANTONIO (Fr.): 14

(43-26-58-00).

PORTES OUVERTES (It., v.o.):

L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63).

BOOKS (Brit.-Hol., v.o.):

(42-71-52-36): Denfert, 14- (43-21-41-01).

DE L'ANGE (A., v.o.):

George V. (45-92-41-46, 38-65-70-74).

RESERVOR DOGS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Lucarmaira, 6-

bourg, 3- (42-71-52-36); Lucernaire, 6-(45-44-57-34); Pavols, 15-RETOUR & HOWARDS END (Brit., v.o.) : RETOUR II HOWARDS END (Brit., v.o.):

de Bois, (43-37-57-47).

RIENS DU TOUT (Fr.): Ciné Beaubourg.
3: (42-71-52-36); 14

6: (43-25-59-83): Saint-Lazere Pasquier.
(43-87-35-43, 36-65-71-88); III Blarfrac, (46-62-20-40, 36-65-70-81);
III Francais, 9: (47-70-33-89): 14 Jul11: (43-67-90-81);
III (43-67-90-81);
III (43-43-04-67, 36-65-71-33) | III |
III (43-67-90-81); III |
III (43-68-70-41); 14 | Beaugrenelle, 13: (47-07-55-88); Mistral, 14: (36-85-70-41); 14 | Beaugrenelle, 15: (36-68-70-38); SCANDALE SECRET (fr., v.o.): III |
ILogos II, III (43-54-42-34).

Logos (I, III (43-54-42-34). LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Cinchee, 6° (41-33-11-82); George V, 8° (45-82-41-46, 3-65-70-74); Saint-Lam-15° (45-32-81-88); v.f.: Paris Ciné I, III (47-70-21-71).

SIMPLE MEN (A., v.o.) : Saint-André-ii, 6 (43-28-90-25) ; Elysées Lin-coin, 8 (43-59-38-14) ; Li SPETTERS | (Hol., v.o.) : - 6

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Den-THE (43-21-41-01) : Pavols, THE COMPANY OF STRANGERS (Can., 14 法 45 6 v.o.) : Trois Seizec, 9- (45-61-10-60).

THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.): 

Ciné Beeubourg, [ (42-71-52-36) | [ (42-71-52-36) | [ (43-26-68-00) | Seint-15- (46-32-91-68), [ 15- (46-32-91-68), [ 15- (46-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-91-68), [ 16- (48-32-68), [ 16- (48-32-68), [ 16- (48-32-68), [ 16- ( 8- NO 20 00 CO). UN CŒUR EN HIVER (Fr.) : Pathé impé-

es i fris

the water

A YES

THE PART OF

A STATE OF THE STATE OF

CASCIF CO. ST.

....

A 400

ON CCEUR EN HIVER PT.): Plane imperial, 147-42-72-52); IIC Danton, 6-(42-25-10-30, 38-65-70-68); UGC parnasse, (45-74-94-94, 36-65-70-14); Biarritz, 8-(45-62-20-40, 36-65-70-81); IIII ETE LUSTOUBER (F-) 

v.o.) : Epée & Bois, - (43-37-57-47). URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Lucernaire, -(45-44-57-34).
VALSE D'AMOUR (It., v.o.) : Latina, (42-78-47-86).
VERSAILLES RIVE GAUCHE : 36-65-70-14)

LE ZÉBRE (Fr.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88).

LES SÉANCES SPÉCIALES LES AILES DU DÉSIR (Fr.-AII., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h 15. ALPHA BRAVO (A., v.f.): Cinaxe,

BLUE VELVET (A., v.o.) : Baseubourg, 3- (42-71-52-36) O h 05. 3º (42-71-52-36) O h 05.

BRAZIL (Brit., v.o.) : \$ Galande, 5º (43-54-72-71) 16 h 10.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) 17 l CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15º (45-32-91-68) 16 h

CROC-BLANC (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45.

# CULTURE

### MUSIQUES

## Louis Chédid, écorché vif

Rencontre avec un chanteur à l'écoute de son temps

Avec mots toi, son onzième album, Louis Chédid renoue avec l'ironie et le son de ses premiers succès: the Swing, Ainsi soit-il, contemporains des premiers de la vague années 70: Souchon, Voulzy, ou Jonasz,

Le chanteur a pour miritalle le monde avec l'attention
le monde avec l'attention
la padeur d'un
révolté, prend la parole en
adulte. Qu'on puisse un jour mettre en scène ses galères amoureuses
à la télévision lui donne des cauoublie a stricte nécessité du pré-servatif en ces de sida (N'ou-blie pas la capote) l'insupporte. Mais Chédid est aussi un senti-mental, de délicat qui murmure des mots d'amour sur fond a d'actualité. Ainsi apprend-on qu'il hésite entre d'art m'il spéciaux Schwarzenegger, promène aux Buttes-Chaumont et téléphone son aimée sur une place construite par Ricardo Bofill (A tu et il tol). Les chansons sont datées, mais ne datent pas. C'est imi un art.

The Contract of the Contract o

Louis Chédid moins pu Louis Chedid moins | m Quelqu'un leur a ouvert in porte »). Dans in monde in la récession, la Dans monde a la récession, la peur a l'avenir autorisent incongruitéa, défend l'utopie : « Il y a dix ans, les hommes politiques étaient les spécialistes de la langue de bois. Aujourd'hui, est partout. In public, profondément choqués, déprouvent un terrible sentiment d'imputssance. Personnellement, je De renoncer dire non. Sans avoir peur de passer pour un naîf. J'ai un petit pouvoir, celui de faire un aibun tous les deux ou trois ans, aè je peux mettre : en scène tout ce qui m'a heurté, troublé, choqué pendant les mois précèdents »

Fils de la romancière Andrée Chédid, Luni Calla est né en Egypte. Il en a gardé « un peu de cette manière de penser, très à part, des Egyptiens». Il appris la gui-tare en écoutant Django Reinhardt. Et depuis son premier album, Bai-



Louis Chédid : « Ja n'al pur

butlements, Im 1973, l'auteurcompositeur promène réalité d'écorché vif mu des dehors père peinard (moustache épaisse, œli doux, voix veloutés).

Après Zap-Zap en 1990, un album di il s'était a moins exposés, Challe des essayé I la littérature: Quarante berges la littérature: Quarante berges la lun roman spontané. e l'ai découvert la facilité l'écriture. Quand je composais en chansons, chaque phrase était pensée, les mots ordonnés. Là, j'ai privilégié le jailleur de Ces mots sont pour toi ant sons de Ces mots sont pour co ont été rédigées manière : , j'en écri treixe. Puis, je en musique simplement, insulate simplement, insulate simplement électroniques comme passé. passé.

J'al voulu enregistrer là
je l'avais Lourmarin,
un peur village du J'ai
loue deux maisons, une pour dormir, l'autre et un
mobile. Au bout d'un mois et
dix jour, je uis reparît avec la
bande sous le bras, pour être sûr de
ne rien toucher.

**VERONIQUE MORTAIGNE** 

1 CD Phonogram 514092. Sous le même titre vient de premu aux éditions Lattés un recueil des chansons de Louis Chédid (220 pages, 139 F).

CINÉMA

# Malcolm X», le public est au rendez-vous

Aux Etats-Unis, les premiers résultats du film de Spike Lee dépassent les espérances du réalisateur

La sortie, le 18 novembre, de Malcolm X a M précédée d'une pagne de presse et de marketing sans précédent depuis la JFK d'Oli-Stone. Même si la critique n'a toujours été tendre, mu camtoujours été tendre, ma campagne l'initique a porté un fruits :

Spike le a réussi son coup, Malcolm X (trois heures vingt et une minutes) a l'initie six). Pour un nombre de équivalent (! 124 l'initialité pour JFK), Malcolm X battait JFK dès premier week-end : l'initialité première veek-end : millions de dollars pour film de Spike Lee, 5,2 milhons pour celui de Stone. Une confirmée à la première semaine : 10,2 millions; Malcolm X : 15,4.

Pour arriver le résultat. Spike

Pour arriver a résultat, Spike l'annue laissé au hasard. Il son propre l'an le réalisateur maître de la promotion de la marketing, « Le seul artiste qui l'asse mieux que moi, c'est Madonna », a-t-il déclaré. La campagne pour Malcolm X (ici le terme peut s'entendre aussi bien an sens publicitaire, politique ou militaire) a été menée sans relâche, de la prise du contrôle du projet par Spike l'écriture du soénario, le financement de la production, le tournage, et la commercialisation des produits dérivés, tee-shirts, casquettes, etc. Chaque étape suscité sa verse, à chaque de abondamment par les semaines oui out précédé

Dans les semaines qui ont précédé la sortie, il n'est pas jusqu'à l'usage de la lettre «X» aux fins de merchandising qui n'ait suscité un débat. Le problème, qui déborde largement le cas Spike Lee, est devenn un point de droit de la propriété industrielle. Lettre de l'alphabet et typographie courante, le «X» est du domaine public; mais Spike Inc. en a fait un logo exclusif à la typographie originale, qui orne les tee-shuts et les casquettes en vente dans les boutiques du réalisateur (Spike's Joints) à Brooklyn, sur Melrose Avenne à Los Angeles, à l'intérieur du grand magasin Macy's de New-York. Finalement, si ce X désigne une personne ayant réellement existé, il passe sous le contrôle des ayants-droit de Malcolm X.

froit de Malcolm X.

Pour réaliser Malcolm X, Spike

A ia fin du tournage, Spike Lee a dépassé son budget, if lui faut 5 mil-

Lee d'abord s'approprier un projet qui ne lui était pas destiné. Depuis vingt-cinq le producteur Marvin Worth (Lenny, de Bob Marvin Worth (Lenny, de Bob Fosse) détenait les droits cinématographiq de l'Autobiographie de Malcolm X, recueillie en par Alex Haley, l'anteur Racines; en commande une première adaptation à l'auteur la fin années 1960. Révisée par Arnold Perl, elle servira Spike Lee. Après vingt ans de faux départs, semble prendre corps, pour réalisateur Norman Jewison, sous avec Jewison, sous milital avec in Wan

Spike Lee a vera du projet alors qu'il entreprend Jungle Fever. Il lance la première mine en déclarant au W. York Times que le sujet un noir -sensibilité. Pressions, rencontres. négociations, tractations : Jewison se

> Appel III gotha da show-business

manche:

studio. D'entrée, le ke annonce

Malcolm X sera un film

cher. La Warner envisage un
film de heures et demie, pour

m budget de 20 millions dollars.

Spike, qui ambitionne de tourner
l'odyssée de Malcolm II de l'entre de l'en lier le mythe l'actualité (de Rodney la Mandela), die que le film durera

heures coûtera environ

30 millions. Il vend les droits de distribution à l'étranger pour 8 millions supplémentaires. La com
mence.

mence.

Il m fait pas l'unanimité dans l'acommunauté afro-américaine. Certains militants doutent que Spike Lee soit capable de tracer un «vrai» portrait de leur héros.

Amiri (anciennement LeRoi Jones, auteur du fantôme) attaque l'ent le cinéaste, qu'il raite de bourgeois».

Betty Shabazz, la Malcolm X (et conseillère l'film) se place au-dessus de la mêlée : il y a tant de phases dans la vie de la malcolm X, l'en la sienne, déclare-t-elle mubstance.

dollars, que la Warner lui refuse. Conformément aux de Hollywood, la Completion bond company (institution financière qui garantit bail-ande fonds d'un film) s'apprête le prendre le contrôle de la fin du de la post-production. Les la comparant mésaventure avec le dépassement de budget du JFK d'Oliver Stone (également produit par Warner, stand longueur, budget plus élevé) a qui nul ne s'est avisé de chercher noise. Mais, fait remarquer Spike Lee, JFK a Oliver Stone blancs. La stratégie forcer le studio – qu'il traite «plantation» – a combler le déficit. La Warner bouge pas. I fait alors appel gotha du show-business su sport

Bill Cosby, Janet Jackson, Prince, Michael Jordan, Magic I and II
Michael Jordan, Magic I and II
d'argent pour terminer la film et s'empresse le faire le 19 mai 1992, lors Betty II m aussi avoir réinvesti majeure partie de son n'ont à faire les blancs », ajoute-t-il (quoique Coppola l'ait III plus qu'à intour).

Fin and 1992, les journaux population automation me Spike Lac appelle les allocal et les translations appeare et et leur leur leur travail pour aller voir film sortie. Ce pas leur fait Los Angeles Times, Lee exhorte public sontenir film to premier jour, car Hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood de le premier jour, car hollywood du col d'un film de le premier jour, car hollywood de le premier jour de le film des premier weekend. Plus tard, L suggérers que les professeurs |
leurs élèves par classes entières, pour
ensuite en débattre. Lui-même, dirat-il, la allé avec sa Autant en emporte le 🐂 et avait

raigt une dimension un in met. Le jour de la sortie de la parcoursit Manhattan dans la les sens, allant de salle en salle et distribuant des exemplaires de l'Autobiographie de

En Europe, le film sera présent en février prochain au Festival de Berlin et malle à Paris le 3 mars

HENRI BÉHAR

### THÉÂTRE

. 35 F. 1.5 May 2.00

# Les branches de l'arbre

Un metteur en scène-acteur-auteur québécois, Robert Lepage, est A Paris avec deux pièces

Lepage invente de spile tacles brosques, physiques et cha-leureux qui bricolés avec il electrique, et sont d'une formidable précision sophistication technologique. Robert Lepage en en sur
la du Ceun Georges-Pompidou. Il y he un en il est
l'auteur, he Aiguilles l'Opium,
il question New-York, Cocteau, Sartre. Paris. Cest on cinquième spectacle au Festi-d'Automne, la Trilogie s Shakespeare et Polygraphe (le Monde 14 octobre et 21 novembre). Le tout a été créé à Al novembre. Le tout a été cree a Maubenge — Aiguilles au de l'année, les autres cet été, — a tourné mi Europe, mi pendant memps Robert Lepage mettait en scène à Londres, au National Theater le Songe d'une nuit d'êté d'une façon qui a pong été se Anglais dans la stuchtaction extensiée pour cerla stupéfaction, extasiée pour cer-tains, horrifiée pour d'autres. Pourtant, il ne se reconnaît pas boulimique de travail.

«Le travail, insiste-t-il. coup fenorme qu'en appa-rence. J'opère par Ainsi, l' Polygraphe, nous y travaillons depuis trois ans, de temps en pendant tomber pour partir en ou commencer Quand nous rules avons déjà une l'ai besoin de me diversifier. Je ne considère pas seulement comme un scène, je suis également une Je Mi les décors, avec la professionnels : je me mêle de tout, mais je prends béquilles. Auteur? Oui, mon la n'est pas totale, elle pleine de maladresses. C'est une écriture de comédien finant qui a envie d'employer certains mots... Elle est fondée sur improvisations, ... discussions.

» — ce cas plus qu'ailleurs, — apectacle s'équilibre au public, réactions — guident pour équilibrer la balance entre la parole et dynamisme des — Nor acteurs sans — plus naturellement — un jeu physique que — Européens. A Londres, quand j'ai monté le Songe d'une — d'été, j'ai rencouré — réticences. fait. par système from up, façon de marcher la droite, pour pour

> « Un lieu 🖍 fête et de cérémonie

» vous, le le riche, mais cloisonné. Les different mouvements ne s'interpénètrent
En Allemagne ou en Italie, on
amène spectacle, et s'il bien
reçu sous une entrée

n'est pas la création collective des années 60.

pays. En France, on entre dans une «famille», n'on y min Mais chabout, la demil de populations randes ille permet de trouver un public pour presque Le Québec un france 7 millions d'habitants, par la langue. D'où énergie effervescente à tous le niveaux. La la la viennent partout. Attai devous nous démener, chercher in public, ins ser les genres, élargir nos points de Vous was avec la musique populaire commerciale: Leur pays gigantesque, a deux siècles, un le lei on temps défrichage, grâce quoi bénéficient d'une grande perminimu pour in mélanges.

Et puis, pendant im deux derdécennies, la musique, danse, la peinture avec in perforcarries in mat the contract. A présent, le théâtre revient wi sa propre enrichi e qu'il pris. Les es sont multipliées. Au Japon, on 📶 🖛 🖪 humaine est comme un arbre qui pousse seulement le haut. En le temps qu'il grandit, m racines s'enfoncent sol, ses les s'étalent les directions. Il vais pas mal de directions, i je demeure un arbre.»

> Propos par COLETTE GODARD

Aiguilles at l'Opium, au Formi Pompidou. Tél.: 42-74-42-19. Jusqu'au 30 novembre. La Polygraphe, au Théâtre au Rond-Point, av. Frandlistens. 75008. Tél.: 42-56-60-70. Jusqu'au 29 novembre.

## Portes et fenêtres

TRÈS BRÈVE HISTOIRE DE MEURTRE, DE SENTIMENTS IT D'UN AUTRE COMMANDEMENT

de Rafal Wieczynski

Elle, elle Malla scule un pavillon. Lui numéro 1, voleur-glandeur de son état, s'introduit par in toits, vent la voler, la violer un peu, et puis il l'aime. Elle aussi. Lui numéro 2 sonne à la parte tous la il est poorte, avec courrier, humbies bouquets d'une passion respectable. Elle n'est pas contre la bague au doigt qu'il lui propose. I'un qui bloque la propose. I'un cade le toit, ca monte et ca descend, on murs Chasrure, la cruauté rentre par le soupi-rail, et cette forme de désespoir iro-nique et nonchalant qui fait le meilleur des cinémas d'Europe de l'Est se faufile par les lucarnes.

Pour premier film, le jeune réalisateur Rafal Wieczynski explicitement hommage | Kieslowski, le titre n'étant ses de loin, le seul de de Décalogue. Il a du talent, 📶 idées, 🛋 un regard. While is souffile par-fois: Wieczynski and gagni imi-mila in imisurde bu, à l'abmentaux, le jeu le va-et-vient entre la demoiselle mendeux soupirants prend in de perpe-Type | multi-mail | multi-

### VIDÉO

### Vidéastes ludiques

Deux artistes pour se réconcilier

L'art vidéo mi difficile d'accès Cet art de synthèse, a carrefour de photographie, la la sculpture du mais de l'image, du et de l'installation, a qui lui colle à la peau depuis les projections expérimen-tales in années in : les concepts étaient purs et durs, le procédé radical, et images, filmées en temps et sons réels, interminables. impression négative par d'abord le spectaculaire m sepsualité, voire l'aspect ludique.

Au Centre Pompidou, Gary Hill que l'on avait l'exposition Passage l'image »
(1990), présente l'ensemble vidéo, mais
installations qui de
variantes sur le la nature.
Hill un ancien sculpteur, l'on s'il far d'abord admirer technologique, la préci-installations l'Isa ou images. Ici, quatorze écrans, il formats différents, le plus petit devant le centime carrés. Là, un canon qui lui-même qui des images Ailleurs. « lampes-projecteurs » qui dif-fusent images » sol.

L'installation intitulée Crux la plus spectaculaire, la plus lim-pide aussi : cinq moniteurs, accro-dans une pièce noire, forment une croix. la l'écran du haut, le visage tourmenté ... Gary Hill; ... chaque côté, ses mains boursouflées; bas, ses pieds palmes. Le Christ évidemment, mais qui bouge, évolue difficile-ment sur me terrain accidenté, puis semble se noyer en entrant dans l'eau. Crux est une mui per-formance mui attirante qu'effrayante car le spectateur, perdu dans le noir, ne peut s'identi-

Autre perle, une poutre horizonali alle de trente moniteurs par balayages, des fragments
d'un homme d'une
qui, parfois, rejoignent
dans les du milieu. L'impression visuelle est si limpide,
directe, que l'on oublie li les
de Gary Hill les partir de la contamment partir de la contamment de l'acceptant de

Autre importante, importante, Sixièmes rencontres vidéo plastique d'Hérouville-Saint-Clair pour thème le portrait. Princi-paie figure du genre, Joan Logue en l'invitée principale. Ses nombreux de trente - Jasper Johns, John Cage, Phil Glass, Laurie Anderson curiosités parfois précieuses, sou-fragiles, de petites merveilles, de danseur Bill T. Jones, pivotant mr lui-même, magique.

### MICHEL GUERRIN

Description of the contemporary of the Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 24 janvier. Catalogue, 144

leux sentivient entre plastique d'Hérouville-Saintsoupirants perpe Basse-Normandie. Tél.: 31-95-50-87. Jusqu'au 13 de le pure d'au 14 de le pure d'au 15 de le pure

### **EN BREF**

Fondation Paris :
deux à Pautonne IVI -Barnes présentées à Faria en Merion (Pennsylvanie)
depuis Pune il plus
importantes peinture française allant 📠 la période impreset post-impressionniste aux premières vingtième (le novembre). Constitute de l'entreprendre et l'entre des travaux de réfection, la fondation
accepté, contrairement à ses usages,
de prêter majeures,
d'abord à Winngton en mai prochain, puis à Paris, à Tokyo et à
Philadelphie. A Paris, l'exposition
aura lieu au Musée d'Orsay, à partir
du 9 septembre 1993, avec
«Soixante-douze chefs-d'œuvre de la
peinture française de Cézanne à
Matisse», en passant notamment par
Renoir, Monet, Van Gogh, Gauguin,
Seurat, Picasso ou encore Modigliani.
Profitant de la présence de cette col-Profitant de la présence de cette col-lection à Paris et de la découverte au printemps dernier d'une preside Musée d'an internal agrees l'automne 1993, pour la première ha, les ma min de municipal de la criptyque

«salles-pavillons» du cinéma emopéen. – Communautés Européennes – Centre du cinéma, le Europa
Cinémas le un premier l'
«salles-pavillons Implantées
vingt grandes des
la Communauté, plus la trente-huit salles du seul en France, l'Europa

Paris – s'engagent l'
crer moins leur programmation d'illins européens a mettre en place
mation promotion (rétrospeccuropéens, avant-prece présence réalisateurs, magazines gratuits d'information...).
Fin janvier 1993, le
d'Europa Cinémas devrait examiner
la
des salles
séleca Une fondation César à Marseille.

- Le sculpteur César a signé, ven-dredi 27 novembre, à Marseille, une

(le parisien en possède une) convention qui le lie à sa ville natale pour la création d'un musée. Ce dervier sera consacré à son œuvre et ne nier sera consacré à son œuvre et ne comptera pas moins de 186 pièces offertes par l'artiste. Le musée doit être construit dans la vieille ville, sur un parking près de la mairie, à deux pas du Vieux-Port. Sa surface devrait être de 3 000 mètres carrés. Son coût est estimé à 70 millions de francs. Le montage financier devrait impliquer, la ville, l'Etat, la région, département,

### BERNARD LENTERIC dédicacera son dernier roman. ENNEMI

le mercredi 2 décembre à partir de 17 h 30 à la librairie du . Drugstore Publicis

133, av. des Champs-Elysées 75008 PARIS, Tél.: 47 23 54 34

# **TÉLÉVISION**

# Samedi 28 novembre

TF 1 11145 Variétés : Surprise sur p.
C. Jérôme. Bernard
Hinauft, Sapho;
Emmanuelle, Janot Bergeron.
Sapho,
C. Janot Hinauft,

22.25 Magazine : Ushuata.
L'ile the Pagues partie).
Secondes partie).
Secondes partie).
L'impact. de Frédéric Potier : Le du Jorgé Said Maldonado ; Les El du Polixeni, de Jean-Albert Lièvre ; Trophilées (2º partie), d'Alain Rastoin.

Magazine : Formule sport. Football; Funboard I du monde, il Hawaii. 0.50 Journal a Marie

FRANCE 2

Magazine : La Nuit de héros, Présenté de Michel Creton.

22.40 Magazine I Double Jeu.
Présenté Thierry Ardisson. Spécial Invitées:
Amanda Lear. Love Moor,
Admin Hallyday, Sophie
Darel, Evelyne Leolercq. 0.05 Journal, Manage

d'Europe. 0.20 Magazine : La 25 Heure. Présenté Jacques Perrin. Pourquel Havel?, W Vojtech

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel UN ARRÊTÉ

- Du 16 novembre 171 fluori ies modalités d'organisation du concours pour le recrutement d'agents administratifs de la police nationale au titre 11 l'année 1993 (dactylographes) (fammes (dactylographes) (femmes 📟

- Du 10 neventore 1771 portant agrément de produits explosits.

TF 1 MAU Cinéma : 20.45 : Puissance 4. | Jean Marbeut, Christophe Martine Logier.

22.05 Journal Météo. 

Magazine : Manu. Présenté per II Dibango Soul Makossa Geng.

FRANCE 3

### **CANAL PLUS**

Spectacle : Le Concours. En du Cirque d'Hiver. Flash d'Informations. Divertissement: Samedi soir

avec les Nouveaux. 23.00 Magazine : Jour de foot. Cinéma : Manage - 10 l la tronconneuse 3

Cinéma : Plenty. D Rim américain de Fred (1985).

### ARTE

20 Tocumentaire : A la mémoire d'un monstre. De Schobel.

Chéma d'animation.
Action de grâces, de Ken
Wallace: Anijam, film collectit; Lupo, an Butcher, d'Ami
Antonucci: Dog Brain, de
Mary Newland.

22.50 Magazine : Macadam. Guitar Legende, — O'Neill et Gevin Tayler. 0.20 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.)

20.40 eporters i'enfer. De Per avac Kavin Dillon. 23.55 Série : ---

# Dimanche 29 novembre

L'Equipe du dinai Football; Boxe.

La Servante écariate. 🗷

Film american de Vaschiondorff (1989). Avec Netasha Richardson, Faya

Science-fiction.
Science-fiction.
proposée par
Annestry Van N'Guyan
Minh.

Firm britannique de Terry Gillem (1984). Avec Jonathan Pryce, Robert De Nire, Michael Palm (v.o.).

Le Bunker de la demière rafale. De Marc Caro et Jean-Pierre

science-fiction.

De Jan Annestay Yann
N'Guyen Minh (24 min).

20.11 Documentaire : Entretien

evec Terry Gilliam

propos de Brazil. De Jesn Annastay et N'Guyen

De les Oranies

0.10' Documentaire : Science

Cinéma : L' ne au poing. □ Fikn britannique de (1978). Ves Sophie Wallsch.

22.35 Magazine : Culture pub.

Jami Jethalia Zelgar.

0.40 informations.

0.45 Magazine : Nouba

Le Manoir aux louves. 
Le Manoir aux louves. 
Film français de Michel
Lemoine (1972), Avec Michel
Janine Reynaud,

20.35 Cinéma : Brazil.

Documentaire

23.45 Court métrage I

M 6

23.05 Cinéma :

Cinéma :

ARTE

20.10 Soirée thématique :

Flash d'informations 22.10 Magazine : Cinema :
Noce blanche. II
Film trançais de Jean-Claude
Brissaau (1989). Avec Bruno
Cremer, Vanessa Paradi.,
Ludmila Mikaël.

Magazine : Ciné dimanche. Cinéma : La Femme de Film franco-italien Glen-Mingozzi vec Philippe Noret, Ornela

0.15 Journal et Météo.

### FRANCE 2

milli Cinéma : Police Academy 3. Delice Academy 3. Delice Academy 3. Delice Academy 9. Delice Acade

22.15 Magazine : Boullion de culture.

Bernerd IT.

Grappell,
Henri Troyet.

13 AD Journal, Missas d'Europe. 0.00 Magazine : Musiques au

### FRANCE 3

Jeu : Questions pour un champion.

A de per Julien Lepers. MilBand dmission.

22.15 Magazine: Le Divan.
Présenté par Henry Chapler.
Invité: Jeen Nouvel, erchitecte. Journal et Météo.

23.05 Cinéma :
Retour à l'aub au Film français d'ani Decoin (1938). Àvec intelle Derrieux, Pierre Dux, Dumesnil.

### **CANAL PLUS**

20,35 Cinéma :
Paris s'évoille, a s s
Film français d'Olivier
Asseyas (1991). Avec Judith

# MÉTÉOROLOGIE

THE PARTY

14 MA

THE LINE

10 2 75 · 🗯

\_ 300 JOB

1.00

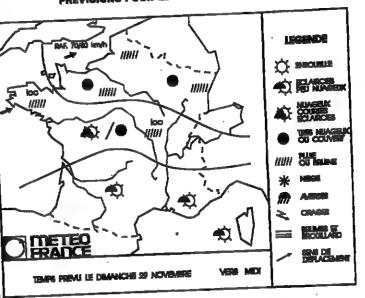
- 31.38

 $e^{\alpha_{n+1}} \in \mathbb{R}^n$ 

SITUATION LE 28 NOVEMBRE . 0 HEURE TUC

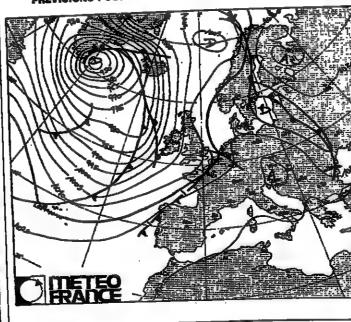


PRÉVISIONS POUR LE 29 NOVEMBRE 1982



Nord, solell au Sud. — Hone Bordesux-Lyon, is journée sare

pourtour méditerranden, la journée seri le plus souvent ensolatiée. Les broulslerds, notemment dans les vellées de la Geronne, du Messif Central et du Lyonnais, se dissiperont en matinée. C'est près de la Méditerranée que le soleil



TEMPÉRATURE Valeurs la 27-11-1992 à 6 heures		- maring		IE 2	obse 8-11-92	řvě
FRANCE  AJACCIO 18 9 BIARRITZ 18 11 BORDEAUX 15 12 BOURCES 12 10 GREST 10 10 CRERROURG 12 9 CLEMONT FEL 11 LULE 9 LIMOSES 10 LIMOSES	STRASBOUL TOULGISE. TOURS. TOURS. TOURS. O C ALCER. AMSTERDA C BANGKOK.	ANGER  22 5 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	PRESENTED BOTH TO BE THE BOTH TO BE	ACKEMBOUR AARBACCI AARBACCI AARBACCI MILAN MONTRÉAL MOSCOU NAMBORI NEW TORE OSLO PALLA DE MI PORTE SEVILLE SEVILLE SEVILLE STOCKEROL TORYO TUNIS YERRE YERRE	16   20   16   7   - 25   21   22   22   22   22   23   4   25   26   26   26   26   26   26   26	10 B B B B B B B B B B B B B B B B B B B
A B	C D		O	P	T tempête	# neige



# ÉCONOMIE

Pour raffermir les prix du pétrole

### Le sursaut des producteurs

Critiquée pour le manque de cohésion de ses membres, leur à souscrire des engagements précis et, surtout, à les respecter, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) vient de faire détracteurs. Les douze en membres – puisque le treizième, l'Equateur, ne fera plus par de l'Organisation le 1 décembre sont en effet tombés d'accord, après trois jours de discussions serrées, un plafond de production, qu'ils m sont réparti entre eux.

2015.E

Voici donc réintroduit un système de quotas, abendonné en 1990 lorsqu'il faitut combier le trou per l'arrêt de fournitures irakiennes et koweitiennes. Certer le communiqué final == | temporaires y m mm in 1971 mais, derrière l'habilege imantique, un fait image l'especies de production des écembre et jusqu'à la fin mars IIIII Difficiiement imaginable il y encore quelques jours, ce résultat à porter au crédit des deux poids lourds de l'organisation, me et l'Arabia Adversaires traditionnels

leadership depuis toujours, ile ont eu la sagesse d'accepter un compromis qui ménage les intérêts de chacun. Lancée dens une course (norm là month pour porter d'ici à quelques mais se production de pétrole à 4,5 milions de barils per jour, Téhéran devra se contenter de 3,5 millions. Quoique difficile le quantifier avec certitude - Téhérer étant soupconnée de surestimer son níveau a manada - le sacrifice est indéniable. Multi, en contrepartie, li bond récent de la production frantema est, en quelque l'OPEP.

raison, imputaient la chute des Cours de ces demiers mois à l'indiscipline de Talent à l'este que, crédité d'un quote de 8,4 millions de barts par jour, filyad tire bien son épingle du jeu. La royaume, grosso modo conserve son niveau de production actual. Si la secesse a finalement prévalu à la réunion de Vienne, c'est que chacun a pris conscience qu'une ebsence d'accord serait lourdement sanctionnée per le marché. La dégringolade des prix du brut en aurait été accélérée. Desormais, c'est sens doute une haussa des cours qui est à prévoli au cours des prochains mois. Male durée. La fin de la saison hivernale, une croissance économique molle dans la plupart des pays de l'OCDE, un possible retour de l'Irak sur le marché pétrolier : autant de facteurs oui annoncent des rendez-vous difficiles pour l'OPEP en début d'année prochaine, La réunion de

JEAN-PIERRE TUQUOI

### INDICATEURS ALLEMAGNE

Vienne autorise cependant un

Inflation: + 0,5 %
prix la
ont augmenté
partie l'Allemagne le l'Allepar rapport au mili d'octobre, en un an, est le provisoires diffusés vendradi 27 novembre par l'Office fédéral statistiques.

an octobre. — de détail ont augmenté de 0,3 % en octobre, après 0,1 septembre augmenté vaût, confirmé l'INSEE vendradi confirme 1 14/55c verification 27 novembre. En glissement amuel, la hausse des prix a été limitée à 2,4 % seulement le mois demier, tandis que l'écart d'inflation avec l'Allemagne a atteint 1,3 point au profit de la France. En octobre, le prix des rrence. En octobre, le prix des produits pétroliers a progressé de 0,8 % (il avait baissé de 1 % le mois précédent), sous l'effet il remontée du dollar, tandis que le gaz de ville a diminué de 1,9 % (conséquence de la baisse

# L'OPEP renoue avec les quotas de production

Les pays membres de l'OPEP sont séparés, vendredi novembre, Vienne (Autriche); sur un accord qui prévoit l'instauration de quotas individuels de production jusqu'à la fin du premier trimestre 1993. L'Equateur quittera officiellement l'organisation 1 décembre.

VIENNE

de notre envoyé spécial

défection (effective le le décembre prochain) d'Equateur, membres de l'Organisation II exportateurs de pétrole (OPEP) se sont séparés, vendredi 27 novembre à Vienne (Autriche) sur un accord précis, qualifié de «très important» per le ministre innien du pétrole par le ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Aghazadeh. Pour stopper la prix du pétrole (de 19.90 de la la mi-octobre le « panier » de brut OPEP de redescendu à la mi-octobre le première semaine de novembre), les Douze es sont fixé, à compter de décembre et jusqu'à la fin mars 1993, un plafond global III production de 24,582 mil-

Avec la production il l'Equateur (320000 par jour). Il l'equateur plafond de l'OPEP à 24,9 millions il l'equateur par jour. Comparé à la «part il marché» que l'equateur l'equateur par jour.

bre, à Genève, la hall de de 700000 barils par jour. Une hausse théorique, car la part de marché n'a guère de respectée. Ifait, le plafond retenu à l'amm représente une - légère - baisse par rapport à la production réelle de l'OPEP en novembre, estimée entre 25 et 25,3 millions de barill par jour, les sources.

al chacun respecte an engagements - notamment l'Iran, - la pro-duction de l'OPEP, qui ne cessait d'au menter ces derniers min, devrait prochainement baisser pour s'ajuster aux besoins estimés du marché (25 millions). Un facteur essentiel crédibilise l'accord 🖮 Vienne: la fixation d'« allocations temporaires » pour chacun des douze pays membres, en clair, de quotas (avec, toutefois, une marge la liberté le Koweñ). Ces quotas ne sont que temporaires. Il im présagent en que temporaires. Il présagent en rion de com autrement plus sévères, qui devront être mis en place au printemps. Mais, «c'est le signal que le marché uttendait; les prix arimper», estimait représentant d'une companie pétrolière à l'issue de réunion. Selon le ministre algérien de l'énergie, il Hacène Mefti, la hace de cours « de 1 à 2 dollars au moins avant la fin de l'année». L'objectif de l'OPEP, proche.

La préparation du conseil européen d'Edimbourg

## Les Douze sont divisés sur la politique budgétaire de la CEE

vée qui caractérise la Communauté, les Douze, dont les ministres des affaires étrangères et leurs collègues des finances étaient réunis vendredi 27 novembre & Bruxelles, sont conscients la nécessité de progresser sur les principaux suiets inscrits à l'ordre du jour du Conseil européen des 11 m 12 décembre à Edimbourg. Cependant, les positions un préen particulier sur la programmation budgétaire 💷 📖 des sept années le venir (ce m'm appelle le « paquet Delors 2 s), demeurent

> DRIVE! LEG (Communauté européennes)

de musi correspondant

La Commission européenne prole le budget de la Commu-nauté, plafonné, en 1992, 1,20 % du PNB communautaire puisse 11 1 1,32 % de même PNB 1999. Selon elle, un tel effort finan-cier est nécessaire si l'on veut faire face aux bittons du trans de Maastricht. Le présidence britanni-plaide pour une politique plus plaide pour une politique plus parcimonieuse: du projet qu'elle de présenter, dépenses pourraient du l.25 % taire rigoureuse.

Français, les Italiens, les Belges, tout en trouvant les chiffres de la Commission trop élevés, disposés à aller sensiblement plus loin que ne le propose la britannique. Le schéma de la Commission conviendrait Danois mission convenient Danois aux Luxembourgeois. quatre prospères (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal), rappelant gements pris à leur égard à Maastricht, considèrent le projet britannique comme inacceptable, et réclament – encore avec modération - une programmation budgétaire

#### L'effet des fluctuations monétaires

Ces quatre pays se trouvent au débat, car il el évident qu'ils pourront se hisser au niveau nécessaire pour s'intégrer à l'Union économique et monétaire na se li financier massif. il y a d'autres di pour surminer. La recomment de politique agricole commune (PAC) réformée soit pleinement assuré. On pensait y parvenir dans la limites précédemment pour le budget agricole. Mais les récentes fluctuations les récentes fluctuations soutien.

traduisent par progression sensible des dépenses soutien.

et les les dies sur le de agricole iii l'Uruguay Round ii placé

le Japon en première ligne. Bien que calui-ci ait ouvert progressi-

vement son marché agricole, li

jusqu'à présent énergique-opposé i l'importation de

riz. Au cours de la semaine immi

ise, piusiurs ministres, 🛚 📰

mencer par le chef du gouverne-

fait état d'un infléchissement de

la position japonaise. Des décla-rations révélatrices du souci 📥

préparer les agriculteurs i des concessions il

TORYO

Alors que les agriculteurs souhaitent

former un « front commun » une les Français

Le Japon envisage de l'ouvrir

en 1999. Les Allemands et les Néer-landais, comme les Britanniques, sont partisans d'une gestion budgé-ceux-ci, en revanche, rejettent l'idée qu'on puisse réduire le montant du «chèque» qui leur est accordé depuis 1984 afin de limiter leur contribution jours, cherche apparemment convaincre ses parienaires plutôt qu'à

Les Douze n'ont pas arrêté la date du Conseil où in ministres il l'agri-culture examineront si l'accord conclu par la Commission avec les Américains est compatible avec la réforme de la PAC. La France entend démoutrer que l'optimisme manifesté par Bru-elles n'est pas tou-lours tondé. Certains la suivront probablement dans cette analyse, mais il meanmoins improbable que le Conseil cause l'accord ainsi contesté. Quelles conclusions opérationnelles en tirera-t-on à Paris? Négocier avec fermeté le volet agricole de l'Uruguay Round et, au plan interne de la CEE, amili des modalités d'application de la réforme de la PAC prenant mieux m compte les revendications des professionnels. Au soniagement général, le mot «veto» semblait avoir disparu du vocabulaire français vendredi

PHIUPPE LEMAITRE

Avec près de া millions de demandeurs d'emploi en données corrigées

# Le chômage approche un seuil historique

A les chiffres du mois d'octobre, publiés vendredi 27 novembre par le ministère du travail, qui font état d'une augmentation mensuelle 0,8 % et annuelle 4,9 % données corrigées, le 11 du chômage cette fois-ci.

Tous les indicateurs phique le longe durée, puisour le chômage de longe durée, puisour le nombre de durée, puisque le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an diminué de 0,9 % en un mois m de 6 % en cinq mois.

Pour la première fois, données brutes il est de nombre des chômeurs des les millions (3 111) et augmente de 1,4 % par rapport à septembre. Une barre symbolique est franchie, l'opinion redoutait depuis le début de l'année. Mais, en corrigées, avec 934 900 deman-deurs d'emploi, officiellement, un record historique me également atteint : jamais un tel niveau n'avait **il** connu. Or, le résultat final scrait encore plus mauvais car, à la suite d'une erreur informatique tardivement constatée en Haute Basse Normandie, et man rectifiée statistiques, sont 24 400 statistiques, de plus en un mois qu'il faut mais environ 31 C'est-à-dire que l chiffre authentique scrait 1. 2 941 A ce rythme, = à d'une divine surprise, il devient fortement probable que la la la trois millions soit aussi frôle, adonnées corrigées, d'ici à la fin il l'année. En octobre, tous les éléments ont concouru pour aggraver une situation du marché l'emploi déjà préoccupante.

Le volume : licenciements économiques (47 000) a encore progressé de 11,7 % par rapport à l'an passé. Il ne de la chute impauches : les entreprises, les reprises d'empioi après une pari d'inscription à l'ANPE : baissé 3,6 % en ut en en insele brutes, et davantage sans doute, Contrats emploi-solidarité (CES, des TUC) étant compaupplémentaire, les d'emploi enregistrées au cours du mois, le catégories confondues, avec 101 100 en données corrigées, le simplement progressé do 0,2 % en le an. Let le la le en qui rentrent dans ce calcul, c'est une brutes and offres, en en observer.

### L'arrivée des jennes

Sur 114 du offres déposées, 1000 proviennent CES, 11 sont durée déterminée, 37 000, seulement, sur considérées comme de emplois «durables», qui reculent de 20,8 LE COrrigées.

De mécanismes saisonniers, plus forts que d'ordinaire, ont enfin contribué l'auta détériora-

tion. Les arrivées au chômage à la fin d'un contrat à durée déterminée, qui avaient brutalement augmenté le précèdent, ont à cru de 7,7 octobre 1991. Avec fins de mission d'intérim, and représenprès de la MIIII des causes d'inscriptions nouvelles. Parallèlement, confirmant ainsi l'enquête expérimentale l'INSEE (le Monde III novembre), il apparaît es jeunes sortant du système wiennent massivesur marché du travail, à la recherche d'un premier emploi (+ 8,5 en = an).

En conséquence, le chômage 🍱 moins de 25 aus s'accroît de 2,9 🐃 en un mois et même 11 6,9 %, en un an, pour les jeunes hommes, plus pénalisés par le recul de l'em-ploi que les jeunes femmes. Le ministère du travail estime d'aillairi que, sur la 24 400 inidicata supplémentaires d'octobre, 🛤 500 moins 1 25 ans. Rarement, l'ensemble des fac-

dté aussi mai orienté. voit pas, dans ces condi-tions, comment la situation pourroit in redressée rapidement, i moins d'une forte reprise économi que qui tarde il venir et ne produi-Quant aux politiques d'emploi lo gouvernement, elles n'en peuvent mais, i m stade.

ALAIN LEBAUBE

### Selon Martine Aubry Le coût des licenciements s'élèverait

■ 350 milliards par an

Le global des licenciements pe être évalué à milliards de francs an, a estimé Me Martine Aubry, ministre du travail, qui parti-cipait a novembre au Forum l'Expansion. Ce chiffre « tout ■ fait considérable », qui comprend ■ mon-indemnisations ■ le manque à gagner ■ régimes de protection sociale, tient compte d'une dépense évaluée, pour les entreprises, 100 à 1 milliards.

préretraites s'élève à II milliards III frame encore # 350 000 francs par while concerné. Me Mallan Aubry tire plusieurs conclusions
ce calcul. D'abord, a marans
les de nous payer metralie à
cinquante-cinq Ensuite, a l'emploi être élément stratégique
du dévelopement de l'entreprise, et ment ». Pour in ministre du travail, who was mot doit in l'anticipapour les changements technologiques. Elle s'élève contre espèce d'au-à remplacer les hommes

is not correspondent Le premier ministre, M. Kiichi

Le premier ministre, M. Kitchi Miyazawa, a déclaré devant la l' à propos du marché agricole : « Afin d'assuer la stabilité a Japon, a temps de solution dans collaboration tous les pays concernés, a « Il n'y a guère que la Corée du Sud et le Japon qui s'appo-sent a la libération des importations, Les partisans de l'auvernure en malarité descarantes a « Pouvernure en majorité écrasante», a affirmé par sa part le ministre le l'agriculture, le Masami Tanabu, Ces déclarations ont suscité de vives protestaau Parlement.

Tout m essayant de ménager 🔤 nericulteurs. E gouvernement paraît résigné : il travaille désormais E conditions dont il assortira ma graduel possible: retarder il cinq
graduel possible: retarder il cinq
l'entrée en vigueur de la tarification; frapper l'importations des
tarifs plus élevés; reporter l'élimination progressive de matarifs; réduire le plus possible le quota du volume importations clauses de sauvegarde.

#### Un moment particulièrement inopportuu

L'infléchissement de la position gouvernementale reflète une évolu-tion de l'opinion publique dont se font l'écho plusieurs journaux. Trois éditoriaux pratiquement successifs I l'Asuhi en la nécessité de réviser la politique agricole = de ne pas faire du riz une exception symptomatiques. Le quotidien s'en prend aux arguments invoqués pour maintenir la fermedu marché du riz (le Japon. «victime» pressions étrangères, le riz facteur culturel et la sécurité alimentaire). Il mi illogique que le Japon qui a largement profité in libre-échange, s'érige en nation protectionniste sur un seul produit, écrit-il : = En faisant du riz == exception, alors que le GATT cherche à formuler dex règles générales, le

aux importations de riz L'accord intervenu entre CEE

t les Jupun s'isole, « Le gour est néanmoins prudent, car il modifier sa politique agricole un particulièrument inopportun, en de la crise du Paralibéral-démocrate (PLD) et la scandales à répétition. Or ha agriculteurs constituent un puissant bastion conservateur le leur soutien finan-cier s'ajoute la surreprésentation

électorale 🔤 campagnes) qu'il ne

voudrait pas s'aliéner. D'ailleurs, les agriculteurs japonais ont décidé de taire savoir qu'ils sou tenaient leurs homologues français. Répondant invitation par ces derniers, l'Union centrale coopératives agricoles (Zenshu), organisme qui "" la politiquo puissant monde proma nippon, a décide, vendredi, d'envoyer une délégation pour participer à manifestation du le décembre à Strasbourg. Opposés i um réduction in subventions il bénéficie la paysonnerie, les agriculteurs japonais sont plus maximalistes que les Francais, dans la man où in rejettent egalement le principe d'une «tarification was exemption a des produits

D'un mun côté. I industriels font pression pour que les agricul-soient sacrifiés s'il le d'éviter qu'en représailles à l'entétement de Tokyo mu le riz 🔄 parienaires du Japon, la parienaires du Japon, la Etats-Unis, n'elèvent la nouvelles barrières protectionnistes. • Il la prospérité de l'économic nationale dépend celle des agriculteurs », a rappelé le premier ministre au Parlement. Les min qui in s'an-noncent difficiles. gouvernement japonais risque 🖮 se dans une position peut-être encore plus inconfortable tains de mi homologues européens vis-à-vis des agriculteurs.

### PHILIPPE PONS

D La Commission européenne discothèques françaises au nom de la subsidiarité. - Depuis de longues années, certaines discothèques françaises étaient en conflit avec la SACEM (Société auteurs, compositeurs déditeurs de musique) à propos du montant des droits musicaux, qu'elles esti-maient excessifs. La Commission curopéenne vient de rejeter leur plainte. du principe de subsidiarité qui du que la CEE n'intervienne pas i dossiers qui peuvent être réglés aux niveaux national régional. La Commission que l'incidence dans la Communauté n'est pas marquée» pour justifier intervention. Elle a donc renvoyé le dossier aux autorités françaises, en notant simplement les disparités des imposés aux discothèques pour la musique : 10 % du revenu imposés aux discothèrevenu imposés aux discothèrevenu imposés aux discothères pour la musique : 10 % du revenu imposés aux discothères pour la musique : 0,9 % en Grande-Breiagne.

### Les sous-emplois de longue durée sont moins nombreux

entrées II la lization du chômage, l'aggravation enregischiffres. Il y a eu 380 U.A. inscriptions nouvelles, en l'amme 11 1 en un an, el seulement 354 300 départs de l'ANPE (+10,2 %) dans lesquels figurent, de actions entreprises par le pouvoirs publics dont le apparaissent ##### n'ont pas III adnour endiguer is flot.

Pourtant, MI 000 personnes, 26,8 la plus que l'an passé, ont la placées la la 314 000 Line an fin le mois, im Dammi emploi-solidamii (CES) ont progresse de 80 000 par rapport le l'an dernier. La plupart will dispositifs plein. Suivant un rythme attend depuis la leve des chômeurs de longue durée, le nombre des rediations a bondi

Réquite à une limite entre 🗎 225,8 🕏 en un en et porte mar 13 DE cas. Le succès, mitigé par rap-

port aux objectifs Manus par M. Fram Bérégovoy, Tanana les chômeurs 🍱 longue durée, inscrits depuis plus d'un an. Leur nombre, qui est allem la 881 900 m la la corrigées 0,8 🏿 en un mois et 🍱 6 🖫 depuis le début de la li y a cinq mois, soit moins. Leur part le chômage revenue 29,7 contre 30,3 li y un an, at la durée d'inscription désormais à 337 jours, en recui M jours sur 1991. Si l'on considère que près 415 par-venues a leur manual music chômage depuis mai 1992, le résultat III impressionnant, premier ministre avait imprudemment promis III

pour ...

SEMAINE DU 23 AU 27 NOVEMBRE 1992

20

2:

·2·

2

Novembre s'est achevá dans le INDICE CAC rouge, décembre ... débuté dans 📦 vert. La semaine écoulée aura III des celle contrastes,

une vive baisse d'entrée de jeu, un net redresseient ensuite, le 📖 sur fond d'échanges plus ténus que d'habitude. L'ambellie ressemble ... un trompe-l'œi 🔳 son 📖 🖷 relief traduit parfaitement l'incertitude ambiante. Les accords du GATT, manifestations des agriculteurs, l'agitation monétaire troublé les investisseurs qui .... pour la plupart restés um la réserve. I quelques interveprésents sont # 1 ('enconu du pessimisme amblant, profide la hausse des grandes places internationales pour investir uu le marché français. Alnsi, depuis mardi, premier jour and mois boursier de décembre, les n'ont été que hausse (+ 2.74 🖩 🚥 jcur·là. + 0,02 %, mercredi, + 1,09 % jeudi ■ + 0,57 ■ vendredi) Ce raffermissement, dans un marché peu actif, a permis ... terminer is semaine sur une issue positive (+ 1,47 %) malgré vive baisse lundi (- 2,87 %). Ce jour-là, la mois de novembre s'est soldé quant il lui par una baisse (-5,19 %).

Si les transactions will été faibles, quelques valeurs um été néanmoins très recherchées ou attaquées. L'événement merquant reste sans conteste la IIII III modalités de la fusion Matra

27-11-92

2980

27-11-92

DHf.

38 6,30

Diff.

**Agroalimentaire** 

<u>Assurances</u>

Hachette. Lundi, deux groupes ainsi que celle du holding de MMB étaient pendues l'attente le la réu-nion des conseils d'administration. Ces demiers ratifié pantés d'échange pour 5 Matra qui représente un rapport de 2,6 contre 2,2 manual initialement. Sur manual greffe la perspective d'une augmentation le capital d'Hachette au 176,30 francs, ce qui représente une le 176,30 par rapport au dernier coura enregiatré (95,40 france)

> Bis, CFI, Guintoli

La réaction fut was la lendemain I la reprise de échanges. Hachette incotable I l'ouveren raison de l'aller d'ordres négativement au prix minu pour l'augmentation de capital qu'ils jugent trop to per repport and récents cours de Bourse. violente, l'attaque come Matra fut désormais li Hacharin en raison parités d'échange, cette tombait man a base of son

217 francs. La présentation des modalités 📟 privatisation Rhône-Poulenc n'a guère eu l'aisur le man du

détaillé le déroulement futur IIII III mise en TITIL II 6 millions de titres, il n'a indiqué la de il l'opération – il sera le le 1= février, - ni le prix nu. Auparavant, pouvoirs publics doivent transformer wis existants, CIP (certificats d'investisse-privilégiés en 1987) (titres participa-tifs A émis en actions. M. Jean-Pierre Tirouflet, directeur financier un groupe chimique, l'Etat, dans un premier temps, récupérara le privi-lège attaché **un CS** qui **incresse** rémunération supplémentaire 5

Li valour de privilège sensuite évaluée de fourchette allant de 55 la france. l'Etat échange un certain nombre d'actions i émises par Rhône-Poulenc. I l'issue opérations ils conversion, la du capital II Rhône-Pou-lenc sera simplifiée. Le lieu II posséder II millions d'ac-tions, 12 de CIP II mil-fions II TPSA. II simple-

ment 22 miles d'actions. Les jugements négatifs d'ana-lystes révisent la leurs prévisions de sur les manuelles du groupe de travail temporaire (- 20 %) .

quant une entrée d'Elf dans la SPEP, holding du groupe Schnei-der, ont provoqué une hausse des cours lund la déclenché une enquête 📥 la CLE A l'Inverse,

l'évocation pur les dirigeants de Carrefour d'une prochaine ■ peu influé sur le titre. Un acqué reur anglais, King Fisher, man m Dubois, qui détient avec les man et in 11 s 22 % du leader européen du bricolage,

augmenter participation. Les manier de la les march suspendues jeudi pour il tout mouvament spéculatif evant li réunion du crassil d'administration du pro-chain. demier une recapitalisation in pro-une recapitalisation in parte de l'importance un pertes : 145 milfrancs en 1112 pour un

Vendredi, les with bourannonçaient qu'elles taient finalement les includes me taient matement les
l'offre publique d'échange
útres CFI (Compagnie foncière
internationale) proposées per
avaient lieu
pour une éventuelle n'ont guère mount

Enfin, pourrait un obligé
Les prochainement une Comenta
Guintoll, car sa Comenta
Français depuis mare
1990 plus un du capital un n'avait lancé d'OPA comme l'impose 🖬 réglementation. 🖦 🖷 de Guintoll, à l'époque, and d'envi-ron I 000 francs, il me sujourd'hui 720 francs.

DOMINIQUE GALLOIS

27-11-92

184,40 384,20 1350 280 297 125,60

69.50 266 197,30 -

4,40 23,20

DHI.

+ 5,80 inch + 4,40 + 5,20 + 0,85 + 0,25 - 0,25 + 1,80 + 8,85

DIM.

8 37,10 38 2 8,10

23 7 33.20

Diff.

+ 100

Métallurgie, mécanique

<u>Mines d'or, diamants</u>

27-11-92

24,50 62,40 37,50 10,50 7,75 14,30

27-11-92

91,50 330,20 228 750 575 234,50

27-11-92

625 280 310,50 +

27-11-92 Diff.

1048 168 293,10 + 256 + 338,50 -

338,50 182 1969 345 63,70 62,30 421,90

421,50 476,70 490 391 529

27-11-92

5100 99 99

100.02 100

99 99,16 +

Valeurs à revenu fixe

9,80 % 1978 ... 1979 .....

10,80 % 1979... 

CHB Par. 5 000 F. CNB Suez 5 000 F

CNI 5 000 F ....

Sicomi ou ex-sicomi

Transports, services

Dessault Avlado

(1) Coupon 0,48 F.

<u>Pétrole</u>

	27-11-92	Diff.
Aicatei-Aisthors	642	+ 20
CSEE	431.10	+ 8,10
interlechnique	385	+ 5
Labinal	535	l + 11
Legrand	3 780	- 168
Matra	197,50	- 7,20
Merlin-Gerin	430	inch.
Radiotechnique	280	- ā
Sacem	2 280	+ 91
Schnelder	536	+ 15
Sextant Avionique	133.50	- 0.40
Thomson CSF	121.50	- 0.40

UAP	398.60	- 18,50
Bätiment	et matéi	riaux

	27-11-92	DIH.
Bouygues	536	+ 25
Ciments français	267	- 20
Colas	745	- 4
Eurotunnel	30,50	+ 2,65
Fougerolle	728	- 48
GTM Entrepase	319	+ 15
mmob. Phenix	118	+ 2,50
Jean Lefebwe	728	+ 18
Lafarge-Coppée	310	+ 10,50
Poliet	186	- 4
Saint-Gobsin	499	+ 9,30
SGE	160	+ 5
Spie-Batignalles	278	- 19

### <u>Chimie</u>

	27-11-92	Diff.
Air Liquide	359 6 360 178,10 809 511	+ 18 - 16 - 4.30 - 140 - 2.90 + 11 + 8 + 4 - 19

### Consommation non alimentaire

	27-11-92		DIff.
BIC	928		11
Christian Dicr		-	6.90
Clarins	467		2
OMC	273	-	3,80
EBF	779		23
Essilor	377	-	
Groupe André	835	l	15
L'Oreal	952	+	22
Moulines	81,50	<b> </b> -	1
Salomon	1465	+	45
SEB	331	_	14
Sommer-Albert	1 055	-	68
Yves Saint Laurent	551	-	44
Zodac	1 240		40
C			•

### Crédit et banques

Citait ti banquos						
	27-11-92		Diff.			
Comp. Bancaire	248,40		28,10			
BNP C)	382	۱.	5.80			
Catalam	863	١.	32			
Compt. entr	221,50	١.	6.50			
CCF	201,50	۱-	2.50			
CFF	304	۱-	14			
CLF	338.80		16.80			
CPR	226		6			
Crédit Lyon. Ci	381,20		5.20			
Crédit National	1095	١.	inch			
Société Générale	542		8			
	900	Ι.	ž			
SOVAC	180	•	inch.			
UFB Locabail	420		44			
JIC	420 221	•	"			
to Diane	. 221	-	3			

### Flectricité et électronique

i	27-11-92	Diff.
Alcatel-Aisthors	642	+ 20
CSEE	431.10	+ 8.10
lateriechnique	385	+ 5
Labinal	535	+ 11
Legrand	3 780	- 168
Matra	197,50	- 7,20
Merlin-Gerin	430 "	inch.
Radiotechnique,	280	- 5
Sagam	2 280	+ 91
Schneider	536	+ 15
Sextant Avionique	133,50	- 0,40
Thomson CSF	121,50	- 0,40

### Distribution

	27-11-92	Diff.
Altracienne Sup	1 425	- 35
Bon Marché	440	- 26
Carrefour	2 400	- 10
Casing	144,40	+ 7,80
Castorama	476,50	- 6
CDME	365	+ 5
Compt. Modernes,	1 243	+ 63
Docks de France	395	+ 10
Goleries Lafayette.	1 725	- 118
Guyerene Gase	1 530	- 20
Printemps	690	- 20
Promodés	559	+ 19
SCOA	10,40	- 0.50

ALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)				LES INC
	Nombre de titres	Valeur en cap. (F)		Valeurs
stel Alsthom. Aquitaine iirté générale. ai (L') x (Gle des) at Control des	1 793 885 2 387 300 590 010 784 690 381 100 182 796 84 550 1 256 950 563 310 970 992 104 035 486 850	11 278446 7 679 395 5 615 013 4 169 303 3 622 570 3 522 413 3 024 659 2 857 949 2 763 793 2 763 793		Centrest
iquide  L] helin	328 170 1 083 685	2 370 679 1 964 129		Via Banque Bançaire (C+) .

LE	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en 📰	franc	;s)
	20-11-92	23-11-92	24-11-92	25-11-92	26-11-92
RM	2 338 947	2 822 240	2 208 143	1 874 925	1 981 891
R. et obl. Actions	30 379 655 86 841	26 510 028 76 240	36 202 870 76 657	49 546 096 92 133	20 293 225 102 941
Total	<b>11 805 443</b>	29 44 748	38 487 670	m 513 154	22 111 057
IN	DICES QUOTI	DIENS (INSEE	100, 31	199	11)
Françaises	<b>BA</b>	97,3	99,7	99,5	100,2
Etrangères	84,5	94.3	85,2	85,7	85,9
INDICES CAC (du lundi au vendradi)					

#### 460 451,6 461.4 459.5 Indîce gen. .. l 100, 🖺 🚾 1987) dice CAC 40 . 1 674,77 | 1 720,61 | 1 720,97 | 1 739,68 | 1 749,66

10		MATIF pourcentaç contrats		mbre 1992
	ÉCHÉANCES			
COURS	DÉC. 1992	MARS 1993	JUIN 1993	SEPT. 1993
Premier	110,26	111	111,44	
	110.04	110.00	111 70	_ !

### Immobilier et foncier

	27-11-92	L	Diff.
Lucia	240		3,80
Ollistir	44	-	2.85
Salimeg	412	-	4
Sibe	555	ı.	29
Sienco	435	÷	10
Sociation	636	-	11
LHF	478.90		2.00

### <u>Investissement</u> <u>et portefeuille</u>

	27-11-92	L	DIH.
Amault at Asso	235	Г	-
Bollart	485	-	3
Caras	80,30	÷	0,
CGIP	913	-	23
Eurafrance	1 238		68
Gaz et Eaux	1 220		56
Marine-Wendel	272	-	2
Navigation mixto	758	ı	
Nord-Est	125,20	+	6
Parfmance	153	-	2
Peribas	342	-	26
Plnault	308	-	10
SPEP	271	+	
Suez	235	- 1	9,30
Worms et Cla	223	1	

		ES VARIATY DIVADADE	
Valeurs	Hausse %	Valours	Baisse %
Centrest UGC	+14,2 +13,1 +10,9 + 9,8 + 9,3	Sig	- 20,7 - 20 - 12,8 - 10,5 - 9,7 - 8,4 - 8,1
Pechiney CIP GTM Entrepose Nord-Est Casino Guich Via Banque	+ 6,9 + 6,6 + 8,5 + 6,2	Pollet	- 7,2 - 6,6 - 6,6 - 8,6

Michelin		1 384 129	Bancaire (C+)	- 5.8 Sall Eq	uipera 0,1
LE	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en 📰	franc	:s)
	20-11-92	23-11-92	24-11-92	25-11-92	26-11-92
RM Comptant	2 338 947	2 822 240	2 208 143	1 874 925	1 981 891
R. et obl. Actions	30 379 655 86 841	26 510 028 76 240	36 202 870 76 657	49 546 096 92 133	20 293 225 102 941
Total	<b>III</b> 805 443	29 444 748	38 487 670	m 513 154	22 W 057
IN	DICES QUÓTIL	DIENS (INSEE	100, 31	199	11)
Françaises Etrangères		97.3	99.7 85,2	99,5 85,7	100,2 85,9
INDICES CAC (du lundi au vendradi)					

23-11-92 | 24-11-92 | 25-11-92 | 26-11-92 | 27-11-92

10 %. – pourcentage du 27 novembre 1992				
ÉCHÉANCES			ANCES	
COURS	DÉC. 1992	MARS 1993	JUIN 1993	SEPT. 1993
Premier	110,26	111	111,44	-
Dernier	110,04	110,88	111,38	

### **NEW-YORK**

## Espoir de reprise

Wall Street ■ connu NOICE DOW JONES une embellie grâce à la publication de

statistiques écono-miques reflétant une accélération de la reprise économique Etats-Unis. La hausse M. l'indice I Jones a de 1,7 au 

Thanksgiving et ayant terminé deux heures plus III vendredi. Les investisseurs un retrouvé leur opti-mardi grace à l'annonce d'un la de li confiance des consommateurs américains de confiance devrait détail durant la période de la la de Noël, a qui bénéficiera la Bourse. Le revenu individuel a d'ailleurs enregistré en octobre 🚃 plus forte augmentation en dix

Autres Lucia nouvelles, la du produit intérieur brut (PIB) du produit intérieur brat (PIB)
américain au troisième trimestre
(+ 3,9 %, un résultat qui a dépassé
de près de I % les prévisions des
experts). l'envolée
logements cotobre ainsi que la
progression des dépenses re
consommation, le recul les
manda hebdomadaires d'allocations châmson le misonumbre tions chômage I bi mi-novembre.

recui de la la des entreprises américaines au troisième trimestre, purement conjoncturel selon le

département du commerce, qui l'a 

ride, la Louisiane Mawaï.
Par ailleurs, Magestionnaires reporté leur attention sur l'évolution des taux d'intérêt américains à want terme qui sont récemment remontés. Ils craignent en effet qu'une accélération éventuelle du l'économie américaine un début 🕍 🗎 présidence de Bill Clinton ne provoque une matt remontée im taux, rendant Wall Mrs. dépendante, pour sur sur tien, de 📓 performance 🕍 résultats an entreprises américaines,

soulignent analystes.
Indice Da Jones du 27 novem-

<b>= : 3 282,20 (c.</b>	1 227,3	6)
	Cours 20 nov.	Cours 27 nov.
Alcon ATT Boeing Chase Nan. Bank Du Port de Nemours Eastman Kodek Estman Ford General Sectrio General Motora Goodyear IBM ATT Mobil Oil Pfizer Touco United Tech Westinghouse Jiguot Corp	66 3/4 47 5/8 34 3/8 26 3/8 46 1/3 40 3/8 40 3/8 40 1/4 80 71 1/4 70 3/4 62 3/8 79 1/4 15 7/8 15 7/8 15 7/8 17 1/8	68 5/8 47 17/8 47 17/8 42 17/8 42 17/8 42 17/8 43 17/8 41 3/4 42 17/8 41 3/4 42 17/8 41 17/8 42 17/8 44 17/8 47/8 47/8 47/8 47/8 47/8 47/8 47/8 4

l'économie,ont également rese un

bon Mai i ii Bourse. Im investis-

man étrangers, qui étaient mille

jusque-là à l'écart, ont

III plus actifs jeudi. Tim espèrent

me adoption prochaine au Panis

d'un budget supplémentaire

de interes économique. La linha-💷 résultats, des banques 🗉 en

::: :

Horosite

### **TOKYO**

## Progression dans le calme

La Bourse in publics pour stimuler Tokyo a enregistré une hausse desire semaine, souteque notamment par les pensions publics. En l'espace 🛍 🕮

tre séances, li Lindi, le Nikkei a gagné 437,01 points précédent. Le volume d'affaires quotidien moyen s'est contracté 1 242 millions de titres, contre 256 millions la semaine précédente. Il a représenté 210 milliards de yens (8,9 milliards de francs), ment. La séance M vendredi a cependant mis fin à six journées de consécutives. Le recul fut modéré (- 💵 %), et dû 🗪 grande partie 🖹 🖿 prudence de certaines maisons in titres qui ont préféré vendre des actions et alléger leur

position avant le week-end. rations du ministre.M.

valeurs. Les manufactures automobiles ont gagné du terrain cette semaine, notamment Nissan et Honda. Les firmes électroniques (Toshiba 🔳 Hitachi) ont également été fermes. Initian ilu 27 novembre i Nikkei 17 470,61 (c. 17 033,60); Topix 1 307,57 (c, 1 276,91). 1 300 1 140 1 300 1 780 1 240 1 070 529 3 840 1 410

En line de semaine, la décla premier Kilchi Miyazawa laissant entendre 🗯 🗎 gouvernement pourrait adopter de nouveaux projets in traville

### LONDRES Nouveau record

+ 1 %

La sermi de Londres a terminé semaine à un niveau record ancès deux belles séances de hause jeudi III vendredi. L'indice Footsie a ainsi dépassé pur deux fois 📧 précédent tabli en mai dans l'euphorie éphémère qui avait suivi la victoire des aux élections du mois d'avril. Il a ainsi culminé vendredi 27 novem-bre à 1 760,1 points dépassant le précédent pie (2 737,8 points) atteint le 11 mai. Encouragées par l'amélioration de la conjoncture américaine et espoirs reprise lente de l'économie britannique à partir du printemps, les valeurs 🔤 fortement progressé. Le groupe annoncé la première 🚞 🎳 ses résultats annuels depuis quatorze ans, a gagné 9 La investisseurs ont apprécié 🗎 🔤 7 % du dividende | commentaires positifs sur les activités non améri-

Indices du 27 novembre : 100 valeurs 2 760,1 (c. 2 732,4); valeurs 2 077,5 (c. 2 035,9); fonds d'Etat 93,44 (c. 93,96); Mines d'or

(c. 64,1) .		
	Cours 20 nov	Cours 27 nov
Allied Lyons 8P 8TF 8TF Cadbury De Beers Glazo GUS 1C Renters FTZ Shell Unilover 8	6.54 2,33 5.01 4,51 7.13 8,23 21,85 10,25 12,91 6 5,46 10,80	8,38 2,31 4,98 4,45 7,91 7,92 21,85 9,83 13,27 6,17 5,47 10,68

# **FRANCFORT**

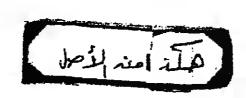
### Mauvaises nouvelles - 1,38 %

L'ambiance full morose mile remaine la la le de Francfort. chaque journée ou presque appor-📺 🗰 🔄 de nouvelles décevantes, tant 👊 ee qui manual les indicateurs économiques que 🕍 résultats im entreprises. Le bilan cours. La LB évoque chè», il indique pour étayer intèse que le redressement observé mi-novembre n'a pas man à la série de mauvais résultats publics par la suite. La Bundesbank a annoncé mardi que le de l'agrégat monétaire M3 en Allemagne réunifiée pour octobre par man à l'évolution moyenne au war du dernier trimestre de 1991 avait atteint 10.2 (rythme annuel).

Volkswagen a indiqué que mu bénétice pour le neut premiers mois 1992 avait chuté de 12.6 %. 1992 dividende pour 1992 sera inférieur I celui 🌃 1991, a précisé la firme automobile.

Indice DAX du 27 novembre :

1 522,95 (c. 1 544,76).		
	Cours 20 nov.	Cours 27 nov.
AEG BASF 8ayer Commerzbank Deutschebank Hoschst Karstadt Mannesman Stemens Volkswegen	156,50 207,70 280,50 243,80 679,70 241,90 521 224,80 589,70 287,50	155,20 206,60 251 242 666,60 234,50 600,20 223,20 596,40 267



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# L'attrait des monnaies fortes

La Grèce vient d'émettre bons du Trésor qui ont sum une foule de souscripteurs. Les titres sont officiellement libellés en drachmes, i lut se comme s'ils l'étaient en deutsche-marks. Le remboursement principal calculés moment paiements. Et, pour simplifier les choses, les en marks exprimés en chiffres contes de montes correspondent en montes correspondent en montes en chiffres conds: I DM, 1000 DM, tion des vrais certificats en drachmes du gouvernement grec

inki,

Cette opération et le qu'elle remporté sont caractéristi-ques climat qui règne sur les marchés changes. Le recher-la sécurité placements en devises fortes et.

plus en
plus de les rassurer en introduisant qui prémunissent chute
privisible valeur
d'une devise faible. Lorsque l'écu
confiance
une référence choix panier
de curopéennes n'appar-des grandes de européennes qui, chacune, dementent sous surveillance de leur pays, lesquelles réglementent près de leur emprunts. Ainsi, par exemple, faut-il que les emprunts en

4 17 2 22

et que ceux en le soient en Allemagne. La mison grecque qui, elle, a lancée à Athènes, fait figure d'exception.

Elle beau drachmes, chacun la considère dans la pratique comme opération en marks.

Aussi nul ne s'attend que formule procese par d'autres Trèmule in reprise par d'autres Trèmule in reprise par d'autres Trèmule publics. La situation il lirente pour ce qui est du dollar de
Etats-Unis qui peut librique
vi à libeller des emprunts il
debors du territoire americain.

#### Le florin en évidence

normales en marks, le compartid'attirer emprunteurs premier plan qui s'il en mesure d'y lever in des conditions très intéressantes. Trois conditions très intéressantes. Trois
rues a semaine passée, num pour
rues durée de cinq ans. Une emision a tout
l'attention qu'elle retour d'un
marchés propéens: de
subordonnés offerts pour le
de la Banque africaine de léveloppement. Cette organisation envisage de solliciter le marché du pement. Cette organisation envisage de solliciter le marché du franc français l'année prochaine. Son émission en marks est dirigée de la Bank, au prix où les obligations étaient initialement offertes, in investisseurs pour de 7,48 %. veaux sont la Communauté euro-péenne du charbon et de l'acier et une des grandes entreprises d'élec-tricité japonaises, celle de Kanssi, Un nom français figure au calen-

drier, le Comptoir entrepre-neurs, qui pourrait en première apparition marché des capitaux.

Un antre compartiment
en jours,
celui du mark et qui a l'amilia
d'offrir la la devise
la devise
la devise
cest qu'a émise
opérations plu réussies
in novembre. Le débilinancière
d'un millions de fiorins pour
la banque
Amro en la direction
la conditions l'emprunt façon I procurer
rapport 7,68 l.

Les

Pour = qui a du la français. la demande internationale sensi-blement depuis une et depuis une plus rares. La Ban-européeane d'investissement, par l'intermédiaire Société par l'intermédiaire Société
générale, a porté le 2 millimité
de le récent emprunt
8,75 qui viendra en
2002. La nouvelle tranche, le
1 milliard, le construite de
fi à rappour quelque 8,40 %
l'an. Elle était conditions beaucoup plus sévères et lent.

accouncie aux Ezats-Unis jeudi
li férié. Il pourrait prochainemation. On prépare une
émission d' milde dollars pour le compte l'
Trésor britannique.

**CHRISTOPHE VETTER** 

### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# La morosité de l'aluminium

Dans la métaux non-ferreux, de la métaux non-place à part, Métal centenaire — la labrication date de 1886 — il n'a été dépassé par aucun matériau plus performant. Bien au contraire. Après l'acier, «l'alu» est le métal le plus utilisé dans le monde, aussi blen pour l'armement, l'aéronautique, l'automobile, le bâtiment que le conditionnement. Il substitué i d'autres me pour ses qualités de légèreté et de mal-léabilité. A titre d'exemple, le ferblanc dans l'emballage a disparu de notre univers quotidien au profit

Les cours, pour autant, n'en finissent pas de descendre: ils s'établissent, depuis un mois, à 1 200 dollars (6 480 francs environ) la tonne, alors qu'ils avaient léjà de entre février et octobre à i 100 dollars, feur plus niveau depuis janvier IVIII

Selon manalystes du seconomic ces prix en termes réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation et des variations de change) seraient les plus bas de la vingt-cinq ans.
La n'est pourtant plus plethorique : la production mondiale nière: 14,8 millions tonnes en nière: 14,8 millions tonnes en 1992 n. 15,1 l. du premier producteur mondial d'aluminium, le groupe
Alcan. direction a récemment réduire capacités. La production ses unités n'attein-

•	PRODUTIS	COURS DU 27-11
	Cuivre h. g. (Louis) Trois mois	1 474 (+ 43) Livres/toune
V	Alexandres (Looks) Trois mois	I 228 (+ 34) Dollars/toppe
1	Nickel (Londes) Trois most	6 870 (+ 595) Dollars/tonne
	Sucre (Paris) Mars	253,40 ( 4,1) Dollars/tonne
	Café (Ladra) Janvier	956 (- 12) Dollars/tomic
	Cacao (New-York) Décembre	Clos ( - ) Dollars/tonne
	Blé (Chicap) Décembre	375 (+ 5) Cents/boissesu
	Mala (Chicago) Décembre	213 ( = ) Cents/boissess
	Soja (Chicago) Décembre	181,8 (- 0,4) Dollars/L courte
	Pétrole (Lookes) Brent Décembre	18,975 (- 0,375) Dollars/baril
7	Le chiffre catre pa	renthèses indique l

dra plus que 11 000 men a «ports libres» comme Rotterdam 1992 contre 57 000 tonnes Trieste. 1992 contre 57 000 tonnes 1991.

Une mesure probablement inspile idan déficitaire du
groupe, qui a enregistré pour
une perte de la grande
producteurs mondiaux de part d'autre de l'Atlantique n'aveigne pas attendu Alcan pour stallr June activités un fur et li mesure de la baisse des cours : dès 1991, la production occidentale (hormis les de 900 000 tonnes.

Quant I la consommation misdiale, en dépit il désaffection du monde and pour l'industrie militaire – de l'aluminium, – et n'a enregistré — 0,2 % — i jour. Un volume — regrettable — i demande observée sur le nickel, per exemple (- 3 %) un sur le cui-

### La vague Allehoue venue de l'ex-URSS

Globalement, l'offre et le demande mondiales semblent donc d'équilibrer 15 millions Scul indice inquiétant : l'angmenta-environ 1,5 million soit le double des niveaux d'il y a trois chiffies ne repré-que le stocks du LME (London Metal Exchange). Si on ajoute les volumes entreposés réparties à man le monde, il faut compter. experts, 3,3 millions de tonnes de

Faut-il voir den ce gonille la cause le la morosité actuelle? Certes, non; Fint=man hadin avant tout de traumatisme et d'in-certitude. Le traumatisme soviétique: «Qui prévoir la déferiante l'ex-URSS?» s'interroge M. Dominique chez Pechiney. Avant l'éclatement du Me soviétique, il il exportait moyenne 200 000 an an En 1991, inondé l'Europe. Il a a ainsi déverse d'aluminium, el environ 6 d'aluminondiale. Le marché el d'autant plus déstabilisé que la la cause difficilement Ha. La millan ne disposent, en matière, que de statistiques douanières. Le Bureau of peut difficilement premire en compte, exemple, les chargements entreposès

Dans = contexte, l'effort des producteurs occidentaux pour réduit à néant.
Fait significatif: l'ex-URSS encombré le marché avec un tonidentique à ceiui que l'Ouest avait supprimé. Inquiétante encore encore percée de sys araba la du Golfe, étrangement, n'a saffectée en ce domaine. Missus sur leurs richesses énergéti — l' leur naturel qui alimente en électri-les d'aluminium, — les de Charles de Dubaï, Arabie saoudite et Qatar) in wall learn dans la conquete marché mondial con l'all tion de gigantesques fon-deries. Si le Moyen-Orient ne représente in la que l'é du ment en s'anilhanc

Ce redéploiement, en fait, respond à une nouvelle géographie l'aluminium redessinée Europe on aux Etats-Unis. Seals le

"Australie en

mesure d'ille en

de leurs mesure bydroélectriques ou fosules, en que le

Bréail le Venezuela.

a Tant le le capacité, le ne faut le s'attendre à une augmentation le prix », pronostiquait, Morton, pre-nostiquait, Morton, pre-lin d'Alcan, L'arrivée en producteurs Sud ne qu'alimenter un pessi-

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR			
	Cotes 20-11-92	Coms 27-11-92	
Or tin (idio ex hexa)	50 190	25 400 22 mm	
Pièce trançaise (20 fr.)	392 390 334		
Pièce Indian (20 fr.)  9 Pièce Indianno (20 fr.)  Souverain	328 330 430	330 443	
Souversia Electrato II     Denni-souversia  Prices de 20 dollare	442 391 2 190	2 205	
- 10 dellers 6 - 6 dellers	1 050 695 2 185	1 987,50 2 190	
- 20 marts	E	421 345 236	

**DEVISES ET OR** 

## Le franc résiste

Après convulsions la dévaluation, attendue, de la peseta espagnole et de l'escudo portugais, le franc français a été, sinon vraiment attaqué, du moins «chatouillé» par la spéculation internationale, en même temps que la livre irlandaise et la couronne danoise. C'était bien naturel puisque ces trois dernières devises n'ont pas été touchées par les résjustements opérés depuis septembre.

Samedi 21 novembre, donc, à la

demande du gouvernement espagnol demande du gouvernement espagnol
et de la Banque d'Espagne qui
voyait ses réserves fin (plus l'
limit de d'Ime en quelques
jours), la était dévaluée d'
b, pourcentage qui s'ajoutait aux
du l'i septembre dernier, restrictions apportées aux monveme de capitaux, imposées il va
mons, étaient levées. Enfin.
Banque d'Espagne portait 13
13,75 % son d'intervention
a pour freiner la
miste », en fait pour protéger les
nouvelles parités : il tout d' trale refeve ses taux au lendemain d'une l'alleman. En fait, beaupeseta intil muni surévaluée,

\$ E.O.

que la reminée. Quant l'escudo portugais, égale-déprécié 6 %, il l' SME, régnant

Déclenché mise en flottement I b couronne scandinave milieu d la marie dernière, la nouveau réaménagement s'est produit beaucoup de surprises,
eté indiqué
colonnes (le Monde du 15 septembre), min il reporté l'attention de la spéculation d'autres mon-naies du SME, la par livre irlandaise (punt) danoise.

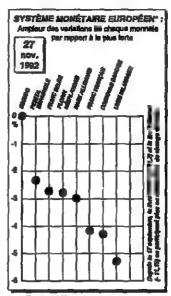
Certes, en Irlande au Danemark, l'inflation sage et monnaies surévaluées, mise en Dublin depuis livre ling septembre, les réserves change de la verte Erin maichange de la verte Erin maigres, l'Angleterre proche,
En la les banques centrales
tions, pris leurs précautions, pris leurs précautions, l'en de la leur d'intervention
portés de 13,75 % 30 % puis
lui de l'ande, de 9,9 % à 15 %
au Danemark, tandis qu'en Norvège, l'on les résister, laux
passait à 30 %. Pour M. Hans Tiermeyer, vice-président de la Bundess'exprimant Londres à la veille du week-end, dévalua-la la irlandaise n'est pas nécessaire».

Paris et ailleurs, la spéculation internationale, notamment améri-caine, la la résistance du franc, Le du mark, qui retembre de la company de la company au du mark qui retombé
de la dernière audessous 3,37 francs, pour remonter à 3,39 francs à la ille
end, poussait une pointe
3,40 francs lundi et mardi de cette
cours auquel la Banque
France qu'elle intervenait. Du coup, le mark revenait

1,339 francs, touteun de fièvre rampantes.

On voit mal, après le fameux communiqué franco-allemand du 23 septembre, qui publique-ment à Ranque France sou-inconditionnel de la Bundesinconditionnel de la Bundes-bank, que la spéculation espéter. il faut que la me ouverte par l'accord signé Etats-Unis produits agri-coles n'est faire la «fièvre» évoquée

FRANÇOIS RENARD



# A 100 yens cotés, le vendredi 27 novemb 4,37163 F

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 NOVEMBRE AU 27 NOVEMBRE 11117

(La ligne insérieure donne : la la semaine précédente.)

1,5160 8,2152 2,1842 2,4226 49,8451 2,7240 2112,87

# La Bundesbank persiste et signe

Non, la Banque fédérale d'Alle-magne n'a pas réduit, jeudi, le de pensions à court terme qui resté l'il à 8,75 %, à la grande déception certains, et grande déception de certains, et sans surprise pour les observateurs avisés. Il de guère concevable, en effet, de la guère concevable, en effet, de la guère comme l'a indiqué, in fin de semaine, M. Hans Tietmeyer, vice-président : a saien, nous aimerions que nos soient plus bas, mais sur la base d'un rythme d'inflation plus raisonnable. Nous n'avons pas de manœuvre une dimide nos taux officiels. De pour octobre la bausse prix

Pour octobre, la hausse prix détail en Allemagne été de 3,7 % en glissement annuel, près du double des objectifs officiels (2 %), atteignant 4,2 % à la vembre dans le Land de et 4,7 % en Bavière. La outre, monétaire M3 a progressé de 10,2 % en octobre sur la movement de la la companyement de la companyeme point sur : les loyers ont aug-menté in 7,9 % en mai, en mine de la pénurie de logements.

Conjuguées I les tensions au Conjugates to tensions au min de système monétaire européen et la crise agricole, ces indications entretiennent l'Paris une fièvre maligne qui mun d'intérêt l' court terme à 9 3/4 % environ au jour le jour et au-dessus de 10 % à 1 mois-3 mois.

sus de 10 % à 1 mois-3 mois.

Sur le MATIF, dont
l'échéance le MATIF, dont
l'échéance le MATIF, dont
l'échéance le MATIF, dont
110,04 contre 110,70, il y huit
jours, l'ambiance plutôt
all n'y riea à mendre
dans l'immédiate, estiment
opérateurs. Le rendement de
l'OAT ID ans est passé de 8,10 % à
8,25 après une pointe 18,35 %,
l'écart resultable
l'écart resultable
l'écart rendements Bund provoquée par une recrudescence III quée par une recrudescence de revendications magne, pourrait pousser les cours du MATIF la baisse. La analystes de la Société générale, le marché domestique français e prend maintenant une la act-négative qui pourrait l'entraîner sur niveaux nette-

plus bas. Les indicateurs de tendance Il maintenant vendeurs. Pour eux, « la plus grande prudence s'impose toujours, même s'il est possible de voir le marché rebondir et donner l'impression a repartir à la hausse ».

Notons, enfin, que le président MATIP, M. Gérard Plauwadel, prévoit une augmentation de 50 % de l'activité de 📰 organisme en 1992, expliquant progression les turbulences marchés et une présence accrue la étran-re qui, chacun le sait, « font» la tendance à Paris.

#### **Optimiste** malgré les turbulences

Le marché obligataire continue d'afficher un solide optimisme, malgré la turbulences des les non-résidents pour marché domestique m l'aude 8,60 %, 8,64 réel, aoit 0,35 point au-dessus du rendement de l'OAT. La BNP ment de l'OAT. La BNP de l'emprunt des Charbonnages de France, pour la france à 3,60 %, la rendement m' s'inscri10,43 point au-dessus de l'OAT, écart jugé trop réduit pour la marché qui de l'empre de l'empre

Un cas intéressant a celui l'émission du Crédit immobilier
France, I milliard de frances
10 ans 1 9 nominal, avec un
rendement réel supérieur
0,95 point celui l'OAT dix
ans sous la direction Paribas.
Cette par l'adjectif u immobilier », et recherchée parfaitement que l'émetteur, avec I milliards francs
principales de «penis» acquéreurs
9 in de francs fonds propres, ne présente pratiquement
aucun risque. Cest émet-Un cas intéressant a 📶 celui 🖛

industries du tourisme) enfin appelé 480 millions de francs, avec de la générale, et, surtout, un rendement réel 9,33 1,2 point au-dessus l'OAT, qui a l'III les souscrip-

A l'occasion d'un séminaire tenu

and manage, it a lift treated que l'encours cumulé valeurs du Trésor détenues valeurs du Trésor détenues les non-résidents s'élevait, au 30 septembre 1992, 487,5 milliards la francs, soit environ le tiers de la négociable de l'Etat fran contra 405,9 milliards la francs de francs, la obligations comptent pour 299 milliards francs (61,33 la les bons du Trésor la 188,5 milliards de francs. Pour la neuf premiers de 1992, la flux de francs de 1992, la flux de francs, la 66,7 pour la OAT, Comme ces achats se la poursui-Comme ces achats se in il poursuivis en octobre, après la crise monétaire de septembre, on peut penser près le la moitie du d'année puggaaire l'année 1992 aura été financée par memes non-résidents,

En qui émissions du Trésor écus, dont le stock s'élève 1 10,5 milliards actuelle-ment (69 milliards francs) et qui doivent représenter annuelle-ment 15 % du total. Illument été stoppéas à 2,15 milliards d'écus, soit, l'équivalent — 14 milliards francs — lieu — 25 milliards francs leu 25 milliards
francs prévus, en raison du
provoqué sur marché
l'écu par les événements
récents. En 1993, déclaré
Jean-Claude Trichet, directeur
du Trésor, devrait revenir
objectifs II a indiqué, infin,
qu'entre août esptembre 1992 non-résidents avaient vendu pour 9 milliards valeurs du Trésor, tout en acquérant 7 milliards de francs d'OAT, ce indique basculement du le long

# Echec des négociations entre Suez et l'UAP au sujet de Victoire

Le d'administration de la Compagnie financière de Suez, réuni I me exceptionnel jeudi 26 novembre dans la soirée, rejeté définitivement accord avec I'UAP compagnie d'assurances Victoire in filiale allemande Colonia.

24

L'UAP, qui détient 34 📕 de Victoire payés en 1989 m prix fort (14 milliards 🌉 francs), cherche depuis plus 🔤 🍱 🗰 🖟 obtenir en échange 📥 📺 participation minoritaire une position majoritaire dans Colonia, le troisième assureur allemand. 🛦 chaque nouvel épisode, une solution semblait | portée de la main, avant de finalement

La démission, le II septembre (le Monde du 5 septembre), de M. Jean Arvis, président de Victoire, ouvertement hostile à tout compromis sur l'UAP, n'a manifestement permis a sortir de l'impasse. Ultime rebondissement de cette affaire entre deux poids lourds de M finance française, 📓 conseil d'administration de Suez s'est reuni jeudi 26 novembre dans la soirée pour se pencher sur la dernière manuel d'un possible accord avec l'UAP visant à ..... cier la compagnie publique au capital de Colonia. Un schema le conseil rejeté jeudi l'unani-ntité. La dernière proposition l M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, reprenaît en l'améliorant celle esquissée en avril avalisée dans im premier temps par M. Gérard Worms, président de Suez. The d'être repoussée, alors, par le conseil de la Compagnie financière.

Il s'agissait en échange des 34 % de la compagnie d'assurances publique dans Victoire M ercer m holding intermédiaire détenu. A parité (50-50) par Suez m l'UAP m contrôlant la société de tête du groupe Colonia (Colonia Konzern). Dans seconde étape, l'UAP aurait pu obtenir le contrôle de toire disposant d'une option de vente me ses 10 %. Revenant I la charge, M. Peyrelevade proposait dans me dernier schema d'ajouter une soulte de 1 milliard de francs. Une somme jugée insuffisante du côté de Suez « pour échanger une position majoritaire contre une

L'origine de satte affaire compiexe remonte i l'été l'imi quand Suez lance. The succès, dans mon bataille boursière en prenant le

francs. Une proje d'autant plus qu'elle vient de mettre la main sur un joyau, le numéro trois i assurance allemande, Colonia. Mais Suez - qui a conquis de haute lutte la Société générale Belgique seize mois auparavant n'a pas moyens ma ambitions. 📖 « vicille dame » 📜 🖂 📖 contrainte d'appeler | la | la l'un | l'un | actionnaires, l'UAP, qui pour 14 milliards in francs prend 34 il Victoire... Provisoirement, il dit-on alors. En fait, M. Poyrelevade louche sur Colonia, qui lui donnerait un accès um pareil un marché allemand. Mais depuis la 14 milliards de francs ne lui al pas apporté grand-chose.

Tout laisse à penser que il une solution il la dernière chance n'est trouvée au il il de la semaine

plus de 10,4 % im droits in Tall et 6.4 % du capital. l'assureur public loin le premier actionnaire de Suez. De peut demander M. Peyrelevade, Marie la position bien plus fragile le toire de l'opposition au Mentere législatives, no ma par mai de jouer li min pee le tout. Considéré un temps comme le « parrain» III capitalisme français, il traîne la Marie Victoire

à venir, l'UAP risque d'utiliser

moyens à sa disposition

pour forcer a a composer. Avec

Une question agite le petit monde des affaires, l'UAP va-t-elle pouvoir réagir?» EN LESER

🖦 🕽 qui 🔛 🚟 mini 🗓 response

# Sans fleurs mais avec des épines

EINDHOVEN

anvoyé spécial

« Au Mail sait-on M l'on m ntemational, a commenté, aux des négociations avec Suez. Vanu Pays-Bas — en placement M. La Peyrele-vade, PDG de l'UAP, manual l'en 

rupture, le qualisimplement de « ciarification a contrario». Una clarification qui, en last cas, ne peraît pas être 🛍 goût 👪 l'assureur public : entraîne, en effet, ûn almu 🊃 autour 🗃 Victoire; or, and i's and dit Jolivet, sans plus penser m « superbe bouquet 🖮 fleurs » qu'il 🕶 reçu 🛚 son minds what use its firm has niminidies : «Le illimini ne nous media pas pero que, comme l'on dit, nous n'en avons pas pour notre argent, »

**CHRISTIAN CHARTIER** 

Les suites d'une OPA manquée

### M. Albert Frère va reprendre en main la Banque Bruxelles Lambert

**AMSTERDAM** 

m notre correspondant

Le dernier mot in loin d'avoir dit dans l'affaire de l'OPA que le groupe financier néerlandais Internationale Nederlanden (ING) avait envisagé de lancer mu la banbeige Bruxelles Lambert (BBL) avant d'y jeudi II novembre (le Monde daté 22-23 novembre). Dommageable I'image d'ING, déjà entachée ie brutal changement iii président survenu fin septembre (le Monde du 23 septembre), 💷 revirea aussi donné le man d'envoi contrôle du promo d'assurances d'une vigoureuse reprise en main Victoire pour 23 milliards de BBL par son actionnaire pré-

pondérant, le groupe GBL du financier Albert Frère.

Détenant 16 de BBL, Albert Frère est la fu d'une d'actionnaires qui, opposés depuis la reprise la banque par ING, entendent faire payer la certains membres de la direction leur faux pas, voire leur trahison. Certaines influences un sein Mi conseil m s'exerceront plus», a déclaré, vendredi 27 novembre, 🛦 Eindhoven, où il était de Pierre Labadie, membre du directoire d'UAP International III administrateur délégué de la Royale (assurances), qui sède # % de BBL.

IIII # Royale Belge constituent selon lui « le noyau dur » de l'ac-tionnariat « rebelle », qui compte encore Winterthur; Crédit communal de Belgique et Banque internationale du Luxembourg, 40 % du capital tiquement mis im minorité pendant M. Labadie; I la renoncia-tion d'ING, l'heure comptes sonné: « Nous allons mettre la direction de BBL : déquation

Les raisons de la voite-face du linancier neerlandais restent mystericuses. ING avait invoque une révision de l'évaluation 🕍 actifs, l'ayant amenée à envisager de bais-son prix initial rachat de 1 600 francs belges par action. Mais M. Libel a affirmé qu'ING u n'avait 📻 d'autre offre 📹 qu'il n'y avait pas ru in négociations ne le prix ». Il est vrai que little avait fail savoir début novembre que in 600 francs ne lui convenaient

pas. « C'était un prix minimum ». 
confirmé M. Labadie. Mais, moins que le souvenir de eventuel « bradage », c'est celui l'audit approfondi que la direc-tion majoritaire de BBL avait permis à ING de faire qui rend GBL ses alliés vindicatifs. " Un vérita-ble streep-teuse, un déshabilluge complet de la banque», se souvient M. Labadie, qui ajoute : " ING " cu accès des informations que même l'actionnaire prépondérant n'uvait jamais eues!» Lesquelles? Il ne le 🔳 point, précisant quand même qu'on n'a pas « découvert de cadavre dans le placard ».

C'est sans doute pourquoi « GBI. et Royale Belge gardent une confiance totale dans BBL, v. celle-ci a quand même besoin d'un partensire : « l.'intérêt de BBI, est de nouer une alliance avec 📟 banque d'envergure européenne».

CHRISTIAN CHARTIER

Pour rattraper le retard pris sur les Japonais

## Triple alliance européenne dans les écrans plats

ordinateurs et téléviseurs et poche.

Demain, ils devraient envahir

tableaux de bord automobiles et les visiophones (téléphones à chasser le cathodique télé-devenir un élément-clé

terminaux «multimédias» mariant

Pour mental leur leadership

défendre leurs cinq un d'avance

leurs occidentaux, ne un rèagir, c'était un laisser définitive

distancer, explique un spécia-

Ne détenant plus, selon la Post, que 5 % de mondial écrans plats, une douzaine de américaines,

annoncé récemment la création d'un consortium dans l'espoir de combler leur retard. Ils bénéficieront de l'ap-

pui de l'Agence pour programmes militaires de recherche (DARPA) qui prévoit d'y consacrer l2 millions la par an

leur approvisionnement, les fabri-cants américains de micro-ordina-teurs comme Apple IIII IBM -maigré un joint-venture avec Tos-hiba - ne IIII pas dépendre mi de leurs fournissaux appondes comments un expert le

japonals, commente un expert. Le raisonnement vaut pour les fabricants européens de

En ordre

dispersé

Des Européens qui avançaient jus-qu'ici en ordre dispersés. La multi-nationale néerlandaise Philips

annonaie neerandaise Philips annoncé en 1991, l'effort le plus important, prévogant d'inver-près d'L. muliard, de fran-deux unités de production à Eindho-ven. La première emploie déjà 450 personnes à la mise au point des

procédés de fabrication. La seconde

en construction, produira en série, dès la mi-1993, des écrans allant de 2,8 à 14 pouces de diagonale.

Sagem, qui l'autre maissi l'équipement des automobiles et mu

l'équipement des automobiles et l'etrminaux téléphoniques.

1988, le GiE Planecran
LCNET, centre l'entre l'ent

L'accord signé, jeudi M novem-bre, m mettre in l'ordre de re-initiatives. Il prévoit, en effet, la création au l'a janvier d'une coen-

treprise (joint-venture) - dont le t du capital n'a c'été précisé - Philips 80 %, françaises prenant chacune III Les trois groupes apporteront leur savoir-faire dans le

apporteront leur savoir-faire dans le développement, le marketing des écrans plats à cette

marketing des écrans plats à cette nouvelle entité qui de de la de la desploitation exclusive la technologie du CNET. Parallèle—it, Philips prendra 10 % la capital de la LCD. de ce premier accord, la bientôt constituer, l'appui la Communauté européenne

Communauté européenne, le deuxième volet de le triple

u Le procès 🚾 la 🗆 🗆 🗆

connection». - Alors qu'une peine

de douze 💷 de prison a 📓

requise contre M. Habib Ben Ali,

frère du président 📥 🛭 République

tunisienne, au cours du procès à

PIERRE-ANGEL DAY

alliance europé

bord d'avion.

informatique 🗷 📉

La groupes européens Philips, Sagem at Thomson Consumer Electronics (TCE) créeront une société commune pour développroduire des plats cristaux liquides. Importante, cette initiative européenne interquelques jours seulement constitution, aux Etats-Unis, d'un consortium pour promouvoir technologie. Avec l'objectif, de part et d'autre in l'Atlantique, de 📰 pas 📰 laisser distancer 📂 les géants japonais

I écrans plats cristaux liquides aux liquides aux liquides un la sux liquides un la sux liquides un la sux liquides un la sux liquides ans leur la sux liquides ans liquides ans leur la sux liquides ans liquides and liquides and liquides and liquides and liquides and liquides and liquides ans liquides and liquides ans liquides ans liquides ans liquides and liquides and liquides and liquides and liquides micro-

> Un contrat de 74 millions de dollars

### Des combustibles irradiés américains bientôt retraités à La Hague

I Américains seraient sur le point de passer à la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) un contrat de 14 millions in pour retraitement à La Hague d'une centaine in combustibles in de la lionnes in combustibles in de la lionne in combustible in combusti provenant de la manda la ham, la Long-Island, dans la banlique II New-York, C'est ce qu'affirme la Lipa, l'agence II in chargée du démantèlement de cette installation, qui espère ainsi récupérer un dizaine de millions de dollars dans l'opération.

Ce marque ma de la part des Etats-Unis, un changement radical molitique et un retour metraitement mombusirradiés prôné par la Fran-çais et les Britanniques. L'affaire est en in la conséquence du refus, voici plusieurs années, la autori-tés de l'Etat de New-York de démarrer la collette Marie prime de Shoreham. Achevée en 1984, 🔤 installation ne in jamais couplée au réseau, les élus jugeant qu'il serait impossible d'évacuer les 2,5 millions personnes de cette urbaine = cas d'accident. Le === in cette centrale contient de de ra fait um quantité importante d'uranium enrichi.

## Le BRGM va être complètement

Le conseil d'administration du Bureau recherches géologiques minières (BRGM) app l'unanimité abstention (celle la la CGT) la proposition restructuration complète générale du la complète générale du m novembre par un président, M. Table Allègre.

Calle de base de rette twieren est la séparation complète la la séparation complète la la deservice public la celles rapportant la des domaines a concurrentiels ». La le service public seront la la Service géologique national (existant depuis logique national (existant depuis longtemps), un nouveau Service minier national (à créer), et, dépendant la l'un la l'autre, la Banque de données du sous-sol (sorte de «dépôt légal» 🚈 🖂 les recueillies en France existant depuis plusieurs décennies), ainsi qu'un établissement public de recherche. A ces trois grandes divisions s'ajoutera une structure horizontale légère qui aura pour but de vendre à l'étranger le savoir-faire et 🔚 compédu eservice oublic ».

Ancienne résidence **i** souverains autrichiens

### Le palais de la Hofburg a Vienne a été endommagé par un incendie

Après Windsor, il y a une semaine, le sort semble s'acharner sur les résidences princières. Le palais de la Hofburg. souverains autrichiens, a été gravement endommagé par incendie qui a éclaté jeudi 26 dans soirée (le Mande du novem-

Cet énorme bâtiment composite Cet enorme batiment composite, de forme irrégulière, propriété in l'Etat autrichien. I été in partir du quinzième siècle (des parties même plus anciennes) et les in ont poursuivis juqu'à i veille de première mondiale. La salle des Redoutes oui qui . Il complétement détruite Azia da seizième siècle. Elle abritait, au moment 🖦 l'incendie, les négociations en le désarmement vocation (qu'elle retrouvait temps en temps) était d'être une de let de les traises de les et d des représentations.

Le feu a un manur menacé li Manège espagnol voisin il in écuries des célèbres Lipizzan : les soixante-neuf chevaux blancs il etre évacués. La Bibliothèque nationale qui recèle plus deux millions de volumes dans un bâtiment baroque du dix-huitième perpendiculaire à la salle des Redoutes, est restée de aussi intacto, mais une purtie de ses col-les les plus précieuses a III également évacuée.

Les causes du sinistre n'ont pas identifiées. M. Beand Kas-tner, l'administratour du la Hofburg, a démenti que des travaux à l'origine il l'incendie. Il a confirmé, en revanche, que l'an-cienne résidence impériale n'était pas assurée. Il a que les dégan s'élever à 230 millions 11 francs. Scion le président de la commission la painte de sutrichien. Gerhard Sailer, les in une de reconstruçtion pourraient and entrepris rapimais durerent au moins trois à quatre ans.

D ESPAGNE : l'assassia d'une immigrée dominicaine était un garde civil. – Un garde civil de vingt-cinq ans, Luis Merino Pérez, et trois jeunes d'environ seize ans ont été arrêtés mercredi 25 novembre pour le meurtre d'une immigrée domini-caine. Le 10 13 novembre, masqués, ils pénétré en force une vieille discothèque aband'un faubourg de Madrid 📦 vivaient 📺 trentaine 🛍 Dominicains. Le garde civil avait de tiré à plusieurs tuant net Lucre-cia Pérez Martos ami. Cet propini avait suscité un regain d'activités groupuscules fasc xénophobes et, en réaction, Sim and a size (le Manie du 🝱 novembre). – (Corresp.)

TADJIKISTAN i instauration d'une République parlementaire. ~ Le Parlement tadjík, réuni a Khodjant, dans le nord du pays, pour fin à la guerre civile, a décidé, vendredí 27 novembre, supprimer la fonction présidentielle d'instituer République parlementaire au Tadiikistan, La veille, députés avaient décrété une amnistie générale. - (AFP.

D TIMOR-ORIENTAL: M. Gusmao risque la peine de \_\_\_\_\_ - Lc chef du Fretilin (Front W libération du Timor-Oriental), M. Xanana Gusmao, capturé le 20 novembre 🛮 Dili, par 📥 militaires indonésiens, a W transféré dans l'île voisine 🔊 Bali. Diakarta semble vouloir juger le indé-

# restructuré

Les Min «concurrentielles» filiales: l'une, où le BRGM sera majoritaire, se consacrera à wil qui concerne l'environnement, en particulier l'hydrologie; l'autre, où BRGM sera minoritaire, s'occupera des mines. M. Allègre a qu'il n'y aurait aucun licenciement «sec» parmi 🔤 l 🜃 personnes qui travaillent dans l'établissement.

Paris 🔚 trafiquants de drogue 🕍 la connection » (/e Monde du III novembre), l'ambaspendantiste rébellion (passible sade II Tunisie II France a la peine de mort). dénoncé « l'évidente manipulation faite par les islamistes et les po-O VIETNAM : Mille du premier sants au régime [tunisien] installés ministre chinois. - M. Li Peng devait entamer, lundi 30 novembre. à Paris [dont l'objectif] est, des le début, de faire de ce procès de droit une visite officielle à Hanoï - le commun une affaire I dimension premier déplacement d'un premier politique ». La ma côté, le président de l'Ordre de de de ministre chinois dans cette capitale depuis 1971. Il s'efforçera 🍱 rassu-Tunisic, M Abdedlwahab Behi, a rer interlocuteurs sur interestimé qu'une condamnation 🕍 de jugées inquié-tantes par Victnamiens en dépit trois des manuel - dont M. Ben de la normalisation intervenue en novembre 1991. La principal une violation de la convention différend porte sur 🖿 îles Spratjudiciaire franco-tunisienne. « IIII leys, en de Chine méridionale. www de cette convention, les Tuni-Pékin a, par deux fois année, siens résidunt un Tunisie ne peuaffirmé m souveraineté sur cet Tunisie s. a M. M. Behi. archipel, prétentions historiques de Hanoï. - (AFP.) 

# SOMMAIRE

# ll y m vingt ans, in it du pro-

ÉTRANGER 🖿 visite 📟 M. Mitterrand 🖦 Jori putsch manqué au Venezuela. 3 Le gouvernement d'extrême ...... 4 Afrique du Sud : convergences 

ruines 🕋 palais impérial 🖼

### POLITIQUE

M préparation il main législatives dans III Bouches-du-: M. Tapie cherche was voie à gauche...... 6 L'a exil a Millancien maire d'Angoulême en Argentine ...... 6 L'adoption du projet III III réfor-I organisation 👪 🖹 transfusion sanguine par l'Assemblée 

### ler », par make dame...... SOCIÉTÉ

L'énigmatique signature m In condamnation III Roger Maillard

m délibéré 🖿 demande 📰 La cour d'appel M Versailles MI 1'affaire Touvier...... 10

### CULTURE

Louis Chédid, un chanteur à temps...... 13 Le public américain mi rendez-vous de la samu de Spike la

### ÉCONOMIE

L'OPEP avec im quotes in Avec trois millions de de la 15 production..... préparation du mr auropéen 

### Crédits, changes, grands mar-

HEURES LOCALES 

## Services

Abonnements... Carnet... Météorologie ..... croisés ..... Télévision... Spectacles.. la télématique du Monde : 3615 LEMONDE

LM Ev comports un The second of

🕼 numéro du « Monde 🗉 28 novembre 1992 a été tiré à 🞹 393 exemplaires.



Rallya découverte Des friturs documentaliste à l'éprétive de la capitale

La voiture électrique se glisse en ville

Vingt-daux sites-pilotes

Mâcon : paisibles bords de Saône

Loin de Dijon, près de Lyon, la ville a du mal à situer ses limites

20 Communication - Statistiques - Agenda - Nominations - Contacts - Propos - 25 Débat - Portraits - Livres - Courrier

# **COMMUNES EN COMMUN**

L'« intercommunalité I est maintenant inscrite dans la loi, mais des élus cherchent seulement à bénéficier d'incitations fiscales.

EPUIS une dizaine il mois, les maires se posent des questions sur le devenir de leur territoire. La peur des fusions autoritaires, réveillée en 1989 avec les premières moutures de la iol sur l'administration territoriale de la République, a largement dispara. Les élus ant admis que le texte adopté le 🛭 l'évrier 1992 ne cherche pas à faire disparaître des communes. La coopération laquelle il incite leur apparait même comme in condition la survie.

Les maires ruraux, qui s'étaient montrés les plus inquiets, estiment aujourd'hui que la lutte contre la désertification passe par la mise en commun des objectifs (développement économique, aménagement du territoire) et des moyens. Ils ont manifesté ce nouvei état d'esprit au congrès de l'Associa-tion des maires de France (AMF), en ne plébiscitant pas leur candidat, François Paour. Ils hui ont préféré un élu plus ouvert il l'inter-communalité, Jean-Paul Delevoye.

La prise de conscience qui s'est opérée ces derniers mois a été accélérée par la mise en place de commissions départementales de la coopération informamentale la Monde daté 5-6 juillet). Ces-assemblées, composées d'élus et présidées par les préfets, jouent un rôle d'aiguillon, dans la mesure où elles préparent de nouvelles cartes de la coopération, pour le 6 février 1993. Leurs copies auront certes, un caractère indicatif. Mais si les sché mas sont approuvés par une majorité qualifiée de maires, ils pourront devenir obliga-

Per crimité de se voir imposer des arka dere ils ne veulent pas, serum din ont all des « projets contre-feux », selon l'AMF, qui vient de présenter un premier travaux les commissions. Il de regroupements de communes périphériques manufilleur ville-centre. L'intercommunalité and un train de vivre ses commune de jeunesse? De telles tentatives de rapprochement, conduites & la va-vite, paraissent fort éloignées de l'esprit animer la nouvelle généra-

Un certain nombre d'élus out des motivations de la financières. La plupart projets cours de de transformations de syndicats tions multiples (SIVOM) communautés troquent leur man juridique man une formule relativement peu contraignante, afin pur la souvernement. Comme la la ma précise pas le détail des compétences obligatoires devant are miles an promune, and line



sont parfois que «coquilles - En ouvrant premières (UDF-PR), président de l'Assemblée des diset des communautés de France (ADCF), a invité ses collègues à ne pas céder aux sirènes finales. A must de desir une formule coopération, les maires doivent, estime-t-il, se poser deux questions : = Que projet l'intercommunalité veut-elle servir? Quel périmètre va-t-elle choisir?»

Instaurer un dialogue entre tous les échelons

Pour cet étu, maire de Rodez et président de la région Midi-Pyrénées, l'intercompossède un périmètre infinit : le u bassin de convivialité quotidienne. Celui-ci réunit vingt communes, maximum, autour d'un bourg rural. C'est l'espace à l'intérieur duquel on travaille, on habite, on se déplace ». Ses limites de répondre à des besoins

géographiques, sociologiques, économiques. Ce point de vue inquiète des conseillers généraux, qui y voient une remise en cause

de l'existence des matters A l'indiffere des départementales de la coupéraprojets qui ont tendance à nier les limites de leur électorat.

Pour Marc Censi, l'intercommunalité soutenue par un projet, un territoire, mais aussi par une force politique. Or, il n'existe pas il territoriale compé-d'emploi», qui, en général, réunit IM communes autour d'une ville moyenne. Pour Marc Censi, ce périmètre se convient donc pas à la coopération. « Pour faire vivre le d'emploi, servirali de créer e échelon administratif supplémentaire. Il faut Manter un dialogue et un le miest intercommunal, le département et la région », pré-

La période qui s'ouvre antilièrement propice à une telle concertation, le président Censl. « Mais surreus de pleine préparation 🛋 XI+ Plan. Nous IIIIII une minim unique in règler le problème des compétences entre nous, par contrat, sans l'Inlégislateur. Rencontrons-nous essayons in faire converger im Interven-

L'assemblée des district accueille depuis peu les par la loi. Mais le bureau ne compte pas encore de représentants des communautés. Ces nouvelles entités sont, il est vrai, fort rares. « // existe communaules a communes », affirmé Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat mun collectivités locales, le 13 novembre. La d'ici à la fin de l'année. La ville de pourrait être 🍱 la partie.

Mais il n'existe pour l'heure, de communautés de villes. Seuls, de la communautés de villes. sements urbains ont opté pour leur régime. Il s'agit Syndicat intercommunal d'aménagement de développement des coteaux et la la vallée de l'Herri (Sicoval), qui perrue saine, a du district de l'an le Monde daté 22-23 novembre). Tout en évitant la formule juridique complexe in la communauté de villes, cette agglomération est la premirm à s'être donné les moyens d'instaurer une plus grande justice fi mair entre en mem-

Raffill Rivers

### La DATAR en émoi

B délégation l'aménage-ment du territoire et à l'action régionale (DATAR). Non 🚃 pour encourager m décentralipour la freiner i « victime » n'est Que 110 back and it see quel-

Une note Matignon intime l'ordre 🛮 la DATAR, service premier ministre depuis 1963, in déménager d'icl premier l'icl premier. Une diam qui s'inscrit logique mesures na 138annoncées, en 1991, per la gouvernement d'Edith Cresson, que l'imm Bérégovoy n'a

pas ilmina en cause.
La distriction de la DATAR
ne de la la DATAR d'un spiendide hôtel parti-latur au pied na la mar Effel est un crève-cœur pour la la coup. L'Etet de diline

En revenche sont vivement critiqués la précipitation de l'opération, le déménagement dans Ma Mari provi-is transinn était prévu par la fin 19E1, quand on v in the sur la marama 📶 administrative qui doit **and** édifiée en Seine-Saint-Denis.

La délégation interministél'insertion des jeunes un diffi-culté, le comité di décentralisation, doivent le mile chemin que la DATAR.

Le commissariat du Pian Maria d'un sursia, le tempe de préparer les la la la la pian Etat-régions, une la la pian la DATAR, de son côté, ne voudrait pes être privée.

Non sens tiraillements, la politique 📺 transferts d'emplois publica 📶 🖛 en province " continue. Des procheinemuni signées à Milliant III à

François Grosrichard

### SEINE-ET-MARNE

## **DISNEY FAIT PEUR**

Les élus des communes voisines du royaume de Mickey ne souhaitent pas devenir une « principauté du loisir ».

EPT mois après l'ouver-ture du parc d'attractions dédié le gloire Mickey, im relations d'Euro Disney III woisins semavoir trouvé leur rythme u croisière. Contrairement la 🖦 que redoutaient im habitants cinq environnantes (1), with built de luristes n'a envahi leur territoire. Parfaitement canalisés, 属 7 millions de visiteurs déjà accueillis sur le I n'ont pas cherché à s'éloigner des sentiers qui leur destinés.

Dans l'Est iointain, un quar-

tiers-champignons n'ont pas au rythme prévu. Au lieu des 1 000 logements qui devaient l'origine Itm construits chaque année alentours du magique», dun h Marne-la-Vailée, 400 seulement devraient être disponibles en 1994. C'est II un de sujets d'inquiétude du syndiad d'aggiomération nouvelle

(SAN) de la Brie. La Disney ne en main d'écorner in projet d'intérêt général initial au profit du l'au touristique », s'interrogent les de locaux. Eux qui attendaient un développement cohérent de activités propres à une ville nouvelle ne me pa loin de se fâcher. Disney ne pas me Michelin secteur IV» transformer en une princi-

pauté du loisir » en lui imposant im risques de la monoactivité. Charles Boetto, président du choisir les formules qui font made and d'alerter l'opinion publique. D'ailleurs, I qui d'au-

En 1987, in villages concer-in ont in été consultés lors-que l'Etat, la région lle-de-France II le département de Seine-et-Marne ont signé la convention confiant aux promo-Itum de Mickey les tilans de l'aménagement du territoire de leurs cinq communes pour trente de l'accommunes pour un syndicat, leurs le sentiment de ne pas être davantage model aux négocia-

tions an cours, alors que la américaine la d'obtenir illi gouvernement une révision M son milina

la première phase du warr chantier, qui vit l'ouverture de pare d'attractions, 🔤 📶 🜃 🛮 thème, du goif, du camping 💵 du mili commercial appelé
Festival Disney, ni devait
constituer la la partie immergée d'un iceberg géant.
700 DU mètres carrés un bureaux, 300 hectares in the d'activités, environ III III logeactivité touristique III créer, I terme, un nouveau pôle urbain I l'est de Paris.

Le pari de contrebalancer par projet la toute puissance de l'Ouest érigée à l'ombre 🔤 la la la n'avait pas lancé sans IIIII La mise en service de la future gare TGV

> **Martine Valo** the house 22

(1) Bailly-Romainvilliers, Chessy, Coupvray, Magny-le-Hongre, Serris.

# Le Monde EDITIONS

# Voyage à l'interient de l'Eurocratie

Jean de La Eulemann

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, sì yous ne vous intéressiez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

14.

\_\_\_ 2C

24

2

2

### **U**n soir au cinéma

La géographie des amateurs de salles obscures se décalque sur celle de l'urbanisation. Plus la ville est grande, plus les habitants vont au cinéma. En 1991, l'indice de fréquenin an analysis in a nombre in the Nation spectateur est allé ...... un film pendant l'année, l'attait de 12,3 l Paris l 0,7 en Haute-Saône, l'alla la la capitale sont certes mais lis distancent l'ensemble les départements de très loin. Dans l'Isère un des le Rhône l'ade divin respectivement à 1.1

(Source : Centre in in in cinématographie.)

### UN COLLOQUE A STRASBOURG

# LA DÉCENTRALISATION A L'HEURE DE L'EUROPE

Réunis un Alsace, des élus ont souligné l'importance des régions dans le processus d'intégration communautaire

OUR le dixième anniver-saire des lois Defferre, l'institut le la décentrali-sation a innové. Le colloque international qu'il réuni Strasbourg, les 17 m 11 manual bre, a rapproché deux thèmes longtemps séparés : l'Europe M décentralisation. La relation s'imposait e le traité de Maastricht affirme, pour la première fois depuis le début de la construction européenne, l'importance de la région, considérée comme un des millen essentiels Ir la Communauté.

Une disposition du traité, introduite à l'initiative Ilander allemands - par les régions belges, prévoit la création d'un organe consultatif « composé de représentants 🛶 collectivités régionales es locales», le Camilla des régions, qui siégera Bruxelles.

M. Jean-Yves Le Drian (PS), maire de Lorient, THE R CO. SECTION SPAN STOP LAND UNI rien . Il peut lim tout s'il perme une plus grande minicipali-Aulim en donnant véritablement la parole aux régions, s'il devient un relais entre la

machine communautaire 💷 🔤 citoyens. Beaucoup redoutent qu'il

une coquille vide, un simple pouvoir. D'où l'importance de composition. « Ouel use solt le pouvoir qu'on lui donne, explique M. Jean-Pierre Raffarin (UDF), président la région Poitou-Charentes, l'institution une influence si me poids lourds politiques, comme Char-Millon Jordi Pujol président de la généralité de Catalogne), viennent y sièger ensemble. » Il s'agit donner une envergure politique au Comité mi régions pour qu'il soit, plus qu'un outil technique. un « organe de l'Europe experts ».

**Favoriser** les initiatives

L'efficacité de la musique par Production de particularismes régionaux au profit de « l'intérêt général de la Communauté », prôné pur le traité de Maastricht. «Les

régions devront apprendre accepter 🕍 compromis et à 💵 pu mon vouloir obtenir chacune gain Le cause », avertit M. Joseph Van Ginderachter, professeur I l'université de

L'intérêt que les régions portent l'Europe n'est meuf. Même la représentation nationale man in seule limite négocier au niveau européen, régions françaises ont déjà développé un intense lobbying. ont ouvert de bureaux à Miliam communautaires. Et dits. D'autant que, depuis la reference des fonds structurels de www. its sommes was the sux régions françaises un diminué puisque la plupart de fonds sont désormals distribute à des régions plus S'asseoir I la table des négociations de Branches devient donc une nécessité pour 🐂 régions fran-

عينج Mais, si alle cherches l influencer in a communautaires, les régions se

MHI organisées entre elles. ■ On n'attend pas m qui vient d'en haut solutions », explique M= Catherine Transmann (PS). maire de la capitale alsacienne. en France, les initiatives inter-régionales foisonnent. Ici, la coopération consiste I développer les communications transfrontalières entre le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyré-Catalogne. Ailleurs, cal pour construire atunnel la Manche que la régions du Nord-Pas-de-Calais. III Kent, des Flandres et de Wallonie se sont associées.

\*\*\*

10 M. 10

Party Street

Property - As

· HANNE

-

Ces manus n'avaient jusqu'alors unu cadre juridique formel. L'Europe pour le régions. Le loi l'administration territoriale autorise | collaborations les de la étrangères. Elle permet mind le recours à une technique : « l'intercommunalité». Le premier magisum de Strasbourg voit de répondre plus effica-CHARLE WARRING BUX Dréoccupailius locales. Sa ville n'a pas attendu la réforme de 1991 mu mental en œuvre une coopération were des communes de Bade-Wurtemberg, de l'autre du Rhin. Pour M. Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) président de l'Institut м la décentralisation, l'intercommunalité un nun de éléments majeurs 🗼 🛍 décentralisation ».

Pierre-Alain Furbury

Frédéric Thibaud

### AGINDA

Transports et urbanisme en Ile-de-France. - La région lie-de-France, avec plus 👪 10 millions d'habitanta répartis 🚥 🖼 son territoire, 🚾 des emplois essentiellement en zone : connaît des difficultés grandissantes pour organisar ses Imagement Contact date is progresser vers une meilleure qualité de vie? Telle sera la question posée 🖦 🗪 du débat organisé, 🕍 mardi 1º Marie, par la 1977 lle-de-France, filiale 🛍 la 🍱 🖛 the dépôts, le Dress brue du et SEM d'aménagement de la ville de Paris. Renseignements et inscrip-Promosem, II, rue Linois, 71011

Vingt ans de formation terla fundam publique un mandal organise, jeudi 3 m vine 4 Angers, une à l'occasion un la naissance, m 1972, m son ancêtre, le Communi formation personnels communaux. Une quarantaine d'expériences originales ayent ..... milieu rural, ima fini grandes villes, 🔤 🖃 d'HLM, ou 📖 régions d'outre-mer présentées. 📭 organisateurs prévoient journée la l' «apport la parita risme > 💶 🕆 rimata 📥 🚾 mutuscommon product in the largetion », qui constituent im principes du CNFPT.

40-60-48-00. ■ Illipartements ■ décentralisation. - A l'initiative du Groupe II want du fait départemental, par profes-📟 🛍 l'université 🝱 Haute-

Renseignements au (16-1)

Bretagne, 🔳 🛋 conseil 🌉 Colloque IE organisé. A décembre à Saint-Lô, ayant pour thème M Standarding, the property teires et des élus doivent aborder in questions de l'ALM finances, Ili la culture et de l'aménagement

► Renseignements au (16) 33-05-96-15.

Eurorégion. - L'administration sciences sociales This area organise un colloque sur l'e eurorégion , mardi de credi 9 régiona Midi-Pyrénées, Langue-Catalogne, qui ont signé une charte commune à la fin de l'année 1991, des unis'interroger aspects juridiques, économiques

cette occasion, i président i Gour, rematle diplôme 🌬 docteur 🜬 🛶 Jordi Pujol, président Catalogne. Renseignements au (16-1) 61-63-35-00 📖 🗷 🕰

■ Fung de l'élu. – Chind Gouzes Mi député du Lot-etprésident 🕍 🛮 🕶 relation that his six ("Assertable intitulé Quel pour l'élu local 7 », jeudi 10 décembre, au patronage Michel Sapin, rantes de l'économie et des finances, M M Jean-Pierre Sugur, d'Etat collocales, m séminaire doit aborder 🛎 🗀 🍱 à 🖺 📶 publique 🖽 🖺 la 🚾 politique Des and a Man hauts fonction-

iol 🗷 manderont 🖟 🖟 loi

du 🛮 🝱 a amélioré 🝱 condi-

War d'exercice AM mandats

locaux ile Maide Hill 15-16 Prima au (16-1) Renseignements au (16-1)

aprelles des milita da Fiscala Organise un marie est tulé «Les men : quels de l' eudi 10 m mechad 11 dicem to Commercial Contract priorité aux en commun, main in culture in le sport a'appuyer sur le commerce pour redynamiser in centre-ville, agir ensemble pour l'herrion : ies cinq questions auxquelles s'efforceront im répondre de locaux. représentants d'associations, des many management at their famets

### Propos

III ENVIRONNEMENT

« Il faut clarifier les compétences et décider qui s'occupe des berges, des ordures, des parcs, etc. Il faut également une loi Dour confier aux collectivités locales la gestion des ressources et

Michel Barnier (RPR), président du conseil général de Savole, 21 novembre.

TRANSPARENCE.

« Je suis partisan de tout ce qui peut renforcer les dispositions favorisant la transparence. Je pense notamment il la consolida-tion des comptes des collectivités, au bon fonctionnement et à la responsabilité réelle des conseils d'administration, au social dans les SEM. >

Dominique Figeet, PDG de la SCET (Calsse des dépôts), in the second of the second

CIRCULATION.

« il n'est pas normal qu'un homme d'affaires étranger ne puisse accéder de Roissy 🛮 Paris dans un délai raisonnable. Si l'on veut circuler il n'y a pas, aujourd'hui, d'autre solution que les auto-Bernard Cambournac, président de la chambre de commerce

de Paris, le Quotidien de Paris du IIII novembre.

Www être représentées li Nice 🖦 mand it is visited 11 diame bre, il l'imminim de Europa 92.

 Les Namenta locales un Europe. - L'Union des dirieuropéens (UDITE), que | Gérard Combe, societi ra de la sali da Nancy, proposa un colloque sur elle file con en Europe», 🔤 samedi 12 m dimenche 13 mentes, i anole. L'UDITE réunit des cadres territoriaux mi dix paya européens. Une mais de ces fonctionnaires l'organisation in collectivités européennes, mini com in leurs dirigeants. ■ Renseignements au (16) 83-37-20-94.

de l'entreprise. - Illa de mille

➤ [[mail@inmints au {16-1}] 44-18-14-14.

Rencontres européennes

**NOMINATIONS** 

entreprise s.

Conseil manual des acceptant régionales 🖷 🖮 🕨 productivité

Summerta de Simunania et d'in-

dustrie de toute le Carrie

Forums, ateliers at

doivent se succéder 🔤 cours 🚣

ces rencontres | CC1 qui

puissant de générer un puissant d'échange

in time incales entre dini

i Meurice Ligot (UDF), député 💶 maire de Choiet (Maine-et-Loire). M. Balligand est, pu ailleurs, rapporteur du budget de l'aménagement du pour la comme de Barrier de l'Assercian miles depuis (UE)

Association du préfectoral. - Paul Immus. préfet 🖿 🖿 région Rhône-Alpes, a 🗂 pour la volution area ntive président 📠 l'Assodu corps préfectoral eu lieu 🛗 📬 l'asgénérale de l'acception,

### CONCOURS

Informatique a collectivi-- Jacques Puig (MRG), Blagnac (Haute-Garonne), 🛮 reçu 🖿 trophée 🖎 des 8- Journées Informatiques et locales qui ont eu De reservoir à Paris. Dayse ■ IIII récompensée 🖦 🖼 gorie i privide initiali i la population des villes de III 000 à 21 000 habitus, pour lan le choix d'une name il puce multiservices IM janvier IIEI 🖬 système, baptisé 🖼 🕩 permet l'accès et la palement de l'ensemble des serà la lieu de l'annual La passe gère www affectations différentes : restauration scolaire, loisire, crèches. 🚟 certes sont chargées avant leur and grâce grâce bornes accessibles vingtquatre wingt-quatre. Depuis quelques semaines, permettent in pelement in serriche offerne per most marking there il major il (00) ediperatore in cette carte mm une population

Festival des médies locaux. - Le syndicat de l'agglomération Marne la-Valiée-Velassocié pour la cira mombreux perteinvite, 🖿 mardi 2 et le mercredi 🛘 février, 🛏 journemm at professionnels m nmunication | participer au Festival 📥 🖼 locaux. 🐧 vos piumes, vos micros, we consider at écrans, car pour célébrer dignement cette « fête des localiers ». organisateurs lancent ecompétitons ami-Dix-sept catégories devraient permettre la chacun de participer : prix du meilleur reportage in quotiden ou périodique régional, du magazine local, in l'innovation télématique, 🏜 l'affiche, 🚾 Cloture inscriptions is is jan-

17 200 hebitants.

► Renseignements : Festival ronne), reçu rrophée de la médias locaux, BP 15. 29-31 quai Vol. silicium l'occasion 77207 Marne-la-Vallée Paris 29-31 quai Vol. Par

Cedex 1. Tél. | (18-1) 64-62-00-36 ou 3615 Mame-

### CONTACTS

Riethmuller, président III l'Union des cons lers généraux de France. de du conseit esté la lers généraux de Frank je 12 minutes li remptace (UDF), conseiller général L'Union des généraux 🔳 Trom revendique 1 500 adhérents aur 4 500 conseillers généraux. Elle en majoritairement è

1/2

ŧ.

12 1 10

4

£2.

Jean-Claude Bahu, générai (RPR) du littima est 🔤 premier vice-président 📠 Thion. Alain Dufaut. général (RPR) du V---- reste général. Guy Tour-reau, conseiller général (RPR) de l'Hérault, devient trésorier. ► 109, M d'Haussonville,

cedex, Tél. (16) 83-28-52-78,

### PUBLICATION

Communes et culture. - Le minimum in culture et in in communication ( ) annuaire statistique 🚛 décenses culturelles des com-PROPERTY CAN INVESTIGATION OF l'importance in ann la in interior and de la vie culturelle, entre 1978 et 1987, il million and im grandes disparités grandes agglomérabanifeue (montant des dépenses. types d'investissementsi.

255 pages, I M Tarres La Documentation française. 29-31 quai Voltaire, VIIII

### COMMUNICATION

### La télécopie au service des élus

Voilà un qui m pèse que quelques grammes, remière, and a pour lire de temps qu'il n'en la pour lire un communiqué au téléphone. Awar de tels atouts, les collectivités www ne pouvaient que céder aux d'un télécopieur. Depuis quelques mois, l'Indre-et-Loire diffuse déjà par hebdomadaire d'information Toursine Fax auprès des maines du département, de la presse 🗷 🗗 💵 🌬 conseils

généraux de France. La lettre Grandes WWW Hebdo a, elle, récemment fêté son premier anniversaire. Une

formule qui le Christian Lalu, son responsable. « J'aurais bien all l'inventer moimême, avoue-t-il. En fait, j'ai récupéré 🏿 🕍 🖍 l'idée 💌 son auteur, 📓 journaliste Michel Béranguer. > Destinées 🔳 priorité aux membres de l'Association des maires um grandes villes **III** France, IIII pages de nouvelles « technico-politiquatre (trois m quatre l'actualité) leur sont | dans 📓 nuit du lundi au mardi. 🖾 plupart de ces élus exerçant aussi les limited de député ou de sénateur, ils doivent pouvoir la glisser i leur mallette avant rejoindre la capitale et leur

bureau 🗎 l'Assemblée ou 🛍

Support m communication interne à l'origine, outil 🍱 lobbying depuis qu'il arrive sur 🔙 télécopieurs des ministères, d'organismes divers 💵 🌆 🕍 presse, Grandes villes Hebdo doit respecter many s règles déantologie afin de répondre cette double vocation. S'il difficile 📠 parler d'objectivité 🖡 son sujet, au moins, promet Christian Lalu, l'information y est présentée « honnêtement » et i chiffres cités um justes.

Dès 1983, l'Assocation 🚃 maires grandes // maires

Ilimatria moderne I l'époque. Aussi, pour ces précurseurs, la télécopie s'imposait. La mode de communication n'est pourum dénué d'inconvénients. Son coût es élevé II la second At distribution was a state of la lettre de Christian Lalu ne dépasse pas actuellement exemplaires. Un La aux yeux de ce dernier, pulsque les infor-mations qu'il publie sont déjà régulièrement photocopiées dans les cabinets a Madministrations. Dens un art aussi ancien que celui de 📗 copie, la technologie ne manque pas 🔤

ET DE PROGRAMMATION DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE met à la disposition du public

LE SYNDICAT D'ETUDES

LE SCHEMA DIRECTEUR DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE

Consultation du dossier : au siège du SEPAL hôtel de la Communauté urbaine 20, rue du Lac, BP 3103, 69399 LYON CEDEX 113 Achat possible au prix M M F l'espace plans niveau I de l'hôtel de la Communauté urbaine de Lyon. Paiement par chèque libellé à l'ordre

de M. In trésorier principal.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

# LA DISPARITION D'UN SERVICE **PUBLIC EN ZONE RURALE**

Dans une petite commune de l'Hérault, le départ de la brigade de gendarmerie a déchaîné les passions et opposé maréchaussée et habitants

IMANCHE matin & Cla-IMANCHE mann Comment paroissiens. Les petits groupes désagrègent d's'infiltrent im melles étroites qui bordent la place. 📭 village 🕩 890 habitants, coincé entre la falaise de l'arrière-pays Mondols gent le pic Saint-Loup, goûte au soleil de l'automne. Mais le volume sonore des du café im a place, qui s'emplit soudainement, laisse comprendre me la habitants a remettent de quelques emainin.

L'objet de metre animation, u and deux motards de la gendarmerie nationale. Ils anti arri-Mar surprise fin octobre. Pendant une semaine, toujours visibles, jamais prévisibles, ils di devenir la la maia de habitants. Rien n'échappait leur vigilance. Ni une ceinture de mal aurem ni un pneu lisse, um ampoule men un um plaque d'immatriculation litigieuse. 📖 agriculteurs 👊 aussi appris qu'on un madelt per impunément 📖 un 📖 qui n'est pas en règle.

«Au = Claret. In largeur des rues n'excède mu 2,50 m. explique une habitante. On un parfois obligé d'enlever 🖆

apercevoir webi- circulé. On pouvait y voir cules qui arrivent Jest mu là n'ont pas eu pitié, Des mères I famille qui III garaient pour venir chercher leurs enfants a filmle ont must we ver-

Et det rumeurs de lune natures our circulé, amplifiant chaussée, Selon la marélettes qui minima avec curiosité motards bottés un mun mu réprimandées et renvoyées sèchement dani leurs foyers. Vital ou faux, dans un village où nuelles and an appear in dialofaçon mal show tette présence.

### Irréductibles Occitans contre Romains

Les infinctions étaient, elles, bien in Les procès-verbaux justifiés. Mais leur déferlement As agression par une population inhibition i la quiétude d'une gnarde où 🔚 frontières de la tolérance was souvent plus norm qu'en nom urbaine. La mairie i su brusquement emplie sens qui s'inquiétaient de

faire régulariser leur carte grise. Une bande desmitte expriman is restated in la populaun village d'irréductibles Occitans de Claret (Claretus) par les publica (gendarmes) romains. Im habitants ont organisé une réunion en mairie. Ils ont d'abord envisagé d'instaurer sirène qui avantant la population de l'arrivée des mounts Ils ont finalement décidé d'exprimer leurs dubling dans un livre blanc.

Le maire, Christian Jean, quant lui écrit au préfet. Et le village s'est demandé s'il payait subitement le prix de lutte contre la suppression de brigade de gendarmerie. Celle-ci a fermé um portes un mois de juin. Les six fonctionnaires in pass out alors fol redéployés um Montpellier Saint-Mathieu-de-Tréviers, une commune voisine. Une mune plus urbanisée que Claret, a la population III délits se 

Une Evitenne que les « irréductibles Occitans» in air jamais admise. Le 17 septembre, Im maires du canton l'ont Mi savoir bruyamment - aut-und aus conférence de man au cours laquelle ils um renvoyé leurs bustes de Marianne & Matianon.

Il y a eu depuis le cambriolage 🖛 la maison du maire, fin octobre. Les voleurs ont

emporté pour IIII IIII francs de meubles. La maison de Gérard Saumade (PS), président du conseil général de l'Hérault maire III Saint-Mathieu-de-Tréviers, n'a par 🎮 épargnée. Elle a wisitée deux fois, I trois jours d'intervalle. On im mis parler d'insécurité. Les habitants evoqué leur « shérif », ce gendarme bien connu de l'ancienne brigade qui faisait des rondes la nuit Ima feux éteints sur 🖛 chemins pour disease les maifaisont deux «shérifs»

J'ai cru passus d'utiliser motards de M gendarmerie, dont la présence un dissuasive, explique le la Lacroix, municipal la croix, mu mandant da groupement de predarmerie de l'Hérault. Mali qui 🎹 gendarme dit plus 🏜 répression. Neuf défauts et vignette un mois à novembre, c'est indéfen-Les motocyclistes ont fait leur travail normalement. Ill appliquent réglementation qu'ailleurs. U est tout que lui gens la Hibani plus mai car lis n'y sont pas habitués. Il n'est pre facile 🛶 conci-

lier un présence préventive une le respect de la réglementation. part, we gendarmes proches de la population de dissuasifs nuit. Mais il dénonce seus pré-

sence « coup de poing ». « On brigade, Christian Jean, Nous d'assister à une de diversion. L'essentiel, c'est 📗 sécurité du citoyen dans son 👪 🐝 vie quotidien. Or 🔝 on a exaspéré les 🊃u sur 📥 problèmes superficiels. Il 🞟 suffit dire qu'on m publics en murale, mine faut-il le faire. L'espace rural, 🔝 illali um senu d'équilibre, contrairement I la ville, 📹 en train de se dénaturer. Lorsqu'il y a un accident à Claret, le maile cin arrive au bout de cinq minutes, le gendarme trois d'heure après. Je chent were to fusil to chasse au pied du lit.

La gendarmerie d'imail au contraire à recueillir im fruits im actions et espère une laim prochaine des chiffres de la délinquance de la minute De mille qui, min les reprémilian de la maréchaussée, n'ont augmenté ces air dernières années. Le lacroix plaide pur l'apaisement.

Dans le village, le calme 😅 revenu, les passions et les itrasions se man éteintes. Les motards n'y mirrar plus. Le bruit fait autour de «l'affaire» mus peut être eu le mérite mi nouveau le problème de la pérennité des services publics mi mum rurale. Et d'associer le uum de Claret & celui 👫 Trimi l'ordre.

De quoi troubler pour un unique qui auraient fidibi de s'y rendre pour y commettre quelques mallant.

> de www envoyé spécial à Claret Jacques Monin

### BASSE-NORMANDIE Opération « Mathilde »

les Normands connaissaier déjà Mathilde, l'épouse de Guil-laume le Conquérant, M vienrem de découvrir l'opération « Mathilde ». Dans le 🚞 📺 préparation du troisième plan régional 1994-1998, René Garrec (UDF-PR), présidu conseil régional ma Basse-Normandie, veut un débat le plus ouvert possible

avant le du Plan prévu

pour juin 1993.

Il a donc distril de proposer aux miner de Calvados, rie la Manche en de l'Orne une consultation pour «leur donne la parole » Baptisée « Mobilisa tion de la les hilliands intéreals pe le développement économique», d'où le titre de « Mathilde ». MIIII opération un questionnaire un quatre parties portant sur priorités pre l'an 2000. Une foyer, par l'intermédiaire de la revue du faimi régional explique MIIII enquête. Elle doit permettre is mieux connaître «les attentes, les rêves, a calla de de la Normands, afin d'orienter, a renforcer ou d'infléchir mu

### LIMOUSIN Aubusson reçoit Mr Gobelins

choix», explique René Garrec.

Meigré les III de les initiales du personnel 🖦 🗎 manufacnas des Uctions de Monde daté 26-27 janvier), le décentraisation des malerale libes i lu tapissarle i progres-Hult trois après le de Comité interministériel d'aménagement du territoire im transférer l Aubusson, dans la Creuse, l'andre du runtile record qui restaure im tapisseries (en imme im métler : la « mattra tra »), de « salariés de la manda institution ont pris la route du Limou-

Sur les guinze fonctionnaires qui mandan m déplacer la Aubusson, six enseignents sont 🐠 📠 provisoirement sur 200 mètres carrés, puis définitivement au surface triple, dans l'Éuch nationale des arts 🕶 techni ques de la tapisserie. Quinze lissiers actuellement sans emploi sent on pours the spary tement sur place. Dix autres le semestre de 1993. Tous seront la maia à la managaire tepls et in tapisseries durent deux i quatre D'ammi part, le ministère le la culture passer ile commandes de e mercanina a ma privés aubussonnais pour un montent de 2 millions

### de Birco. LOIRE

Saint-Etienne adopte la monétique pour les transports urbains

De passance time de pass port doivent in mil m ser I automne prochain Saint-Etienne. Société de l'ag-glomération (TRAS), de l'agloppement de la monétique adapte par la création de l'intets « sophistiqués », ou de 📥 décompte. De la informa-par les vali-deurs, la la l'intérieur et and tramways par un ordina-

Centralisation de donstatistiques that contri-🖿 🕽 affiner l'analyse 🕍 🖢 fréquentation des lignes 📺 l adapter les tarifs aux heures de pointe. En plus de ce projet, 🖷 III millions m francs, M TRAS prévoit d'offrir mouveaux Ainsi un ticket monétique donners accès aux parkings, en périphérie au tramway. Pour renforcer multimodalité, la TRAS négocie avec la SNCF pour adopter un titre ille transport unique sur les deux réseaux.

### AQUITAINE

2.35%

CONTEN

product the

337 E

 $\mathsf{P}_{\mathcal{A},\mathcal{A}}$ 

# **LIVRES GOURMANDS** A PERIGUEUX

En Dordogne, des élus ont choisi de valoriser l'art culinaire par un Salon

toire 📥 la littérature che Hachette, Xavier d'Arcos n'est pas mécontent d'avoir marié Périgueux, la ville dont il est un des élus, au bloi du livre gourmand. La deuxième édition de manifestation, qui e lieu le premier week-end in décembre. devrait accueillir 175 MO auteurs. Ils ne seront peutam per tous là, mais 🔚 🗠 🕶 auront mri de me per faire le

voyage.

Dans un cria sei particulièrement encombré, Périgueux su imperius idée nouvelle. 1990, plus de vingt mille personnes avaient franchi les d'un Salon qui a lieu tous 📹 deux ans, histoire de ne preatteindre trop rapidement is entr d'usure. Ce mais ilimit à l'engouement pour in livre pratique, l'un de rares demantes ma maisons d'édition affichent de vere en progrès.

MAIA II PERTITO de presente ment m a communication, qui assure in promotion du produit Paris, parvient Maliment A convaincre la language de venir prendre l'air sur les limital l'image de marque 📥 i jouit la gastronomie périgourdine opinion publique. Un sondage il a quelques per SOFRES avait démontré que Li William Memory de l'Hexagone désignaient in Périgord quand on lenr deriandal la région où i'on mane le mieux.

C'est ici, entre Vézère Dordogne, sur les Français rêvent de passer lable. Ils n'ont cure a faussaires » de grande com qui élisent par-ங domicile au pays 🜬 Jacquou le Croquant, de 🔛 📨 III Sarlat, qui lan honte, l'Ini venu, IIII restaurateurs dignes Le ce nom qui ne méritent pas les considérations dédaigneuses Be Paul Bocuse, à qui l'on prête réflexion : «Le Périgord, de 🛏 🛍 produits mais 🛍 l'année dernière!»

Eux parlent d'une lette de bonheur simple, d'une civilisation de wanten arrondis,

NSPECTEUR général de d'une gastronomie sans cliche reducation national directer of dispersion au portefeuille. A teur d'une collected d'histruffes, qui figurent den le menu i la la la l'Hôtel di Mid Périgueux et 1 55 francs an la mile du resientani La Crimillier d'Anlhiac, i un jet d'arbalète du militain de Haute-

> Périgueux n'a pas sharaid à copier w voisine in Limousin. La Foire du livre de Brive. toute proche, a name and succes. Le Salon de Périgueux miheim innover sans him passer le magret mani le livre. Il multiples conférences donneront un air sérieux l trois jours. Professeur à la Sorbonne, Jean-Robert Plus doit imim 🍱 répondre à la question i pourquoi 📠 Français sont-ils gourmands? Pendant ou d'autres indiana mui intervenir 💶 🔚 pains régionaux, 🖳 cuisines ir création, ravail du sucre, M miel M la

> Un peu partout is ville doivent fleurir in expositions consacrées aux limbes gourmands, en collaboration 🗠 Mande 📥 philatélistes, aux tables sublimes, uu cafetières chocolatières anciennes, aux portraits de chef... Le series régional des instrus organise trente-quatre mecanita de dans le établissements l'agglomération périgourdine el prépare différente C'est sans doute l'une Il le plus originales d'un all qui se el européen dans une ville Ami li maire, Yves Guéna (RPR), a pourtant résolument fait campagne

mid de Manageria. Périgueux n'est d'ailleurs pas im paradoxe orès. Route la Limoges, rima la banlieue, de grands panneaux annoncent 'ouverture prochaine d'un McDonald. Une allian un peu étonnante une Mu qui se prétend la «capitale de la gastronomie française».

> correspondant ■ Périgueux Dominique Richard

RHONE-ALPES

# **L'ENJEU DES PARKINGS LYONNAIS**

Un rapport de la chambre régionale des comptes encourage la ville à mieux surveiller les revenus du stationnement

doivent-elles en comptées en faveur de la voiture individuelle ou au himilier den transports en commun? A Lyon, comme ani d'autres métropoles, ce diffai mi loin d'itm clos. Pourtant is maire de la capitale régionale. Michel Noir (en congé du RPR). affiche depuis deux ans ses choix. Sa politique municipale témoigne d'une volonté de voir en diffrancia lignes da métro 🖦 de bus s'octroyer une part importante de déplacements urbains (32 mm lieu de 22 mm aujourd'hui).

L'enjeu m assez considérable pour que 💾 magistrats 📶 la chambre régionale de comptes se minim penchés nur la bon usage in feels publics ou plutôt parapublics de la plutôt parapublic de la plutôt parapu souligne, dans un rapport, la qualité il l'« outil technique » que représente la société d'économie mixte Lyon-parc auto (LPA), dont la création, en 1969, and fur originale in the la situation financian al bien enviable. Cette entreprise chargée, d'ici 1995, de construire 8 100 places de stationnement, représentant un engagement de dépenses de 540 millions de francs. Le premier 🔤 parcs 📥 stationnement prévus (580 places sur sept niveaux en sous-sol) a and inau-guré vendredi 13 novembre.

Selon I magistrats de la chambre, LPA met en œuvre, depuis 1986, au politique tarifaire originale. Lyon L parmi grandes villes françaises, celle in in tarif in stationnement sur 🕼 voirie 📰 🖫 plus élevé, afin d'inciter 🖫 public 🎚 recourir aux parcs de Malianie ment Malgré cela, M situation III cette forme de stationnement paraît s'être dégradée IIII la métropole, avec de la de rotation véhicules et n'évoluant guère. Or, d'après la projections d' l'autorinancement cumulé III LPA atteindrait 561 millions

ES represent d'investisse- la sur de ans (1990-2000), ploitation ne la voirie et des ment pour la construction unit avec un taux d'inflation parcs. L'efficience peut se commer pettement amélioré du stationnement ur la voirie.

### Pau assez de contraventions

Les distribut garés le long des trottoirs ont apporté, en 1991, 40,5 millions de faux de recettes sur un total de 128,9 millions. Pour atteindre l'équilibre de financements du programme en aura, il faudrait obtenir un trus de 60 de les redevances, en qui représen-Irrall pratiquement une inversion 🍱 la situation actuelle, si l'on limi compte im automobilistes dépassant l'horaire de tionnement accordé. Selon le magistrat, inil suppose with Politique extrêmement rigoufram et constant dont la mise en place radio al la réglementation deline par la rille de Lyon des moyens elle se faire respecter ».

Qui signifie qu'il fundait s'attendre à un déchaînement 🛏 fortre 🕼 la police municipale. Car, en 1990, wallen 4,5 % im automobiles ayant stationné en infraction ont recu procès-verbal. Ilma 1110 = 1990, in nombre the PV infligés par la police municipale pour infraction au stationnement payant (amendes de 16 marin de 75 francs) a diminué de 16 marin de

«L'équilibre sinancier 👛 LPA 💷 conditionné par 🛥 capacité à engendrer un autofinancesuffisant, qui, lui-même, dépend conditions l'exsituation sinancière in l'opérateur », poursuit l'auteur du myport. Dans une ville où les trois quarts im déplacements motoriы sont effectués 🖦 voiture individuelle (1,707 million 📾 déplacements par jour), la mobi-12 M mm 1977 m 1916.

A propos de la stranture urbaine, 🚾 magistrats lyonnais observent que la plus forte croissance in la population atteint la «troisième couronne», c'est-à-dire la grande banlieue. Une num na les réside la plus tributaires 🗁 l'automobile. Le amira de l'agglomération, où prend place la plus grande partie du programme de man et a de parkings, a connu une augmentation plus légère. It l'on a maint une diminution III peuplement 🏜 la banlieue la plus

Les chantiers lyonnais turni donc mivem dans la partie de l'agglomération M l'offre un transports en commun est plus variée. Une moumuren qui un satisfait per im adversaires locaux du tunt automobile. Un groupe and und d'hadi diffuser, A des milliers d'exemplaires, un Iras invitant im formes de «terrorisme anti-automobile», allant du clou de tapissier de la oneumatiques à M pomme in line glisin fire is me d'échappement!

de mutu bureau régional à Lyon Gérard Buétas



**ÉTUDE DE POSITIONNEMENT** EXPERTISE ET DÉPÔT JURIDIQUE CRÉATION DE NOM DE MARQUE CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE LIFTING THE INSTITUTIONNELLE DÉVELOPPEMENT DE INDICATE CRÉATION DESIGN SEMINAIRES DE FORMATION LE.M Tél. (1) III M MI 92

pement d'image de marque

14

<u>20</u>

22

Le Musée des arts et métiers ferme en beauté

Fermeture en fanfare. C'est 📗

formule imaginée par la mission « grands pour que le public n'oublie l'existence du Mala 🛌 📰 métiers pendant de sa modernisation (le le du du III décembre 1991). L'établissement, all en 1799 per Grégoire, renferme trésors : quatre-vingt mille machines | instruments qui l'évolution le techniques. L'architecte italien Bruno IIII chargé III rajeunir IIII lieux. III musée rouvrira en 1994 moitié moins d'objets exposés, mais un hall d'accueil, un espace d'exposition temporaire, une boutique mum de documentation. Avant qu'il ne ferme, Alain Ger-

main a sa troupe y ont donné pendant de de un de un de un cieux spectacle. Munis de lampes électriques, guidés par 🌆 faux gardiens 💶 par 🥅 fantômes du musée, les spectapu visiter une demière galeries. Succès total, m a la guichets fermés. Puis, 📆 🎚 📷 13 décembre, Alain Germain a l'Opéra royal Wallonie interpréteront au même endroit les Dichterliebe. fameux de Schumann.

# **DES DOCUMENTALISTES EN HERBE** A L'ÉPREUVE DE LA CAPITALE

Pour familiariser les élèves avec leur futur métier, l'IUT de l'avenue de Versailles organise un rallye-découverte

espionnage français, boulevard Mortier, Paris. Il y quelques semaines, un commando jeunes a tenté de pénétrer dans l'institution 🖿 plus discrète France et même, comble de l'audace, de la photographier. La garde repoussé les intruses. Celles-ci n'étaient nue de naïves étudiantes s'efforçant 🛍 répondre I l'une des questions les plus difficiles le leur épreuve de rentrée : « Qu'est m que la Piscine? ». Ces demoiselles venaient d'être admises en première année du département communication de l'IUT 🛤 Paris 🖶 participaient 🛮 um singulière and trésor. imaginée par quelques professeurs Fétablissement (1).

🛤 capitale ne compte 🖘 🛏 murs qu'un institut universitaire de technologie, dont 🛅 🎟 bâtiments dressent avenue Versailles, dans le seizième arrondissement. Mille six unum élèves s'y répartissent entre six départements. Celui de la communication offre, parmi ses filières, celle qui forme des documenta-

plein boom, mais le profil a bien changé. « Il w s'agit plus de lancer 📰 le marché des 🟣 🚾 de collectionneurs d'archives, mais des chasseurs d'informations, curieux, fouineurs | dégourdis », expliquent im maîtres.

Or im étudiants qui choisisment entre spécialité ment pour la plupart il jeunes III de banlieue M de province, Marvest timides. Comment les dynamiser. donner une cohésion I leur groupe, leur faire comprendre en leur travail futur? Deux professeurs, la psychosociologue Laurence Bardin I la documenta-Italic Françoise Devé, and my voici quatre ans, une be originale : organiser 🕶 🗷 premier jour un rallye-découverte à un me la capitale. Utiliser en punue Paris gogique. Titre évident de la leçon : Paris-trésors.

Avant même d'avoir pu s'asseoir à line pupitre. Im élèves, um trentaine par promotion, sont répartis un six proper où Uniten reçoit une enveloppe. A l'intérieur.

LERTE siège contre- d'entreprise. Un métier en ils trouvent, pour le lendemain, un thème d'investigation, par exemple tantier de in Bibliothèque de France, une de questions dont certaines um da rébus m points in rendez-vous. A must debrouiller pur rapporter nun seulement im réponses, min les preuves qu'ils ont libri male le lieu prescrit. 5 viatique : queluum tickets de métro m un certifirentrée 1992 : les products la Paris. itinéraires de quartiers, les représentations diplomatiques pays de la CEE, des grands chantiers, les techniques 🍱 pointe 🕮 🗓 communication.

### Une folle semaine de cavale

la surprise, commence alors une folle semaine 🔛 cavale 🖟 travers Paris, Ces jeunes, dont la plupart ignorent a redoutent la grande ville, pendent au téléphone pour prendre dim rendezwww.avec im ambassadeurs, s'engouffrent dans | metro, marchent

perdre haleine, questionnent, ramassent de documents, photographient, bref explorent Paris avec frénésie. Les pieds meurtris, se nourrissant de sandwiches, braintempéries, ils s'initient un travail de groupe, à la claus aux informations et aux mystères

La suivante, point de cours magistraux non plus. Les sont invités a exploiter leur provende. Avec in more du bord, chaque prépare de d'informations, monte un d'exposition, imagine un res évoquant les aventures

Ensuite seulement chacun peut soigner ampoules faire le bilan in Paris-trésors. général : satisfaction d'avoir réussi ce qui au départ paraissait impossible. Filles M garçons, banlieusards ou provinciaux, me expriment leur étonnement devant les

du gisement parisien.
Fatima, étudiante portugaise
vingt-trois ans, résidant Massy (Essonne), a bul stupéfaite découvrir la « tribus chinoises maghrébines » Un Belleville, dum elle ignorait tout. Même Carol, vingt u u qui 🗐 ■ septième arrondissement depuis 📺 années 🔳 que sa grand-mère a taglicite (horse tange les taggées de 18. capitale, a Mi émerveillée par les hôtels particuliers In Marais.

Les futurs documentalistes un di impressionnés pur l'excepthrough fragile des excum d'information de 🖍 capitale résultant d'un material millénaire. Ils um

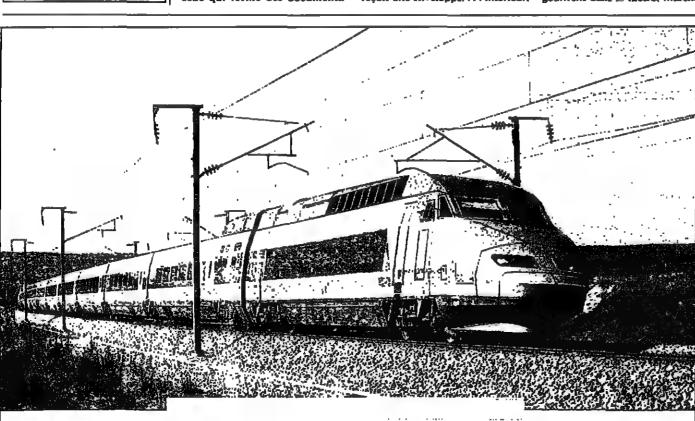
compris pourquoi, en dépit de la décentralisation. l'essentiel des médias demeurent I l'ombre de la tour Eiffel. Ils n'en reviennent pas non plus d'avoir été 🛮 bien 👊 partout. A l'exception im factionnaires de la communidad financia du portier revêche de l'ambasd'Italie, personne n'a fait grise mine d'all la curiosités enquêteurs de la cuvée 1992. Bien au contraire, telle équipe a etil reçue 📺 l'ambassadeur du Luxembourg, telle autre par celui d'Irlande qui a même promis de

rendre un jour la visite. L'opération Paris-trésors en 📹 📗 quatrième édition. Au début, le corps professoral l'IUT redoutait que 🔚 bavures, qui manqueraient me se produire, n'altèrent la bonne mage un leur établissement. préventions et celles qui touchaient au wie ludique, voire • pre sérieux », de l'épreuve sont en train de tomber. Jean-Pierre Marhuenda, le directeur du déparinformationtement

communication, même que l'outil pédagogique ainsi mis au point « pourrait être exploité plus complètement ». En tout il i appliquer b technique de Paris-trésors um étudiants d'une autre tir un filières : celle de immunicalemm d'entre-

(1) IUT de Paris (Paris V-Descartes), 143, menum de Versailles, 75016 Paris. Tél. : (16-1) 45-25-20-28.

Marc Ambroise-Rendu



# En France, une métropole s'apprête à recevoir 30 millions de voyageurs par an. Devinez laquelle?

millions de voyageurs par an, cela donne petite idée des échanges qui vont m nouer dans la métropole lilloise. A 2 heures de Londres et Cologne, à 60 minutes de Paris, à 25 minutes de Bruxelles grâce au TGV, c'est une gigantesque plaque tournante Nord Européenne qui est prête | jouer un rôle digne de 🖿 longue histoire marchande. Transfrontalière par excellence avec la Belgique et proche de l'Angleterre par le tunnel I la Manche, la métropole lilloise c'est vraiment la métropole qui monte. Jugez plutôt : un nouveau centre

international d'affaires, un eurotéléport, un aéroport international agrandi, une nouvelle gare TGV, deux centres de frêt à grande capacité, ma parler

du réseau fluvial. Autant de projets destinés à vous offrir des chances déterminantes pour acquérir en Europe une véritable pole position.

Mais plutát que des mots mus attendez des preuves, alors appelez-nous!

Contact : agence pour la promotion économique de la métropole.

Tél: 20 74 97 74

Communaute Irbaile

Wétronole Liloise

# **DISNEY FAIT PEUR**

Cette gare pourrait faciliter la sumue à Marne-la-Vailée d'Européens us Nord et du Sud, des touristes mais aussi 📭 hommes d'affaires. D'autant THE COUNTY DESCRIPTION OF CONTROL i à la ligne RER qui relie la capitale à l'entrée du royaume magique.

Une deuxième station est d'activités tertiaires. A condition we celui-ci existe un jour, faute de quoi la direction 🛍 la RATP risque d'être difficile à convaincre. En fait, me va-t-il l'ambitieuse opération d'intérêt national?

### 188 millions de francs de perte

Mental en mani la a mauvaise situation économique qui prévaut de lous les mon compéens » le raientissement général de l'immobilier», la direction d'Eurodisney part officiellement, jeudi 19 novembre, am intention de «réduire l'échelle» in la deuxième partie du programme. Seul in muteur du loisir continuerait mu développement, le etant remis... I plus tard. L'entreprise, qui annonce une perte de 188 millions de l'annonce après in cinq premiers mois d'ouverture du parc el des hôtels, souhaite, an effet, ouvrir duction (50 WM metres carrés nouvelle attraction touristique. commercial un centre de congrès pourraient compléter ces infrastructures. Le président du SAN redoute un outre la création, non prévue dans la convention, d'un interna parc, probablement | vocation technologique, IIII à Orlando.

Or, si le secteur IV finit par ressembler à une grande réserve pour touristes, I qui la destinés les investissements publics consentis pour l'arrivée de Mickey France? « En 1995, accueilleront

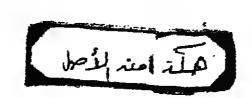
8 500 habitants, selon les prévisions 🔚 plus récentes. 🔤 🖛 attendions 15 000 », déplore président. Des les de l'indu dépensé 3 millions de agrandir had mairie, qu'ils pensaient trop petite. Ceux 🌬 Magny-le-Hongre ont 4 millions pour installer leurs services municipaux locaux provisoires. Ceux III Coupyray en in 2 =

Bien qu'inégalement répartim entre im cinq semmina ressources fiscales ne font pas défaut. Apparemment, l'argent ne suffit I la satisfaction du président du SAN, qui espère voir la la IV réussir son développement social, culturel, urbanistique. Autrement dit, amener in territoire privé d'identité la se métamorphoser en une véritable ville. Ainsì, depuis Im mois, Charles Boetto œuvre pour l'implantaille de filières universitaire. Le principe en a finalement accepté, affirme-t-il. Mais, ma centre d'affaires III donc IIII station 🝱 💵 à proximité, est-il encore envisageable d'en-voyer 10 mm étudiants en

pleine nature? Certes, Charles Boetto américaine, il l'a affirmé l plusieurs reprises. conjoncture économique défavorable, le repli 🍱 📟 dernière wir son savoir-faire traditionnel, le ludique commercial. lui paraît « logique ». Aussi en appelle-t-il aujourd'hui aux pouvoirs publics. « Prudence ». répond Jacques Larché (UDF), président du conseil général Seine-et-Marne, qui préfère ne pas s'exprimer pour le moment. « Souplesse ». préconise pour m part Michel Giraud (RPR), qui dirige l'assemblée d'Ile-de-France. Les négociations le gouvernement in font commencer. Disney indéniablement besoin d'un délai, compte tenu de la conjoncture économique. Pourtant, minu le président du conseil régional, à terme, 🕍 convention devra 🎞 M respeciée. »

**Martine Valo** 





# LE PARC DE VILLEPINTE **EXPOSE SA REUSSITE**

En dix ans, le centre d'expositions, situé près de l'aéroport de Roissy, a largement contribué à la richesse de la région

l'occasion du dixième anniversaire de sa création, le parc d'expositions de Paris-Nord-Villepinte organise, lundi 30 novembre, un colloque présenté comme un « sommet des expositions ». Cette rencontre de responsables venus d'Europe, du Japon et des Etats-Unis va avoir lieu dans l'agglomération qui détient la première place mondiale par le nombre et l'importance des salons et

SEINE-SAINT-DENIS

congrès organisés chaque année. Cette rencontre devrait être aussi l'occasion pour les responsables de la Société d'exploitation du parc de Villepinte de revendiquer une véritable reconnaissance de leur poids dans l'économie de l'Ile-de-France. « Qui connaît l'importance des parcs d'expositions dans le déve-loppement de la région? Il a fallu attendre le récent projet de schema directeur, qui indique combien la communication commerciale est un atout pour l'Ilede-France, pour que notre rôle soit officialisé», disent ainsi Patrick Champetier de Ribes et Jean-José Arroyo, président et directeur général de la société d'exploitation depuis sa création à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris

Nord-Villepinte sont évaluées, pour 1992, à 7 milliards de francs, sur environ 16 milliards pour l'ensemble des lieux d'expositions de l'Île-de-France. Les deux tiers de ses dépenses sont réalisées pour les aménagements des stands, la publicité et l'accueil pendant la durée des manifestations. Le reste, soit 3 milliards, est dépensé dans l'hébergement, la restauration et le transport des exposants et des visiteurs. En dix ans. 8.5 millions d'entrées ont été enregistrées à Villepinte, dont 1,4 millions d'étrangers. Au total, près de 15 000 personnes travaillent directement, dans près de trois cents sociétés implantées en Ilede-France, pour l'aménagement des stands. Pendant une grande manifestation, comme le Salon de l'alimentation, qui vient de réunir 4 600 exposants, 20 000 personnes accueillaient visiteurs sur les 164 000 mètres carrés de surfaces d'exposition répartis dans

six halls sur un seul niveau. La capacité hôtelière de Paris-Nord II, la ZAC bordant l'aéroport de Roissy où se trouve le parc d'expositions, a été multipliée par quatre en dix ans. Mais, si Paris-Nord-Villepinte

Les retombées de Paris- est un des seuls parcs au monde à être uniquement réservé aux Salons professionnels et internationaux, la concurrence est grande entre les grands parcs d'expositions. Depuis 1980, vingt-deux nouveaux équipe-ments ont été ouverts dans différents pays. Plusieurs doivent être construits dans les prochaines années et des extensions sont en cours à Milan, Francfort, Madrid, Barcelone, Chicago, Tokyo. Cinq mille manifestations sont organisées chaque année, un chiffre qui a augmenté de 130 % en une décennie.

### Concurrence étrangère

Les responsables de Villepinte estiment que les conditions financières qui leur sont faites les placent dans une situation difficile face à la concurrence étrangère. « Nous avons investi 1,6 milliard de francs depuis notre création. Le tiers par des fonds propres que nous rémunérons et remboursons à la CCI de Paris, le reste sur emprunts. Nous n'avons bénéficié d'aucune aide publique, alors que dans les autres pays nos concurrents sont largement subventionnés. Ne

dit-on pas qu'une partie de la richesse économique de l'Allemagne est nèe dans les nombreuses foires-expositions qui y sont organisées. » Le parc de Leipzig, en projet, représente 1,3 milliard de deutschemarks d'investissements : le quart sera payé par l'Etat fédéral, le reste par le Land et la ville. A Birmingham, le parc a été financé entièrement sur fonds publics (Etat, comté, ville) et européens. Les pouvoirs publics y ont créé une desserte de l'aéroport en site propre. De plus, la plupart des parcs étrangers ne paient pas d'impôts locaux. La société d'exploitation du

parc contribue au contraire largement au budget de la commune de Villepinte. « C'est vrai que nous avons craint dans un premier temps les nuisances. Mais aujourd'hui nous reconnaissons l'apport du parc au développement de la commune. D'autant que, depuis que nous avons pu faire accoler son nom à la dénomination initiale de « Paris Nord », la notoriété de notre commune s'est considérablement accrue », admet Roger Lefort (RPR), maire de Villepinte. La commune voisine de Tremblay-en-France est candidate pour l'extension du parc sur près d'une centaine d'hectares dans les prochaines années. François Asensi (PC), maire d'une commune qui bénéficie déjà des ressources engendrées par l'aéroport de Roissy, met des conditions à cette arrivée : « Nous avons demandé une protection verte et que de nouvelles infrastructures de dessertes soient créées en même temps. »

Desservi par une autoroute

parc de Villepinte connaît, comme l'acroport de Roissy, d'importantes difficultés d'accès qui pourraient compromettre son développement. La CCI de Paris demande avec insistance que soit décidé le doublement de l'Al par une autoroute souterraine. Les dirigeants de Villepinte réclament une amélioration de la fréquence des rames RER qui s'arrêtent en bordure du parc : « Il faudrait également faire un effort dans la signaléti-que et la fonctionnement des billetteries pour améliorer l'accueil de nos visiteurs étrangers. Nous avons du mettre des guichets d'insormation à la gare du

Nord ., souligne M. Arroyo. Le projet de schéma directeur vient de préciser que les besoins nouveaux de l'Ile-de-France en surfaces d'expositions vont être, au cours du prochain quart de siècle, de 500 000 mètres carrés, dont la moitié à Villepinte. Tous les développements futurs du parc de Paris-Nord sont conditionnes par l'amélioration des transports. Mais, comme ils l'ont fait pour l'aménagement de la gare RER, les échangeurs de l'autoroute et l'élargissement de l'A104, les pouvoirs publics demandent à la société d'exploitation de participer de plus en plus largement aux investissements. « Est-ce normal, alors que nous avons versė 30 millions d'impôis sur les bénésices l'an dernier, que l'on nous demande de sinancer des équipements publics? interroge M. Arroyo. D'autant que nous participons largement à la richesse de la

Al complètement saturée, le Christophe de Chenay

### **YVELINES**

Y FAIT PEN

# **LES MUREAUX EFFACENT LEUR PASSE**

Métamorphose d'une mosaïque de quartiers avec l'aide de l'Etat

tée entre un centre-ville à bres, des constructions, occuquartiers plaqués le long d'une route départementale trop large. « Si vous parlez des Mureaux aux habitants des Musiciens ou de la Vigne-Blanche, ils vous répondront que c'est là-bas, après le pont de chemin de fer», explique-t-il. Les Musiciens, un quartier où les démolisseurs doivent sévir dimanche 29 novembre, comme ils l'ont déjà fait à Mantes-la-Jolie récemment (le

Monde daté 27-28 septembre). Les Mureaux comptent 33 089 habitants et surtout 11 000 logements construits dans les années 60 pour répondre aux besoins en main-d'œuvre des usines automobiles de Flins et de Poissy.

Le résultat de cet urbanisme précipité est sans surprise, la moitié des habitants, pour beaucoup d'origine étrantère, vivent dans cina quartiers classés en développement social urbain (DSU) : les Musiciens, le plus excentré, la Vigne-Blanche et Ile-de-France, le long de la départementale, les Bougimonts, un peu en retrait de cet axe, et Bécheville, enclavé à l'est de la ville.

#### Moderniser le centre-ville

Depuis trois ans. ces quartiers font l'objet d'une réhabilitation et d'un traitement social des mesures insuffisantes au regard de l'absence d'identification des habitants à leur ville. Ce diagnostic a été établi au terme d'une étude menée par Clément-Noël Donady, l'urbaniste sollicité par Alain Etoré dès son élection en 1989.

Pour rapprocher ces quartiers du centre, l'urbaniste a imaginé un itinéraire piétonnier unissant les quartiers tout en leur donnant un accès rapide à la gare et aux équipements publics. L'allée du Parc a pour objectif de compléter le réaménagement de la route départe-

LAIN ETORÉ (PS) est le tion automobile mais rythmée maire d'une « ville en de chicanes et de ronds-points. miettes». Une cité écla- Des contre-allées plantées d'arcommerces ou des activités tertiaires, doivent achever la transformation de cette saignée

routière en avenue urbaine.

L'idée est formalisée, reste à la mettre en œuvre. L'allée du Parc fait actuellement l'objet d'un concours d'architecture dont le résultat sera connu en 1993. « Nous avons voulu un concours de haut niveau, le choix du maître d'œuvre devant témoigner de l'exigence de qualité de ce projet de ville », souligne Alain Etoré. La route départementale fait déjà l'objet de travaux. La démolition des tours des Musiciens s'inscrit dans un projet de réhabilitation de cet ensemble de i 100 logements. Parallèlement seront entrepris la modernisation d'un centre-ville désuet et l'aménagement de cet espace informe qui le sépare des autres quartiers.

« Cette reconquête prendra au moins dix ans à condition de la mener simultanèment sur tous les fronts. Mais elle ne sera possible que si le projet de ville est retenu comme une priorité du onzième Plan », estime le maire. La métamorphose de cette mosaïque de quartiers, dont le coût global est en cours d'évaluation, est financièrement insupportable pour la seule commune des Murcaux, maigré les ressources fiscales générées par l'Aérospatiale. Alain Etoré compte sur le sou-

LES TOURNANTS

Alain Giraudo

EN VENTE EN LIBRAIRIE

**LA GLOIRE** 

tien de la délégation interministérielle à la ville (DIV) pour bénéficier d'un contrat assurant une programmation des travaux sur cing ans. « Il s'agit de l'un des cinq

sites sur lesquels l'Etat investit le plus dans les Yvelines, au même titre que Chanteloup-les-Vignes. Mantes-la-Jolie, Trappes et Sartrouville», souligne Philippe Yvin, sous-préfet chargé de la politique de la ville dans le département. Plus de 6 millions de francs en deux ans (1991-1992) au titre du développement social urbain et 14,3 millions, sur la même période, consacrés à la réhabilitation des logements. La démolition des deux tours des Musiciens a été financée par la commune, la région, le département et l'Office public interdépartemental Essonne-Val d'Oise-Yvelines, propriétaire

du parc social. Le souhait du sous-préfet est que le projet des Mureaux soit assez avancé en 1993 pour être traité avec d'autres communes proches. Il répondrait alors aux critères du futur contrat de plan qui insiste sur l'intercommunalité et la solidarité pour lutter contre l'exclusion sociale. Tout près des Mureaux, deux autres quartiers sont aussi classés comme sensibles, la Cité du Parc à Ecquevilly et la Cité d'Acosta à Aubergenville.

La démolition de deux tours des Musiciens n'a pas pour seul objectif de traiter, par diminution du nombre d'habitants, un quartier sensible. Elle s'inscrit dans un projet de ville ambitieux. A partir du 29 novembre, la voie sera ouverte à l'allée du Parc, le trait d'union qui doit fédérer les quartiers jusqu'aux berges de la Seine, de l'autre côté du centreville. Pour que, dans dix ans, les jeunes des Musiciens répondent : « Les Mureaux c'est ici. »

Pascale Sauvage

### HAUTS-DE-SEINE

# L'AVENIR DE LA MJC **DE COURBEVOIE**

Animateurs et adhérents se mobilisent pour sauver le théâtre de la démolition

domicile au bout du passage du une salle de 450 place Pourquoi-Pas?, la Maison des eunes et de la culture (MJC) de Courbevoie iouit d'un cadre idvilique. Mais, même si ses six cents adhérents ne laissent rien paraître, la doyenne des MJC porte le deuil. Le 30 septembre à l'aube, la mairie de Courbeoie a fait démolir le « pavillon du Jardinier», l'un des trois bâtiments de la MJC, siège du Minuscule Théâtre, ainsi nommé parce qu'il ne disposait que de 25 places. Exécution l'une décision de justice rendue le 3 juillet par la cour d'appel de Versailles, qui a ordonné l'expulsion de la MIC des locaux municipaux. Une décision assortie d'un délai d'un mois pour le théâtre et d'un an pour le bâtiment principal et l'annexe

La destruction du pavillon n'est que le dernier épisode d'un conflit qui oppose depuis une vingtaine d'années, la municipalité à la MJC. C'est en 1968 que Charles Deprez (UDF), maire de Courbevoie, ouvre les hostilités contre un équipement qu'il qualifie alors de « repère de gauchistes ». Dès lors, les subventions municipales sont supprimées. La bataille juridique s'engage en 1972, à l'expiration du bail de la MJC, que le conseil municipal refuse de renouveler. Grâce à la loi de 1948, dont un article prévoit que les associations ont droit au maintien dans les lieux, la MJC obtient gain de cause auprès de la cour d'appel de Versailles en 1980. Las, la loi Méhaignerie abroge le précieux article et le maire entame une nouvelle procédure qui aboutit à

l'arrêt d'expulsion. Dans la ville, la démolition du théâtre a ému une partie de la population, qui juge que « les bénévoles de la MJC font un travail extraordinaire car il se passe peu de choses à Courbevoie ». La commune n'offre à ses 65 000 habitants ni salle de cinéma ni activité théâtrale permanente, en dehors des programmes de la MJC. Pour remédier au « sous-développement

N four à pain, un saule culturel » dénoncé par Yves Sutpleureur, une maison ter, le jeune président de la bourgeoise entourée de MJC, la municipalité a ouvert verdure, depuis qu'elle a élu l'an dernier l'espace Carpeaux,

> Le maire estimait récemment, sur les ondes d'une radio régionale, que « peu de personnes « suivaient les activités de la MJC. Les défenseurs de la Maison évoquent le cinéma La Lanterne, une salle classée art et essai (40 000 entrées par an) qui pratique une programmation éclectique, ou citent la troupe du Minuscule Théâtre dirigée par Daniel Lacroix. Jean-Yves Haby (UDF-PR), premier adjoint et député des Hauts-de-Seine, constate que « la justice a donné droit au maire de récupérer ses locaux, même si cela pose le problème de voir mourir le seul cinéma de Courbevoie v. Pour justifier l'expulsion, le maire explique que l'espace libéré par la MJC permettra de créer une salle de conférences pour le musée attenant et surtout d'agrandir la cour de l'école maternelle contiguë. « C'est un prétexte! », répliquent les responsables de la MJC. Ils rappellent qu'aucune proposition de relogement n'a été faite, « preuve manifeste que la récupération des locaux n'est qu'un moyen de nous étouffer ».

Privée de subventions municipales depuis 1969, la MJC a appris à gérer son budget au plus près. Aujourd'hui, 85 % des dépenses sont financées par des frais de participation, alors que les subventions du Centre national de la cinématographie et de la direction régionale des affaires culturelles aident à boucler les fins de mois.

Pour M. Sutter la survie de la MJC s'apparente « au refus des banlieues mortes dès 20 heures le soir». Seule certitude, Courbevoie ne sera pas une «banlieue morte» samedi 28 et dimanche 29 novembre, puisque la MJC organise sa vingt-troisième Foire aux livres et aux disques. Quant au Minuscule Théâtre, réfugié au sous-sol du bâtiment principai, on y joue la Raison du plus

Philippe Baverel

### **VAL-DE-MARNE** Prévisions optimistes pour la ZAC d'Alfort

Le Crédit d'équipement des PME (CEPME) devrait s'im-planter sur la ZAC d'Alfort (le Monde du 4 mai) en 1995. Le CEPME, qui emploie deux mille personnes, compte aujourd'hui douze implantations dans le deuxième arrondissement de Paris. Cette société a choisi Maisons-Alfort en raison de sa proximité avec la capitale. En bordure de la Marne, la ZAC d'Alfort est desservie par le métro et l'autoroute A 4; le RER devrait y arriver en 1995. Selon le maire, M. Michel Herbillon (UDF-PR), la texe professionnelle y est une des plus faibles des villes de plus de cinquante mille habitants du Val-de-Marne. Le futur bâtiment, construit à l'emplacement de l'usine des Cycles Lejeune, accueillera les services parisiens du siège et ses principales filiales sur 31 000 mètres carrés. Grâce à cette opération, c'est près de la moitié de la surface de bureaux prévue dans la ZAC d'Alfort qui se trouve déjà vendue alors même que le premier coup de pioche n'a pas

### YVELINES « Ecoville » expérimenté à Maurepas

Un service de diagnostic et d'organisation de la protection de l'environnement va être mis à la disposition des communes urbaines par Gaz de France. Ce programme, appelé « Ecoville », va être expérimenté à Maurepas (20 000 habitants). Il portera sur la collecte sélective des déchets, l'entretien des espaces verts, la révision du plan d'occupation des sols et la gestion du patrimoine.

En acceptant de devenir ville-prototype, Maurepas s'assure le concours de GDF, qui réalise un audit personnelisé sur la qualité da son environnement. Une campagne de mesures de l'air et de la pollution atmoaphérique vient d'être réalisée. L'analyse du couvert végétal par le satellite Spot sera effectuée avant la fin de l'année.

### Convention sur le logement à Elancourt

A l'occasion de la livraison d'une première tranche de logements sociaux dans le nouveau quartier de la Clé de Saint-Pierre (le Monde daté 25-26 octobre), la commune d'Elancourt, qui fait partie de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, a signé une convention d'attribution ». Cet accord avec la préfecture, le conseil général, la caisse d'allocations familiales des Yvelines, le syndicat d'agglomération nouvelle, et une demi-douzaine d'organismes HLM, porta sur quatre cent dix loge-

Préalable au « protocole d'occupation du patrimoine social » (POPS) en cours d'élaboration, cette convention a pour but de permettre aux personnes dont la famille habite à Elancourt, ou à celles qui y travaillent, de trouver un logement sur place. Elle prévoit aussi l'attribution d'une partie du parc à des personnes en difficulté, qui risqueraient d'être exclus du logement HLM. « Parfois utilisé de manière protectionniste, le POPS d'Elancourt ne se fermera pas aux familles venant de l'extérieur » a assuré le maire, Alain Danet (PS). Après Mantes-la-Jolie en 1990, Elancourt est la seconde commune des Yvelines à élaborer un POPS.



14

Une faculté dans le centre de Brest

La nouvelle faculté des lettres de l'université de Bretagne occidentale (UBO) doit ouvrir à la rentrée 1993 en plein cœur de Brest. D'autres sites étaient possibles, mais le conseil municipal et le conseil des communautés urbaines ont choisi cet emplacement pour dynamiser le centre-ville, où, depuis l'abandon du projet de tramway en 1990, le besoin d'un souffle nouveau était perceptible.

Cette faculté va permettre de réduire le nombre d'étudiants de l'actuel campus, situé dans quartier excentré. Construit selon les plans de l'architecte Italien Maximiliano Fuksas, cet équipement est estimé à 110 millions de francs, financés par l'Etat, la région, la ville de Brest et sa communauté urbaine

### LORRAINE

Epidémie de démissions de maires

Una curieuse épidémie de démissions se propage en ce moment parmi les maires des communes de Meurthe-et-Moselle. Il s'agit souvent de « démissions-reconductions », destinées à remodeler des bureaux municipaux divisés. La technique a été inaugurée i y a un an par le maire de Tomblaine, Job Durupt (PS), désireux de se séparer de son oremier adjoint, Jean-Paul Lacresse, également socialiste. Il a depuis été imité par le maire de Briey, Guy Vattier (UDF-PR), en désaccord avec deux adjoints RPR, puis par celui de Ville-en-Vermois André Costerlinck (divers gauche), dont le premier adjoint a cobjectivement a rajoint l'opposition RPR. Le dernier recours en date es celui du maire de Frouard, Claude Wild (PC), désireux d'éviter l'accession du meneur local de Génération Ecologie, Philippe Loui, au poste de premier adjoint. Le principe est simple. Le pre-mier magistrat démissionne de son mandat de maire, ce

qui entraîne la démission obligatoire de tous ses adjoints. Il ne lui reste plus qu'à se faire réélire par le seul conseil ter devant les électeurs, en choisissant de nouveaux adjoints. Seul le préfet peut bloquer la machine en refusant la démission du maire. ce qui compliquerait considérablement le dispositif. Pour l'instant, le préfet de Meurthe-et-Moselle a avalisé l'ensemble de ces remodelages « imposés ».

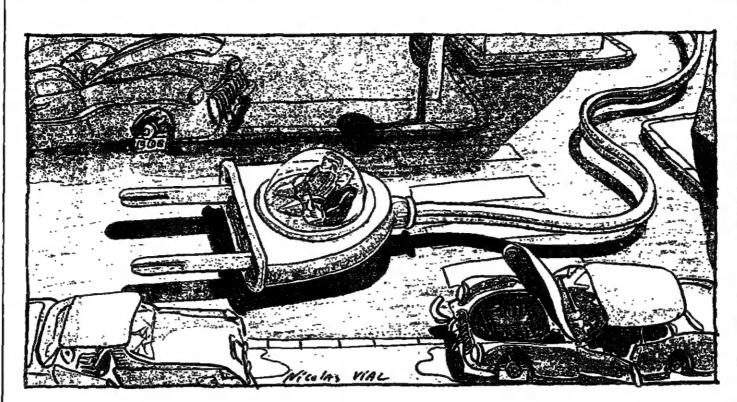
### PICARDIE

L'avenir de l'Oise en questions

En collaboration avec l'IFOP, le conseil général du départe-ment de l'Oise a ouvert une enquête auprès des habitants pour savoir comment ils voyaient l'avenir de leur département. Interrogés sur l'afflux de population venant de la région parisienne, mais aussi sur le cadre de vie, la formation, les transports ou l'emploi, les habitants montrent un sentiment d'appartenance à une même entité territoriale. Le taux de participation est particulièrement élevé : sur les 220 000 questionnaires diffusés, 55 000 pnt été retournés. Une famille sur quatre a donc pris part à la consultation. Les résultats doivent alimenter les travaux de la Conférence permanente du développement de l'Oise, créée au début de l'année par le conseil général. Cette structure comprend des élus, des chefs d'entreprise, des responsables d'associations, des enseignants, etc. Elle a pour mission d'élaborer une charte départementale de développament baptisée « l'Oise de

# LA VOITURE ÉLECTRIQUE SE GLISSE DANS LA VILLE

Vingt-deux sites pilotes ont été retenus pour la mise en place d'un réseau urbain de véhicules non polluants, mais rien ne sera opérationnel avant 1995



ut dénend des municipalités : si elles collaborent, il y aura un effet multiplicateur. Sinon ... ". observait au Salon de la voiture électrique de Florence, en septembre, le sénateur Pierre Laffitte (RDE), ancien directeur de l'Ecole des mines et membre influent de l'Office parlementaire des choix technologiques. De fait, électrique pose des problèmes techniques pour la motorisation et les batteries, elle rencontre surtout des difficultés pratiques de mise en place et d'usage. Dans la phase expérimentale,

il n'est pas prévu d'encourager la vente de véhicules électriques aux particuliers. On se limite aux «flottes captives», comme par exemple les véhicules de liaison utilisés par EDF (environ deux cents actuellement en service) ou par les municipalités (moins de six cents). « Pour moi, le véhicule électrique est un moyen de déplacement de proximité, une sorte d'appendice du transport en commun», affirme Georges Le Roy, chargé de mission à la direction commerciale d'Electricité de

On s'efforce donc d'associer les collectivités locales, qui ont la maîtrise du terrain. Le premier accord a été conclu au mois

de décembre 1991 entre la ville de La Rochelle, le groupe automobile Peugeot-Citroën (PSA) et l'entreprise publique. Pourquoi La Rochelle? Parce que la ville de Michel Crépeau, ancien ministre de l'environnement, s'est toujours voulue en pointe sur ce plan. Elle gère déjà une flotte de trois cents cinquante vélos publics, répartis dans une dizaine gratuits, échangés contre une pièce d'identité, servent de véhicules de ville aux automobilistes ayant laissé leur voiture dans un parc de stationnement. Le principe est donc là. Il suffit d'installer maintenant des bornes de rechargement des batteries pour compléter le dispositif « vélos » par un nouveau véhicule, tout aussi silencieux et non polluant : la voiture électrique.

Autre coïncidence : depuis 1991, une société rochelaise fabrique justement un véhicule électrique. Cette fourgonnette légère, appelée l'«électromobile Volta», a une carrosserie en polyester directement inspirée de la coque des bateaux de plaisance - tradition locale - et d'un moteur -Leroy-Somer - également régional. Le tout est monté dans une ancienne usine Simca devenue Ford. Plus d'une centaine de jour aux administrations et collectivités.

L'accord tripartite prévoit que, en septembre 1993, cinquante voitures Peugeot 106 et Citroën AX, dotées de moteurs électriques, seront confiées pour l'année à cinquante volontaires de La Rochelle, moyennant une faible participation financière. EDF, pour sa part, installera une lente, lorsque la voiture est au garage, et quelques bornes de recharge rapide (pour la panne

A La Rochelle, cinquante volontaires vont bénéficier d'« électromobiles »

Ces bornes de secours seront installées dans les stations-service de la société pétrolière Total (elle aussi partenaire de l'opération) et dans les aires de stationnement public. Car un minimum de précaution s'impose. Il est en effet difficile de laisser à la discrétion d'un public non averti le maniement d'un cable lourd qui charrie Volta ont déjà été vendues à ce des milliers de volts...

Ainsi, le constructeur fournit les véhicules. l'électricien installe les bornes et la ville assure les services d'entretien et de gestion du parc. Si l'expérience s'avère concluante, trois cents véhicules pourraient être mis à la disposi-

tion des Rochelais des 1994. La ville de Tours prévoit de lancer dans la même aventure en 1994. Châtellerault, qui utilise 1986 (Master et Express), va installer des bornes pour le public, comme aussi la ville de Paris. D'autres, qui testent déjà leurs propres véhicules électriques (Dijon, Dunkerque, Fréjus, Monaco, Montpellier, Metz, Nantes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg), pourraient à terme se rallier à la formule.

Des expériences plus limitées visent à tester les différents aspects du véhicule électrique en ville. A Nanterre, préfecture des Hauts-de-Seine, une flotte de vingt-cinq Citroen C 15 électriques circule depuis le début de l'année pour le compte du service clientèle d'EDF. Si l'expérience de circulation en milieu urbain dense donne satisfaction, la ville s'équipera à son tour de véhicules électriques pour la flotte de ses

A Toulouse, quatre Volta ont été ajoutées au parc des voitures classiques EDF, afin de tester l'intégration de véhicules électriques dans un parc de voitures banalisées, gérées par ordinateur. L'agent utilise indifféremment, selon les nécessités du service, des voitures thermiques ou électriques. A Lyon, la ville va tester la recharge des batteries en stationnement souterrain avec le parc EDF (trente-cinq véhicules) et une première flotte de dix véhicules électriques municipaux, qui vont être prochainement mis

en service. On s'achemine donc dans les villes de France vers deux modes d'utilisation des voitures électriques. La première, mise en route actuellement, privilégie la voiture libre-service. A l'aide d'une carte magnétique ad hoc, on emprunte le véhicule sur un parking public et on le restitue dans un autre, où il sera mis en recharge. C'est le «transport en commun individuel». L'autre mode, qui devrait se développer ensuite, c'est la voiture électrique privée, que chaque propriétaire recharge la nuit dans son garage ou au parc de station-

Dans les deux cas, cependant, de redoutables obstacles restent à surmonter. La voiture libre-service devra être finement gérée pour que chaque utilisateur soit satisfait. Comment garantir, par exemple, que les voitures disponibles seront toujours en charge et prêtes à l'emploi? Sinon, elles risquent d'être aban-

données sur place en cas de panne, voire vandalisées sur l'aire de stationnement... Quant au propriétaire privé, il devra acheter ses batteries en leasing, car la restitution au fournisseur de la batterie usagée est le seul moyen de pouvoir recycler le cadmium et le nickel. Sa «deuxième voi-ture» sera done toujours plus captive que l'autre.

Les constructeurs, cependant, restent confiants. « On seru les premiers au monde, en 1995, à vendre trois mille voitures de ville, dit-on chez Peugeot. Car la voiture électrique, à terme, sera « forcement moins chère que la voiture thermique, vu les techniques employées ». Pour Jean-Pierre Bourdier, le « Monsieur environnement » d'EDF, « une voiture électrique n'est qu'un chauffe-eau sans eau qui consomme en moyenne 2500 kwh par an ». Autrement dit, un appareil ultra-simple et peu coûteux à l'usage. Actuellement, la recharge d'une batterie revient à payer 1,20 franc le «litre» de carburant électrique. Et c'est un carburant qu'on ne consomme qu'en roulant, à la différence des moteurs à explosion, qui continuent à tourner dans les embouteillages lorsque la voiture est à l'arrêt.

Roger Cans

### Cités élues

Les ministres de l'environnement et de l'industrie evaient prévu à l'origine de réaliser e en vraie grandeur dix opérations pilotes de véhicules électriques dans dix villes ». Mais, devant le nombre de cités candidates au partenariat avec l'Etat, près d'une cinquantaine, le nombre de sites tests a augmenté. «L'originalité des propositions, la diversité des parteneriats locaux mis en œuvre, l'association des centres d'enseignement et de recherche, des industriels, des différentes perspectives ont conduit le gouvernement à désigner finalement vingtdeux sites pilotes», précise un communiqué commun, publié jeudi 12 novembre per les ministères de l'environne ment, de l'industrie et de

l'énergie. Une désignation qui s'est effectuée sur la base de critères précis, affirment les ministères, qui évoquent la maîtrise de l'énergie ou les moyens dont les collectivités doivent se doter. Trois villes et deux sites ont un rôle de pionnier: Chätellerault, La Rochelle, Tours, Saint-Palais (Belle-lle) et Sophia-Antipolis.

En plus des cinq pionniers, les autres villes sont : Avignon; Bordeaux; Cherbourg : Douai ; Grenoble : Le Havre; La Roche-sur-Yon; Lyon; Montigny-lès-Cormeilles: Montreuil; Nanterre; Nantes: Nevers: Rouen (Sivom de); Seint-Quentinen-Yvelines (sites associés : Versailles, plateau de Saclay; site de Billancourt); Strasbourg. Les critères qui ont présidé à ces choix ne sem-blent pas seulement objectifs ou scientifiques. Ainsi en est-il du triangle Peugeot de Montbéliard, Belfort et Héricourt, choisi sans doute pour faire plaisir au constructeur automobile. Quant à la désianation du Sivom de l'agglomération rouennaise, et non de la ville de Rouen, le nom du président de la structure intercommunale, Laurent Fabius, a dû peser au moment décisif.

## Limoges et ses trolleybus

La gare des Bénédictins et sa des villes les plus polluées du coupole de cuivre, l'hôtel de ville et ses clochetons pointus, ne sont pas seuls à donner à Limoges un charme particulier. Les véhicules blanc et rouge, aux longues perches baladeuses, intriguent les visiteurs de passage. Aux étrangers, aux enfants, on explique le fonctionnement et l'intérêt économique de ces trolleybus, ces véhicules de transport en commun aux « bras articulés » captant l'énergie électrique sur des fils tendus entre les façades des rues, qui donnent à la ville un air rétro. Le trolleybus arrêté, le conducteur debout à l'arrière pour orienter avec peine une perche récalcitrante rappelle des souvenirs.

Mais aujourd'hui le débat sur les nuisances en milieu urbain redonne un air de ieunesse à un ráseau de fils et de véhicules silencieux qui doit fêter l'an prochain son demi-siècle d'existence. Les trolleybus, non poiluants, économes en énergie et en bruit, prennent place dans les réflexions sur l'avenir de la circulation citadine. La preuve : la capitale du Limousin a reçu au mois

monde, emmenée par la société GEC-Alsthorn pour étudier in situ les avantages du réseau électrifié irnougeaud. Dans les années 50, vingt-

cinq villes françaises étaient équipées en trolleybus. Aujourd'hui, il ne reste que quatre agglomérations à en garder quelques lignes - Lyon, Grenoble, Marseille, Saint-Etienne. - et Limoges est la seule à avoir préservé l'ensemble de son réseau urbain. Elle l'a même accru en 1979 de 1 kilomètre de ligne supplémentaire entre la ville et des zones industrielles. La municipalité ne se contente pas de gérer le passé, elle tente de le moderniser. L'automatisation des trois sousstations d'alimentation électrique a été effectuée au mois de février, une nouvelle génération de matériel roulant, le trolley RVI ER100H à alimentation mixte électricité-diesel, a été mise en pour l'environnement et la service, enfin l'utilisation du diester de colza dans la consommation en hydrocarbure a été testée.

« Mais ce mode de desserte urbaine, souligne un responsable de la Société des transports en de juillet une délégation d'élus et commun de Limoges (TCL), la de techniciens de Mexico, l'une société d'économie mixte qui

gère le réseau, a aussi ses inconvénients : coût d'exploitation élevé, itinéraires contraignants, manque de souplesse d'évolu tion. » Et surtout coût prohibitif des infrastructures nécessaires à la création de nouvelles lignes électrifiées. C'est pourquoi la part de ce réseau tend à baisser, en valeur relative, dans les extensions rendues nécessaires par les quartiers neufs, la construction

Avec 25,5 kilomètras de lignes, les trolleybus de Limoges ne représentent plus que 20 % du réseau en longueur, mais 36 % du nombre des kilomètres parcourus journellement et 45 % du total des voyageurs transportés (5,7 millions sur un ensemble de 12 millions en 1991). Ils restent les rois du centre-ville, et TCL va signer une convention avec l'Agence départementale maîtrise de l'énergie (ADEMÉ) pour poursuivre la réflexion commune sur l'avenir de la traction

> de notre correspondant à Limoges Georges Chatain

électrique en milieu urbain.

HŌTEL DU RHŌNE GENIVE

> Parce que votre succès est notre affaire.

The bading I lands of the World. FÉL. (41 22) 731 98 31 FAX (41 22) 732 45 58 Mais, très vite, son analyse

des événements diverge.

Comme se famille, de tradition

gaulliste, il estime que le pays

a besoin d'une autorité forte et

consentie. « Il faut que le chef

de l'Etat montre une direction,

des objectifs, et qu'il donne envie d'y adhérer. C'est préci-

sément ce qui manque aujour-

d'hui. Notre société est une

juxtaposition d'intérêts égo-

centriques : corporatismes,

régionalismes, nationalismes », déclare-t-il.

voye est élu conseiller général

du canton de Bapaume, avec

le soutien du RPR. Il adhère à

ce parti en 1981 et, sous son

étiquette, remporte plusieurs

mandats : maire de Bapaume.

conseiller général, député entre 1986 et 1988, et séne-

teur, en septembre 1992. Il

estime qu'un maire doit, à son

échelle, « créer une émotion

collective ». A-t-il œuvré dens

ce sens, depuis dix ens? «J'al

installé une entreprise d'inser-

tion pour les chômeurs de lon-

gue durée et les jeunes. J'ai

mis en place un atelier de dons

a commission des finances de

l'AMF, il a accepté d'en bri-

guer la présidence. Peu charis-matique, le nouvel élu semble

posséder en revanche une

réelle capacité d'écoute. Et il a

su trouver le ton juste pour se

présenter à ses collègues, au

cours du dernier congrès (le

Monde daté 22-23 novembre).

Il estime que son «jeune» âge

(quarante-cinq ans) est un

atout pour mener à bien la dif-

ficile mission qui est la sienne :

préserver l'unité de l'AMF.

tout en faisant valoir les

Après avoir été, pendant

sieurs années, président de

En 1980, Jean-Paul Dele-

Jean-Paul Delevoye :

des racines rurales

Visage massif, large cou

planté sur un buste immense, Jean-Paul Delevoye possède la

robustessa d'un enfant de la

campagne. Le nouveau prési-

dent de l'Association des

maires de France, l'AMF, est, il

est vrai, né dans une com-

mune rurale du Pas-de-Calais,

Bapaume, qui compte aujour-

d'hui 3 500 habitants et dont il

est le premier magistrat. Il

exerce un métier proche du

monde paysan, puisqu'il est

négociant en grains et

terrex et revendique un chon

sens paysan ». Alors, il est dif-

ficile d'imaginer l'adolescent

tourmenté, élevé chez les jésuites, qui a rompu avec sa

famille vers l'âge de dix-sept ans. Considéré, raconte-t-il

avec un sourire de dérision,

comme « l'intellectuel » d'une

famille de quatre enfants, le

jeune élève, en avence de deux ens sur l'âge scolaire, est

envoyé dans un collège reli-gieux, La Providence à

Amiens. Il y apprend, entre autres, le latin et le grec, et se

pénètre d'une conviction :

C'est le doute qui fait avan-

cer les choses. Il faut avoir

l'humilité de reconneître ses

Alors que ses parents divorcent, Jean-Paul Delevoye

rate son bac, devient a pion ».

Il repasse l'examen « tout

seule, le réussit, et entre à

l'Institut supérieur d'agriculture

de Lille, mais n'y termine pas ses études. Quelques années

plus tard, il réintègre le giron paternel, reprend le métier de

son père, et même, à la

demande des fournisseurs,

1968, un peu de temps « aux

côtés des révoltés », réclamant

« une société plus juste ».

Il affirme avoir passé, en

l'entreprise en difficulté.

Cet homme dit « aimer la

1.

HEURES LOCALES REGARDS

N 1922, après le déclassement de l'enceinte qui mure Paris, deux conseillers municipaux de la capitale reprennent une vieille idée du baron Haussmann et réclament la transformation de Boulogne-Billancourt en un arrondisssement, le XXII, « au nom de l'hygiène et de la gestion moderne de l'agglomération». La jeunegarde «blumiste» installée dans les communes de la petite couronne mêne une vigoureuse contre-offensive : à sa tête André Morizet, sénateur et maire socialiste de Boulogne. Ce dernier assure finalement son indópendance au prix de quelques terrains cédés du côté des fortifications, mais scelle l'union définitive de Boulogne et de Bil-

Une exposition (1) et un livre dressent la brève histoire de cette ville qui croît au rythme des vagues industrielles qui se succèdent sur son territoire. Au début du XIXe siècle. Boulogne est un hameau rural assoupi dans une boucle de la Seine et Billancourt, qui relève de la municipalité d'Auteuil, une ferme. Cent ans plus tard, la soudure entre les deux entités est loin d'être faite. Boulogne, plus bourgeoise, en dépit de ses blanchisseries, regarde vers le bois tandis que Billancourt-accueille des industries d'avantgarde : images et machines volantes. Etienne-Jules Marrey, précurseur du cinématographe,

installe en 1882, à la porte des

Princes, l'anneau circulaire de

sa « station physiologique » où il tente de capter le mouvement, grâce à son « fusil à images ». En 1912, Sarah Bernhardt interprète la Reine Elizabeth, film de Louis Mercanton, dans le studio-usine Eclipse, près du vélodrome du Parc des Princes. D'autres studios lui succéderont, bientôt flanqués, au Point du Jour, de laboratoires cinématographiques.

La bataille du plus léger et du plus lourd que l'air se règle au tournant du siècle. Billancourt est l'un des bauts lieux de cette compétition. Les dirigeables de la société Astra-Surcouf cèdent bientôt le terrain aux avions de Voisin. Esnault-Pelterie et Farman. Mais une autre industrie devient hégémonique, au lendemain de la première guerre mondiale : l'automobile. L'empire Renault avale, morceau après morceau, près d'un dizième de la commune.

### La forteresse ouvrière

Trois photographes ont, dans les années 30, fixé des images de l'entreprise alors triomphante. Robert Doisneau a saisi des ateliers archalques enfumés, où les ouvriers ont encore des gestes d'artisan. Au même moment, Pierre Jahan capte l'énergie et la technique d'une usine moderne, tandis que Pierre Boucher est sensible à l'esthétique des tôles empilées et aux voiles courbes des

bâtiments de béton. Mais la «forteresse ouvrière» ferme ses portes. L'île Seguin devrait être arasée à la fin de l'année 1993. Du coup, l'urbanisme de la ville risque d'être modifié aussi radicalement qu'à l'époque où le maire, André Morizet, imaginait de grands axes pour désenclaver sa commune et demandait à l'architecte Tony Garnier de lui construire une nouvelle mairie, « cathédrale-usine municipale », transparente, qui retrouve aujourd'hui sa rigueur et son élégance originelles grâce à une rénovation soigneuse.

Qualité que l'on reconnaît dans les constructions laissées par la génération des architectes liés au mouvement moderne Le Corbusier et Jeanneret, Faure-Dujarric (l'auteur du magasin des grands boulevards, les Trois Quartiers, aujourd'hui défiguré), Mallet-Stevens, Patout ou les frères Perret. Les « trente glorieuses » furent moins beureuses et on attend avec un rien d'inquiétude l'opération qui, après le départ des usines Renault, doit remodeler 650 000 mètres carrés d'un coup (55 hectares sur le seul territoire de Boulogne). Pour l'heure, préfet, fonctionnaires du ministère de l'équipement et édiles municipaux jouent une partie de bras de fer pour imposer leurs points de vue en matière d'urbanisme. Un urbanisme qui sera, on l'espère, à la hauteur de ce XXI arrondisse-

Emmanuel de Roux

(1) a Boulogne, ville en mouvement, 150 ans de photographie». Cen-tre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (92100). Tél.: 47-12-77-95. Jusqu'au 20 décem-

**EN GASCOGNE** de Jean-Roger Bourrec. Photographies François Perri. Privat, collection a Pays et villes de France », 220 p., 150 F.

a Pour évoquer cette terre aux accents rocailleux que l'on appelle la Gascogne, les éditions Privat viennent de publier un joli livre. Parfumés à l'armagnac, les chemins apres de ce pays balayé par les vents d'ouest et d'autan gardent le souvenir de ces fines lames qui ont nom d'Artagnan, Jean Lannes et Blaise de Montluc, Cette Gascogne à la pointe de l'épée ne saurait oublier la vie quotidienne des hommes d'aujourd'hui qui vivent entre Gers et Hautes-Pyrénées. Là où la promène dans les environs de Lectoure, descend jusqu'à Florence et. à l'est, se tourne vers le toulousain ». L'arbre et l'arbuste, l'oie et l'eau-de-vie marquent les bornes d'une province qui cache des pierres émouvantes comme celles, méconnues, de l'abbaye cistercienne de Flaran.

Une fois la lecture achevée, on regrette qu'entre les photo-graphies qui illustrent ce livre, les auteurs n'aient glissé aucune carte pour faciliter le voyage dans ce Sud-Ouest qui a été un des seurons de l'Occitanie. Enfin, sur l'ensemble du volume, seules quatre lignes sont réservées à la tauromachie. Un ostracisme qui oublie que le Gers, un des départements le plus attachant de la Gascogne, possède, avec Vic-Fezensac, un des temples français de la cor-

Ici, à la Pentecôte, dans ce bourg de trois mille cinq cents habitants, loin de Nimes envahi par le parisianisme, on célèbre avec passion le culte du toro de combat. Quel afficionado n'a pas pris un jour la route de ces arènes de Gascogne pour participer à la feria organisée par des bénévoles?

Est-ce pour faire pardonner cet « oubli » que les premières pages du livre offrent une superbe photo du monument dressé devant les arenes de Vic et représentant un taureau aux cornes impressionnantes, comme on n'en voit plus guère dans les plazas du sud de la Loire, s'écroulant au pied du

### COURRIER

La fin

du socialisme utopique

A propos des cités-jardins du Plessis-Robinson (le Monde daté 4-5 octobre), il faut rappeler que l'office d'HLM des Hauts-de-Seine, né en 1962 du dépeçage de l'Office de la Seine. et donc dirigé par le RPR, n'a jamais pu s'entendre avec la municipalité du Plessis-Robinson, communiste jusqu'en 1989. Non entretenus, les bâtiments se sont délabrés. La cité, qui se trouve à 10 kilomètres de la porte de Châtillon, était presque à la campagne en 1930. Elle est presqu'à Paris aujourd'hui. Le temps n'est donc plus au socia-lisme, qu'il soit utopique ou pragmatique, mais à la rentabilité. Le but n'étant plus le même, il est clair que l'urbanisme sera différent. Il ne peut donc s'agir de réhabiliter l'ancien, ni de réaliser une « nouvelle génération de cités-jardins ». A moins que l'on considère l'ensemble de Parly II comme une cité-jardin, mais ce n'est plus de l'euphémisme!

**BERNARD MARREY** 

L'action des associations à Bordeaux

Ce sont les associations qui ont les premières émis des critiques sur le VAL (le Monde daté 15-16 novembre). Dès 1987, Aquitaine Alternatives a diffusé un dossier contre ce projet. Pour élargir cette action et toucher un public plus vaste, une nouvelle association, TransCUB, regroupant au départ des écologistes et des usagers des transports, s'est créée en 1989. Elle consacre depuis cette date toutes ses actions aux transports en commun dans la communauté urbaine. Les partis ont mis très longtemps à s'intéresser au dossier. Il a fallu que les associations introduisent des actions en justice, manifestent sur la voie publique, leur écrivent à plusieurs reprises pour que certains élus osent enfin contester un projet du maire de Bordeaux.

Il est rare que les associations réussissent à mobiliser la population (600 personnes dans deaux) et à faire évoluer un projet, surtout face à des groupes industriels aussi puissants que Matra et à un devis de 6 milliards de francs. Alors qu'on évoque si souvent le déclin de la citoyenneté et le repli sur l'individualisme, il est réconfortant de voir des citovens se mobiliser sur des sujets d'intérêt général et revendiquer plus de démocratie locale. Les présenter comme des contribuables ou des chefs d'entreprise soucieux de leurs intérêts particuliers, accorder une si large place aux politiques. me semble une approche réductrice, de la réalité.

DOMINIQUE PROST Le Bouscat (Gironde)

Le coût des travaux

Bravo pour ce supplément « Heures locales » nouvelle manière. D'autant que le ton, les informations, tantôt brèves, tantor plus consistantes, permettent aux élus comme aux citoyens d'obtenir des nouvelles régionales que le parisianisme embrume quelque peu.

Puis-je me permettre de vous suggérer un sujet d'enquête qui intéresse élus et citoyens? Pourquoi les coûts des travaux publics réalisés par les collectivités territoriales sont-ils plus élevés que ceux effectués pour des particuliers ou des entreprises privées? Question « naïve » qui mériterait une réponse pour le moins «explosive»! Mais n'ai-je point entendu souvent dire que la transparence était un des fondements de la démocratie?

> GÉRARD PLANTEROSE Saint-Léger-du-Bourg-Denis (Seine-Maritime)

DÉBAT

# NOUVEL ÉLAN POUR LA DÉCENTRALISATION

per Pierre Richard

ES idées, ces demières années, ont été comme dépassées par les événements. Il faut, pour en prendre toute la mesure, faire un point serein de la situation. tirer les conséquences de ce qui s'est passé et se projeter vers l'avenir. La décentralisation est une bonne illustration des grandes mutations qu'a connues notre pays depuis quinze ans. Elle est aujourd'hui à la recherche d'un nouveau équilibre. Si nul ne sait ce qui se passera exactement dans les deux ou trois années qui viennent, il est possible de se fixer un objectif à long terme, et imaginer ce qui paraît souhaitable d'ici douze à quinze ans dens la répertition des pouvoirs entre les collectivités publiques. La vision étant alors définie, on peut se mettre en marche et progresser pes à pas.

C'est l'appel très fort que formulent aujourd'hui nos citoyens at nos élus locaux : la décentralisation, c'est-à-dire l'ap-plication du principe de subsidiarité, oui d'accord. Mais pour quoi faire, avec qui et comment?

Le fonds de recherche sur la décentralisation, créé à l'initiative du Crédit local de France en association avec la Caisse des dépôts, veut contribuer à formuler des réponses concrètes à ces interrogations fondamentales. Il permettra de lancer des études approfondies conduites par des experts, des praticiens et des universitaires, qui travailleront en toute indépendance. Une commission de la décentralisation guiders ces travaux. Elle proposera les axes de recherche et débattra sur les propositions des experts. Un Livre blanc, Décentralisation

2005, conclura les travaux à l'horizon 1994. Présidée par Jacques Chaban-Delmas. la commission comprendra de hautes personnalités du monde politique, économique et social. On renoue en quelque sorte avec la méthode de la commission Guichard. Calle-ci proposait, dans son rapport « Vivre ensemble » de 1976, un « modèle de développement a svec un cheminement sur le

Chacun sent que la décentralisation est aujourd'hui au milieu du gué. L'attente pour des objectifs clairs et des solutions

concrètes est très forte.

années déjà écoulées sere très utile. La décentralisation des années 80 a été surtout une réforme institutionnelle : huit cent dix-neuf lois et décrets d'application en dix ans. Elle a, pour l'essentiel, rabattu les cartes des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales et a permis l'émergence d'un véritable pouvoir local. C'était néces-saire pour débloquer le système, la France étant historiquement et culturellement un pays très centralisé, trop centré sur Paris et les ministères.

La récente loi de février 1992 sur l'administration territoriale de la République marque une deuxième étape de la décentralisation : une réforme «applicative» qui introduit des dispositifs souples et dynamiques dans la gestion du territoire : par exemple, une meilleure coopération entre les différentes collectivités publiques, y compris l'Etat. Il ne s'agit plus avec cette loi de transfert ou de partage de pouvoirs, mais de solidarité et d'actions concertées.

### Coopération Etat-collectivités

La troisième étape, celle des années 90, avec application définitive audelà de l'an 2000, pourrait concarner deux nouveaux champs de réforme. Premier enjeu : la décentralisation n'a

de sens pour le citoyen que si elle a un impact réal sur le cadre de vie-quotidien, et en particulier sur l'aménagement du terri-

L'essoufflement depuis plus de quinze ans de la politique d'aménagement du terri-toire tient au fait que l'on n'a pas su inventer une méthode capable de se substituer au volontarisme étatique des années 60, qui a notamment délocalisé les industries vers l'Ouest. L'Etat n'a plus la capacité aujour-d'hui d'imposer une politique technocratique. Il doit composer avec un corps d'élus locaux puissant, organisé, capable de parler haut et fort. L'aménagement du territoire se fera avec les élus ou ne se fera cas.

Cetta nouvelle étape pourrait être celle d'une coopération examplaire entre l'Etat et les collectivités locales pour cogérer la terri-toire. Les contrats de plan Etat-régions indiquent la voie mais sont insuffisants. Il faut taire. Les crédits budgétaires seront toujours insuffisants | Il faut que l'Etat intervienne per les leviers économiques qu'il maîtrise lui-même. Ils sont nombreux. Pensons aux emplois publics (plus de 4 millions d'emplois contrôlés par l'Etat sur 22 millions d'actifs), aux grands services publics, tant des secteurs concurrentiels que non concurrentiels, aux réseaux de la recherche et des universités.

Le deuxième enjeu de cette nouvelle étape porte sur la démocratie locale. La décentralisation porte encore trop la marque des experts. Elle n'est pas suffisamment l'affaire des citoyens. Pour que la décentralisation devienne synonyme de démocratie locale, il faut mettre en œuvre le principe de transparence. Le contrôle démocratique doit s'exercer sur des structures, des organisations lisibles et simples à comprendre. L'objectif de simplification du dispositif actual doit l'emporter sur tous les autres, même sur l'objectif d'égalité. Un système idéel de péréquation risquerait d'être une véritable «usine à gaz» financière. Celle-ci serait donc contestée à peine construite. Mieux vaut un système plus fruste, imparfait mais

Cet effort de clarté et de lisibilité doit se décliner sur le long terme. Fixons l'objectif souhaitable. En ce sens, la spécialisation des recettes fiscales par nature de collecti-vités locales, la clarification des compétences par blocs faciliteraient grandement la compréhension du système.

La commission de la décentralisation, qui démarre ses travaux le 9 décembre. aura du pain sur la planche. Elle ne pourra pas ne pas évoquer la question du rôle de l'Etat dans un pays centralisé, de l'organi-sation de la solidanté entre las collectivités, du nombre de niveaux d'administration de notre pays à l'heure de la construction de l'Europe, du statut des fonctionnaires ocaux. En faisant volontairement un saut de douze ou quinze ans, on rend la réflexion nlus sereine, checun sentant qu'il n'est pas menacé dans l'immédiat. L'évolution est alors possible vers une société plus responsable et plus conviviale.

▶ Pierre Richard est directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et prési-dent du directoire du Crédit local de

# BENNETON

Graveur-Hêraldiste Papler-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevalières gravées 75. bd Malesherbes - Paris 8 - tel. : (1) 43.87.57,39

J. P.

crètes est très forte.

Un regard rétrospectif sur les dix ce grain n'est pas nécesseirement budgé-

de oc à !

co éti

de

on

po où

jet be

éti Ce

ur Cc

l'a

Fu

CC

ы

Ę

d.

u

d€

m

bı Li

Ε

t€

# Paisibles bords de Saône

MC heureuse. » Jean-Pierre Labruyère ne voit pas d'autre explication à l'indicible langueur qui baigne la préfecture de Saoneet-Loire. Homme d'affaires dont le groupe prospère dans la distribution, ce notable de vicille souche mâconnaise a pris un coup de sang, au mois de juin dernier, en agitant au nez d'une assemblée geignarde de la chambre de commerce et d'industrie le spectre du déclin : « Si nous ne faisons rien, je crains que Mâcon ne soit reléguée à un rôle de souspréfecture rurale. » Une si sombre prophétie, de la part d'un homme si eminent, a fait tanguer la ville, peu habituée aux esclandres. Ici, la vie coule, aussi lisse et paisible que la Saône.

« Les gens ont la culture du statut, de la sécurité et du bienvivre ». explique Jean-Pierre Worms (PS), député de la circonscription. Ces valeurs hautement républicaines s'épanouissent sur le terreau d'une ville de tradition administrative, où le service public emploie encore 8 000 personnes. Le tertiaire privé, le négoce du vin et un tissu équilibré de PME sont les autres boucliers de Mâcon face à la récession (moins de 9 % de chômage). Pourtant, la morosité commence à descendre des coteaux voisins, où les AOC n'échappent pas à l'atonie du marché vinicole. La perte récente des deux cents emplois de la SEITA a été la première saignée vraiment douloureuse dans l'économie locale. Plus inquiétant pour l'avenir a été le départ, coup sur coup cette année, de trois sièges sociaux de banques vers Chalon-sur Saone et Bourg-en-Bresse.

Une crise en pente douce. mais une crise tout de même, qui laisse la ville bourguignonne incrédule. Jusque-là. Mâcon se laissait vivre. La création en 1981 d'un arrêt du TGV Paris-Lyon sur son territoire n'a pas provoqué de déclic. Onze ans plus tard, la zone d'activités autour de Loché reste un quasi-désert. « C'est une gare de western », admet Jean-Pierre Worms. Les autres zones industrielles de l'agglomération sont certes plus vaillantes, mais l'économie maconnaise s'est davantage nourrie du développement d'activités existantes que d'implantations nouvelles. Président de la chambre de commerce et d'industrie. Jacques Bayardon estime que l'apport du TGV n'est pas quantifiable.

Il reconnaît qu'a attirer des entreprises nouvelles n'a pas fait l'objet d'une action spécifique ». A quoi bon sonner le tocsin quand on échappe aux sinistres qui ravagent le bassin minier voisin du Creusot, voire la région chalonnaise? Pendant toutes ces années. Mácon s'en est remis au basard et aux circonstances.

ETTE ville est trop Ses atouts naturels devaient suffire à sa promotion : qui ignore que la ville est à la croisée des autoroutes A6 Lyon-Paris et A40 vers Genève, et prochainement de la route Centre-Europe-Atlantique; que la Saône, grâce au canal de dérivation fraîchement creusé, y est au gabarit européen; que le TGV met la capitale à I h 40; que Lyon est à 60 kilomètres; que la table y est bonne et le stress inconnu...? La «sortie» récente de Jean-Pierre Labruyère n'était rien d'autre qu'un appel à la mobilisation : « Il est temps d'entonner l'hymne « Macon, réveilletoi! », insiste-t-il aujourd'hui.

Depuis quinze ans qu'il est le locataire de l'hôtel de ville, derrière la façade ruissciante de fleurs de l'ancienne demeure des comtes de Montrevel, Michel-Antoine Rognard a eu, il est vrai, d'autres priorités que le développement économique. Le nouveau maire socialiste avait hérité des dettes de son prédécesseur, le bouilionnant Louis Escande. Les chantiers inachevés de ce bâtisseur, qui rêvait tout haut d'un Grand Mâcon de 100 000 habitants, avaient laissé les finances locales exsangues. Après les ZUP construites à cadence forcée au nord et au sud de l'aggiomération, puis les larges avenues tracées au cordeau sur le modèle américain, les bulldozers avaient entrepris d'éventrer le vieux Mâcon. Même la maison natale de Lamartine, rue des Ursulines, a fait partie des victimes de l'époque.

Incertaine de ses limites la ville hésite toujours entre Lyon et Dijon.

Non sans fierté, Michel-Antoine Rognard peut aujour-d'hui se vanter d'avoir « reconstitué le centre-ville », quand d'autres maires se contentaient de sauvegarder le leur. La plus méridionale des cités bourguignonnes a peu à peu retrouvé ses couleurs italiennes. Mais, derrière l'ocre des façades et sous les tuiles romanes, ce n'est pas un quartier-musée que la municipalité a voulu ressusciter. Grâce aux nombreuses acquisitions de l'ancienne équipe, puis au droit de préemption exercé systématiquement depuis 1977, la rénovation a été conduite avec un souci constant du logement social : à Màcon, la moitié de la popu-lation habite en HLM. Derrière le quai Lamartine, l'entrelacs des ruelles résonne ainsi d'une vie authentique.

De la place aux Herbes, qui accueille un marché aux fleurs presque provençal, jusqu'au square de la Paix,

Mâcon vaque à ses occupations quotidiennes dans un cadre historique sans ostentation. La Maison de bois, ce « gigantesque bahut, seion les frères Goncourt, que les Mâconnais ne devaient regar-der qu'en échappade » en raison des sculptures grivoises qui ornent ses façades, pourrait n'être qu'un lieu touristique. De même que le musée Lamartine, la chapelle Saint-Vincent-de-Paul - curieuseleur d'elle-même à ses propres

habitants. Mais elle souffre aussi de sa situation géographique.

Etirée sur un douzaine de kilomètres le long de la rive droite de la Saône, Mâcon est bloquée à l'ouest par les premiers vignobles du Mâconnais. A l'est, sur l'autre der un autre département, l'Ain, et une autre région administrative, Rhône-Alpes. Même impasse au sud, où l'on bute sur le département du Rhône. Au nord, les possibilités de développement ont été explorées, mais se heurtent à la concurrence de Tournus et de Chalon. A-t-on déjà vu un chef-lieu de département aussi excentré? Malade de ses limites administratives, l'agglomération n'a, de surcroît, jamais eu de stratégie claire

entre Dijon et Lyon. Le choix des industriels semble pourtant fait : «La Bourgogne est une fausse région, et Dijon une fausse capitale, plaide Jean-Pierre Labruyère. Mâcon a toujours été attirée par Lyon; son développement économique doit être recherché en liaison avec Rhône-Alpes. » Pour Michel-Antoine Rognard, la ville peut devenir, sans quitter le giron administratif bourguignon, « une tête de pont vers Rhône-Alpes ». Il appelle de ses vœux une délocalisation des universités lyonnaises, l'environnement d'enseignement supérieur faisant gravement défaut. Mais, avant de lorgner au

loin, l'agglomération devra se

urbain, légèrement plus au sud.

Son financement est bouclé. Le

déclic a été le creusement du

canal de dérivation de la Saône,

sur lequel Ain et Saône-et-Loire

Mâcon, on le veut, mais dans un partenariat librement Dans le bureau du maire de Mâcon, le courant a l'air de

sait qu'on doit travailler avec

structure de développement

pour le économique Mâconnais-Val-de-Saône qui transcende les féodalités politiques et les frontières administratives. Si Mâcon rate l'intercommunalité comme d'autres échéances du passé récent, c'est, pense Jacques Bayardon, « parce qu'il n'y a pas d'homme qui ait la tête au-dessus de la mèlée».

Ce sentiment qu'il faut une personnalité d'envergure à la tête de la ville pour imposer Mâcon est de plus en plus partagé. La grande erreur du maire, selon « Jacky » Bayardon, est de n'avoir pas cumulé son mandat avec celui de député. Aujourd'hui, il trace un portrait-robot très « clintonien » du chef qu'il faut à sa ville: « Un homme entre quarante et cinquante ans, qui alt une grande ambition. » Mais, surtout, ne lui demandez pas de nom. Dans la pratique politique mâconnaise, ce serait une faute de goût : hormis Jean-Pierre Worms, élu depuis 1981 mais toujours considéré comme un parachuté, la classe politique locale a usé ses fonds de culotte sur les mêmes bancs d'école, joué au rugby et vieilli ensemble. « Nous sommes des amis de trente ans », disent aussi bien le RPR Bayardon que le PR Voisin du socialiste Rognard. Et vice-versa. Un nom pourtant revient

souvent dans les conversations. Celui de Dominique

Perben, le maire RPR de Chalon, dont le dynamisme est cité en exemple à tout propos. Avec lui. l'éternelle rivale de Mácon a reconquis une image nationale, et son charisme a mis sous l'éteignoir les querelles locales. Le Mâconnais recèle-t-il un homme politique de sa trempe, ou, mieux encore, un autre Alphonse de Lamartine? Libre de tout engagement politique, Jean-Pierre Labruyère répond à sa manière, par une question : « Ne faudrait-il pas un homme nouveau, venu d'ailleurs?» La greffe serait assurément délicate avec une ville qu'on ne conquiert pas, mais qui vous coopte. On ne saurait trop conseiller au postulant un temps de méditation sur la roche de Solutré toute proche. François Mitterrand n'expliquait-il pas dans la Paille et le Grain : « De là, j'aperçois

raus (Lastel Albert Bress) see j

电路子记录 新龍

De notre envoyé spécial Jean-Jacques Bozonnet

mieux ce qui va, ce qui vient et

surtout ce qui ne bouge pas.»

Prochain article: Perfeman

 Dans la série «Cités»,
 le Monde a déjà publié :
 Arras (daté 15-16 novembre), Saint-Malo (daté 22-23 novembre).

ment ovale - à l'intérieur de la résidence Soufflot, ou encore les tours dépareillées du vieux Saint-Vincent. Mais la ville ne vend pas ses charmes au premier touriste de passage. Comme si, par un excès de pudeur, elle réservait le meil-

La cité ne manque de rien en matière d'équipements sportifs et culturels, que certains jugent même surdimensionnés. Une telle politique du cadre de vie a son prix. L'endettement de l'après-Escande n'a guère diminué, même si Michel-Antoine Rognard assure : « Nous avons rétabli les grands équilibres. La situation de nos finances est tendue mais saine. » Pour s'attaquer désormais au développement économique - en particulier pour commercialiser la zone de Macon-Loché, - la ville se trouve pénalisée par son taux de taxe professionnelle (18,25 % contre une moyenne départementale de 5,25 %).

> annie GOSTEINGER dépêtrer d'un lancinant imbroglio local. La loi sur l'administration territoriale de la République a réveillé ici d'ancestrales rivalités de clocher. Ville-centre, Mâcon a tout naturellement proposé un projet de communauté de communes englobant ses cinq voisines les plus proches, extensible à cinq communes de la rive gauche. Réaction immédiate dans l'Ain, où Michel Voisin, député UDF et maire de Replonges, a réussi le tour de force de réunir, en quelques semaines, dans le même projet de district, trente-quatre communes rurales. « Cela compte», dit-il, tout en refusant qu'on y voie une « machine de guerre » : « On

> > mieux passer avec lui qu'avec son cousin germain : Gérard Voisin, maire PR de Charnaylès-Macon (6 000 habitants) et candidat déclaré de l'UDF aux législatives. Celui-ci a rassemblé une dizaine de communes contigues, encore sous le traumatisme de la loi Marcellin et des tentatives d'annexion du Grand Mâcon, pour réfléchir à la « coopération intercommunale autour de l'agglomération mâconnaise ». Une intercommunalité sans la ville-centre? « Les pourparlers ne sont pas rombus avec Macon », nous rassure Gérard Voisin, mais la période électorale qui s'annonce augure mal de la suite.

> > Tontes étiquettes confondues, les décideurs économiques défendent le projet de Mâcon comme le seul cohérent, et dénoncent « la guerre des écharpes ». Conseiller régional RPR, Jacques Bayardon est pessimiste : « Malheureusement, la politique ne cèdera pas le pas au bon sens. On va installer une intercommunalité de quartiers préjudiciable à l'intérêt général. » Sur son impulsion, la CCI vient d'annoncer la création d'une

### Chiffres

■ Préfecture du département de Saône et-Loire, Maçon compte 37 275 habitants. m Résultats des élections municipales du 14 mars 1989

Hesistats use sections municipales du 14 mars 1989
L. 20 677; V., 12 602; A., 39,05 %; E., 12 165,
Union gauche (Rognard, PS., maire), 6 6 10 (54,33 %),
31 élus (6 PC, 18 PS, 2 MRG, 5 Maj. p.)
Union droite (Decrock, UDF-PR), 4 650 (38,22 %), 7 élus
(2 RPR, 3 UDF-PR, 2 div. d.)

(2 RPR, 3 UDF-PR, 2 div. d.)
FN (Martin), 905 (7,43 %), 1 6kr.
Résultats du référendum sur l'union européenne du
20 septembre 1992 :

1., 20 197; V., 12 570; A., 37,76 %; E., 12 146

### Le pont de la concorde

Dans la Guerre des Gaules, Jules César s'irritait de devoir en scruter les flots pendant des heures pour savoir de quel côté elle coulait. La Saône est une rivière immobile, aux crues lentes et amples. L'été, son plan d'eau étale est le terrain de jeu favori des Maconnais, pour qui les plaisirs de l'eau vaient

ceux du vin. Toutefois, cette rivière aux manières bonhommes reste une redoutable frontière, comme au temps où elle marquait la séparation entre le Royaume et l'Empire. Dans les esprits subsiste une solide méfiance entre les deux rives. Le Bressan ressasse le « sentiment de suprématie » prêté au Mâconnais, lequel semble ignorer la vaste plaine dans la brume. Entre ces deux mondes, un unique pont de

pierre, étroit et sinueux. Edifié au XI siècle, fortifié au XII-, allongé au XVI-, sur-élevé au XIX-, rescapé des bombardements de la seconde guerre mondiale, c'est le même unique pont de pierre qui absorbe le trafic urbain. Rafistolé en permanence, le vieux pont Saint-Laurent est touiours debout. Le supplice de l'embou-teillege y a remplacé la peine du fouet. Les automobilistes pressés l'abordent avec angoisse, comme jadis les prisonniers huguenots que le gouverneur de Macon faisait précipiter dans la

Seône. Les embarras de circulation le seront prochainement, avec fertile dont les confins se noient. le création d'un second pont

se déchiraient depuis trente ans. Désormais en eau, ce contournement par l'est fait émerger une «île» de 35 hectares, hors d'atteinte des inondations. Les projets d'aménagement de ce site foisonnent. Le nouvel ouvrage d'art sera, selon le maire, «le pont de la concorde». Faisant allusion au climat du dialogue renoué

pas fait en cinq siècles. »

par-dessus la Saône, son confrère de Replonges confirme : « Nous avons réalisé en trois ans ce qui ne s'était